



CENTRE
INTERNATIONAL
POUR LA
PRÉVENTION
DE LA CRIMINALITÉ

INTERNATIONAL
CENTRE
FOR THE
PREVENTION
OF CRIME

CENTRO
INTERNACIONAL
PARA LA
PREVENCIÓN
DE LA CRIMINALIDAD

**COMMENT PREVENIR LA
RADICALISATION : UNE
REVUE SYSTEMATIQUE**

www.cipc-icpc.org

Décembre 2015

COMMENT PRÉVENIR LA RADICALISATION : UNE REVUE SYSTÉMATIQUE

Décembre 2015

Étude élaborée par le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)

Cette publication a été principalement financée par le Comité interministériel de prévention de la délinquance de la France (CIPD)

Supervision : Daniel Cauchy

Coordination, recherche et rédaction : Pablo Madriaza et Anne-Sophie Ponsot

Assistants de rédaction : Fanny Valendru, Jeremy Galvan et Arber Fetiu

Collecte et analyse des mesures législatives : Alexandra Frederick

Stagiaires : Blavasky Nzimbu-Makamu, Juan Roldan, Nicolas Benzecar, Claudio Modica et Jeremy Lacour

Révision de textes : Roxane Martel-Perron et Céline Monnier.

Mots-clés : radicalisation, prévention de la radicalisation, bonnes pratiques

Centre international pour la prévention de la criminalité

465, rue St-Jean, bureau 803

Montréal, (Québec)

Canada

H2Y 2R6

www.cipc-icpc.org

Le CIPC tient à remercier le cabinet **d’avocats Dentons Canada LLP et l’École supérieure des affaires publiques et internationales de l’Université d’Ottawa**, qui, sous la gouverne de notre présidente madame **Chantal Bernier**, nous ont consacré une partie du temps de leurs professionnels pour nous aider à répertorier les mesures législatives à ce sujet.

Nous voulons remercier monsieur **David Morin**, professeur à **l’École de politique appliquée de l’Université de Sherbrooke** et directeur de recherche au « Centre interuniversitaire de recherche sur les relations internationales du Canada et du Québec » (CIRRICQ) et monsieur **Stéphane Leman-Langlois**, professeur à **l’Université Laval**, titulaire de la Chaire du Canada en surveillance et construction sociale du risque et directeur de « l’équipe de recherche sur le terrorisme et l’anti-terrorisme » (ERTA), et tous deux membres du directoire de **l’Observatoire sur la Radicalisation et l’Extrémisme Violent** du Québec, qui nous ont permis d’enrichir le contenu de ce rapport.

Nous voulons également remercier le **Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance** (SG-CIPD) et plus particulièrement monsieur le **préfet Pierre N’Gahane**, qui, grâce à leur soutien financier, ont rendu possible cette étude, ainsi que la contribution de monsieur **Arnaud Colombié**, qui nous a permis de mieux comprendre les mesures mises en place par le gouvernement de la France.

- CANAFE** : Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada
- CIA** : Central Intelligence Agency [Agence centrale de renseignement]
- CIPC** : Centre international pour la prévention de la criminalité
- CIPD** : Comité interministériel de prévention de la délinquance
- CNAPR** : Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation
- CONTEST** : Counter-Terrorism Strategy [Stratégie de contre-terrorisme]
- COPRA** : Community Policing and Prevention of Radicalisation [Police communautaire et prévention de la radicalisation]
- CPOST** : Chicago Project on Security and Terrorism [Projet de Chicago sur la sécurité et le terrorisme]
- CPTED** : Crime Prevention Through Environmental Design [Prévention du crime par l'aménagement du milieu]
- CTITF** : Counter - Terrorism Implementation Task Force [Lutte contre le terrorisme - équipe spéciale]
- DAECH** : État islamique en Iraq et au Levant
- DCLG** : Department for Communities and Local Government [Ministère des communautés et du gouvernement local]
- ECEGVR** : European Commission's Expert Group on Violent Radicalisation [Groupe d'experts sur la radicalisation violente de la Commission européenne]
- EDL** : English Defence League [Ligue de défense anglaise]
- ETA** : Euskadi Ta Askatasuna [Organisation Pays Basque et liberté]
- EUROPOL** : European Police Office [Office européen de police]
- RRG** : Religious Rehabilitation Group [Groupe de réhabilitation religieuse]
- ICCT** : International Centre for Counter-Terrorism [Centre international pour la lutte contre le terrorisme]
- ICSR** : International Centre for the Study of Radicalisation [centre international pour l'étude de la radicalisation]
- INHESJ** : Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice

JI : Jemaah Islamiyah. Organisation islamiste indonésienne affiliée à Al-Qaïda.

MCU : Muslim Contact Unit [Musulmane unité de contact]

NYPD : New York City Police Department [Département de police de l'état de New York]

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

PEGIDA : Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes [Européens patriotes contre l'islamisation de l'occident]

PET : Politiets Efterretningstjeneste [Service de renseignement de la police de danemark]

SIPI : Stichting Interculturele Participatie en Integratie [Fondation pour la participation et intégration]

START : National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism [Consortium national pour l'étude du terrorisme et de réponses au terrorisme]

STREET : Strategy to Reach, Empower, and Educate Teenagers [Stratégie pour atteindre, habiliter et éduquer les adolescents]

UCLAT : Unité de coordination de la lutte antiterroriste

UNODC : United Nations Office on Drugs and Crime [Office des Nations Unies contre la drogue et le crime]

REMERCIEMENTS.....	3
LISTE D’ABRÉVIATIONS	4
TABLE DE MATIÈRES	6
PRÉFACE	9
La prévention de la radicalisation menant à la violence - la grande absente du discours de sécurité	9
I. INTRODUCTION	11
II. TENDANCES DE LA RADICALISATION ET DE L’EXTRÉMISME VIOLENT	17
2.1 Terrorisme dans le monde	17
2.1.1 Terrorisme en occident.....	18
2.2 Combattants terroristes étrangers	21
2.2.1 Statistiques	21
2.2.2 Géographie	22
2.2.3 Retour	22
2.2.4 Présence des femmes dans les zones de conflits	23
2.3 Extrême droite	23
2.3.1 Antisémitisme et islamophobie	24
2.3.2 Extrême droite aux États-Unis	24
2.3.3 Les femmes et l’extrême droite.....	25
III. COMMENT S’EXPLIQUE LA RADICALISATION ? FACTEURS, CONTEXTES ET TRAJECTOIRES.....	26
3.1 Facteurs explicatifs du processus de radicalisation	29
3.1.1 Opportunités ou vecteurs de recrutement	32
3.1.2 Facteurs individuels	38
3.1.3 Facteurs relationnels ou de groupe.....	44
3.1.4 Facteurs communautaires	46
3.1.5 Facteurs macro et exo systémiques	47
3.2 Trajectoires de radicalisation	50
3.2.1 Le modèle de Wiktorowicz	52
3.2.2 Les cinq phases de conditionnement psycho-sociale de Stahelski.....	54
3.2.3 Le modèle de Moghaddam.....	55
3.2.4 Modèle de Sageman	57
3.2.5 Modèle de NYPD.....	57

3.2.6	Modèle des Services de renseignement de la police danoise [<i>Politiets Efterretningstjeneste</i>] (PET)	59
IV.	MESURES DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT	64
4.1	Introduction	64
4.1.1	Approches en prévention de la criminalité	64
4.1.2	Contextualisation des politiques de prévention de la radicalisation	66
4.2	Typologie des mesures	72
4.2.1	Mesures, mécanismes et stratégies	72
4.2.2	Description de la typologie	74
4.2.3	Mesures ciblant l'individu	75
4.2.4	Mesures ciblant l'environnement relationnel	92
4.2.5	Mesures ciblant l'environnement communautaire	96
4.2.6	Mesures ciblant l'environnement sociétal	101
V.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	107
5.1	Enjeux et défis	108
5.1.1	Une connaissance limitée du sujet.	108
5.1.2	Des évaluations toujours difficiles	109
5.1.3	L'absence d'une perspective de genre.	110
5.1.4	L'absence des facteurs de protection et une utilisation limitée de la prévention sociale à proprement parler.	110
5.1.5	L'importance du travail avec la communauté et l'intégration sociale bidirectionnelle.	111
5.1.6	Des outils déjà connus.	111
5.1.7	Marginalisation et stigmatisation des communautés musulmanes	111
5.1.8	Respect des libertés individuelles	113
5.2	Recommandations	114
5.2.1	Recommandations générales	114
5.2.2	L'individu	115
5.2.3	L'environnement relationnel	118
5.2.4	L'environnement communautaire	118
5.2.5	L'environnement sociétal	119
VII.	BIBLIOGRAPHIE CITÉE DANS LE RAPPORT	122
	ANNEXES	142
A.1	Annexe 1. Méthode	142
A.1.1	Questions de recherche	142
A.1.2	Stratégie de recherche	143
A.1.3	Procédure.	145

A.2 Annexe 2. Mesures Législatives..... 148

La prévention de la radicalisation menant à la violence - la grande absente du discours de sécurité

Deux axes opposés ressortent du discours en réaction à la tragédie du 13 novembre dernier à Paris : celui, bien compréhensible, de la « déclaration de guerre » du Président Hollande qui appelle à un renforcement de la répression, et l'autre, des experts en sécurité, qui constatent les limites des mesures de répression et de surveillance. Il est à espérer qu'entre les deux émerge une prise de conscience : seuls les efforts de prévention peuvent endiguer un mouvement qui met si durement à l'épreuve les forces de l'ordre. Aucune intervention, préventive ou répressive, ne peut se réclamer d'éliminer le risque à la sécurité. Cependant, il ne peut y avoir de sécurité sans leurs efforts conjugués. Mais voilà : nous avons négligé les efforts de prévention au profit des mesures de répression, compromettant le droit fondamental à la vie privée tout en minant l'efficacité de l'appareil de sécurité publique. Pourtant, les preuves sont là : la prévention minimise le risque, complétant ainsi les efforts des forces de l'ordre et allégeant leur fardeau pour plus d'efficacité. Surtout, la prévention construit une collectivité plus sécuritaire, ce que nous voulons tous. Et les pistes de solution existent.

Le 21 octobre 2015, à l'Hôtel de ville de Paris, le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) présentait les conclusions préliminaires de la première partie de son étude sur la prévention de la radicalisation, sous l'égide de l'ambassade du Canada et en la présence de l'ambassadeur. L'auditoire, fourni et de haut niveau, témoignait du niveau de préoccupation. La juxtaposition de cet événement à la tragédie du 13 novembre, à peine trois semaines plus tard, met en relief la nécessité de renforcer les efforts de prévention pour combler les limites de la répression. Les grandes lignes de l'étude du CIPC nous éclairent en ce sens.

L'analyste principal, Pablo Madriaza, et l'analyste Anne-Sophie Ponsot du CIPC décrivent l'action de la prévention de la radicalisation comme combinant certains principes classiques de sécurité, comme la surveillance, à des politiques sociales d'intégration et de cohésion. Ils poursuivent ainsi : « la prévention sociale de la radicalisation a pour but de minimiser le développement des facteurs de risque et renforcer les facteurs de protection contre ce processus. »

Leur étude recense des projets de prévention, efficaces et stratégiques, mais trop peu nombreux, en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et au Moyen Orient, y compris en Arabie Saoudite et dans les Émirats arabes. Ces projets ont en commun la définition de la radicalisation, les individus ciblés et la structure d'intervention.

Les individus ciblés sont généralement jeunes, isolés, en quête d'identité, « contrariés sur le plan politique » et qui vivent, à la suite d'un événement provocateur pour eux, dans leur environnement politique, social ou personnel, une « ouverture cognitive » au discours radical. Ils deviennent alors

vulnérables aux « entrepreneurs de la radicalisation » individus influents, radicalisés et à la recherche d'adeptes.

La structure de prévention s'articule autour d'unités concentriques: l'individu, pour renforcer sa résilience face au discours radical ; son environnement relationnel pour contrer les sources de radicalisation ; sa collectivité pour cerner les influences négatives ; et dans l'environnement sociétal pour favoriser l'intégration harmonieuse.

L'étude du CIPC fournit des exemples concrets d'intervention à chaque niveau. Par exemple, au Royaume Uni, Being British Being Muslim intervient auprès des jeunes musulmans pour favoriser la diversité religieuse dans un discours harmonieux. En Norvège, le programme EXIT engage les parents de jeunes qui présentent des allégeances extrémistes. Le même programme, en Norvège, en Suède et en Allemagne, intervient auprès de l'individu pour le motiver, l'amener à réfléchir et le stabiliser dans un discours modéré et positif. Le but est de désamorcer la violence avant le passage à l'acte, ce que nous souhaitons tous. L'intervention n'a rien de complaisant. Elle vise à éliminer le risque là où il se trouve : dans l'esprit de l'individu radicalisé.

Les mesures d'intervention portent également sur la dé-radicalisation. L'étude du CIPC décrit des interventions dans les prisons au Danemark, à Singapour, au Yémen, en Arabie Saoudite et en Indonésie où s'engage un discours théologique avec des imams pour déconstruire l'idéologie extrémiste. Les États-Unis et les Émirats arabes unis emboîtent le pas, conjointement. Par le projet Sawab, les deux États joignent leurs efforts pour contrer la propagande radicale sur Internet en favorisant les débats en ligne et constituer un discours tolérant et constructif.

L'étude du CIPC dégage trois éléments-clés favorisant la prévention de la radicalisation : l'intégration sociale, pluraliste et harmonieuse, l'amplification d'un discours nuancé et non-combatif ; et la diversification du discours pour être véritablement inclusif.

Devant les limites évidentes de la répression, écrasante par ses coûts et offensante par son atteinte à la vie privée, la prévention doit recevoir plus d'attention. La sécurité ne peut reposer, ni efficacement, ni moralement, sur le seul échafaudage de surveillance qui mine la vie privée, accumule les renseignements pertinents et non-pertinents, sans s'attaquer aux racines du mal. Les ressources à la prévention doivent être accrues, les partenariats communautaires doivent être renforcés et les politiques d'intervention doivent être étendues. Le discours doit donc s'y tourner, de façon concrète et urgente.

Cette étude marque un pas en ce sens.

La présidente,

Me Chantal Bernier

Nous avons tendance à supposer que la radicalisation est quelque chose qui arrive seulement de l'autre côté, sans noter que dans la réponse au terrorisme, le processus de polarisation dans la société - et entre sociétés - radicalise souvent les deux bords. David Schmid, 2013, p. 37.

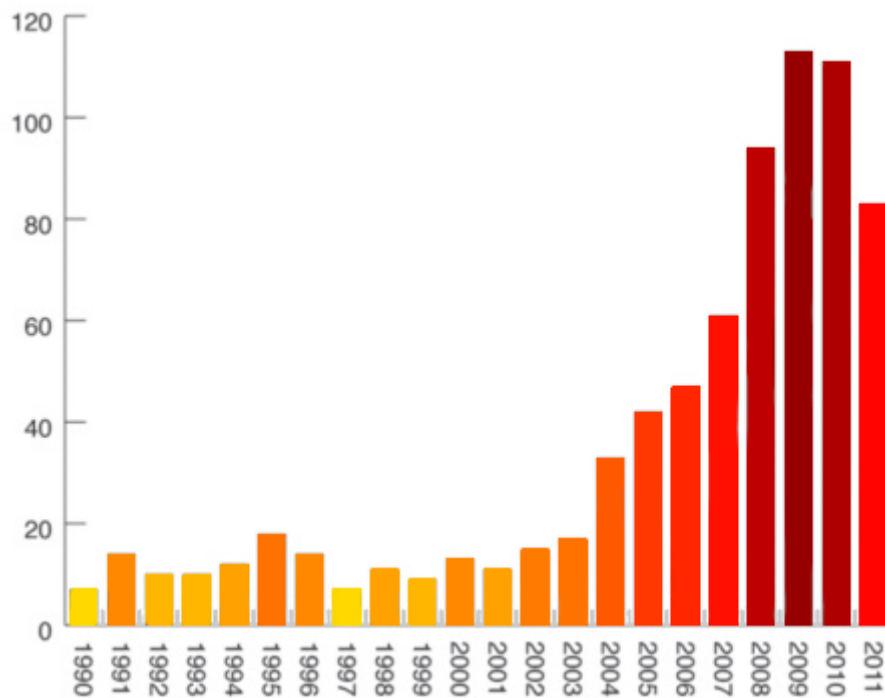
Au cours de la dernière décennie, la radicalisation menant à la violence est devenue une préoccupation internationale croissante, particulièrement dans le cas des pays développés. Celle-ci concerne notamment de jeunes ressortissants des pays occidentaux et leur implication dans la violence et les activités terroristes nationales et internationales. Ces actes sont en grande partie reliés à des croyances religieuses et à l'extrémisme de droite. Les attentats du 11 septembre 2001 ont joué un rôle fondamental dans cette préoccupation. Plusieurs auteurs s'entendent pour dire que la période post-9/11 a favorisé le développement de la recherche en matière de terrorisme et plus particulièrement celle portant sur la compréhension théorique du processus de radicalisation (Ducol, 2015). Toutefois, ce sont particulièrement les attentats à Madrid et à Londres qui vont réorienter la recherche scientifique vers l'étude de ce processus, notamment à partir de l'émergence de ce que l'on appelle le « *homegrown terrorism* » ou terrorisme domestique, à savoir, des individus radicalisés qui sont nés en Occident et qui y ont vécu une partie importante de leur vie (Kundnani, 2012; Neumann & Kleinmann, 2013). Ce sujet est également lié à d'autres phénomènes comme celui des « loups solitaires » ou des combattants étrangers (Bakker, 2015). Ainsi pour la période 1980-1999, les recherches scientifiques portant sur la radicalisation ne sont considérées que dans 3 % des publications dans le domaine¹, alors qu'elles représentent 77 % pour la période 2006-2010 (Neumann & Kleinmann, 2013).

Bien que les champs d'études du terrorisme et de la radicalisation soient complémentaires et que, parfois les deux concepts soient utilisés de façon échangeable, il existe des nuances importantes entre les deux. Par conséquent, des approches différentes ont été utilisées afin de les confronter. D'après Taspinar (2009), par exemple, l'approche « terrorisme » met l'accent sur les « acteurs de l'État, l'idéologie *djihadiste*, le contre-espionnage et l'action coercitive », tandis que l'approche « radicalisation » essaie d'expliquer le phénomène à partir de ses racines profondes, ayant pour intervention principale le développement psychologique, social et économique. Ce deux tendances illustrent le basculement « qui s'opère au sein du monde universitaire d'un paradigme centré sur les « causes/racines » des phénomènes de militantisme clandestin violent, à un autre paradigme orienté vers la compréhension de ces phénomènes à travers le prisme du concept de

¹ Sur un échantillon de 260 articles ou des reports scientifiques du « Combating Violent Extremism—Radicalization Literature Archive (CVE-LA) ».

radicalisation » (Ducol, 2015, p. 49). Deux types d'intervention peuvent donc se dégager. La première est plutôt sécuritaire, focalisée notamment sur la prévention des attentats et ciblant ainsi directement la violence. La seconde intervention est plus indirecte par rapport à la violence, à savoir que, bien que ciblant la réduction de celle-ci, elle s'attaque plutôt aux facteurs à la base qui expliquent socialement ou individuellement le développement de la radicalisation. L'étude sous l'angle de la radicalisation se prête donc davantage à une approche préventive que celle ancrée sur le terrorisme. Ce basculement s'explique particulièrement par l'essor des « *homegrown terrorists* » susmentionnés au sein des pays occidentaux, et par la préoccupation grandissante pour les « combattants étrangers » occidentaux qui se sont rendu notamment en Syrie. La dichotomie entre ami et ennemi ne peut donc pas être appliquée aussi facilement que dans le cas du 9/11 où tous les agresseurs étaient des étrangers. La recherche a ainsi basculé vers la compréhension des facteurs qui expliqueraient le processus de radicalisation à l'intérieur des pays occidentaux. Un champ d'études qui s'est finalement répandu au reste des pays concernés par ce problème.

Graphique 1. Articles qui mentionnent le terme « radicalisation » dans trente journaux spécialisés



Source : Kundnani, 2012, p. 7

Tout comme en criminologie, l'opposition « terrorisme/radicalisation » reproduit ainsi la polarité coercition/prévention. De la même manière qu'il y a quarante ans, où l'idée de prévention de la criminalité commençait à s'installer, la prévention de la radicalisation en est aujourd'hui à ses premiers pas, avec tous les problèmes que cela peut engendrer. Plusieurs arguments sont en faveur

d'une augmentation des initiatives et des réponses stratégiques qui mettent l'accent sur la prévention plutôt que la réaction. L'un d'entre eux provient également de la prévention de la criminalité : en effet, à la différence de l'approche coercitive, la prévention permet non seulement de diminuer les coûts économiques liés aux attentats, mais aussi, de diminuer les coûts sociaux associés tant aux personnes et pays ciblés qu'aux personnes qui se sont engagées dans un processus de radicalisation. La ressemblance s'achève pourtant ici. La prévention de la radicalisation pose actuellement davantage de problèmes en comparaison avec la prévention de la criminalité il y a quarante ans, notamment en raison du manque de corpus scientifique consolidé et de données probantes (Neumann & Kleinmann, 2013), ainsi que de l'absence d'un cadre conceptuel qui oriente la mise en œuvre de stratégies de prévention.

Les récents attentats à Paris vont sans doute faire accélérer les discussions sur ce sujet, notamment par rapport à ses particularités, ainsi qu'aux enjeux dérivés de la lutte contre le terrorisme.

D'une part, ces événements n'ont pas seulement été le pire attentat terroriste en France, mais à partir d'eux, certaines conclusions et singularités se dégagent en comparaison aux tendances vues en Occident depuis une décennie :

- a) En premier lieu, ces attentats confirment l'importance de travailler sur la radicalisation violente occidentale (la plupart des agresseurs connus étaient des Européens) ;
- b) En deuxième lieu, ils confirment l'importance donnée aux « combattants étrangers » occidentaux et aux conflits dans les pays musulmans, pour expliquer le processus de radicalisation occidentale ;
- c) En troisième lieu, si le lien hiérarchique et direct entre le *DAECH* et les cellules en France est confirmé², ce type d'attentat instruira d'un changement de tendance à la décentralisation et l'autonomisation des cellules observées en Occident après les attentats du 11 septembre 2001³ ;
- d) Finalement, la particularité des attentats est soulignée par le fait que les attentats-suicides sont un phénomène exceptionnel en Occident (voir Encadré 1).

D'une autre part, les mesures de contre-terrorisme mises en place, ainsi que les réactions après les attentats soulignent, à leur tour, les enjeux et les défis liés à ce type de problématique. En effet, tel que présenté dans la partie concernant les facteurs explicatifs, les attentats ont une quadruple conséquence :

- a) ils frappent les pays occidentaux et les individus en général, en produisant des morts, des blessés, des dégâts et des effets psychosociaux ;
- b) ils permettent de déclencher des mesures qui limitent les droits et les libertés individuelles des citoyens (surveillance, état d'urgence, etc.), en touchants ainsi la vie quotidienne des personnes ;

² Même si l'État islamique ait revendiqué les attentats, il reste encore à confirmer la particularité de ces liens.

³ Voir note au bas de page 6.

- c) ils exposent les citoyens des pays concernés aux représailles des pays touchés par les attentats, par exemple les citoyens syriens victimes de bombardements et finalement ;
- d) ils frappent également la communauté, dans ce cas, musulmane, en mettant au même niveau les musulmans modérés, largement pacifiques et non pratiquants, et les groupuscules radicalisés. En effet, les attentats provoquent une vague de discrimination et d'islamophobie qui, à son tour, augmente la stigmatisation, l'isolement et le sentiment d'aliénation des communautés, en faiblissant le lien et le sentiment d'appartenance avec le pays de résidence, et en facilitant ainsi le recrutement des *djihadistes* (Schmid, 2013). De la sorte, aussi bien les attentats que les mesures pour contrer le terrorisme ont des conséquences paradoxales et des coûts sociaux importants.

L'approche préventive présentée ici vient justement contrebalancer ce point de vue, en s'adressant aux facteurs à la base du phénomène et en évitant ainsi les énormes impacts négatifs des actions et de leurs réactions.

Les objectifs de cette étude sont justement, d'une part, de promouvoir une approche préventive au sein des stratégies et des projets d'intervention en matière de radicalisation menant à la violence, et, d'une autre part, de recueillir de l'information touchant autant la conceptualisation, les tendances et la recherche, que les outils de prévention (législatifs et pratiques), particulièrement liés à la prévention sociale de ce problème. La réalisation de ce deuxième objectif permettra de fournir des outils qui puissent contribuer à la mise en œuvre des meilleures pratiques d'intervention préventive, aux différents niveaux de gouvernance.

Cette étude s'est effectuée en deux phases : d'abord, une revue systématique de la littérature spécialisée et, ensuite, une phase de terrain où nous réaliserons des entretiens avec des acteurs clés de différents pays, notamment dans les pays occidentaux, et à différents niveaux d'intervention : au niveau stratégique national et international, au niveau des villes et au niveau local-communautaire⁴.



Ce rapport est le résultat de la première phase de l'étude. Cette phase a impliqué une révision et une analyse de la littérature scientifique et de la littérature grise, des normes et des législations nationales et internationales et des programmes ou pratiques prometteuses à ce sujet à une échelle mondiale. Cette phase sert également de base afin de sélectionner les pays et les acteurs clés dans chaque pays qui feront partie de l'étude spécifique dans la deuxième partie de ce travail.

⁴ Voir une description de la méthodologie utilisée dans l'

Afin d'atteindre le premier objectif, nous avons mené deux revues systématiques de la littérature concernant la radicalisation menant à la violence à partir d'une diversité de mots clés.

- a) La première revue concerne la littérature liée à la contextualisation du phénomène exclusivement dans les pays occidentaux, à savoir les tendances, les contextes de radicalisation et de recrutement, les facteurs déterminant ce processus, ainsi que les modèles explicatifs et les trajectoires de radicalisation.
- b) La deuxième revue traite directement des stratégies, programmes et projets de prévention de la radicalisation menant à la violence. Dans ce cas, en raison du nombre limité d'études qui traitent ce sujet spécifique, nous avons considéré des études sans limites géographiques.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons retenu 483 documents.

Bien que les études empiriques soient au cœur de cette révision, nous avons aussi considéré la littérature concernant la discussion liée à ce sujet, en raison du nombre limité d'articles scientifiques basés sur des données probantes ou des sources primaires d'information, et de la qualité parfois insuffisante de ces données (voir Encadré 4)⁵. Dans les deux révisions, nous avons limité nos recherches à la période du 1er janvier 2005 au 1er juin 2015, puis aux articles en français et en anglais. Cependant, dans certains cas où l'importance de l'article était évidente puisqu'il nous permettait de mieux comprendre un aspect du phénomène, nous avons utilisé des sources spécifiques datées avant ou après les dates limites. C'est le cas de certains travaux de Sageman et Wiktorowicz de 2004. De plus, malgré que le radicalisme *djihadiste* soit au cœur de la plupart des études à ce sujet, dans le cadre de cette recherche nous avons abordé aussi bien le radicalisme religieux, notamment l'islamiste, que le radicalisme d'extrême droite, les deux ayant pour contexte essentiellement des pays occidentaux.

Dans le contexte de cette étude nous définissons provisoirement « radicalisation menant à la violence » comme « *le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel* » (Khosrokhavar, 2014, pp. 8–9). Bien que cette définition serve à orienter la recherche, elle est également provisoire, car une revue systématique implique l'incorporation de nombreux points de vue et définitions spécifiques utilisées par les différents chercheurs. Cependant, cette définition est adéquate pour divers motifs. En premier lieu, parce qu'elle est suffisamment large pour considérer différents types de radicalisation. En deuxième lieu, parce qu'elle entend la radicalisation comme un processus et ainsi, un phénomène qui change et qui traverse plusieurs étapes. Cette définition a également certains points communs avec la théorie des mouvements sociaux. Cela nous semble pertinent, car qu'une partie importante de la littérature considérée se base sur ces modèles afin d'expliquer le processus de radicalisation. De plus, la radicalisation comporte une composante politique non négligeable. En effet, cette étude vise à ne pas naturaliser le phénomène de radicalisation et plutôt à le

⁵ C'est-à-dire, la littérature scientifique qui met en discussion ce sujet sans faire appel aux données empiriques ou aux sources primaires d'information : des revues de littérature, articles théoriques ou conceptuels, etc.

comprendre depuis un point de vue relationnel. Ceci veut dire qu'aucun groupe radical n'existe de façon isolé et, en conséquence, il peut subir l'influence du contexte, notamment de la part de l'État ou d'un groupe opposé (Mathieu, 2010). Ainsi, la radicalisation ne peut se comprendre ni se définir sans faire appel à ce même contexte. Ce point de vue relationnel a été développé au sein de la théorie du processus politique, laquelle explique comment l'action des groupes contestataires et celle leurs adversaires (souvent l'État) changent en fonction des caractéristiques des opposants et du contexte (Tarrow & Tilly, 2008). Ainsi, un groupe radicalisé n'agit pas de la même façon contre l'État d'un pays occidental démocratique que contre un État autoritaire comme celui de l'Arabie Saoudite ou de la Syrie (voir Encadré 5).

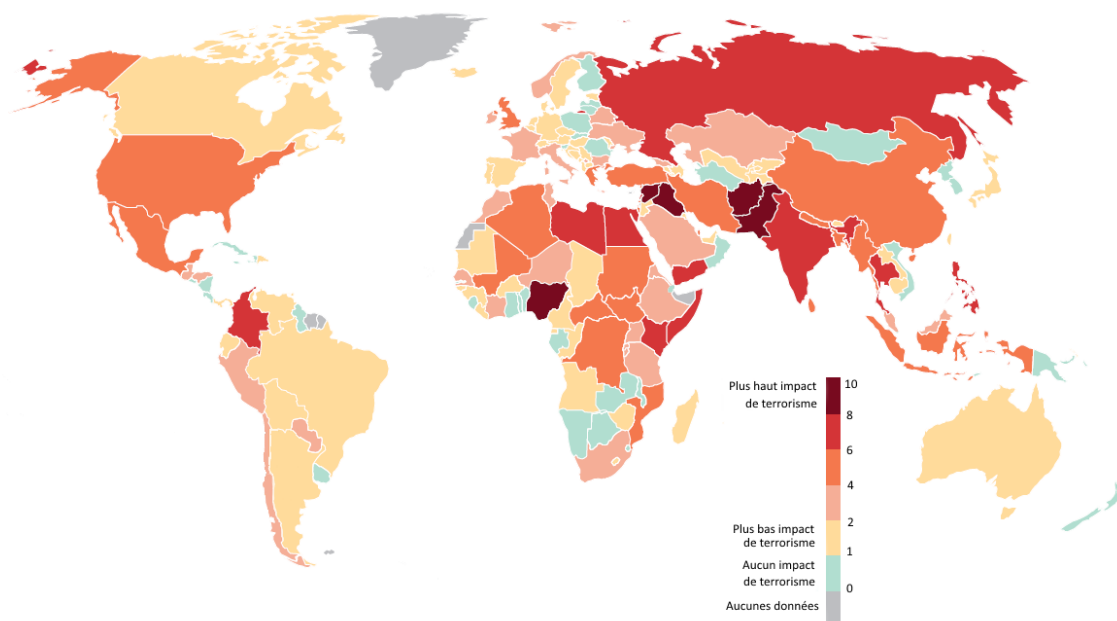
Ce rapport a quatre parties. La première partie montre les tendances mondiales en matière de radicalisation ; la deuxième partie est un aperçu des facteurs et modèles explicatifs de la radicalisation, ainsi que les contextes de recrutement ; la troisième se focalise sur les différents modèles d'intervention et de prévention de la radicalisation et la quatrième conclue ce rapport, en plus de formuler certaines recommandations.

II. TENDANCES DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

Cette section présente un aperçu des tendances de la violence résultant de la radicalisation plutôt que du phénomène de la radicalisation à proprement parler, en raison du manque de données à ce sujet et de la difficulté à mesurer ce processus. Un tableau général du terrorisme dans le monde – et particulièrement en occident - sera donc dressé. Un aperçu des attentats-suicides dans le monde, des combattants terroristes étrangers et des tendances de l'extrême droite sera aussi présenté.

2.1 Terrorisme dans le monde

Illustration 1. Impact⁶ du terrorisme dans le monde



Source : Institute for economics and peace, 2014, p. 8

Le rapport du Département d'État américain « Country Reports on terrorism 2014 » publié en 2015, ainsi que le rapport du National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START) font état des activités terroristes dans le monde (E. Miller, 2015; US Department of State, 2015). Il y a eu, en 2014, entre 13,000 et 16,800 attaques terroristes dans le monde. Résultant de ces attaques, les rapports dénombrent entre 32,000 et 43,500 morts et entre 34,000 et 40,900 blessés, soit une augmentation d'environ 80 % du nombre de décès depuis 2013 (E. Miller, 2015; US Department of State, 2015). Le rapport du Département d'État américain mentionne que ces attaques terroristes ont eu lieu dans 95 pays différents et que 60 % d'entre elles se situaient en

⁶ En termes de vies perdues, de blessés, de dégâts et des effets psychologiques.

Iraq, au Pakistan, en Afghanistan, en Inde et au Nigéria. La majorité des décès liés aux attaques terroristes, soit 78 %, est survenue en Iraq, au Nigéria, en Afghanistan, au Pakistan et en Syrie (US Department of State, 2015). Cette augmentation s'explique notamment par les conflits qui font rage dans ces régions et la violence des attaques terroristes. En effet, le rapport dénombre pas moins de 20 attaques ayant causé plus de 100 victimes dans le monde en 2014, comparativement à 2 en 2013 (E. Miller, 2015; US Department of State, 2015).

2.1.1 Terrorisme en occident

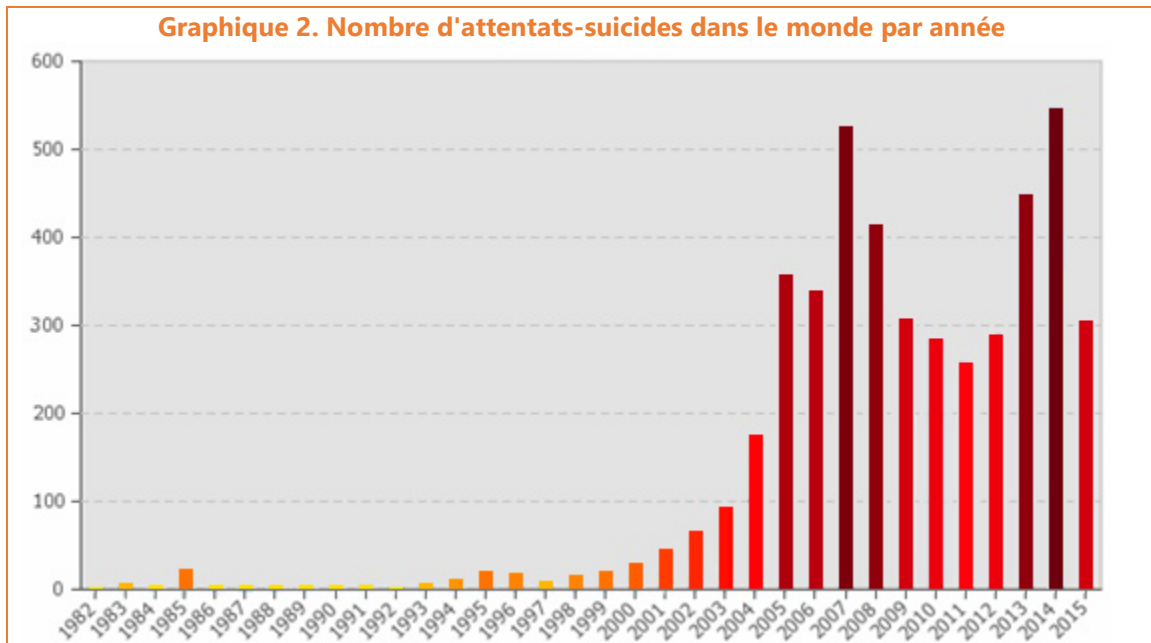
En 2014, sont dénombrées pas moins de 201 attaques terroristes (réussies, avortées ou échouées) en Europe, selon le Rapport d'Europol « *European Union terrorism situation and trend report 2015* » (European Police Office, 2015). Ces attaques ont été perpétrées dans 7 pays membres de l'Union européenne, dont plus de la moitié au Royaume-Uni, faisant 4 morts et provoquant 774 arrestations pour terrorisme (European Police Office, 2015). Europol constate que la grande majorité de ces attaques est revendiquée par des groupes séparatistes, suivies par des groupes anarchistes et d'extrême gauche. La France rapporte à elle seule pas moins de 50 incidents séparatistes s'étant déroulés en Corse. En 2014, 2 attaques sur les 201 répertoriées étaient considérées d'inspiration religieuse, dont celle de Belgique contre le Musée juif de Bruxelles (European Police Office, 2015).

Durant l'année 2014, on constate que le nombre d'attaques terroristes est en baisse dans la majorité des pays. Le nombre d'arrestations, par contre, ne diminue pas : on en recense 774 en 2014 comparativement à 535 en 2013 (European Police Office, 2015). La majorité des arrestations sont en lien avec le terrorisme religieux, soit 395 cas, une augmentation de 179 cas par rapport à 2013. Pour ce qui est de l'extrémisme politique, le nombre d'arrestations a également augmenté, passant de 3 cas d'extrême-droite en 2013 à 34 cas en 2014. Pour ce qui est de l'extrême gauche, on passe de 49 cas en 2013, à 54 en 2014 (European Police Office, 2015).

En Amérique du Nord, la menace terroriste est tout aussi présente et témoigne de certaines similitudes avec l'Union européenne. Pour le Canada, par exemple, les incidents du mois d'octobre 2014 contre l'adjudant Patrice Vincent et le caporal Nathan Cirillo ont remis à l'ordre du jour la problématique de la radicalisation menant à la violence au pays. Les plus récentes données font état de quelques 93 canadiens et canadiennes cherchant à quitter le pays pour rejoindre l'État islamique ou Al-Qaïda et ses groupes affiliés (Lang & Mitchell, 2015). Un rapport sénatorial sur la question dénombre également quelques 80 canadiens rentrés au pays après avoir séjourné à l'étranger au sein de groupes terroristes (Lang & Mitchell, 2015). Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) déclare qu'au Canada, entre 2009 et 2014, on dénombre quelques 683 transactions « liées au financement d'activités terroristes » (Lang & Mitchell, 2015). Même si dernièrement l'attention est portée sur l'extrémisme et la radicalisation de type religieux, tout comme dans l'Union européenne, les groupes extrémistes politiques occupent une place prépondérante dans les statistiques. En effet, comme le témoigne le directeur du Service des enquêtes sur la menace extrémiste de la Sûreté du Québec, les activités extrémistes liées à l'extrême droite sont majoritaires au Québec : « La majorité des dossiers ouverts par le service sont

liés à l'extrême droite et aux crimes haineux, en ce qui concerne plus de 25 p. 100 des dossiers. Ensuite viennent les dossiers liés à la radicalisation islamiste, qui représentent un peu moins de 25 [p. 100] [sic]» (Lang & Mitchell, 2015, p. 2).

Encadré 1. Attentats-suicides⁷ dans le monde



Source : Chicago Project on Security and Terrorism, 2015, p. s/n.

Le *Chicago Project on Security and Terrorism* (COPST) de l'université de Chicago a élaboré une base de données, la « *Suicide Attack Database* », qui recense tous les attentats-suicides dans le monde depuis 1982. Cette base de données révèle que de 1982 et à juin 2015, il y a eu un total de 4,620 attentats dans 40 pays différents, faisant plus de 45,500 victimes et quelques 118,000 blessés. En 2014, sont dénombrés quelques 545 attentats-suicides, pour un total de plus de 4,600 morts et 8,600 blessés. En juin 2015 seulement, 305 attentats-suicides ont eu lieu, faisant 2,503 victimes et 4,920 blessés (Chicago Project on Security and Terrorism, 2015).

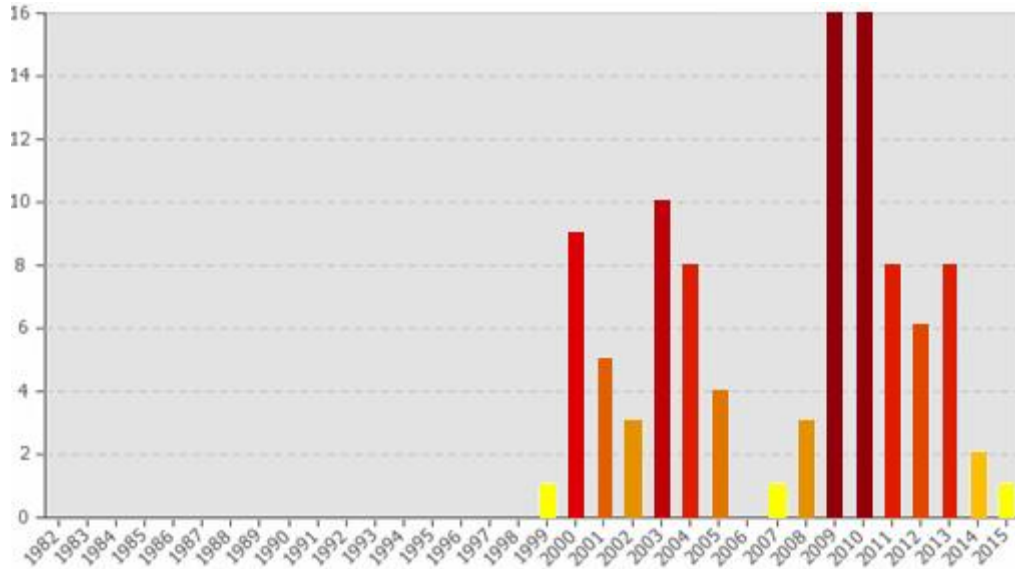
Attentats-suicides en Occident

En Occident, 101 attentats ont été perpétrés depuis 1982, faisant 3,820 morts et 9,718 blessés. Le nombre élevé de victimes s'explique aisément avec les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Pour l'année 2014, 2 attentats-suicides sont répertoriés, un en Ukraine commis par des séparatistes russes et un en Russie commis par des séparatistes tchétchènes, faisant au total 9 morts et 12 blessés. Pour ce qui est de l'année 2015, et ce jusqu'en juin, une seule attaque a

⁷ Un attentat-suicide est défini comme « une attaque dans laquelle un attaquant se tue lui ou elle-même dans une tentative délibérée de tuer d'autres. Cette base de données inclut seulement des attentats-suicides commis par des acteurs non gouvernementaux » (Chicago Project on Security and Terrorism, 2015, p. s/n).

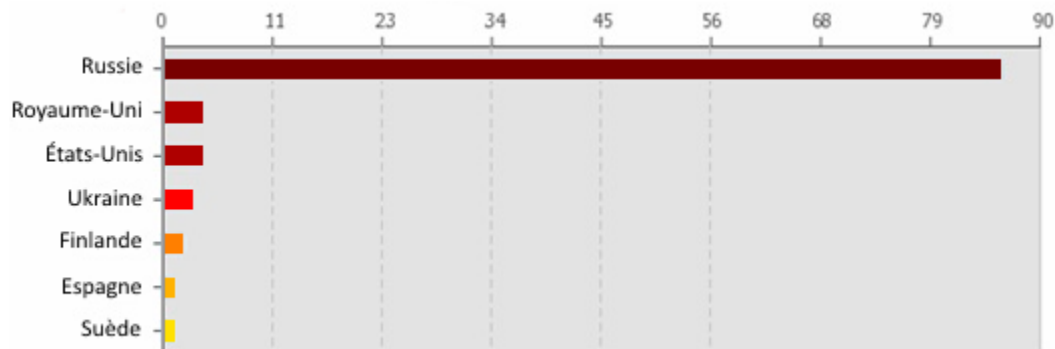
été perpétrée, en Ukraine, par des séparatistes russes faisant 1 mort et 5 blessés (Chicago Project on Security and Terrorism, 2015).

Graphique 3. Nombre d'attentats-suicides en Occident par année (1982 – 2015)



Source : Chicago Project on Security and Terrorism, 2015, p. s/n

Graphique 4. Nombre d'attentats-suicides par pays (1982-2015)⁸



Source : Chicago Project on Security and Terrorism, 2015, p. s/n

⁸ Il n'existe pas de données concernant la France dans cette base de données. Site Web révisé en septembre 2015.

2.2 Combattants terroristes étrangers

Le cas des combattants terroristes étrangers est une tendance très importante liée à la radicalisation menant à la violence. Cette section témoigne de l'ampleur du phénomène et de l'importance qu'il occupe dans le monde, plus particulièrement en Occident. Ces préoccupations se reflètent notamment au travers des actions essayant d'empêcher ces individus de partir combattre à l'étranger et au travers de la gestion du retour de ces combattants.

L'âge des individus empruntant le chemin de l'extrémisme violent est étonnamment bas. D'après les Nations Unies, la moyenne se situerait entre 15 et 35 ans pour ce qui est des combattants étrangers (United Nations Security Council, 2015b). D'autres sources révèlent que l'âge moyen des Européens partis combattre se situerait entre 18 et 29 ans (Briggs Obe & Silverman, 2014). De plus, « le cheminement qui va de l'intérêt initial pour la radicalisation, à la promesse d'agir, puis à l'intégration d'un groupe terroriste étranger, s'est rapidement accéléré » (United Nations Security Council, 2015b, p. 5).

Encadré 2. Définition des combattants étrangers

Dans la résolution 2178 portant sur les menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme, le Conseil de sécurité des Nations Unies a défini les combattants étrangers comme étant des « Nationaux qui se rendent ou tentent de se rendre dans un État autre que leur État de résidence ou de nationalité, et d'autres personnes qui voyagent ou tentent de voyager de leur territoire à un État autre que leur État de résidence ou de nationalité, dans le but de commettre, d'organiser ou de préparer des actes de terrorisme, ou afin d'y participer ou de donner ou recevoir un entraînement au terrorisme. » (United Nations Security Council, 2014, pp. 4-5).

2.2.1 Statistiques

Il est quasi impossible d'établir de façon exacte le nombre de combattants étrangers dans le monde. Cependant, d'après plusieurs sources, en 2015, ce nombre pourrait dépasser les 25 000 combattants issus de plus de 100 États se battant principalement pour le compte de l'État islamique et d'Al-Qaïda (et ses groupes affiliés) en Syrie, en Iraq et en Afrique (Bakowski & Puccio, 2015; Neumann, 2015; United Nations Security Council, 2015a, 2015c). D'après le comité du Conseil de sécurité concernant la lutte antiterroriste le nombre de combattants étrangers aurait augmenté de 71 % dans le monde entre la moitié de l'année 2014 et mars 2015. Ces statistiques sont, entre autres, disponibles grâce à un « recensement national plus complet de la part des États Membres et à une plus grande quantité de données accessibles en sources ouvertes » (United Nations Security Council, 2015a, p. 8). Le *International Centre for the Study of Radicalisation* (ICSR) affirme même que le conflit qui sévit actuellement en Syrie et en Iraq dépasse, en terme de mobilisation de combattants étrangers, le conflit en Afghanistan des années 1980 (Neumann, 2015).

L'ICSR estime qu'en 2013 le nombre de combattants étrangers en Syrie se chiffrait à environ 11,000 individus provenant de 74 pays différents. De ce nombre, il est estimé qu'environ 2,800 d'entre eux étaient occidentaux. L'ICSR estimait à environ 4,000 le nombre de combattants en 2014, provenant principalement d'Europe de l'Ouest. L'Union européenne estime qu'en janvier 2015 ce nombre se situerait entre 3,000 et 5,000 combattants (Bakowski & Puccio, 2015; Neumann, 2015).

Les pays les plus touchés de l'Union européenne, en nombre de combattants, sont la France (1,200 combattants), le Royaume-Uni (entre 500 et 600) et l'Allemagne (entre 500 et 600), suivi de la Belgique (440) (Neumann, 2015). Pour ce qui est du reste du monde occidental, l'Australie, par exemple, dénombrerait quelques 100 à 250 combattants étrangers, près de 150 pour le Canada (Lang & Mitchell, 2015), une centaine pour les États-Unis et quelques 800 à 1,500 pour la Russie (Neumann, 2015). En termes de proportion par rapport à la population, le ICSR place la Belgique comme pays de l'Union européenne le plus touchés avec 40 combattants par million d'habitants, suivi du Danemark avec 27 combattants par millions d'habitants et de la Suède avec 19 combattants par million d'habitants (Neumann, 2015).

2.2.2 Géographie

Comme le mentionne le comité du « Conseil de sécurité » concernant la lutte antiterroriste, la majorité des combattants étrangers se trouve principalement en Syrie et en Iraq, suivi de l'Afghanistan, du Yémen, de la Libye, du Pakistan (United Nations Security Council, 2015a). Outre les problèmes auxquels font face les pays de destination et d'origine des combattants, les « pays de transit sont eux aussi exposés à un risque élevé et sont confrontés à un problème majeur » (United Nations Security Council, 2015a, p. 12). Prenons pour exemple la Turquie qui partage au total plus de 1,000 kilomètres de frontières avec la Syrie et l'Iraq ou encore certains pays comme l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et la Serbie qui sont devenus des lieux de passage pour les combattants étrangers (European Police Office, 2015).

2.2.3 Retour

Il est difficile de connaître le nombre exact de combattants étrangers qui retournent chez eux après avoir pris part à un entraînement ou participé d'une quelconque manière à un conflit. Toutefois, le ICSR estime qu'environ 5 à 10 % des combattants sont morts sur le champ de bataille tandis qu'à l'heure actuelle, 10 à 30 % ont quitté les zones de conflit pour retourner chez eux ou encore dans des pays de transition (Neumann, 2015).

Le retour de ces combattants dans leur pays d'origine ou un autre pays peut poser plusieurs problèmes : « actes de terrorisme [...], activités auxiliaires comme la radicalisation d'autres individus, le recrutement, la production de contenu sur les médias sociaux, la collecte de fonds, l'entraînement, le soutien logistique ou la transmission de messages » (United Nations Security Council, 2015a, p. 9). Selon le comité du Conseil de sécurité concernant la lutte antiterroriste, cette menace est bien réelle. Toutefois, si l'on se base sur l'expérience du même phénomène de combattants étrangers lors de la guerre en Afghanistan dans les années 1980, il est estimé que

moins de 15 % des vétérans terroristes étrangers ont ultérieurement pris part à des activités terroristes (United Nations Security Council, 2015a).

2.2.4 Présence des femmes dans les zones de conflits

Le nombre exact de femmes gonflant les rangs *djihadistes* est, comme bien d'autres statistiques entourant la question, difficile à chiffrer. Cependant, certaines approximations provenant de différentes sources peuvent nous permettre de mesurer l'ampleur de ce phénomène, somme toute, assez nouveau. Bakker et de Leede du *International Centre for Counter-Terrorism* (ICCT) basé à La Haye (Pays-Bas) estiment que le nombre de femmes avoisinerait les 10 % des combattants étrangers occidentaux présents sur les territoires occupés par l'État islamique. Ces femmes représenteraient également 18 % des ressortissants européens (2015; Briggs Obe & Silverman, 2014).

2.3 Extrême droite

Au niveau des tendances concernant l'extrême droite, les rapports d'Europol 2014 et 2015 soulignent qu'il ne semble pas que les groupes d'extrême droite en Europe utilisent des méthodes terroristes dans leurs actions. Toutefois, il est à noter qu'ils restent tout de même actifs (European Police Office, 2014, 2015). En revanche, d'après Glaser (2006), il y aurait eu une augmentation significative des actes de violence motivés par la xénophobie en Europe centrale et de l'Ouest, notamment chez les jeunes. Il existe un certain consensus indiquant que cet accroissement a commencé pendant les années 1990 dans plusieurs pays du continent (Rieker, Schuster, & Glaser, 2006). La renaissance des idéologies nationalistes, populistes et d'extrême droite après la chute de l'Union soviétique dans les anciens pays communistes de l'Europe centrale est particulièrement importante (Glaser, 2006). Pour sa part, le Royaume-Uni remarque également que, en 2014, la menace des groupes extrémistes d'extrême droite s'est modifiée. En effet, il semblerait que ces groupes se structurent davantage et soient plus actifs (European Police Office, 2015).

Comme le rappelle David Art, dans son article *Why 2013 Is Not 1933: The Radical Right in Europe*, les extrémismes n'attirent qu'une très faible proportion des populations. À propos de l'extrême droite en Europe, il explique : « Dans la plupart des pays européens, le racisme non-filtré et la nostalgie du fascisme ne sont pas des arguments vendeurs lors d'élections. Afin d'attirer ce pourcentage non-négligeable de l'électorat pour laquelle l'immigration est une des principales préoccupations, les partis de droite radicale se doivent de se présenter comme les représentants de la dénommée « majorité silencieuse » plutôt que comme ceux de la frange fanatique » (2013, p. 89).

Encadré 3. Types d'extrémisme de droite

Trois catégories d'extrême droite aux États-Unis ont été identifiées par Berlet et Vysotsky (2006) :

- a) Les *mouvements d'extrême droite politique* sont fondamentalement autoritaires, au sein desquels le leadership, la hiérarchie et l'ordre sont considérés comme des formes naturelles d'organisation pour le groupe, ainsi que pour la société. Ils utilisent cet autoritarisme pour développer une vision restrictive et d'exclusion sur les définitions de nation, de race et de citoyenneté, afin d'atteindre un idéal d'homogénéité sociale. Leur but principal est la construction d'une organisation pour confronter un conflit racial ou renverser politiquement l'État. Ainsi, ce type de mouvement fonctionne comme un parti politique marginal.
- b) Les *mouvements religieux* incluent toute organisation qui a pour idéologie centrale un système de croyances spirituelles et dont les membres pratiquent cette religion. Ils se basent souvent sur une idée dualiste apocalyptique de « guerre sainte » entre leurs fidèles alliés et leurs ennemis impies.
- c) Les *mouvements culturels* sont un ensemble de groupes, sans cohésion idéologique, associés à la contre-culture juvénile (par exemple les *skinheads*) et qui se construisent souvent à partir d'une identité de groupe façonnée à partir d'une démonstration active des symboles néonazis ou appartenant à la suprématie blanche. Les rencontres informelles telles que des concerts de rock ou des pubs sont souvent utilisées pour la propagande et le recrutement.

2.3.1 Antisémitisme et islamophobie

Sur le continent européen, Europol constate que la majorité des activités extrémistes provenant des groupes d'extrême droite se manifeste à travers l'antisémitisme et l'islamophobie (European Police Office, 2014, 2015). Ces manifestations à caractère xénophobes coïncident avec des événements internationaux comme le conflit israélo-palestinien, les crises migratoires ou les conflits qui sévissent au Moyen-Orient. Europol identifie plusieurs événements illustrant cette tendance : les manifestations anti-islamiques en Allemagne, les différents incidents de vandalisme contre des synagogues en France, le mouvement PEGIDA, entre autres (European Police Office, 2014, 2015).

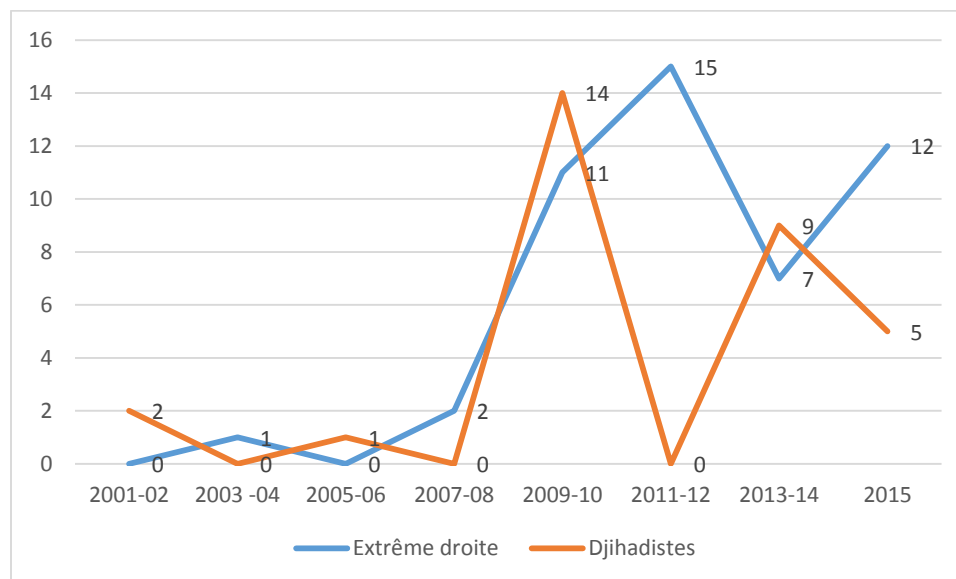
2.3.2 Extrême droite aux États-Unis

Malgré les récents événements violents aux États-Unis que l'on peut attribuer à un radicalisme de type musulman (attaque au couteau à Boston, attaque au Texas et au Kansas) « [...] la principale menace terroriste aux États-Unis ne provient pas d'extrémistes musulmans, mais bien de l'extrême droite » (Gruenewald, Chermak, & Freilich, 2013a; Kurzman & Schanzer, 2015, p. s/n). Dans le cas de « loups solitaires », Chermak, Freilich et Simone concluent que « Les extrémistes de gauche et les *djihadistes* sont moins susceptibles d'être considérés uniquement comme une menace de « loup solitaire » par rapport aux extrémistes d'extrême-droite et des extrémistes sans filiation » (2010, p.

1030). De plus, selon plusieurs chercheurs, les attaques les plus violentes de « loups solitaires » ont été faites par des extrémistes de droite (Bates, 2012; Michael, 2012).

Les statistiques à ce sujet viennent appuyer cette tendance. Dépendamment des sources et des définitions données aux violences dites politiques, il ressort qu'aux États-Unis, les incidents attribuables à l'extrême droite sont plus nombreux que les incidents attribuables à l'extrémisme islamiste. Entre 1990 et 2010, ont été identifiés 140 homicides motivés idéologiquement par l'extrême droite⁹, tandis que 30 homicides ont été attribués à l'extrémisme islamiste pour la même période (Gruenewald, Chermak, & Freilich, 2013b). Comme on peut le constater dans le graphique ci-dessous, depuis le 11 septembre 2001, les incidents attribuables à l'extrême droite ont fait 48 victimes comparativement à 31 pour les incidents perpétrés par des *djihadistes* (International Security, 2015). D'autres statistiques dont celles du *Global Terrorism Database* montrent que, depuis 9/11, 65 attaques aux États-Unis sont attribuables à l'extrême droite contre 24 pour des extrémistes musulmans (Shane, 2015).

Graphique 5. Nombre des morts aux États Unis par année et par groupe extrémiste



Source : Élaboré à partir d' International Security, 2015.

2.3.3 Les femmes et l'extrême droite

Bien que les groupes d'extrême droite aient généralement une culture masculine qui exclut les femmes, il a été observé récemment une augmentation de la participation des femmes au sein de ces groupes, notamment aux États-Unis (Blee & Creasap, 2010; Blee, 2005). Pour certains, les femmes s'engagent dans ces groupes quand leurs compagnons sont menacés par les crises économiques et quand elles-mêmes se sentent menacées ou ont été victimes de l'action d'étrangers ou d'individus culturellement différents (Blee & Creasap, 2010). Toutefois, le rôle

⁹ En 2013, ce chiffre augmente à 155 homicides et, si l'on considère l'attentat à Oklahoma, ce chiffre atteint 358 homicides (Freilich, Chermak, Gruenewald, & Parkin, 2014) .

qu'elles jouent au sein de ses organisations continue d'être associé aux rôles de genre traditionnels. Les hommes, par exemple, voient les femmes liées à ses groupes comme étant motivées par leurs responsabilités maternelles et leurs émotions, plutôt que par un engagement idéologique. Dans une autre étude auprès de *skinheads*, les hommes voient les femmes comme des accessoires de la cause de la suprématie blanche (Blee & Creasap, 2010).

Blee (2005) explique, par exemple, que certains groupes de suprématie blanche utilisent les femmes en raison de leur centralité dans la famille, puisqu'elles sont moins susceptibles de devenir des informatrices de la police et que leur engagement permet de donner une image plus bénigne à l'organisation. Cependant, leur participation dans des actes terroristes est souvent secondaire et prend trois formes : afin de légitimer les actions (en leur donnant un air de normalité), promouvoir la cohésion de groupe (en créant des liens de solidarité entre les groupes) et offrir du soutien aux chefs du groupe lorsqu'ils sont en prison (Blee, 2005).

III. COMMENT S'EXPLIQUE LA RADICALISATION ? FACTEURS, CONTEXTES ET TRAJECTOIRES

Bien que l'étude de la radicalisation soit récente, la multiplication d'articles scientifiques au cours de la dernière décennie a nourri un ensemble d'explications d'une diversité et complexité croissantes. Chaque domaine ou discipline, notamment au sein des sciences sociales, semble avoir développé une explication propre à ce sujet. Des études provenant de la théorie des mouvements sociaux et de la science politique, ainsi que de la psychologie sociale et de la sociologie ont largement influencé ce champ d'études. Par ailleurs les théories criminologiques et les neurosciences viennent de débiter. Malgré cela, deux points communs lient ces théories : la plupart manquent de données empiriques ou utilisent des méthodes très limitées (voir Encadré 4, Neumann & Kleinmann, 2013). Ceci s'explique par la nature même du phénomène d'étude, à savoir, comme mentionné précédemment, un nombre très limité et très divers de cas. Le profil des radicaux est l'exemple le plus pertinent : il n'existe pas de consensus sur les caractéristiques communes de ceux qui s'engagent dans un processus de radicalisation (Gill, Horgan, & Deckert, 2014; Sageman, 2007; Zammit, 2010). Mis à part le genre et l'âge- la plupart des radicaux étant des jeunes hommes - autant l'éducation, que les ressources financières et sociales, les motivations et l'appartenance, etc. changent entre différents groupes, voire entre divers individus (Gill et al., 2014; Zammit, 2010). Sageman souligne le fait que les personnes radicalisées possèdent un bon niveau d'études et sont de classe moyenne. La plupart sont mariées et sans prédisposition à la criminalité (Sageman, 2004, 2007, 2008). Au contraire, la suite de cette étude réalisée par Bakker (2006) dans le contexte européen souligne que la grande majorité sont des hommes célibataires, provenant souvent de classes populaires et plusieurs d'entre eux ont une histoire criminelle. Il n'existe pas donc une seule trajectoire de radicalisation et comme McCauley et Moskalko remarquent : « Il y a de nombreuses voies différentes. La quantité peut être estimée en calculant le nombre de combinaisons différentes qui peuvent se dégager des mécanismes déjà identifiés »(2010, p. 88). Bien que ces études essayent de mettre en place des modèles explicatifs, la majorité sont des études exploratoires plutôt qu'explicatives (Skillicorn, Leuprecht, & Winn, 2012). En résumé, l'étude sur la radicalisation est trop limitée pour dégager des consensus ou des certitudes. La controverse Sageman-Hoffman concernant la question du degré d'autonomisation des groupes radicaux par rapport à l'influence centralisée d'Al-Qaïda est un bon exemple des incertitudes qui existent toujours concernant le processus et l'évolution de la radicalisation dans le monde (Sageman & Hoffman, 2008a, 2008b)¹⁰.

¹⁰ Sageman affirme que l'influence d'Al-Qaïda a diminué considérablement au cours des dernières années, et que les groupes extrémistes en occident sont de plus en plus autonomes, auto-entraînés et auto-activés, n'ayant aucun lien spécifique ni avec les autres groupes ni avec Al-Qaïda. Au contraire, Hoffmann souligne qu'Al-Qaïda demeure une influence importante au sein de ces groupes en Occident.

Encadré 4. Méthodes de recherche sur la radicalisation

Une récente étude de Neumann & Kleinmann (2013) fait une évaluation de la qualité des recherches sur la radicalisation. 34 % des études recensées manquaient de rigueur soit méthodologique (concernant la procédure), soit empirique (concernant le type de données). 74 % ont utilisé des méthodologies qualitatives, dont la plupart des études de cas et techniques narratives, tandis que 20 % ont utilisé une méthode quantitative. Dans les études qualitatives, seulement 26 % ont fait preuve d'une haute rigueur méthodologique, tandis que 94 % des études quantitatives ont été rigoureuses. La majorité des études provenaient du domaine de la sociologie (36 %) et des sciences politiques (23 %), tandis que seulement 7 % provenaient de la psychologie.

Dans le cadre de notre recherche et en ce qui concerne la méthodologie utilisée, la plupart des études recensées se concentrent sur la description des individus radicaux soit à partir d'entretiens¹¹ soit à partir de la quantification de données secondaires issues de sources officielles et non officielles¹², la deuxième approche étant le moyen le plus répandu. Cependant, un problème qui se dégage de ce type d'étude est l'absence d'un groupe témoin auquel l'échantillon des personnes radicalisées peut se comparer. Ainsi, il est difficile de savoir si les caractéristiques décrites appartiennent spécifiquement à ce groupe ou si elles reflètent une distribution normale de la population (Skillicorn et al., 2012). Il s'agit d'un problème important pour la création de profils. D'autres études ont essayé de surmonter ce manque en introduisant des groupes de comparaison. C'est le cas de l'étude de Kreuger (2008) aux États-Unis et d'Altunbas & Thornton (2011) en Angleterre qui ont comparé un échantillon de la population musulmane avec celles des personnes radicalisées.

Une autre type d'étude concerne les perceptions de, les attitudes face à et les prédispositions à la radicalisation d'une population ciblée. Ces études sont intéressantes pour la prévention, lorsqu'il s'agit de détecter des facteurs sous-jacents au sein d'un secteur de la population considéré à risque et donc, elles sont plus pertinentes afin de développer des programmes de prévention primaire et secondaire. Il existe de méthodes qualitatives¹³ et quantitatives¹⁴. Ces dernières ont l'avantage d'utiliser des échantillons plus grands par rapport aux études descriptives des radicaux susmentionnés. Cependant, les stratégies d'échantillonnage doivent être améliorées afin d'être plus représentatives de la population auprès de laquelle l'enquête est menée et de plus, les modèles cognitifs sur lesquels ces études sont basées permettent d'expliquer la prédisposition aux idées radicales, mais pas le passage à l'acte terroriste. En dépit de cela, ce type d'étude est clairement prometteur.

¹¹ Cf. Abbas, 2012; Khosrokhavar, 2013, 2014; Sageman, 2004.

¹² Cf. Bakker, 2006; Crone & Harrow, 2011; Gartenstein-Ross, 2014; Gill et al., 2014; Sageman, 2004, 2008; Zammit, 2010. Les sources non officielles correspondent à l'information provenant des medias, google search, Wikipedia, blogs, etc.

¹³ Cf. par exemple Beski-Chafiq et al., 2010; Schanzer, Kurzman, & Moosa, 2010.

¹⁴ Cf. par exemple Bhui et al., 2014; Simon, Reichert, & Grabow, 2013; Skillicorn et al., 2012.

Les études de cas¹⁵ ont également été l'un des moyens d'analyse les plus répandus dans la littérature. Ce sont des études qui se concentrent sur plusieurs niveaux d'analyse : individuel, groupe ou pays et qui pour la plupart utilisent des sources secondaires d'information. Bien que les études de cas permettent d'approfondir un sujet spécifique, leurs limites sont évidentes, notamment par rapport à la généralisation de leurs résultats. À ce titre, l'un des meilleurs exemples est l'étude de Wiktorowicz en 2004, étant également l'un des rares exemples de l'utilisation combinée de l'observation de terrain et des entretiens avec un groupe radical.

Finalement, les modèles sociohistoriques essaient de mettre en relation certaines caractéristiques soit de groupes, soit de pays avec l'évolution au cours de l'histoire des attentats ou des processus de radicalisation. Il s'agit d'un modèle de travail propre à la théorie du processus politique relatif aux mouvements sociaux¹⁶ (McAdam, McCarthy, & Zald, 1996; Tilly, 1978a, 1978b). Un exemple intéressant est celui d'Ashour (2007, 2008, 2009), où il explique historiquement le processus de « déradicalisation » et désengagement de différents groupes armés islamistes à partir de mise en relation des caractéristiques de ces groupes avec les actions de l'État, par exemple la répression et les incitations.

Cette partie a pour but de décrire une partie des différentes explications relatives à la radicalisation qui ont été développées au sein des différentes études révisées, notamment les facteurs et les trajectoires. Dans ce cas, les trajectoires de radicalisation sont définies comme des modèles causaux linéaires au travers desquels les individus ou les groupes franchissent différentes phases de radicalisation. Évidemment, les trajectoires de radicalisation ne sont pas les seuls modèles explicatifs. Cependant, étant donné l'attention que ces modèles suscitent dans la littérature, nous avons décidé d'y consacrer une partie entière, afin de les décrire en profondeur et leur apporter un regard critique. Les modèles explicatifs à proprement parler ne se limitent pas à une relation causale linéaire, sinon qu'ils mettent en relation des facteurs de différents niveaux, sans faire appel à une seule direction. Malheureusement à cause de leur nombre important, ces modèles complexes ne seront pas décrits dans cette phase de l'étude. Finalement, les facteurs correspondent à l'unité d'explication la plus simple¹⁷. En dépit du fait qu'ils seront incorporés dans chacun de modèles, y compris les trajectoires, nous avons décidé de répertorier ces unités afin de souligner les différents éléments qui sont utilisés pour expliquer la radicalisation.

3.1 Facteurs explicatifs du processus de radicalisation

Il est impossible de mettre au même niveau les différents facteurs expliquant le processus de radicalisation. McCauley et Moskalenko (2008) établissent ainsi trois niveaux : individuel, de groupe et au niveau de masse [*mass level*]. Toutefois, ces trois niveaux n'arrivent pas à résumer les différents

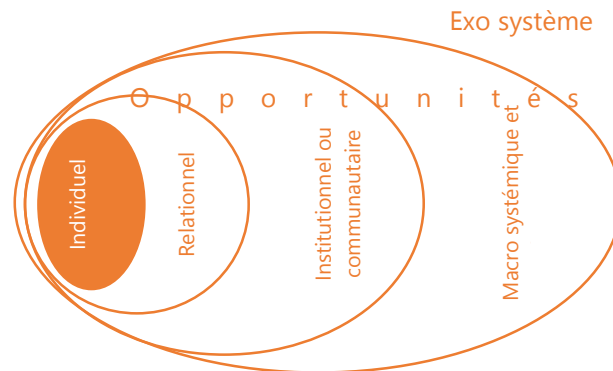
¹⁵ Cf. Costanza, 2012; de Mesquita, 2005; McCoy & Knight, 2015; M. D. Silber & Bhatt, 2007.

¹⁶ Voir Encadré 5. Les opportunités pour la radicalisation.

¹⁷ Nous avons suivi la même logique lors de la présentation de mesures de prévention, c'est-à-dire, nous nous sommes concentrés sur la typologie des mesures spécifiques plutôt que sur les programmes complexes.

niveaux et les différentes catégories de facteurs présents dans la littérature, par exemple dans le cas de facteurs sociétaux ou des opportunités pour la radicalisation (voir Encadré 5). Ainsi, nous nous sommes inspirés du modèle écologique de Bronfenbrenner (2009), lequel souligne la complexité de l'émergence d'un phénomène à partir de plusieurs niveaux d'analyse, afin de construire un schéma.

Illustration 2: Schéma des facteurs



Il faut souligner que ce schéma ne prétend pas être un modèle explicatif, sinon une façon de présenter l'information issue de la revue systématique. Un modèle similaire a été utilisé par Della Porta (1995) pour expliquer l'extrémisme de gauche en Italie et en Allemagne, ainsi que par Hegghammer (2010) pour expliquer la montée du *djihadisme* en Arabie Saoudite. De même, aucun facteur ne peut expliquer à lui seul le processus de radicalisation, et, au contraire, il faut avoir recours à un éventail de combinaisons possibles à l'intérieur de l'ensemble de facteurs pour y parvenir (McCauley & Moskalkenko, 2008). Ainsi, le but de cette partie est de répertorier l'information disponible durant la période de temps identifiée, même si cette information est parfois contradictoire, tel qu'illustré à partir des études de Sageman et Bakker déjà citées¹⁸. En effet, nous allons souligner ces contradictions entre les études afin de dégager les consensus existant.

L'individu est au cœur du modèle et autour de lui gravitent d'autres facteurs qui ont certaines influences sur la radicalisation. À la différence d'autres facteurs plutôt de contexte, les facteurs individuels servent également à décrire les profils des individus radicalisés. Le niveau relationnel concerne les facteurs relatifs aux relations avec les proches (famille, amis, etc.). Le niveau mésosystémique correspond aux facteurs qui se trouvent au niveau institutionnel ou communautaire. Dans le niveau macro-systémique se retrouvent les facteurs en lien avec les grands systèmes sociaux (justice, éducation, etc.) et les actions de l'État. À ce niveau, nous avons également mis les variables géopolitiques. Finalement, l'exo-système comprend la culture et les valeurs qui encadrent les autres niveaux de compréhension.

¹⁸ Voir introduction à cette partie concernant les explications du radicalisme.

Le concept des opportunités est un facteur qui commence à être souligné. Les opportunités sont des variables de contexte ou situationnelles qui donnent l'occasion de se radicaliser (voir Encadré 5). Les contextes de recrutement (Internet, les prisons, etc.) sont considérés comme offrant une occasion de rencontrer des personnes du même avis, en donnant une source d'inspiration pour la radicalisation (King & Taylor, 2011; Precht, 2007). Pour leur part, McCauley et Moskalkenko (2014) soulignent l'importance que les agences de renseignement ont eue dans le passage des idées radicales à l'action d'un attaquant-suicide¹⁹, en lui donnant l'opportunité d'agir. Les interventions des pays occidentaux dans les territoires des pays musulmans sont aussi considérées comme des contextes d'opportunités qui permettent de nourrir les processus de radicalisation (Sirseldou, 2012). Ainsi, les opportunités se retrouvent aux différents niveaux de notre schéma de présentation, à l'exception du niveau individuel. Dans ce cas, nous allons désormais comprendre tous ces facteurs, sauf les individuels, comme étant des opportunités pour la radicalisation. Nous allons commencer par décrire les opportunités de recrutements puis, les différents niveaux de complexité.

Encadré 5. Les opportunités pour la radicalisation

Il existe deux sources pertinentes pour l'étude des opportunités : l'une provenant de la criminologie et l'autre de la théorie des mouvements sociaux. La prévention situationnelle est l'un des modèles les plus connus en criminologie. Elle se base sur l'idée que les délinquants font des choix rationnels à partir de l'évaluation des opportunités contextuelles (Felson & Clarke, 1998). Ces opportunités sont spécifiques au type de délit, se concentrent de façon spatio-temporelle et dépendent des routines de possibles victimes, ainsi que de celles des délinquants (Felson & Clarke, 1998). À partir de cette théorie naît la prévention par l'aménagement environnemental, CPTED²⁰ (abréviation en anglais), qui met l'accent sur l'influence que l'environnement a sur les opportunités du crime (Shaw, 2010). Precht (2007) s'inspire de ce modèle pour expliquer comment les contextes de recrutement fonctionnent comme des opportunités à la radicalisation. Taylor met aussi l'accent sur comment les contextes ou situations, particulièrement spatiales, jouent un rôle considérable dans ce processus (King & Taylor, 2011; Taylor, Roach, & Pease, 2015). Cependant, le créateur de ce modèle, Clarke, est celui qui a essayé d'appliquer de la façon la plus directe ces idées, notamment à la prévention des attentats (Clarke & Newman, 2007).

L'autre source est celle de la théorie du processus politique, notamment à partir du concept de structure des opportunités politiques, largement utilisé pour expliquer la protestation sociale (Della Porta, 2013; McAdam et al., 1996; Tilly, 1978a). Ce modèle explique comment le contexte sociopolitique, notamment la relation entre l'État et les mouvements sociaux, a une influence importante sur la montée et la chute des processus de mobilisation sociale. Kriesi (1995), par exemple, définit le contexte politique à partir de trois caractéristiques: la structure formelle de l'État, les procédures informelles et les stratégies dominantes des autorités politiques par rapport aux opposants, ainsi que la configuration et distribution du pouvoir à l'intérieur du système des

¹⁹ Al-Balawi. Double agent koweïtien qui a tué sept agents de la CIA et un agent jordanien en 2009 dans une attentat-suicide (McCauley & Moskalkenko, 2014).

²⁰ Crime prevention through environmental design.

parties. L'ensemble des caractéristiques favorisant la mobilisation est considéré comme une structure d'opportunités politiques. Le travail d'Ashour (2008), cité dans l'Encadré 4, est un bon exemple de l'influence de l'État sur les processus de « déradicalisation ». Le concept a également été utilisé pour expliquer la montée du radicalisme islamiste en Arabie Saoudite, ainsi qu'en Russie (Dannreuther, 2010; Hegghammer, 2010). Dans ce dernier cas, par exemple, Dannreuther (2010) souligne que le succès des groupes radicaux islamistes s'explique par leur capacité à s'adapter à la structure des opportunités politiques disponibles pour les actions collectives en général. La montée de l'extrême droite en Europe a également été l'un des scénarios où ce modèle a été incorporé. Halikiopoulou & Vasilopoulou (2015), expliquent en effet que la forte augmentation des groupes extrémistes de droite en Europe au cours d'une crise économique s'explique par la capacité de ces groupes à profiter des opportunités politiques, ainsi que des opportunités culturelles, notamment l'émergence du nationalisme.

En dépit de l'importance que les opportunités peuvent avoir par rapport à la prévention de la radicalisation, leur exploration en tant qu'outil analytique demeure largement négligée dans la littérature. Un travail plutôt axé sur les situations ou contextes qui favorisent la radicalisation que sur les personnes mêmes, aura probablement davantage de chances de réussir à limiter les effets de la radicalisation sur la population à risque, sans faire appel aux mesures de contre-terrorisme, lesquelles sont problématiques à différents niveaux, notamment par rapport aux droits individuels et civils.

3.1.1 Opportunités ou vecteurs de recrutement

Les réseaux *djihadistes* et les groupes d'extrême droite présentent de nombreux points communs dans leurs méthodes de propagande et leur façon d'exploiter les peurs et les frustrations sociales (Amghar, 2006; Blee & Creasap, 2010; Khosrokhavar, 2014). Silber & Bhatt (2007) définissent les contextes de radicalisation comme des « incubateurs de radicalisation ». Ces incubateurs, en proie à une rhétorique extrémiste, sont des lieux de rencontres qui constituent la sous-culture radicale d'une communauté. Ces auteurs parlent de divers lieux propices à la radicalisation, au partage d'une idéologie, comme les mosquées, cafés, taxis, prisons, association d'étudiantes, ONG, bars, librairies, Internet (forums), entre autres.

De son côté, Precht (2007) définit les contextes de radicalisation comme différents lieux offrant un cadre propice pour rencontrer des gens partageant les mêmes pensées et offrant par la même occasion un bassin favorable à des recruteurs ou agents cherchant à radicaliser des individus. Il identifie également certains terrains fertiles pour la radicalisation : Internet, chaînes satellites, prisons, mosquées, écoles, universités, activités sportives, etc. (Precht, 2007).

Pour Bouhana et Wikstrom, le contexte de radicalisation est caractérisé par des « pratiques de socialisation, particulièrement l'enseignement moral, soutenant les violences de type terroriste ; un manque de supervision efficace de comportements allant dans ce sens ; et les opportunités

d'attachements à des agents de radicalisation, pairs, recruteurs, ou figures d'autorités morales » (2011, p. x).

Compte tenu de notre ciblage d'acteurs radicaux (islamistes radicaux – dont les *djihadistes* - et l'extrême droite) dans le cadre de ce rapport, nous nous concentrerons sur Internet, la prison et la musique (concerts et bars) comme lieux d'endoctrinement.

a) Internet

Internet occupe une place importante dans le phénomène de radicalisation, et les groupes extrémistes ne cessent d'adapter leurs approches communicationnelles en fonction de la disponibilité de nouvelles technologies (European Police Office, 2015). Toutefois, son rôle dans le processus de radicalisation est complexe.

D'une part, on remarque qu'un certain consensus se dégage dans la littérature sur le fait qu'Internet est un outil et un facilitateur du processus de radicalisation (Ducol, 2015; Pauwels et al., 2014; Precht, 2007). Même si certains cas de radicalisation exclusive sur Internet ont été enregistrés (United Nations Security Council, 2015a), règle générale, Internet ne semble pas être suffisant pour traverser tout ledit processus (Ducol, 2015; King & Taylor, 2011; Precht, 2007).

D'autre part, Internet joue plusieurs rôles ou fonctions à différentes étapes du processus de radicalisation. Les groupes extrémistes, et notamment les groupes terroristes, utilisent Internet comme canal de communication pour diffuser une grande quantité d'images et de vidéos de propagande, et comme outil de planification et de recrutement (United Nations Security Council, 2015a). L'utilisation des médias sociaux est aussi un moyen important de radicalisation et de recrutement des combattants, en particulier parce qu'elle permet d'abolir toute barrière sociale entre les combattants dans les zones de conflit et les recrues potentielles du monde entier (United Nations Security Council, 2015a). De plus, comme le souligne Precht (2007), Internet joue un rôle dans toute les phases de radicalisation, que ce soit par la diffusion de matériel de propagande, de recrutement, à des phases plus avancées comme un soutien technique dans la fabrication d'engins explosifs. De surcroît, Internet, et plus précisément les réseaux sociaux, représentent dans le présent conflit en Syrie et en Iraq la principale source d'information sur ce qui se passe sur le terrain pour les combattants (Carter, Maher, & Neumann, 2014).

Finalement, Internet présente de nombreux avantages pour tous groupes extrémistes. En effet, Internet permet une communication rapide, facile et peu coûteuse entre eux et avec le monde entier (Pauwels et al., 2014; Precht, 2007). Internet est une plateforme idéale pour diffuser très largement propagande et menaces, et permet également un partage d'information pouvant éviter les contre-discours²¹ (Precht, 2007). La section suivante examinera plus en détails l'utilisation d'Internet au niveau du recrutement et de la propagande.

²¹ Voir « Contrer les discours extrémistes » dans la page 89.

Recrutement

Avant les années 1990, la radicalisation islamiste s'effectuait au sein des mosquées et dans les quartiers dits sensibles, au contact de fondamentalistes religieux (Amghar, 2006). Or, les autorités gouvernementales ont pris conscience de ce phénomène et mis en place une surveillance accrue de ces lieux de culte (Erez, Weimann, & Weisburd, 2011). La radicalisation a alors opéré un déplacement vers la sphère d'Internet. De plus en plus, le recrutement *djihadiste* se fait – du moins, pour les premières étapes – de manière virtuelle (Erez et al., 2011; Meleagrou-Hitchens, Maher, & Sheehan, 2012).

Les radicaux d'extrême droite se servent également d'Internet comme moyen de propagande. L'Allemagne et les Pays-Bas comptent de nombreux sites web et parmi eux, une part non-négligeable diffuse des idées néo-nazies (Schellenberg, 2013). Que ce soit pour l'extrême droite ou le *djihadisme*, Internet permet un endoctrinement à distance et constitue un excellent filtre pour dénicher de futurs membres d'organisations radicalisées.

Les mouvements radicaux d'extrême droite disposent d'une organisation moindre en comparaison aux mouvements *djihadistes*. L'extrême droite est divisée, agit plus ou moins localement et ne cherche pas à s'unifier (Art, 2013; Blee & Creasap, 2010; Campana & Tanner, 2014). Cependant, les méthodes de recrutements des groupes sont similaires. L'individu fréquentant les sites radicaux islamistes/d'extrême droite doit faire ses preuves avant d'être accepté (Campana & Tanner, 2014; Khosrokhavar, 2014; Melzer & Serafin, 2013).

Encadré 6. L'Internet et les jeunes occidentaux qui partent en Syrie

Internet est un « espace de polarité » qui « agrège ceux/celles ayant des affinités électives ». Avec cette description, Farhad Khosrokhavar (2014) introduit son analyse du recrutement *djihadiste* par le web. Selon lui, la clé de la radicalisation islamiste est la frustration doublée de victimisation. Tandis que les individus issus de l'immigration maghrébine ou d'Asie musulmane sont en mal d'insertion sociale dans les pays occidentaux, les jeunes blancs de classe moyenne qui partent en Syrie semblent en recherche d'aventures alliant le spirituel à une cause jugée humanitaire. Ces jeunes sont qualifiés de « romantiques révolutionnaires » par Khosrokhavar. Jeunes issus de l'immigration précaire et blancs plus aisés partagent une quête identitaire. Celle-ci est résolue par l'islam qui offre une organisation de la vie minute par minute, résumée dans les sourates du Coran trouvées sur Internet – elles-mêmes choisies et véhiculées par les radicaux (Amghar, 2006; Erez et al., 2011; Khosrokhavar, 2014; Meleagrou-Hitchens et al., 2012). Outre cette quête, ces jeunes partagent le désir de reconnaissance et d'accomplissement de soi dans une lutte contre un « impérialisme occidental impie » (Amghar, 2006; Khosrokhavar, 2014; Mitchell Silber & Bhatt, 2007; Vidino, 2010). Khosrokhavar explique : « l'Internet *djihadiste* opère une fonction d'exorciste et rassure l'individu sans lien social et comme désaffilié en l'insérant dans une communauté salvifique » (2014, p. 74). La propagande des sites *djihadistes* est efficace sur ce type de public car ce dernier est disponible intellectuellement, perméable. En outre, nous savons que les

« jeunes » sont les plus à même de se radicaliser, en particulier à l'adolescence. Or, ce sont aussi les jeunes qui utilisent Internet de la manière la plus fluide et assidue.

Une propagande huilée

Internet est le lieu idéal de radicalisation, puisque cet outil permet de manière plus ou moins sécurisée et anonyme d'entrer en contact avec des leaders de mouvements *djihadistes* ou d'extrême droite, et de s'informer en restant discret. En outre, les barrières géographiques n'étant plus une limite, échanger avec des radicaux du monde entier est possible (Blee & Creasap, 2010; Meleagrou-Hitchens et al., 2012).

La plupart des personnes fréquentant les forums radicaux ont conscience de la surveillance exercée sur eux et leurs conversations par les services de renseignement et, en effet, ces services parviennent la plupart du temps à pirater les messages censés être privés (Erez et al., 2011). Cela ne semble cependant pas les empêcher de discuter assez librement de leurs projets (Erez et al., 2011).

L'accent est porté sur « l'empowerment » et l'aspect égalitaire des groupes *djihadistes* : chacun a sa chance, chacun peut accomplir de « grandes choses » (Amghar, 2006; Erez et al., 2011; Hegghammer, 2006). L'individu *djihadiste* aura en conséquence la possibilité de devenir un héros, où sa propre mort lui ouvre les portes du Paradis et de la gloire (Amghar, 2006; Hegghammer, 2006; Khosrokhavar, 2014). De plus, à la différence de l'extrême droite, les *djihadistes* ont clairement en tête de convertir leurs ennemis, de les retourner contre l'Occident, le judaïsme, la chrétienté, etc. (Erez et al., 2011; Meleagrou-Hitchens et al., 2012).

Ainsi, la mondialisation et Internet sont des vecteurs d'échange et de propagation des idées. L'islamisme radical utilise cet outil afin d'inculquer une certaine interprétation de la religion, la culture du sacrifice – martyres - et la nécessité de choisir un camp (« Occident » ou la voie sacrée de l'islam) (Meleagrou-Hitchens et al., 2012). Dans ce cas, les forums sont des lieux de conversation où les participants se galvanisent collectivement (Erez et al., 2011).

Faibles et nuances

Selon un rapport remis au *National Institute of Justice* en 2011, 15 % des discussions traitent de *Da'wa*, à savoir l'enseignement/le prosélytisme sur l'islam. Cependant, « en dépit de la revendication globale du *djihad* d'attaquer l'alliance des Croisés et des Sionistes, (c'est à dire, les chrétiens et les juifs), les trois quart des discussions ne réfèrent pas une fois à l'un au moins des deux groupes mentionnés. Sur le quart restant, 24 % mentionnent les chrétiens, alors que seules 9 % mentionnent les juifs » (Erez et al., 2011, p. 9). Les ennemis définis sont de moins en moins les "juifs" et davantage des "chrétiens" et des « mauvais musulmans ». Ces derniers vivent surtout dans les pays arabo-musulmans et sont les premières victimes du terrorisme (Erez et al., 2011; Meleagrou-Hitchens et al., 2012).

Encadré 7. L'islam : une religion aux multiples courants. L'islamisme : un extrémisme divisé

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les *djihadistes* n'agissent pas d'une seule et même voix. De lourdes dissensions, appelées *fitna*²², sur l'interprétation de l'islam grèvent leurs actions. Le monde musulman est disparate, scindé en grands familles sunnites/chiïtes, elles-mêmes divisées. Moins connus, les conflits internes au mouvement salafiste sont vivaces. Ces conflits se traduisent sur le plan théologique par des interprétations différentes de l'islamisme, mais aussi sur le plan géopolitique. Les luttes entre *djihadistes* salafistes font rage en Syrie ou en Iraq pour augmenter leur influence, leur territoire ou le financement au détriment d'autres groupes. Les rivalités apparaissent sur les réseaux sociaux. L'État islamique et le Front al-Nosra, par exemple se livrent une « guerre sur Twitter²³ », se disputant le leadership du *djihad* en Syrie.

b) Prison : Mécontentement et isolement

Khosrokhavar (2014) le rappelle à maintes reprises dans son œuvre, la prison est un lieu privilégié de radicalisation, dans le sens où les individus qui y sont enfermés sont souvent des exclus de la société. En outre, il souligne que l'enfermement les met dans une position de vulnérabilité, d'isolement, d'ennui et de mécontentement (conditions de détention difficiles). Dans le cas des musulmans, un aumônier est censé être présent régulièrement pour écouter et fournir son aide spirituelle aux détenus. Or, deux problèmes se posent (Khosrokhavar, 2014). Premièrement, en Europe comme en Amérique du Nord, les aumôniers musulmans sont largement sous-représentés par rapport aux pasteurs et autres représentants de confession chrétienne ou même juive. Ce décalage est ressenti comme un affront de l'institution carcérale, voire de la société, pour les croyants musulmans emprisonnés. Deuxièmement, cause et conséquence de cette absence de représentant religieux officiel, des imams auto-proclamés font surface dans les prisons. Ceux-ci prônent un islam rigoriste pouvant mener à la radicalisation des détenus suivant leurs prédications. Brett Goldman, dans son analyse de la radicalisation dans les prisons américaines, soulignait en 2010 que « même lorsque les aumôniers musulmans sont disponibles, ils doivent faire face à l'intimidation des détenus radicaux qui ont [durant l'absence de l'aumônier] rempli le rôle de chef spirituel pour les autres détenus » (2010, p. 4). Goldman rejoint Khosrokhavar sur de nombreux points dans son travail sur les prisons.

Méthodes de recrutement

Goldman (2010) insiste sur l'impact des leaders religieux auto-proclamés dans les prisons. Ce leaders « ciblent les détenus les plus vulnérables, soit ceux provenant des milieux contenant des foyers de révolte soit ceux incarcérés depuis une très longue période » (Goldman, 2010, p. 9). Le cadre de la prison recrée une micro société où l'on se retrouve coupé de tout lien familial ou amical

²² Cette notion incarne le chaos, le désordre dans le monde musulman. Aujourd'hui, ce mot est souvent utilisé pour expliquer les dissensions, les différentes interprétations conflictuelles du Coran, de l'islam et de l'islamisme.

²³ Twitter wars

où les détenus se rapprochent d'autres individus semblables à eux au niveau culturel (Gutiérrez, Jordan, & Trujillo, 2008). Cette affinité conduit les prisonniers musulmans à se regrouper et à entrer en contact avec d'éventuels recruteurs ; une situation difficile à repérer, dû au manque cumulé de gardiens et d'intervenants (Amghar, 2006; Goldman, 2010; Gutiérrez et al., 2008; Khosrokhavar, 2014). Lorsque l'administration pénitentiaire découvre un cas de radicalisation, le détenu est séparé de l'éventuel recruteur. Ce procédé ne permet cependant pas de « déradicaliser » le détenu, au contraire, celui-ci est souvent renfermé dans l'idéologie (Goldman, 2010; Gutiérrez et al., 2008; Khosrokhavar, 2014).

c) Musique et évènements : Volonté de modernisation de l'extrême droite radicale²⁴.

Afin de séduire les générations plus jeunes, les groupes d'extrême droite ont eu tendance à moderniser leur image, par l'intermédiaire des groupes de rock ou de métal (Art, 2013; Campana & Tanner, 2014; Melzer & Serafin, 2013). La musique et l'organisation d'évènements sont en effet efficaces en matière de recrutement de nouveaux militants (Melzer & Serafin, 2013). De plus, d'après Blee et Creasep, ces « les scènes musicales et médiatiques créent aussi des liens internationaux entre les mouvements grâce à la distribution médiatique et les concerts » (2010, p. 277). Les concerts, par exemple, sont une excellente façon de militer tout en restant assez discret aux yeux des autorités (Campana & Tanner, 2014). Dans ce cas, la radicalisation s'effectue dans un contexte amical et centré sur la musique, où les groupes de musique se connaissent, jouent dans des lieux tenus secrets jusqu'au dernier moment et s'échangent régulièrement leurs musiciens (Campana & Tanner, 2014).

²⁴ Selon Schellenberg, en 2011, 1671 sites extrême droite ont été identifiés en Allemagne et les média sociaux comme Facebook, YouTube et Twitter ont été très utilisés (2013). Parmi ces sites Web, 391 ont été associés à des groupes néo-nazis, 63 ont été associés à des groupes nationalistes autonomes et 52 ont spécifiquement servi à mobiliser certaines campagnes ou événements de droite.

3.1.2 Facteurs individuels

Tableau 1. Facteurs individuels du processus de radicalisation²⁵

Facteur	Islamisme		Extrême droite	
	Consensus	EIC*	Consensus	EIC*
Niveau socioéconomique				
Emploi				
Éducation				
Criminalité				
Crises personnelles				
Âge (être jeune)				
Genre (homme)				
Expériences défavorables				
Formation militaire				
Identité nationale d'exclusion et xénophobie				
Nationaux/immigrés.				
Quête d'identité				
Religiosité				
Santé mentale				

* Études insuffisantes ou contradictoires

Contradictions concernant le niveau socioéconomique, l'emploi et l'éducation. Pour certains, les personnes éduquées et issues de familles de la classe moyenne semblent être plus portées vers la radicalisation, notamment le radicalisme islamiste aux États-Unis (Krueger, 2008; Sageman, 2004). En effet, la pauvreté ne semble pas être associée à la radicalisation (Bjørgero, 2005; Dalgaard-Nielsen, 2010). Dans ce cas, le concept de « privation relative »²⁶ de Gurr (1970) est souvent cité pour expliquer l'importance donnée à la perception de précarité dans l'engagement radical, plutôt qu'aux réelles conditions de vie (Bjørgero, 2005). Dans une étude menée sur une population musulmane en Angleterre, les chercheurs indiquent que les personnes ayant des revenus de plus de 75,000£ et les personnes éduquées avaient plus de probabilités d'être sympathiques à la radicalisation (Bhui, Warfa, & Jones, 2014). Toujours en Angleterre, Altunbas et Thornton (2011) ont comparé un groupe d'extrémistes avec une population musulmane, confirmant les données de Sageman : les extrémistes étaient mieux éduqués, issus généralement de la classe moyenne et avec des revenus supérieurs à ceux de la population musulmane en général. Gartenstein-Ross et Grossman (2009), en revanche, ont comparé l'Angleterre et les États-Unis, démontrant que les extrémistes avaient de faibles éducation et parcours professionnel. D'autres études décrivent des profils ayant une variabilité importante à cet égard, notamment dans le cas de « loups solitaires »

²⁵ Chacun des groupes de facteurs est précédé par un tableau résumant l'état de la connaissance par rapport aux facteurs de deux types de radicalisme. Ainsi, pour chaque type de radicalisme, il existe deux catégories de l'état de la connaissance : « consensus », c'est-à-dire, la plupart des études sont d'accord sur la pertinence de ce facteur et « études insuffisantes ou contradictoires », qui indique qu'il n'y a pas de consensus sur l'importance de ce facteur ou qu'il n'y a pas de données probantes suffisantes pour corroborer. Lorsque la case du tableau reste vide, cela indique dire que nos recherches n'ont trouvé dans la littérature aucun lien entre le type de facteur et le type de radicalisme.

²⁶ La privation relative fait référence à la perception de divergences entre les aspirations d'un groupe pour des conditions sociales qu'il lui est capable d'atteindre et maintenir, par rapport aux moyens à sa disposition.

(Gill et al., 2014). Ainsi, d'autres études mettent en évidence des individus, dans le cas des radicaux en général, issus des secteurs les plus pauvres de la population et ayant une éducation peu élevée, particulièrement en Europe et en Australie (Bakker, 2006; Zammit, 2010).

Dans le cas de l'extrême droite, les études soulignent la relation entre le chômage et l'augmentation de ce type de radicalisme (Pauwels & De Waele, 2014). Dans une étude sur des extrémistes de droite aux États-Unis, par exemple, près de 40 % étaient au chômage (Gruenewald et al., 2013b). Pour sa part, les extrémistes de droite en Norvège ont un parcours éducationnel plus faible (Carlsson, 2006). Bien que les travailleurs peu qualifiés ou les chômeurs aient tendance à soutenir l'extrême droite, d'autres études ont souligné le fait que l'essentiel du soutien provient de groupes de la classe moyenne et/ou ayant une formation intermédiaire (Arzheimer & Carter, 2006; Mudde, 2007; Rydgren, 2007; Schram, 2010). Schram (2010) qualifie l'ensemble de ces caractéristiques comme « l'hypothèse de l'insécurité », c'est-à-dire que bien que les facteurs économiques objectifs soient présents, le soutien de l'extrême droite provient plutôt de groupes ayant un sentiment d'insécurité subjectif.

Criminalité. Au même titre que la plupart d'autres facteurs, il n'existe pas de consensus concernant la question d'une activité criminelle préalable chez les personnes radicalisées. Tandis que dans son étude Sageman (2004) avance que l'activité criminelle préalable est presque nulle, Bakker (2006) indique un pourcentage important de petite criminalité enregistré (délinquance). Dans l'étude de Heinkel et Mace (2011), seulement sept sur vingt-sept complots répertoriés impliquaient au moins un individu avec un registre criminel. En revanche, près de 59 % des « loups solitaires » d'extrême droite aux États-Unis comptaient une arrestation préalable à leur actif (Gruenewald et al., 2013a).

Crises personnelles. Tout comme les expériences de discrimination, les crises personnelles semblent jouer un rôle secondaire en relation avec la radicalisation. Heinkel et Mace (2011) montrent, par exemple, que dans la plupart des complots extrémistes répertoriés, au moins un individu avait eu une expérience de souffrance : divorce, séparation, mort d'un parent ou un enfant, etc. Les « loups solitaires » d'extrême droite ont une plus importante probabilité que d'autres extrémistes à s'isoler des autres en raison d'un divorce, d'une séparation ou de la mort du conjoint (Gruenewald et al., 2013b).

Des jeunes hommes. Le genre est probablement l'une de seules certitudes qui existent par rapport à la radicalisation : la plupart des radicaux sont des hommes (Bakker, 2006; Gartenstein-Ross & Grossman, 2009; Gill et al., 2014; Pauwels & De Waele, 2014; Sageman, 2004). Au contraire, bien que dans plusieurs études l'âge semble avoir un poids relatif, certains mettent l'accent sur le jeune âge des individus radicalisés en comparaison avec l'ensemble de la population dont ils sont issus (Altunbas & Thornton, 2011; Krueger, 2008; Pauwels & De Waele, 2014; Mitchell Silber & Bhatt, 2007). Sageman (2004) explique que chaque vague de radicalisation implique des personnes de plus en plus jeunes, une donnée confirmée par les Nations Unies dans le cas de combattants étrangers (United Nations Security Council, 2015b). Silber et Bhatt (2007) indiquent que les hommes de quinze à trente-cinq ans provenant de sociétés patriarcales sont plus vulnérables au processus de radicalisation islamiste. La même particularité peut être observée dans les groupes

d'extrême droite, où les jeunes de moins de 18 ans ont une forte probabilité d'utilisation de la violence (Pauwels & De Waele, 2014). L'étude de Gill et ses collègues (2014) concernant les « loups solitaires » au niveau mondial avance au contraire que, dans les trois groupes étudiés, l'âge est très relatif au moment du premier attentat²⁷. De plus, l'échantillon est plus âgé que dans d'autres groupes terroristes (âge moyen = 33 ans, âgés de 15 à 69 ans). Cependant, dans le cas de « loups solitaires » d'extrême droite aux États-Unis, Gruenewald et ses collègues (2013a) ont confirmé le jeune âge des attaquants solitaires.

Expériences défavorables. Le sentiment d'injustice, la discrimination et les griefs en général sont souvent cités comme sources de motivation pour la radicalisation (Dalgaard-Nielsen, 2010; Precht, 2007; Victoroff, Adelman, & Matthews, 2012). Cependant, il n'existe pas de consensus sur le rôle précis que joue ce type d'expérience. Dans une étude auprès une population musulmane en Angleterre, par exemple, ces expériences n'avaient aucune influence sur la sympathie pour la radicalisation (Bhui et al., 2014). Bjørge (2005) voit ces facteurs comme étant des symptômes de facteurs structurels, recadrés à partir de l'idéologie afin de s'en servir pour la lutte armée. Ainsi, ce type de facteur est nécessaire, mais non suffisant pour déclencher le processus. D'autres chercheurs soulignent que la perception de la position sociale du groupe joue un rôle plus important dans la radicalisation que celle de l'individu (Noppe, Hellinckx, & Velde, 2015). Ceci pourrait expliquer l'engagement de personnes avec une bonne éducation et de hauts revenus. Ainsi, le sentiment d'injustice ou d'humiliation par identification à une tierce victime semble être plus important que l'expérience personnelle, même si celle-ci n'est pas suffisante en soi pour déclencher le processus de radicalisation (Schmid, 2013). Les études sur l'extrême droite ont également souligné l'importance de la frustration chez les jeunes, lesquels perçoivent leur propre situation comme étant injuste et discriminatoire (Pauwels & De Waele, 2014; Pels & de Ruyter, 2012).

Formation militaire. Sauf dans le cas de « loups solitaires », une formation ou une expérience militaire préalable aux actes de violence n'apparaît pas comme étant un facteur important dans la radicalisation. D'après l'étude de Gill et ses collègues (2014), par exemple, 26 % des « loups solitaires » avaient une formation militaire préalable et, entre ceux-ci, 23,3 % avaient une expérience de combat. Dans le cas de l'extrême droite, la différence entre les « loups solitaires » et les autres extrémistes semble être plus importante. Ainsi, un quart des extrémistes solitaires d'extrême droite avait eu une expérience militaire – un pourcentage similaire à ce qu'avance Gill et ses collègues – en comparaison avec 8 % des autres types d'extrémistes du même type (Gruenewald et al., 2013b; Gruenewald, 2011).

Dans une étude concernant un groupe de *skinheads*, Campana et Tanner relatent : « la plupart des personnes interrogées manifestaient une fascination réelle pour l'activité physique, les armes, dont celles interdites, et la violence. La plupart d'entre elles avaient développé cette fascination avant de rejoindre un groupe d'extrême droite et plusieurs ont confessé avoir décidé de rejoindre un de ces groupes "juste pour ça" (2014, p. 26).

²⁷ « Loups solitaires » d'extrême droite, islamistes et attaquants motivés par des sujets spécifiques. Les « loups solitaires » islamistes sont significativement moins âgés que les autres deux groupes (Gill et al., 2014).

Par ailleurs, la radicalisation de militaires ou vétérans de guerre est un sujet peu traité dans la littérature. Selon Nečej et Ďurfina, en dépit des plusieurs points de ressemblance entre la carrière militaire et le processus de radicalisation (notamment d'extrême droite), la principale menace sécuritaire perçue est l'infiltration des radicaux à l'intérieur de l'armée : « parmi les extrémistes de droite et les membres des forces armées, nous constatons un certain chevauchement dans leurs systèmes de valeurs marqués par la discipline, l'organisation, le patriotisme, les armes, l'autorité » (2015, p. 7). Ainsi, sont souvent soulignés au sein de l'armée une orientation vers des valeurs de droite (vocation à l'imposition de l'ordre dans la société, religiosité, soutien aux organisations de droite) et la méfiance et le pessimisme envers la société (insatisfaction globale avec sa propre vie et sa situation économique, etc.) (Bötticher, 2013; Nečej & Ďurfina, 2015).

Identité nationale d'exclusion et xénophobie. Des croyances et des attitudes contre l'immigration, ainsi qu'un sentiment d'exclusivité de l'identité nationale apparaissent comme étant des facteurs clés du radicalisme d'extrême droite (Adamczyk, Gruenewald, Chermak, & Freilich, 2014; Rieker, 2006).

Nationaux/Immigrés. Quel que soit le statut migratoire, la majorité des individus qui se sont radicalisés l'ont fait dans leur pays de résidence, en Occident (Bakker, 2006). Si l'on considère que, dans le cas de l'islamisme, une quantité importante d'individus sont des convertis, cette problématique demeure donc fondamentalement locale (Crone & Harrow, 2011). Dans l'étude de Bhui et ses collègues (2014), il n'existe pas de différence significative entre les personnes nées en Angleterre et les immigrés en ce qui concerne la sympathie pour la radicalisation. Dans 85 % des cas de terroristes en Occident répertoriés par Crone et Harrow (2011), les individus radicalisés avaient été élevés et éduqués en Occident. En Espagne, en revanche, les profils *djihadistes* de Jordan et Horsburgh (2005) montrent un pourcentage important d'immigrés de première génération. Bien qu'il n'existe pas de relation évidente entre les nouveaux arrivants et la radicalisation, les chercheurs ont toutefois mis en avant la représentation de la deuxième ou troisième génération d'immigrés dans les groupes radicaux islamistes (Sageman, 2004). Pour certains, le facteur clé est l'incompatibilité entre l'identité d'appartenance au groupe minoritaire et à la société de résidence (Simon, Reichert, & Grabow, 2013). Ceux qui portent un double sentiment d'appartenance ont plus de probabilité de conduire leurs demandes de façon formelle dans le système politique, tandis que ceux qui voient une incompatibilité entre les deux identifications montrent davantage de sympathie pour les actes radicaux (Simon et al., 2013).

Religiosité. Les personnes ayant vécu un processus de radicalisation islamiste n'entretiennent pas de rapport étroit avec la religion depuis le début de leur processus (Sageman, 2004, 2007). Ils ont soit commencé en tant que non-musulmans, soit ils ont vécu une conversion récente, laquelle les rend plus vulnérables à la radicalisation. En Australie, par exemple, les profils de radicaux montrent une faible religiosité (Zammit, 2010). Dans d'autres études, la fréquence de l'assistance à la mosquée n'augmente pas la sympathie pour la radicalisation (Bhui et al., 2014), et pour des immigrés turques en Allemagne, elle diminue même au fur et à mesure que l'identification avec la

religion augmente (Simon et al., 2013). Bref, comme l'explique Khosrokhavar (2014), les *djihadistes* en Occident sont plus facilement radicalisés s'ils ont une vision étroite de l'islam. Gartenstein-Ross et Grossman (2009), au contraire, voient la religion comme étant un facteur important. Selon leur étude, 20,5 % des terroristes domestiques aux États-Unis et en Angleterre avaient un guide spirituel. Ils expliquent que la religion joue un rôle important lorsqu'il s'agit d'adopter une interprétation légaliste de la foi, quand les individus font seulement confiance aux autorités religieuses et lorsqu'il existe une perception de schisme entre l'Islam et l'Occident. De plus, à la différence de la première génération d'immigrés qui ont habituellement une approche traditionnelle de la religion, les deuxième et troisième générations ont une approche plus intellectuelle, à savoir, une préférence individuelle à combiner certains éléments culturels de la religion et leur expérience en Occident (Sirseldouï, 2012). Cette individualisation religieuse fait émerger un sentiment de non-appartenance chez les jeunes, nourri de facteurs structurels socio-économiques, ce qui peut les pousser vers la radicalisation (Khosrokhavar, 2014).

La religion est aussi très présente dans les groupes d'extrême droite (Berlet & Vysotsky, 2006; Blee & Creasap, 2010; Rowatt, Shen, LaBouff, & Gonzalez, 2013, voir aussi Encadré 3) : 64,5 % des groupes d'extrême droite aux États-Unis avaient un lien avec une religion - dont 53,6 % étaient d'origine chrétienne - 35,5 % montraient une haute religiosité (Fitzgerald, 2011). Dans cette même étude, les groupes ayant une identité chrétienne avaient une propension plus importante à justifier l'usage de la violence que les autres groupes religieux. En dépit de ces résultats, la religion n'apparaît pas comme étant un facteur primaire pour expliquer l'usage de violence, mais plutôt un facilitateur.

Encadré 8. Comment certaines religions deviennent violentes?

Quatre caractéristiques expliqueraient le fait qu'une religion devient violente (J. Bartlett & Miller, 2010; Berlet & Vysotsky, 2006; Borum, 2014; Dawson, 2010, pp. 10–16; de Graaff, 2010) :

- a) *Des croyances apocalyptiques ou, du moins, de rejet du monde* : une antinomie croissante, de sorte que les règles sociales conventionnelles sont relativisées par l'accomplissement imminent de la loi de Dieu ; une socialisation et préparation anticipées pour les temps violents ; la diabolisation des adversaires ; et une vision dualiste du monde (le bien et le mal, « avec nous » ou « contre nous »).
- b) *Leader charismatique* : des groupes centrés sur la présence d'un leader puissant, souvent paranoïaque, faisant démonstration de confiance en soi et de conviction par rapport à ses idées.
- c) *Théories de la conspiration* : notamment présentes dans les groupes d'extrême droite, ces théories concernent la croyance que la plupart des événements historiques majeurs ont été façonnés par des conspirations secrètes qui ont bénéficié à certains groupes ou individus.
- d) *Encapsulation sociale* : processus par lequel les groupes mettent en place de plus en plus de barrières symboliques et physiques entre leurs membres et le reste de la société.

Santé mentale. D'après la révision de Dalgaard-Nielsen (2010), les troubles psychologiques ne sont pas plus présents chez les terroristes que dans la population en général, une donnée déjà mentionnée par Sageman (2004) et qui rejoint aussi les profils des tueurs de masse (Martel-Perron, 2015). Victoroff (2005) explique à son tour que les extrémistes ne présentent pas les traits d'une personnalité agressive, même si d'autres chercheurs mettent l'accent sur leur besoin de sensations fortes, l'impulsivité et le sensationnalisme dans certains profils de radicaux (Pauwels et al., 2014). Un rapport avéré avec un type de personnalité suicidaire, tel que compris dans les domaines de la psychiatrie et la psychologie, ne peut être établi avec les attaquants-suicide (Townsend, 2007). Cependant, dans le cas des « loups solitaires », cette conclusion semble être moins pertinente. Ceux-ci apparaissent plus isolés, souffrant souvent de dépression ou d'un autre trouble psychologique (McCauley & Moskalenko, 2014; Spaaij, 2010). Gruenewald et ses collègues (2013a), font la différence entre les attaquants solitaires (sans filiation), les « loups solitaires » (avec filiation) et les meutes de loups [*wolves pack*] (ceux qui ont reçu de l'aide pour l'attentat). Dans ce cas, moins de la moitié des attaquants et des « loups solitaires » ont eu un trouble psychologique en comparaison avec 3 % des meutes de loups. En revanche, dans l'étude de Gill et ses collègues (2014) concernant le profil de 119 « loups solitaires », en général, ce facteur n'apparaît pas comme étant important. Dans une autre étude de l'équipe de Gruenewald, des différences significatives n'ont pas été soulignées entre les attaquants solitaires et d'autres extrémistes de droite par rapport à la consommation de drogues et d'alcool (2013b).

Encadré 9. La quête d'identité dans le processus de radicalisation

La quête d'identité, notamment des jeunes nés en Occident, apparaît comme l'un des facteurs explicatifs les plus importants d'après de nombreux chercheurs (Precht, 2007). Cependant, il est ardu de la définir en raison de l'influence de plusieurs variables de différents niveaux qui interagissent ensemble et bornent ses possibilités. Pour certains, cette quête s'explique simplement par la crise d'identité propre à l'adolescence (Beski-Chafiq, Birmant, Benmerzoug, Taibi, & Goignard, 2010). D'autres mettent l'accent sur des variables macrosociales : l'influence des conditions de vie dans les pays occidentaux dans le contexte de la modernité, à savoir, l'individualisme et le relativisme des valeurs, qui poussent les individus vers une quête personnelle, ceci sans repères préalables (Khosrokhavar, 2014). Dans plusieurs publications, Hogg a démontré, par exemple, que les jeunes avec un sentiment d'incertitude concernant leur identité ont plus probabilité de s'identifier à un groupe radical, lequel fournit des limites et des structures suffisamment rigides pour les protéger de ce sentiment (Hogg, Kruglanski, & Bos, 2013; Hogg, Meehan, & Farquharson, 2010). Cette situation est accrue auprès la deuxième ou la troisième génération d'immigrés, dû au manque de sentiment d'appartenance au pays d'origine des parents et qui s'approfondi en raison de plusieurs expériences de discrimination et de manque des opportunités socio-économiques dans le pays de résidence (Beski-Chafiq et al., 2010; Raffie, 2013). De plus, selon le rapport de Noppe *et ses collègues* (2015), dans les phases initiales de radicalisation, les menaces à l'identité sociale du groupe, plutôt qu'à celle de l'individu, jouent un rôle plus important.

Quel que soit le cas, la lutte armée apparaît comme la réponse à la quête de sens, d'identité et de reconnaissance, en apportant des certitudes normatives et des « causes justes » pour la vie. Ainsi, s'engager dans un groupe terroriste permet de stabiliser l'identité des personnes avec une pauvre estime de soi et autres exclus qui cherchent une appartenance afin de défendre leur identité (Victoroff, 2005).

3.1.3 Facteurs relationnels ou de groupe

Facteur	Islamisme		Extrême droite	
	Consensus	EIC*	Consensus	EIC*
Cohésion interne des groupes				
Famille				
Leaders charismatiques				
Relation avec d'autres adultes				
Réseaux personnels				
Ressources				
Transmission intergénérationnelle des idées radicales				

* Études insuffisantes ou contradictoires

Cohésion interne des groupes. Très associé au leadership, ce facteur a permis d'expliquer la croissance des groupes d'extrême droite. Il s'agit de la capacité des groupes à éviter la création de factions internes, ainsi que les conflits (Freilich, Chermak, & Caspi, 2009).

Famille. Si, pour certains, l'absence de responsabilités familiales semble être un facteur important (Abrahms, 2008; Cole, Alison, Cole, & Alison, 2010), d'autres études ont signalé que plusieurs individus islamistes radicalisés sont mariés et ont des enfants (Zammit, 2010). En Angleterre, par exemple, Cole et ses collègues (2010), expliquent que l'isolement des individus, produit de la migration, pourrait affaiblir le facteur protecteur de la famille. En revanche, en Australie, 77 % des individus radicalisés ont une famille stable (Zammit, 2010). De plus, Nilsson (2015) explique qu'un facteur qui permet de normaliser²⁸ le *djihad* comme un projet à vie est la présence de proches dans les zones de conflit. Quant à l'extrême droite, Gruenewald *et ses collègues* (2013b) expliquent que les attaquants solitaires sont plus isolés et n'habitent pas avec une famille par rapport aux autres extrémistes du même type. En revanche, dans cette même étude, près d'un quart des extrémistes avait des enfants.

La relation parent-enfant semble également être importante dans la transmission intergénérationnelle des idées radicales d'extrême droite. Il existe une concordance concernant le racisme, la xénophobie et les attitudes nationales autoritaires entre les parents et leurs enfants à l'adolescence, qui pourrait expliquer l'identification avec des idées d'extrême droite (Grubben, 2006; Pels & de Ruyter, 2012). Des taux plus élevés de xénophobie ont été démontrés chez des

²⁸ « L'idéal de combattre comme un mode de vie normal plutôt que de voir le jihad comme une expérience à temps limitée » (Nilsson, 2015, p. 351) .

adolescents avec des parents émotionnellement peu impliqués, ainsi que chez des adolescents issus de familles avec un modèle punitif et autoritaire (Pels & de Ruyter, 2012).

Leaders charismatiques. Aussi bien dans le radicalisme islamiste que dans celui d'extrême droite, la présence d'un leader charismatique semble être un facteur clé pour accélérer les processus de radicalisation (Ashour & Azzam, 2009; Bjørge, 2005; Freilich et al., 2009; Hofmann & Dawson, 2014). Dans le cas du radicalisme islamiste, ce type de leader permet de consolider l'idéologie et l'approche à la religion, ainsi que de recadrer, par exemple, les expériences défavorables vécues en relation avec la lutte armée (Bjørge, 2005; Sinai, 2012, cité dans Schmid, 2013). Pour sa part, dans un groupe d'extrême droite, un leader fort et déterminé permet de fournir et cadrer une idéologie, justifier certaines croyances ou actions, ainsi que fournir des directives claires sur la façon d'atteindre les objectifs du groupe (Freilich et al., 2009).

Relation avec d'autres adultes. La relation significative entre un adulte et un adolescent peut modérer les idées concernant la xénophobie. L'intervention d'enseignants, par exemple, en réaction à des commentaires des élèves à ce sujet a une influence sur la diminution de la xénophobie de ceux-ci (Pels & de Ruyter, 2012).

Réseaux personnels. Plus que l'idéologie ou le lien à une organisation en particulier, le processus de radicalisation semble être mieux expliqué à partir des rapports que les individus établissent entre eux (Sageman & Hoffman, 2008a; Sageman, 2004; Taarnby, 2005). Dans un contexte, dit Sageman (2004), où l'influence des groupes comme Al-Qaïda commence à diminuer en ce qui concerne la structure formelle des organisations, les réseaux deviennent de plus en plus autonomes et auto-activés, ce qui représente un des facteurs clé de ce processus. Des individus plus ou moins du même âge, qui partagent une même expérience de vie, qui habitent plus ou moins dans le même secteur et qui sont de la même opinion, commencent à suivre un chemin qui les conduit vers la radicalisation des idées (Bakker, 2006). Parmi les douze mécanismes de radicalisation de McCauley et Moskaleiko (2008), quatre concernent directement les caractéristiques des groupes²⁹ : les groupes se radicalisent quand ils sont isolés et se sentent menacés, lorsqu'ils sont en concurrence avec d'autres groupes radicalisés pour la même base de soutien, lorsqu'ils sont en concurrence avec l'État ou lorsqu'il existe une concurrence à l'intérieur du groupe concerné. L'importance des réseaux personnels a ainsi été démontrée à plusieurs reprises par différents chercheurs. Dans une étude concernant les militants sunnites convertis et non convertis aux États-Unis, 93 % des cas ont eu une influence de groupe dans le processus de radicalisation (Kleinmann, 2012). Dans cette même étude, 42 % ont été radicalisés à partir de contacts horizontaux : groupes d'amis, famille ou autres contacts sociaux. Jordan et Horsburgh (2006) expliquent que dans les structures des réseaux radicaux en Espagne, les relations personnalisées et informelles sont une caractéristique essentielle.

²⁹ Voir Encadré 12. Douze mécanismes de radicalisation de McCauley et Moskaleiko.

Ressources. Dans l'esprit de la théorie de la mobilisation de ressources³⁰, Freilich *et ses collègues* (2009) ont souligné le fait que, dans les groupes d'extrême droite, l'accès aux ressources financières suffisantes est aussi associé à la montée de ces groupes aux États-Unis.

Caractéristiques du groupe. À partir d'une analyse de réseaux de groupes de suprématie blanche aux États-Unis, Caspi (2010) conclut que la taille du groupe, ainsi que l'âge de celui-ci sont positivement associés aux homicides. Ainsi, les groupes plus anciens et plus grands sont plus dangereux que les groupes petits et moins nombreux.

Encadré 10. Le rôle des recruteurs dans l'engagement extrémiste islamiste

Bien que la radicalisation horizontale et autonome soit de plus en plus soulignée par plusieurs études (Heinkel & Mace, 2011), les liens avec d'autres groupes extrémistes demeurent une source de controverse entre les chercheurs (voir note 10). Les attentats récents à Paris revendiqués par *DAECH* en font preuve. Cependant, même si le lien est incertain et que les groupes en Occident fonctionnent plutôt comme des cellules auto-activées, le rôle de portier ou de recruteur reste encore important. Le portier est celui qui fait le pont entre ces cellules et les autres groupes extrémistes, et qui fournit le « savoir-faire » afin de joindre une cellule, acquérir l'entraînement nécessaire et la connaissance concernant la politique et la religion (Nesser, 2006). Cependant, le recruteur n'active pas le processus de radicalisation, il permet plutôt de l'accélérer (Verldhuis et Bakker, 2007 cité dans Noppe et al., 2015). En effet, d'après Taarnby (2005), sans l'influence de ce portier, les cellules sont moins dangereuses et isolées.

Plusieurs de ces portiers sont d'anciens vétérans de la guerre en Afghanistan ou ont été entraînés dans différents pays en conflit (La Tchétchénie, la Bosnie, l'Afghanistan, etc.) (Nesser, 2006). Certains imams ou des aumôniers salafistes charismatiques ont également été identifiés comme étant des portiers (Bokhari, Hegghammer, Lia, Nesser, & Tonnessen, 2006; Precht, 2007). Hegghammer (2006, p. 8) souligne que malgré le fait que les portiers puissent utiliser des sites Internet pour le recrutement, la plupart utilisent des liens sociaux informels : « Dans beaucoup de communautés islamistes, les *gatekeepers* sont bien connus, les recrues potentielles savent donc à qui s'adresser ».

3.1.4 Facteurs communautaires

Facteur	Islamisme		Extrême droite	
	Consensus	EIC*	Consensus	EIC*
Communauté isolée				
Conflits culturels				
Présence de subculture de radicalisation				

* Études insuffisantes ou contradictoires

³⁰ La montée d'un mouvement social s'explique par la capacité à mobiliser des ressources humaines, financières, etc.

Communauté isolée. Vu les problèmes d'intégration des communautés ethniques et culturelles, notamment en Europe (voir Encadré 11), les communautés isolées apparaissent comme étant les cibles préférées des recruteurs *djihadistes* (Alonso, 2012; Haider, 2015; Mitchell Silber & Bhatt, 2007). Le sentiment d'appartenance à une diaspora, surtout celles qui portent un sentiment de rejet comme la diaspora musulmane, augmente le sentiment d'isolement, le besoin d'établir des liens avec d'autres personnes ayant les mêmes caractéristiques et un besoin de se défendre du reste de la société. Taarnby et Hallundbaek (2010) par exemple décrivent comment l'isolement de la communauté somalienne en Angleterre a facilité le recrutement de jeunes chômeurs et pauvres par le groupe radical al-Shabaab.

Conflits culturels. La présence de ce type de conflit à l'intérieur d'un quartier semble augmenter la probabilité chez les jeunes de s'engager dans un mouvement d'extrême droite (Blee & Creasap, 2010).

Présence de subculture de radicalisation. Sinai explique que, dans la phase de radicalisation d'un groupe extrémiste, la présence de subcultures extrémistes dans une communauté locale, ainsi que la présence d'un portier (voir Encadré 10), permet de faciliter le processus de recrutement (2012, cité dans Schmid, 2013).

3.1.5 Facteurs macro et exo systémiques

Facteur	Islamisme		Extrême droite	
	Consensus	EIC*	Consensus	EIC*
Identité traditionnelle du genre				
États faibles ou instables				
Modernisation rapide				
Autres facteurs macro politiques				
Hétérogénéité culturelle				
Intégration sociale				
Conflits dans les pays musulmans				
Sociétés autoritaires				

* Études insuffisantes ou contradictoires

Encadré 11. Les facteurs sociétaux et les problèmes d'intégration

Les facteurs expliquant la radicalisation à partir des grandes variables sociétales ne font pas l'unanimité entre les chercheurs. Des sociologues français tels que Khosrokhavar (2014) et Roy (2008), mettent l'accent sur l'importance de l'individualisme et la relativité de valeurs des sociétés occidentales, ainsi que les problèmes d'intégration des musulmans, notamment en Europe, qui poussent les jeunes en manque de repères à chercher individuellement une identité, laquelle est finalement stabilisée avec la lutte armée. Cependant, d'autres chercheurs considèrent que ce type de facteur est nécessaire, mais non suffisant pour expliquer la radicalisation ; les données empiriques ne confirment pas l'influence des variables macrosociologiques sur ce processus (Kleinmann, 2012).

D'après d'autres sociologues, ce type de variables n'explique que la particularité de la radicalisation en Europe et en Amérique du Nord. L'incapacité des pays européens à intégrer les cultures a produit un isolement de certaines communautés et des groupes d'individus frustrés et désillusionnés de l'espoir d'intégration, devenant une source pour la radicalisation (Belkin, Blanchard, Ek, & Mix, 2011; Leiken, 2005; Taarnby, 2005). En plus, les communautés musulmanes en Europe se distribuent en fonction de l'influence coloniale du pays d'accueil ou à partir des enclaves géographiques (Pakistanaïens en Angleterre, Algériens en France, Turques en Allemagne, etc.), qui reproduisent un rapport conflictuel avec cette société (Cesari, 2008). Au contraire, en Amérique du Nord, les immigrés musulmans arrivent dans des pays bâtis sur la base de la migration, dans d'immenses territoires qui ont permis la distribution et la fragmentation ethnique des communautés nationales, en permettant davantage d'opportunités de réussite (Abbas & Siddique, 2012; Leiken, 2005). Ainsi, « pour des raisons démographiques, historiques, idéologiques et politiques, l'Europe occidentale sert maintenant d'hôte à une descendance musulmane désolée, composée de citoyens aux yeux de la loi, mais sans reconnaissance culturelle ni sociale » (Leiken, 2005, p. 123).

Construction sociale de l'identité de genre. En dépit du manque d'étude expliquant suffisamment ces caractéristiques, les croyances et attitudes autour du rôle des hommes et des femmes au sein de la société apparaissent comme des caractéristiques importantes à considérer dans le radicalisme islamiste, ainsi que dans celui d'extrême droite. Tel que mentionné précédemment, les hommes qui habitent des sociétés dominés par des hommes et ayant un faible niveau d'égalité entre les genres sont plus vulnérables au processus de radicalisation (Gelfand, LaFree, Fahey, & Feinberg, 2013; Mitchell Silber & Bhatt, 2007). Dans une autre étude française, la propagande des codes sexués et sexistes au nom de la culture est perçue par des intervenants comme ayant une certaine influence ; le positionnement humiliant des jeunes envers les femmes est même signalé comme un signe significatif de radicalisme islamiste (Beski-Chafiq et al., 2010). Également, comme mentionné dans la partie sur les tendances, les groupes d'extrême droite sont plus enclins à souligner une culture masculine et subordonner les femmes à des rôles secondaires dans l'organisation, souvent associés aux rôles traditionnels du genre (Blee & Creasap, 2010; Blee, 2005).

Facteurs macro politiques. Dans son ouvrage *Root causes of terrorism*, Tore Bjørgo (2005) identifie une série de facteurs³¹ structurels qui ont eu une certaine influence sur le terrorisme : le manque de démocratie, de libertés civiles et de l'État de droit, des États faibles ou instables, des gouvernements illégitimes ou corrompus, l'hégémonies ou des pouvoirs inégalitaires, des antécédents historiques de violence politique, la modernisation et une croissance économique rapide, des puissances étrangères soutenant des gouvernements illégitimes. La faiblesse d'un État apparaît souvent comme étant l'un des facteurs les plus importants pour expliquer les attentats terroristes (Gelfand et al., 2013; Piazza, 2008). Dans le cas de la Russie post-soviétique, la rapide modernisation occidentale du pays a été soulignée par Balayan (2012) comme étant un facteur de

³¹ Bjørgo fait la distinction entre facteurs structurels, facilitateurs, motivationnels et déclencheurs (2005).

la montée du nationalisme dans le pays, ainsi que par différents chercheurs dans les cas des anciens pays communistes (Glaser, 2006). L'utilisation efficace de la structure des opportunités politiques (voir Encadré 5) a été mise en avant par plusieurs chercheurs comme un facteur important pour expliquer la montée de l'extrême droite autant États-Unis qu'en Europe (Freilich et al., 2009; Halikiopoulou & Vasilopoulou, 2015). Halikiopoulou et Vasilopoulou (2015) expliquent que l'augmentation des groupes extrémistes de droite en Europe au cours d'une crise économique peut s'expliquer par la capacité de ces groupes à bénéficier des opportunités politiques et culturelles. En outre, les individus qui légitiment le système politique ont moins tendance à probabilité participer dans des actes de violence d'extrême droite (Pauwels & De Waele, 2014; Schils & Pauwels, 2014).

Hétérogénéité culturelle. D'après Art (2013), le facteur le plus important de la montée de l'extrême droite, notamment en Europe, est la transformation de sociétés relativement homogènes vers des sociétés hétérogènes, une situation très associée aux problèmes d'intégration sociale et de migration croissante. Aux États-Unis, la concurrence culturelle engendrée par le changement de la composition de la population au début du XX^e siècle pourrait avoir eu une influence sur la montée des groupes comme le Ku Klux Klan (Blee & Creasap, 2010).

Intégration sociale : Le sentiment de marginalisation au sein des sociétés d'accueil peut pousser la deuxième ou troisième génération d'immigrés à s'identifier avec la communauté musulmane mondiale et les victimes de conflits de ce pays, ce qui augmente les chances de se radicaliser (Belkin et al., 2011; Sirseloudi, 2012). Parmi les quatorze facteurs clés du terrorisme, Bjørge (2005) inclus par exemple, l'échec ou la réticence des États à intégrer les groupes dissidents ou les classes sociales émergentes. En outre, l'incompatibilité entre l'identité d'appartenance au groupe minoritaire et la société de résidence est associée à l'augmentation de sympathie envers les idées radicales (Simon et al., 2013). En revanche, la compatibilité entre les deux identités permet de conduire de façon pacifique les demandes au travers du système politique établi (Simon et al., 2013). Ainsi, faciliter le double sentiment d'appartenance semble être central afin de prévenir les dérives sectaires ou radicales. Dans une étude qui a comparé des groupes de radicaux non violents et violents, l'une des différences les plus importantes entre les deux groupes était l'affection sincère des radicaux non violents « pour les valeurs occidentales de tolérance et de pluralisme, le système de gouvernement et la culture » (J. Bartlett, Birdwell, & King, 2010, p. 10). Pauwles et Waele (2014) ont démontré, dans le cadre d'une étude sur le radicalisme d'extrême droite, qu'une meilleure intégration sociale diminue la probabilité de participer dans des actes de violence.

Politique étrangère des pays occidentaux et conflits dans les pays musulmans. Les conflits dans les pays musulmans ont été signalés par plusieurs chercheurs comme source centrale de motivation pour les groupes islamistes (Abbas & Siddique, 2012; Heinkel & Mace, 2011; Nesser, 2006; Precht, 2007). Pape (2005, cité dans Moghadam, 2008), par exemple, suggère que les pays qui ont subi une occupation étrangère ont plus de probabilité d'être la cible d'attentats-suicides. Pour sa part, Sageman en 2007 a recommandé au Sénat des États-Unis de sortir les troupes militaires d'Iraq, afin de couper une source importante d'inspiration et de propagande d'Al-Qaïda. Ainsi, les groupes *djihadistes* profitent de l'idée que l'Occident est en guerre contre l'Islam : « En ligne avec l'idéologie

d'Al-Qaïda, ils associent des questions telles que l'occupation de la Palestine, le soutien français au régime algérien, les opérations militaires des Russes en Tchétchénie, la guerre en Iraq, avec des questions européennes régionales, telles qu'une sécurité accrue et une législation en matière d'immigration plus restrictive, ainsi que la surveillance et la poursuite des centres *djihadistes* dans les pays européens à la suite de 9/11 » (Gartenstein-Ross & Grossman, 2009; Nesser, 2006, p. 327). Ainsi, les interventions militaires et les actions de contre-terrorisme post-attentats des pays occidentaux peuvent avoir des conséquences paradoxales pour contrer le terrorisme (Haider, 2015; Schmid, 2013). L'action des groupes islamistes minoritaires déclenche des vagues de discrimination et d'islamophobie qui, à leur tour, augmentent l'isolement et le sentiment d'aliénation des communautés, facilitant ainsi le recrutement (Cesari, 2008; Schmid, 2013; Skoczylis, 2013). Cela faiblit le lien et le sentiment d'appartenance avec le pays d'accueil, notamment pour la deuxième ou troisième génération d'immigrés (Thurairajah, 2011). De plus, ce type de conflit a également eu des conséquences indirectes : il donne l'occasion de rassembler et d'entraîner un nombre important de *djihadistes* dans les territoires en conflit, qui, par la suite, alimentent la radicalisation en Occident dans les années suivantes (Skoczylis, 2013). Les attentats ont en conséquence deux objectifs : d'une part, frapper les pays occidentaux sur leur propre territoire et, d'une autre part, nourrir l'avenir de la radicalisation. En revanche, d'autres chercheurs soulignent que ce type de facteur n'est pas suffisant pour expliquer à elle seule la radicalisation (Kleinmann, 2012).

Sociétés autoritaires. Des sociétés ayant des normes strictes qui punissent la déviation des comportements normatifs ont une plus grande probabilité de subir des attentats terroristes (Gelfand et al., 2013). Ramakrishna (2015) suggère comme hypothèse que les individus qui acceptent la différence hiérarchique de pouvoir auraient une prédisposition plus grande à graviter autour des environnements éducationnels radicaux.

3.2 Trajectoires de radicalisation

La trajectoire de radicalisation est le processus ou le cheminement qui permet de comprendre comment un individu ou un groupe « se déplace à travers le temps vers des croyances radicalisées, dans un environnement social fluide et en constant changement » (Costanza, 2012, p. 26). Horgan (2008) considère que, lorsque comparées aux faiblesses des études de profil, les études des trajectoires peuvent aider à mieux comprendre le processus d'engagement progressif des individus. Dans ce cas, l'étude de trajectoires permet de comprendre pourquoi un individu s'engage et se désengage, et quels facteurs expliquent la progression de cette évolution (Horgan, 2008). Malgré ces recommandations, tous les modèles répertoriés se sont concentrés sur les processus d'engagement, en négligeant la dimension de désengagement.

Les processus ou trajectoires de la radicalisation sont multiples. Bien qu'il existe des modèles qui ne sont pas parfaitement linéaires, comme celui de McCauley et Moskalko, la plupart d'entre eux se caractérisent par un vecteur unidirectionnel et proposent des phases ou étapes de radicalisation liées à un ordre causal. Malgré cela, la plupart des chercheurs soulignent le fait qu'il n'existe pas de trajectoire unique expliquant le processus de radicalisation, sinon plusieurs qui le décrivent selon divers mécanismes et approches (A. Bartlett, 2011; McCauley & Moskalko, 2010). Silber et Bhatt

(2007) expliquent par exemple que même si la plupart des individus ne traversent nécessairement pas toutes les phases, ceux qui les ont traversées au complet ont une forte probabilité de se radicaliser. L'individualité de ces trajectoires est une autre caractéristique importante. En effet, bien que certains auteurs incorporent la composante de groupe, la plupart tentent d'expliquer le processus de radicalisation tout d'abord comme une évolution centrée sur l'individu, puis ensuite (dans une deuxième ou troisième phase de la trajectoire) incorporent une dimension groupale. Selon Christmann (2012) ces modèles s'entendent pour dire que le processus de radicalisation implique un changement individuel déterminé par des facteurs externes.

Plusieurs critiques ont été adressées à ce type de modèles de phases. Veldhuis et Staun (2009) critiquent le fait que les chercheurs proposant ces modèles sélectionnent des cas d'étude de radicalisation achevés pour chercher à expliquer la radicalisation d'individus de manière rétroactive. Pourtant les corrélations faites dans ces modèles sont difficiles à établir empiriquement (Kundnani, 2015). En effet, bien que des personnes ont traversé les mêmes phases, elles ne se radicalisent pas toujours; on ne peut donc pas constater de relation de cause à effet. De plus, plusieurs de ces modèles manquent des données empiriques qui démontrent leur validité dans la réalité. La plupart s'appuient sur des sources secondaires pour formuler leurs conclusions, les confinant ainsi plutôt à la théorie. Schmid (2013), quant à lui, maintient qu'un des problèmes de ces modèles est qu'ils sont construits en se basant sur certains cas particuliers d'hommes (musulmans) qui se sont radicalisés et que, bien que leurs points de départ puissent être les mêmes, négligent la diversité des trajectoires de radicalisation, en d'autres mots, le problème de la « discrimination statistique » (Veldhuis & Staun, 2009). Les modèles de phases utilisent certains traits généraux, par exemple des traits signalant le potentiel inobservable de la radicalisation. Ainsi, en se basant sur ce type de modèle, certaines personnes peuvent correspondre à ces traits communs, sans être pour autant dans un processus de radicalisation. Ces « faux positifs » peuvent engendrer un traitement discriminatoire et oppressif sur base de leur appartenance religieuse, de leur race, ou certains de leurs comportements, et ainsi les rendre suspectes de radicalisation, sans fondement. En outre, ces modèles d'évolution individuelle excluent toute référence aux variables macro sociétales, notamment concernant le rôle des gouvernements occidentaux à l'étranger et leurs actions menées dans une perspective de « guerre à la terreur » (Kundnani, 2012, p. 5).

Dans le contexte de ce rapport, nous nous limiterons à présenter six trajectoires de radicalisation, lesquelles ont apporté une contribution à la compréhension de ce cheminement radical³². D'abord, nous avons sélectionné les trajectoires en lien avec le radicalisme domestique en Occident. Dans ce cas, nous n'avons pas considéré le modèle de Gill (2007) sur les trajectoires des attaquants-suicides au Moyen-Orient. Ensuite, nous avons éliminé les trajectoires qui n'ont pas été suffisamment expliquées, comme celle de Contest, ou dont la contribution était insuffisante en comparaison avec le contenu d'autres modèles³³.

³² Nous avons incorporé deux modèles de plus non linéaires dans l'Encadré 12 et l'Encadré 13.

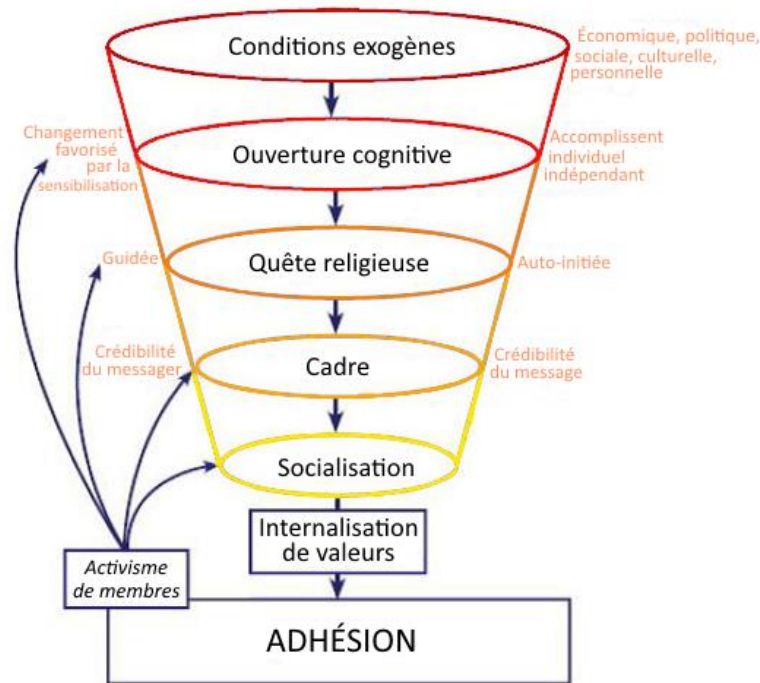
³³ Pour davantage d'information concernant les trajectoires de radicalisation, voir par exemple Borum, 2011a, 2011b; Christmann, 2012a; Horgan, 2008. Gartenstein-Ross et Grossman (2009), suite à une étude empirique, offrent six manifestations concrètes de la radicalisation. Nous avons néanmoins décidé de ne pas intégrer ce

Ensuite, nous exposons les diverses trajectoires proposées. Ces modèles sont présentés dans un ordre chronologique.

3.2.1 Le modèle de Wiktorowicz

Quantin Wiktorowicz (2004, 2005, 2006) développe son modèle suite à sa recherche sur le groupe Al-Mouhajiroun en Grande-Bretagne, en s'inspirant de la théorie des mouvements sociaux. Son modèle souligne l'importance des groupes dans le processus de radicalisation et la mobilisation. Il explique qu'aucune théorie ne peut expliquer à elle seule le processus de recrutement et qu'il est impératif de se concentrer sur les mécanismes spécifiques d'une série de composantes de mobilisation. En bref, chaque théorie de mouvements sociaux explique seulement une partie du processus de radicalisation et non pas l'ensemble des mécanismes de radicalisation.

Illustration 3. Le modèle de Wiktorowicz



Ce modèle souligne le rôle joué par les influences sociales dans le cheminement d'une personne vers un groupe radicalisé. Wiktorowicz propose trois processus clés qui augmentent la plausibilité qu'une personne soit attirée par ces groupes. Ces trois processus sont les suivants :

modèle car il s'agit plutôt d'une description des facteurs déterminés suite à une étude empirique. Ceci s'applique aussi au modèle de Taarnby, qui est fortement influencé par celui de Sageman. Taarnby étend les quatre facteurs de Sageman en les divisant en huit. Finalement nous n'avons pas retenu le modèle de Borum (Borum, 2011a, 2011b), lequel montre le passage du sentiment de grief jusqu'à la pensée binaire (nous contre les autres), dû à ce que cet idée a assez été développé dans les autres modèles.

1. Ouverture cognitive.

L'ouverture cognitive est le processus par lequel la personne devient plus réceptive à des nouvelles idées et visions du monde. Cette ouverture peut être déclenchée par une crise personnelle ou peut être liée à des expériences de socialisation antérieures. Ces crises peuvent être de nature économique (par ex. perte d'emploi), socioculturelle (par ex. humiliation, racisme, etc.), politique (par ex. torture, discrimination politique, répression) ou personnelle (par ex. mort d'un membre de la famille). Celles-ci vont ébranler les conceptions précédentes et ouvrir les portes sur des perspectives différentes.

Certains membres du groupe vont instrumentaliser leurs liens sociaux déjà existants avec des membres potentiels en amplifiant leurs crises personnelles pour que ceux-ci rejoignent leur cause.

2. Quête religieuse et alignement des cadres.

La religion peut constituer une composante importante de l'identité de la personne. Une ouverture cognitive peut faire en sorte que la personne se tourne vers la religion pour trouver du sens. Cette quête peut être initiée et poursuivie par la personne elle-même. Elle évalue le « marché » de la religion choisissant ce qui correspond à ses besoins et visions. Elle peut aussi être entamée par un mouvement. Dans certains cas, un membre d'un mouvement peut aider ou guider la personne en quête à joindre le groupe ou mouvement en la persuadant que l'idéologie du groupe est le choix le plus plausible.

Ce processus est dialogique et non coercitif. Dans ce sens, la personne en quête est un protagoniste actif et son exposition à une idéologie ne l'amène pas nécessairement à rejoindre le groupe, bien que cela en augmente les possibilités. Cette dialectique dépend de la capacité du mouvement à offrir à la personne un cadre d'interprétation³⁴ qui correspond à ce qu'il recherche. Un processus de cadrage est produit donc, où les cadres d'interprétation de l'individu et ceux du groupe sont alignés et partagés. Cela est néanmoins rarement une manière de persuader la personne de s'engager dans des comportements risqués. Ceci devient plutôt possible dans le processus suivant, celui de la socialisation.

3. Socialisation et engagement

Si la personne est convaincue par le cadre d'interprétation du groupe, un processus de socialisation s'en suit. Dans ce cas, la personne découvre et approfondit l'idéologie du groupe par l'intermédiaire de diverses interactions : événements tels que les protestations, groupes de

³⁴ Wiktorowicz s'inspire ici de la théorie de l'interprétation de cadres [*frame analyse*] de Snow et Benford (1986). D'après Contamin, cet « alignement des cadres d'interprétation [...] suppose une activité de cadrage (*framing*) de la part des entrepreneurs de mobilisation. Ceux-ci cherchent en effet à influencer sur les représentations que leurs différents publics ont de la réalité. Pour ce faire, ils construisent des « cadres d'action collective », ensemble de croyances et de représentations orientées vers l'action, qui inspirent et légitiment les activités et les campagnes des entreprises de mobilisation, en insistant sur le caractère injuste d'une situation sociale » (2010, p. 58).

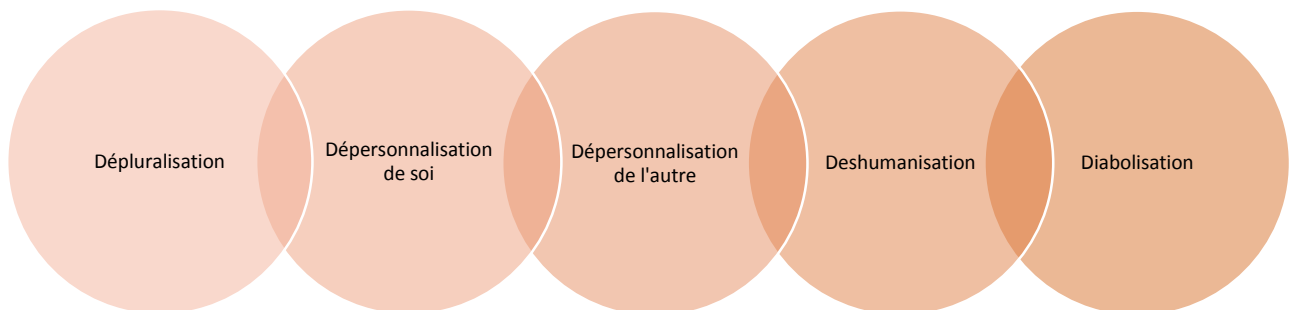
discussion, divers événements sociaux, lectures et d'autres activités de groupe. Ici, se forge une cohésion identitaire du groupe et une solidarité se crée entre les membres. La personne adopte l'idéologie du groupe et s'implique activement. Certains personnes peuvent quitter le groupe et d'autres se conforment et acceptent les stratégies et la vision du groupe.

Les processus 1 et 2 constituent des conditions pour le troisième processus, celui de la « socialisation » dans lequel la personne peut adopter des comportements violents prônés par son groupe ou mouvement.

3.2.2 Les cinq phases de conditionnement psycho-sociale de Stahelski

Stahelski (2005) offre un schéma de conditionnement socio-psychologique pour comprendre la formation des groupes violents. Le conditionnement des groupes terroristes ressemble à celui des sectes. Le conditionnement utilisé par ces groupes est capable de transformer un sujet ordinaire en un tueur sans pitié. Stahelski décrit cinq phases du conditionnement psychosocial qui peuvent mettre en lumière le passage de l'idéologie à l'action violente (Flannery, 2015) :

Illustration 4. Les cinq phases de conditionnement psycho-sociale de Stahelski



1. Dépluralisation : le groupe terroriste va conditionner la personne voulant le rejoindre à se défaire de ses appartenances plurielles et à se consacrer uniquement à l'identité du groupe. Ce sera habituellement le cas d'un individu qui quitte la culture dominante pour une sous-culture.
2. Dépersonnalisation de soi : dépourvoir l'individu de son identité. C'est à cette phase qu'un individu cesse de s'identifier comme tel et que son identité individuelle est graduellement détruite pour donner lieu à l'identité du groupe. Il s'agit d'un abandon de l'autonomie personnelle et d'une adaptation à la pensée et l'identité du groupe.
3. Dépersonnalisation de l'autre : dépourvoir l'ennemi de son identité. Le groupe commence à identifier les autres – ceux extérieurs à leur propre groupe - comme un ensemble

monolithique. La construction du monolithisme des autres, puis de leur description comme « l'incarnation du mal », dénie l'individualité des autres et les dépersonnalise.

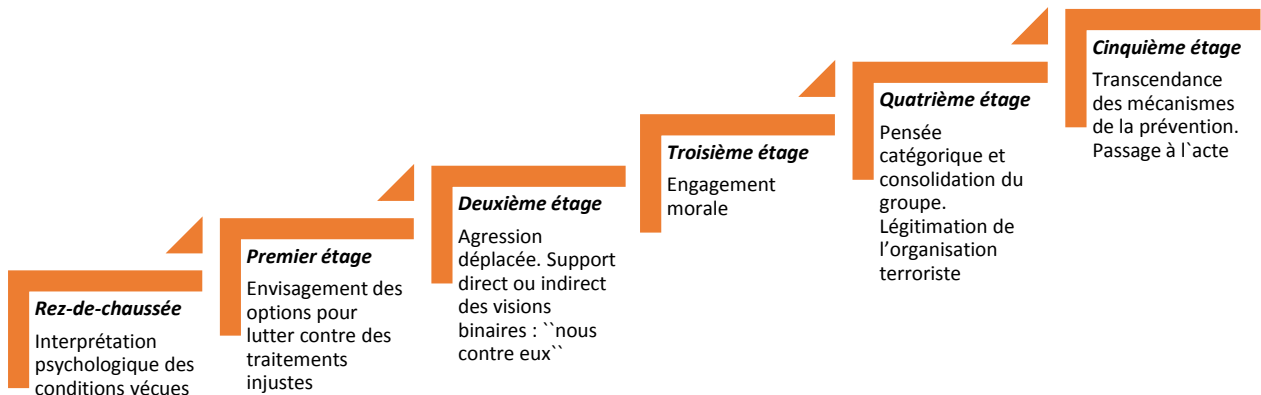
4. Déshumanisation : identification des ennemis comme étant des sous-humains ou des non-humains. Cela se fait pas l'utilisation discursive de comparaisons de l'ennemi avec les non-humains, par exemple les insectes, les chiens, les vireuses, etc.
5. Diabolisation : identification des ennemis avec le mal. Ici aussi, l'ennemi est considéré comme l'incarnation même du mal et est comparé aux démons, aux forces du mal, etc.

Selon Skahelski, les deux dernières phases sont celles qui se concrétisent quand les groupes gravitent de plus en plus vers la violence.

3.2.3 Le modèle de Moghaddam

L'auteur utilise la métaphore d'un escalier afin de décrire le cheminement qui mène un individu vers des actes violents, plus précisément vers des attentats-suicides (Christmann, 2012; Moghaddam, 2005). Le modèle s'explique à partir de trois types de facteurs: individuels, organisationnels et environnementaux, et il se concentre sur les aspects psychologiques du processus. Ce passage progressif considère la capacité de prise de décision et la perception de la personne en question. Seulement le passage au cinquième « étage » implique le passage à l'acte violent. Il y a six niveaux/étages :

Illustration 5. L'escalier de Moghaddam



1. **Rez-de-chaussée** : interprétation psychologique des conditions matérielles et sociales.
 - a. Perception subjective de privation, d'injustice, d'immobilité sociale ;
 - b. Menaces à l'identité ;
 - c. Influence des médias pour répandre le sentiment d'injustice.
2. **Premier étage** : options envisagées afin de lutter contre le traitement injuste. Ces options sont :

- a. Perception des possibilités de mobilité sociale et de voies alternatives pour améliorer la situation ;
- b. Perception des procédures légales qui peuvent être des pistes de solutions à des problèmes perçus.

Si ces options semblent ou s'avèrent entravées, elles génèrent un sentiment d'injustice et d'illégitimité du système normatif en vigueur. L'agression ressentie est ainsi déplacée vers les autres, tenus pour responsables des problèmes. Le passage au deuxième étage devient alors possible.

3. Deuxième étage: agression déplacée.

Le deuxième étage est caractérisé par le déplacement de l'agression, laquelle, à ce stade, est plutôt verbale que physique. Cela se traduit par le soutien direct ou indirect des organisations ou institutions qui prônent et encouragent une vision de « nous contre eux ». Les individus qui se sentent physiquement prêts à se déplacer jusqu'à l'agression vont monter les autres étages.

4. Troisième étage: engagement moral.

Il s'agit de l'étape où l'organisation terroriste apparaît afin de soutenir le processus d'engagement par la persuasion et la justification des moyens d'atteindre la société idéale. Elle emploie des tactiques d'isolation, d'affiliation, de confidentialité et de peur. Ces organisations se positionnent à deux niveaux :

- a. Niveau macro, comme la seule option pour changer le monde ou réformer la société, et ;
- b. Niveau micro, comme le refuge pour les indignés, les mécontents, les marginaux et les autres personnes qui se trouvent dans des situations semblables.

5. Quatrième étage: pensée catégorique et légitimité de l'organisation terroriste. L'étage de recrutement.

- a. Entrée au sein de l'organisation terroriste et début de la socialisation à la vie secrète de la cellule ;
- b. Le groupe promeut la pensée dichotomique « nous contre eux » et accroît l'isolation.

6. Cinquième étage: l'acte terroriste et les mécanismes d'inhibition.

Il s'agit de la phase opérationnelle, où les recrutés sont entraînés et équipés pour mener des actes terroristes. Ils reçoivent les ressources nécessaires afin d'inhiber les mécanismes qui empêchent de tuer les autres à partir de :

- a. La catégorisation sociale, qui sert à cerner la cible et l'ennemi. C'est ici que les civils peuvent être définis comme groupe ennemi ;
- b. L'exacerbation des différences entre l'intra groupe et l'extra groupe ;
- c. La prévention de n'importe quel mécanisme d'inhibition.

L'avantage de ce modèle est qu'il visualise les étapes de la trajectoire et met en évidence le fait qu'à chaque étape d'avancement vers la radicalisation, il y a moins de choix. La perception de la menace à l'identité est cruciale dans ce modèle. Tout comme la plupart des autres analystes, cet auteur considère que le désir de vengeance est très important pour les attaquants-suicide, mais aussi le sentiment du devoir envers la famille, la communauté, Dieu, etc.

3.2.4 Modèle de Sageman

Marc Sageman (2004, 2006, 2008) est l'un des premiers à proposer un modèle pour comprendre la radicalisation. Il y a quatre facteurs qui expliquent ou aident à comprendre ce processus :

1. Le sentiment d'outrage moral à cause des violations de droit perçues. La situation et les conflits dans des régions musulmanes tels que l'Iraq, la Palestine, la Bosnie, le Cashmire, etc., ainsi que des autres contextes locaux en Occident, deviennent source d'outrage moral pour certains. La perception de l'humiliation locale se fusionne avec la perception de l'humiliation globale pour construire une interprétation personnelle de la situation des musulmans dans le monde.

2. Une interprétation propre de la réalité où les violations représentent une guerre contre l'Islam. Cette interprétation de la réalité locale ou globale est perçue par certains comme une guerre contre l'Islam. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une interprétation intellectuelle, sinon émotionnelle, laquelle englobe une diversité de problèmes : les conflits au Moyen-Orient, les expériences de discrimination, la tendance de divers médias à souligner des discours islamistes marginaux qui prônent la violence en ignorant la position pacifique de la majorité musulmane, etc.

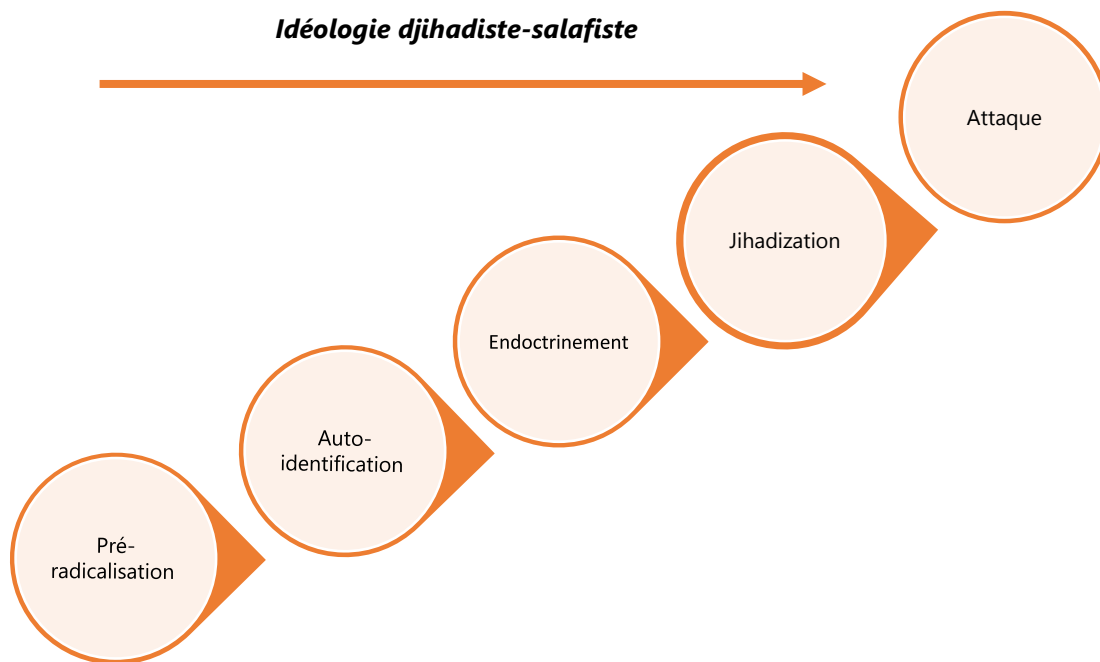
3. Résonance avec des expériences personnelles. Une telle interprétation d'une guerre contre l'Islam trouve davantage de résonance en Europe, compte tenu de l'expérience quotidienne difficile de nombre de musulmans européens. Les propos antimusulmans, ainsi que le fait que la communauté musulmane se perçoive comme victime d'injustice socio-économique et politique et de discrimination sont des illustrations de cette expérience.

4. Mobilisation au travers les réseaux. L'ensemble de ces facteurs et situations influencent la vision du monde de certains jeunes musulmans qui cumulent des frustrations. Une très faible proportion de ceux-ci se radicalise. Cette radicalisation peut commencer et s'amplifier sur Internet, notamment au sein des réseaux sociaux. Les divers réseaux offrent un espace de discussion où de multiples personnes peuvent se connecter et partager les mêmes points de vue et se soutenir.

3.2.5 Modèle de NYPD

Ce modèle fut développé par le département de police de l'État de New York, sur un modèle développé par Silber et Bhatt (2007) concernant les groupes à l'idéologie *djihadiste-salafiste*. Ce modèle propose quatre phases de la trajectoire de la radicalisation pour comprendre la radicalisation domestique [*homegrown terrorist*]. Selon les auteurs, il ne s'agit pas d'un modèle linéaire, puisque le passage à l'acte peut commencer ou se terminer à n'importe quelle phase. Les auteurs partent toutefois du principe que si toutes ces phases sont traversées, il existe une forte probabilité que la personne s'engage dans des actes terroristes. Les phases de radicalisation proposées sont les suivantes (Christmann, 2012; Mitchell Silber & Bhatt, 2007) :

Illustration 6. Modèle de NYPD



1. Pré-radicalisation : Le point de départ avant qu'un individu ne soit influencé par les idéologies *djihadiste-salafistes*. Ici, les individus ont une vie et un emploi ordinaires.

2. Auto-identification : le processus intermédiaire dans lequel la personne, influencée par des facteurs internes ou externes, se met à explorer le salafisme ; elle commence à abandonner sa vie antérieure et à s'associer avec des gens qui pensent comme elle et internaliser l'idéologie. Une ouverture cognitive sert comme canalisateur à la réception de nouvelles idées, souvent suite à un évènement ou crise personnelle. Les éléments déclencheurs du passage à cette phase sont de divers ordres, soit économique, social, politique ou bien personnel. Ici, les individus les plus vulnérables sont ceux qui se trouvent à un carrefour dans leur vie, où ils cherchent leur identité ou la validation de leur trajectoire.

Le passage à la deuxième phase, selon les auteurs, se manifeste par des indicateurs d'aliénation tels que : l'éloignement de leur vie passée et le rapprochement avec les individus ayant les mêmes opinions et sensibilités, etc. De plus, d'autres indices de radicalisation sont : a) le fait de joindre un groupe salafiste, b) l'abandon du tabac, de l'alcool, du jeu et des vêtements occidentaux, c) le fait de s'habiller avec des vêtements orientaux/musulmans et de se laisser pousser la barbe et d) le fait de devenir activiste dans leur communauté.

La radicalisation est souvent un processus d'auto-radicalisation et d'auto-sélection au début puis, une fois que l'individu rejoint le groupe radical, commence le processus de radicalisation de groupe à proprement parler. Des groupes d'individus avec les mêmes caractéristiques se sont formés

autour des « incubateurs de radicalisation »³⁵. Il y a, selon les auteurs, deux facteurs clés : a) Le basculement vers l'islam salafiste et b) l'assistance d'une mosquée salafiste. Le contact avec un imam radical est clé à ce stade.

3. Endoctrinement. Intensification des croyances et adoption complète du salafisme. Conviction personnelle concernant les conditions qui invitent à soutenir le djihad. Ce processus est dirigé par un censeur spirituel. Cette phase est ainsi marquée par des rencontres avec des individus partageant les mêmes croyances, qui aident à approfondir la doctrine et l'engagement. Les pairs deviennent fondamentaux afin de soutenir le processus de radicalisation. Un moment clé est l'acceptation de l'idéologie politico-religieuse qui soutient l'utilisation de la violence envers les non musulmans. Le but n'est plus personnel mais plutôt global.

Deux indicateurs sont particulièrement importants à ce stade : 1) **Abandon de la mosquée.** La mosquée ne sert plus aux besoins des radicalisés. Elle est perçue comme un environnement à risque et l'abandon de cet espace est souvent accompagné d'une dispute avec d'autres membres de la mosquée. La mosquée est perçue comme une menace, parce qu'elle est souvent surveillée par les services de renseignement. 2) **Politisation de nouvelles croyances.** Les radicalisés commencent à transférer leurs croyances à la vie réelle. Les événements internationaux sont interprétés à partir de cette nouvelle vision souvent dichotomique (eux contre nous, les musulmans contre les non musulmans). Le groupe aide à abandonner le monde séculaire et devient l'univers personnel.

4. « Djihadisation ». C'est le moment où les personnes s'auto-identifient comme des guerriers sacrés (moudjahidines) et voient un devoir dans le *djihad*. C'est une phase de planification dans laquelle le groupe solidifie ses liens et se consolide. C'est ici que la personne traverse éventuellement les sous-phases suivantes : 1) accepter le *djihad* et possiblement se rendre dans un camp d'entraînement, 2) entraînement physique et mental, 3) planification de l'attaque et 4) passage à l'acte.

3.2.6 Modèle des Services de renseignement de la police danoise [*Politiets Efterretningstjeneste*] (PET)

Similaire au modèle du NYPD dans plusieurs sens, le modèle des Service de l'intelligence et de sécurité danoise (PET) propose quatre phases consécutives vers la radicalisation (Veldhuis & Staun, 2009) :

1. Une phase de la « radicalisabilité » lorsqu'une personne devient susceptible de tomber sous l'influence d'un « radicalisateur » ;
2. Changement de comportements et avancement vers de nouvelles pratiques religieuses et, par conséquent ;
3. Rétrécissement du cercle de contacts, où la personne s'isole de son cercle d'amis et de sa famille, ce qui mène à ;

³⁵ Voir page 28.

4. Une phase d'endurcissement, dans laquelle la personne s'intéresse à la violence, consomme du matériel en lien avec la violence, par exemple des vidéos.

La différence entre les modèles du NYPD et du PET, est que celui de PET souligne le rôle des facteurs externes sur l'individu, plus particulièrement le rôle du « recruteur ». Comme l'indiquent Veldhuis et Staun, ce modèle s'agit d'un processus dans lequel un individu « commence en étant 'susceptible' aux idées radicales et rencontrer un 'recruteur', puis continue vers des nouvelles pratiques religieuses ou de nouveaux comportements. Par la suite, le processus continue avec le rétrécissement du cercle d'amis et de la famille et aboutit avec le soi-disant 'processus d'endurcissement' qui inclut 'l'intérêt et le visionnement de vidéos très violents' qui montrent des terroristes au combat et des meurtres d'otages » (2009, p. 14).

Encadré 12. Douze mécanismes de radicalisation de McCauley et Moskalenko

McCauley et Moskalenko (2008) dans leur modèle de radicalisation, décrivent un ensemble de mécanismes menant à la violence. Ils insistent sur le fait que la radicalisation peut se développer au niveau individuel, au niveau de petits groupes ou celui de masse [*mass level*]. En tout, ils proposent douze mécanismes de radicalisation : six qui expliquent la radicalisation des individus, trois la radicalisation des petits groupes et trois la radicalisation au niveau de masse. Dans ce contexte, les mécanismes sont « les moyens ou manières selon lesquels une chose est accomplie » (McCauley & Moskalenko, 2008, p. 415). La particularité de leur modèle est l'absence d'une trajectoire linéaire. D'après eux, toute tentative de formuler une théorie par étapes pour expliquer la radicalisation est contradictoire, compte tenue la multitude de facteurs qu'ils décrivent (McCauley & Moskalenko, 2010). Ainsi, la particularité de chaque trajectoire est donc le résultat de la combinaison de ces différents mécanismes. Ils proposent les douze mécanismes de radicalisation suivants :

Niveau individuel

1. D'abord et avant tout, existe la question des *griefs personnels*. Une action gouvernementale qui fait du mal à une personne ou à ses proches peut générer de la colère ou un désir de vengeance. Il n'existe pas une relation directe entre ces griefs personnels et le passage à l'acte. Par contre, ce qui concrétise ce possible passage est le fait qu'un grief soit partagé ou interprété comme étant une réalité de groupe.
2. *Grief de groupes*. Un individu peut se radicaliser sans lui-même faire l'expérience d'un grief. Dans ce cas, il s'agit d'un grief par identification avec les griefs du groupe ou de la communauté de provenance.
3. *L'auto-persuasion en action*, aussi appelée « la pente savonneuse ». Il s'agit d'un processus graduel, de pas à pas vers la radicalisation.
4. *L'amour* est un autre mécanisme de radicalisation. Certaines personnes peuvent devenir membres d'un groupe radical après que quelqu'un qu'ils aiment leur demande de le faire, ou bien parce qu'ils veulent faire cause commune avec eux, les aider et les protéger, qu'ils soient des amis, un partenaire amoureux ou un membre de la famille. Des relations ou des

connexions profondes peuvent naître entre un membre d'un groupe radicalisé et un membre potentiel.

5. *La peur* est aussi un mécanisme qui peut catalyser le processus d'adhésion d'une personne à un groupe radical. Ceci est souvent le cas dans les États en faillite. Certaines personnes se sentent plus en sécurité si elles deviennent membres d'un groupe radical que lorsqu'elles sont seules. Le fait de joindre des amis armés leur apporte plus de sécurité.
6. *Sensations fortes, statut et argent*. Joindre des groupes radicalisés peut être motivé par une quête de statut social, d'argent ou de sensations fortes. C'est le cas de certains individus qui rejoignent des gangs de rue, ou encore qui intègrent les rangs de l'armée, etc.

Niveau de groupes

7. *La polarisation de groupe*. Des débats et discussions entre membres d'un même groupe qui partagent des convictions similaires portent davantage le groupe vers la direction préconçue et sur laquelle les membres étaient préalablement d'accord. Deux sortes de sentiments s'engagent dans ce contexte. Tout d'abord, certains membres ne veulent pas afficher leur désaccord avec les valeurs fondamentales du groupe, car cela les mettrait dans une position de différence avec les autres membres et générerait probablement des soupçons envers eux.
8. *La compétition entre différentes entités* est un autre mécanisme de radicalisation des petits groupes. Ceci peut se manifester quand un groupe non-étatique entre en compétition et contestation avec l'État ou d'autres groupes rivaux. Il peut s'agir de compétition au sein du même groupe, lorsque des fractions différentes entrent en compétition entre elles en raison de différentes visions.
9. *Les conditions d'isolation ou bien de menace* peuvent former une cohésion forte à l'intérieur d'un groupe. Ce mécanisme peut faciliter la radicalisation des groupes qui sont en marge, discrets ou bien ceux opérant en illégalité.

Le niveau de masse [mass level]

10. Les menaces externes sont un mécanisme important pour les petits groupes autant que pour les masses, en raison de l'effet sur les populations. Une menace externe peut entamer un processus d'identification forte, qui se manifeste de différentes manières, soit par la glorification ethnique, l'amplification des valeurs et l'identification de leaders politiques, et la sanction de membres du groupe non-conformistes. C'est un processus de sécurisation qui produit des réactions extraordinaires, prenons par exemples celles qui ont suivi les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis.
11. *La haine* est un autre sentiment qui se transforme en mécanisme dit de déshumanisation de l'ennemi. Cette déshumanisation rend le passage à l'acte et le fait de tuer des ennemis catégorisés ethniquement ou religieusement plus facilement acceptable. Ce sentiment ne pardonne pas les civils et les considère de la même façon que les militaires ou les militants.
12. *Martyrisation*. L'engagement zélé des martyres joue un rôle dans la radicalisation des masses qui y voient l'exemple du sacrifice et la manifestation de l'importance d'une cause.

Encadré 13. Les facteurs de non-radicalisation

Lorsqu'il est question d'empêcher un individu de se radicaliser, l'approche traditionnelle est d'atténuer - si ce n'est d'éliminer- les facteurs de radicalisation, c'est-à-dire les facteurs qui favoriseraient son engagement dans un processus de radicalisation. Toutefois, tel que mentionné, ces facteurs sont corrélationnels et non causaux ; ainsi, limiter leur influence n'est pas une garantie qu'un processus de radicalisation pourra être empêché.

Une approche alternative recommandée par Cragin (2014), est d'accorder une plus grande importance aux facteurs qui font en sorte qu'un individu ne se radicalise pas ; autrement dit, des facteurs de *non*-radicalisation.

Cragin (2014) a formulé cette recommandation à partir de son modèle conceptuel de non-radicalisation, développé afin de déterminer les facteurs qui font en sorte qu'un individu ne s'engage pas dans des actions politiques violentes – ce qu'elle nomme la non-radicalisation, ou la résistance à l'extrémisme violent. Pour être considérés résistants à l'extrémisme violent, les individus en question doivent avoir déjà été exposés à des idéologies radicales ou même avoir flirté avec une mentalité radicale, mais avoir ultimement rejeté la violence (Cragin, 2014). De plus, son modèle conceptuel ne s'applique pas dans le cas des « loups solitaires » ou d'individus qui agissent indépendamment d'un groupe terroriste. Toutefois, son modèle offre des pistes préliminaires pour chercher à comprendre ce qui distingue les individus radicaux qui ont recours à la violence de ceux qui la rejettent.

À la suite de ses recherches, Cragin (2014) a identifié quatre facteurs intermédiaires qui pourraient faire en sorte que des individus ne souhaitent pas rejoindre des groupes terroristes :

- La **répugnance morale**, c'est-à-dire un désaccord avec l'usage de la violence pour parvenir à ses fins ou occasionner des changements sociaux, politiques, économiques ou religieux
- L'**impression d'inefficacité de la violence**. Cette impression peut être occasionnée soit par de l'apathie, c'est-à-dire parce que des individus n'ont aucun désir de provoquer du changement ou n'en voient pas le besoin, ou parce que des individus ont emprunté des chemins alternatifs non violents pour occasionner du changement.
- Les **coûts perçus**, qui peuvent être (1) des coûts logistiques, (2) des coûts financiers, (3) des obligations familiales, et/ou (4) la peur de la répression.
- L'**absence de liens sociaux qui renforcent** ou encouragent le processus de radicalisation.

Cragin suggère que des mesures de lutte contre la radicalisation devraient prendre en considération ces facteurs de non-radicalisation et chercher à les renforcer. Ces facteurs revêtent une importance accrue lorsque l'on constate, à partir de ce modèle, qu'il s'agit aussi bien de

facteurs qui favorisent la résistance d'individus à s'engager dans un groupe terroriste que le désengagement d'individus d'un groupe existant. Ainsi, qu'un individu ait entamé un processus de radicalisation ou non, ces facteurs de non-radicalisation peuvent faire en sorte qu'il ne soit pas attiré par l'utilisation de la violence.

Nasir Hafezi, un avocat britannique spécialisé en droit criminel et terrorisme, et ayant défendu plusieurs jeunes à ce sujet abonde dans le sens de Cragin. Selon lui, il faut considérer que plusieurs jeunes qui se radicalisent ou partent pour la Syrie sont motivés par une soif de justice et de changement positif dans le monde (N. Miller, 2015). Hafezi soutient que ce désir de générer des changements, de s'engager, ne doit pas être découragé ou étouffé chez les jeunes, mais plutôt recadré de manière à être productif et non violent. En offrant des voies alternatives aux jeunes pour s'engager et exploiter ce désir de changement, l'impression d'inefficacité de la violence, telle que présentée dans le modèle de Cragin, sera plus facilement exploitée. Autrement, l'absence d'options pour se mobiliser rend les jeunes vulnérables au recrutement de radicaux et extrémistes, car la violence est graduellement perçue comme étant la seule voie efficace pour provoquer un changement politique ou social. Kundnani (2009) est également de cet avis, et suggère que des espaces sécuritaires doivent être créés pour que des jeunes puissent avoir des discussions franches au sujet de questions politiques difficiles – autrement dit, des espaces semblables à celui créé dans le cadre du projet STREET, au Royaume-Uni (voir page 97). Il est important que les jeunes se sentent encouragés à s'engager politiquement et contribuer à la société, sans que leurs opinions aient besoin d'être approuvés au préalable par une quelconque autorité (Kundnani, 2009).

IV. MESURES DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT

4.1 Introduction

4.1.1 Approches en prévention de la criminalité

Avant de poursuivre avec une analyse des programmes en matière de prévention de la radicalisation, il est important de bien cerner ce dont il est question lorsque l'on parle de *prévention*, et notamment de prévention de la criminalité.

Dans le cadre de ce rapport, nous nous appuyons sur la conception de la prévention proposée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans les « Principes directeurs applicables à la prévention du crime », adoptés dans la résolution 2002/13 du Conseil économique et social (UNODC & CIPC, 2011). La résolution distingue quatre approches en prévention de la criminalité, qui seront détaillées ci-dessous :

- La prévention sociale ;
- La prévention situationnelle ;
- La prévention du crime à l'échelle locale, ou prévention communautaire ;
- La prévention de la récidive.

La **prévention sociale** a pour but de minimiser le développement des facteurs de risque et renforcer les facteurs de protection contre le crime. Autrement dit, la prévention sociale cherche à influencer les facteurs qui peuvent entraîner des individus à adopter des comportements criminels (Bjørgero, 2013). D'après une publication de l'UNODC et le CIPC:

« La prévention du crime par le développement social englobe toute une série de programmes sociaux, d'éducation, de santé et de formation, comme ceux axés sur les enfants à risque ou les familles ayant de très jeunes enfants, leur offrant un appui et leur apprenant à s'occuper des enfants comme il convient. Certains programmes d'intervention précoce sont également considérés comme relevant de la prévention fondée sur le développement étant donné qu'ils ont pour but de développer la résilience et l'adaptabilité sociale des enfants et de leurs familles » (2011, p. 13).

Ainsi, dans une perspective de prévention de la radicalisation, une approche sociale chercherait à réduire les forces motrices et motivations – autrement dit, les facteurs de risque – qui pousseraient un individu à adopter l'utilisation de la violence. Par exemple, de nombreuses études ont démontré la prédominance des griefs politiques – notamment en réaction aux politiques étrangères occidentales – comme facteurs de risque de radicalisation. Une approche de prévention sociale de la radicalisation essaierait donc (1) d'éliminer ou réduire les principales causes et sources de

frustration et de colère et (2) d'arrêter les processus de radicalisation le plus tôt possible (Bjørgero, 2013). Tel que démontré plus loin dans ce rapport, d'autres mesures se rapportent plutôt aux facteurs individuels qui peuvent pousser un individu à se radicaliser, tel que les facteurs cognitifs. Par exemple, certaines mesures vont chercher à développer chez les participants leur capacité à gérer les conflits de manière pacifique et prendre en considération le point de vue d'autrui.

Pour certains, la prévention sociale est le seul moyen de réduire le terrorisme de façon durable (Elworthy & Rifkind, 2006). De plus, de façon plus générale, elle permet de développer des sociétés plus harmonieuses, inclusives et tolérantes (Shaftoe, Turksen, Lever, & Williams, 2007).

La **prévention situationnelle** cherche plutôt à restreindre les possibilités pour un individu de commettre un crime. Pour ce faire, elle vise à augmenter les risques et l'effort à accomplir afin de commettre un délit, puis à réduire les gains que l'individu peut tirer de son infraction (CIPC, 2010). Comme le souligne Bjørgero (2013), les mesures de prévention situationnelle ne ciblent pas directement les acteurs potentiellement criminels, mais cherchent plutôt à les influencer indirectement, en modifiant les situations dans lesquelles des actions indésirables peuvent être réalisées. Ainsi, en calculant les coûts et bénéfices de certains gestes, les criminels peuvent être dissuadés de passer à l'action.

Dans une perspective de prévention situationnelle de la radicalisation, l'objectif serait de réduire les *facteurs d'opportunité* qui favorisent l'émergence du processus de radicalisation (voir Encadré 5). Precht (2007) fait la distinction entre trois catégories de facteurs qui peuvent influencer un individu à s'engager dans un processus de radicalisation : les facteurs contextuels, les facteurs déclenchant et les facteurs d'opportunité. Ces derniers représentent les lieux qui fournissent un cadre propice à la radicalisation, c'est-à-dire l'opportunité de rencontrer des gens aux points de vue similaires au sien, qui peuvent servir de source d'inspiration ou de lieu de recrutement. Parmi ces facteurs d'opportunité, Precht identifie les lieux les plus communs : l'Internet, la prison, la mosquée, l'école, l'université, les clubs jeunesse, les lieux de travail et les activités sportives.

Ainsi, dans une perspective de prévention de la radicalisation, des mesures de prévention situationnelle consistent, par exemple, à contrer la disponibilité de discours extrémistes sur Internet ou organiser des groupes de soutien pour les détenus en prison, afin de réduire la tentation de rejoindre un groupe extrémiste ou radical.

La prévention situationnelle peut se réaliser par l'entremise d'une très grande diversité de mesures, ce qui signifie par le fait-même qu'une panoplie d'acteurs sociaux peuvent être impliqués dans leur mise en place. Toutefois, comme le note Kleinig (2000), l'inconvénient de certaines mesures de prévention situationnelle est qu'elles peuvent imposer des restrictions sur l'ensemble de la population, et non se limiter qu'aux individus mal intentionnés.

La **prévention du crime à l'échelle locale**, ou **prévention communautaire**, vise à modifier les conditions locales qui peuvent avoir une influence sur la criminalité, la victimisation et le sentiment d'insécurité. Ainsi, c'est une approche qui « met l'accent sur la mobilisation de la communauté – au

sens de la collectivité ou de milieu de vie – qui permet de faire face à la délinquance et d’améliorer la qualité de la vie des habitants » (CIPC, 2010, p. 2).

Comme il le sera démontré plus loin dans ce rapport, la prévention communautaire est d’une importance significative pour la prévention de la radicalisation ; de nombreuses mesures ont été développées à partir de cette approche dans une perspective d’amélioration de la cohésion sociale d’une collectivité et d’intégration des individus qui y cohabitent. Par exemple, des espaces sécuritaires pour les jeunes ont été mis en place dans certaines communautés pour favoriser leur intégration et éviter qu’ils s’isolent ou se sentent aliénés, ce qui pourrait attirer des recruteurs de groupes extrémistes.

Finalement, la **prévention de la récidive** consiste à favoriser la réinsertion des personnes ayant commis des délits. Cette approche est des plus pertinentes dans un contexte de radicalisation, et plusieurs mesures ont été développées dans le but de « déradicaliser » des individus ayant déjà atteint un stade avancé de radicalisation. Il est possible qu’un individu n’ait pas commis de crime ou d’acte de violence, mais soit à un stade d’endoctrinement tel qu’il pourrait constituer une menace pour la société.

En somme, bien que ces approches de prévention de la criminalité puissent différer à certains niveaux, aucune ne se limite à la réduction de la criminalité comme seul et unique objectif. En effet, tel que rapporté par le CIPC dans son rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne, « l’objectif assigné à la prévention de la criminalité s’étend au-delà de l’absence de crime pour viser à l’amélioration de la qualité de la vie » (CIPC, 2010, p. 2). Cet ultime objectif est souvent souligné dans les mesures présentées dans ce rapport, qui, implicitement ou explicitement, ont une perspective plus large que la seule prévention de la radicalisation et cherchent à favoriser la cohésion sociale des communautés et le bien-être des individus qui les composent.

Suite à cette brève introduction sur les approches en prévention de la criminalité, la section qui suit présentera une contextualisation des politiques de prévention de la radicalisation. Il s’agit, en effet, de retracer l’origine de ces politiques, afin de comprendre les événements géopolitiques qui ont façonné l’émergence et la croissance de la radicalisation en tant que préoccupation de nombreux gouvernements. De plus, nous déterminerons quels pays et programmes ont joué un rôle significatif dans l’élaboration de stratégies ailleurs dans le monde.

4.1.2 Contextualisation des politiques de prévention de la radicalisation

a) Qu’est-ce que la prévention de la radicalisation?

La lutte contre la radicalisation, ou « *counter-radicalisation* » en anglais, est définie par l’Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) de l’ONU comme étant :

Les politiques et programmes visant à remédier à certaines des conditions pouvant pousser certains individus sur la voie du terrorisme. Elle est généralement utilisée pour faire

référence à un ensemble de programmes sociaux, politiques, légaux, éducatifs et économiques spécialement conçus pour dissuader des individus désabusés (et possiblement déjà radicalisés) de franchir le pas et devenir des terroristes (Counter-Terrorism Implementation Task Force, 2006, p. 5).

b) Développement des politiques de prévention de la radicalisation

Tel que démontré tout au long de ce rapport, lorsque la radicalisation est comprise comme étant le phénomène expliquant le processus menant un individu à faire usage de violence à des fins politiques, il est bien évident qu'il n'est pas question d'un phénomène récent. Pourtant, l'utilisation du terme dans les cercles politiques a fait son apparition depuis peu. Les événements du 11 septembre 2001 à New York ont certainement initié des inquiétudes par rapport à l'extrémisme violent en Occident. Toutefois, les événements de « terrorisme d'origine intérieure » [*homegrown terrorism*] apparus en Europe quelques années plus tard soulevèrent la question des processus de radicalisation. En effet, comme le souligne le Groupe d'experts sur la radicalisation violente de la Commission européenne (European Commission's Expert Group on Violent Radicalisation, 2008), l'utilisation du terme « radicalisation violente » a débuté au sein de l'Union européenne à la suite des attentats dans le métro de Madrid en 2004. Les attentats qui ont eu lieu l'année suivante, à Londres, n'ont fait qu'accentuer les préoccupations au sujet de la radicalisation de sujets occidentaux (voir Encadré 14).

Ces deux événements ont provoqué un changement au sein des politiques de contre-terrorisme, qui ont progressivement adopté une approche plus préventive : celle-ci consiste à cibler davantage les « radicaux » à l'interne - ceux qui ont grandi et vécu en Occident toute leur vie - qu'à l'externe (Lindekilde, 2012). Ainsi, malgré l'absence d'une compréhension claire et commune des processus de radicalisation, le concept va progressivement devenir le cadre dominant des politiques ayant pour but de combattre l'extrémisme idéologique et violent en Europe (White, 2006).

Encadré 14. Attentats dans les transports à Madrid (2004) et à Londres (2005)

Le 11 mars 2004, dix explosions font 191 morts et environ 2,000 blessés dans le système de trains de banlieue de Madrid. L'organisation séparatiste basque ETA est tout d'abord soupçonnée, mais il s'avère par la suite que les attentats ont été commis par des islamistes marocains (Martine Silber, 2005).



Illustration 8. Attentats à Madrid (White, 2006)



Illustration 7. Attentats à Londres (Wang, 2012)

Le 7 juillet 2005 au matin, quatre bombes explosent au centre de Londres ; trois dans des stations de métro et une dans un autobus. Plus de 50 personnes ont été tuées et 700 blessées lors de ces attaques. Les quatre kamikazes à l'origine de ces explosions étaient des islamistes extrémistes britanniques (European Monitoring Centre on Racism & Xenophobia, 2005).

Les chefs de file en matière de politiques de prévention de la radicalisation ont été les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Danemark, qui ont été parmi les premiers à développer et mettre en place des stratégies en lien avec cette problématique. Alors qu'ailleurs dans le monde, par exemple au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est, les programmes pour combattre l'islamisme radical se sont davantage penchés sur la question de la « déradicalisation » et de la réhabilitation de prisonniers extrémistes, ces trois pays européens ont plutôt opté pour des programmes communautaires qui visent à identifier et réformer les individus qui se trouvent dans les étapes initiales du processus de radicalisation (Rabasa, Pettyjohn, Ghez, & Boucek, 2010). De plus, les initiatives européennes ne ciblent pas exclusivement l'islamisme radical ; elles cherchent plutôt à prévenir tous types d'extrémisme et réhabiliter tous types de radicaux. Les programmes présentés dans ce rapport s'attarderont plus spécifiquement à l'islamisme radical et l'extrémisme de droite.

Lindekilde (2012) a réalisé une analyse des politiques de contre-radicalisation des Pays-Bas, du Royaume-Uni et du Danemark, afin de déterminer leurs caractéristiques communes, ainsi que leurs différences. Il est particulièrement intéressant de noter que le modèle de radicalisation qui a alimenté ces politiques est essentiellement le même : la radicalisation est comprise comme étant un processus plus ou moins linéaire d'extrémisme croissant. L'extrémisme est, pour sa part, défini

comme ayant deux composantes principales, l'une cognitive, ou attitudinale, et l'autre physique, ou comportementale.

Ces politiques s'appuient également sur une conceptualisation commune du développement de la radicalisation et des caractéristiques des individus vulnérables. Le scénario de radicalisation sous-jacent à ces politiques, tel que décrit par Lindekilde (2012), va comme suit :

1. Des adolescents – plus particulièrement ceux issus de l'immigration – isolés, en quête d'identité et qui se sentent contrariés sur le plan politique, vivent une « ouverture cognitive » à la suite d'un événement particulier, qu'il se soit produit au niveau politique sociale ou personnelle ;
2. L'individu, ainsi en quête d'un mode de vie alternatif, est plus à même de se faire interpeller par des « entrepreneurs radicaux » à la recherche de jeunes vulnérables ;
3. Les nouveaux venus, une fois dans les milieux radicaux, subissent l'influence de leurs pairs et des dynamiques de groupe. Ils atteignent un stade où ils sont prêts à appuyer leurs idées radicales par des actions. C'est à ce moment qu'un processus de « durcissement » se produit.

Basé sur cette conception du processus de radicalisation, la stratégie pour lutter contre cette dernière implique de surveiller les individus plus « à risque » et de favoriser leur bien-être et leur épanouissement pour éviter qu'ils ne se radicalisent. De plus, dans cette optique, il devient difficile de dissocier les individus à risque en raison de leur statut socio-économique ou leur intégration, et ceux perçus comme étant potentiellement à risque au niveau de la sécurité. Les préoccupations quant à la sécurité deviennent donc étroitement liées aux préoccupations par rapport à l'intégration des communautés, la cohésion sociale et la lutte contre la discrimination (Lindekilde, 2012). Un exemple flagrant de cette nouvelle perspective est la création, dans plusieurs États membres de l'Union européenne, de nouvelles initiatives – ou le renforcement d'initiatives existantes – ayant pour but d'établir un dialogue avec les communautés musulmanes à la suite des attentats de Madrid et Londres (European Monitoring Centre on Racism & Xenophobia, 2005).

La contre-radicalisation s'intègre donc dans le champ plus large des politiques de contre-terrorisme, et, en ce sens, combine à la fois certains principes des politiques de sécurité classiques – la surveillance, par exemple – et des politiques sociales d'intégration et de cohésion des communautés (Lindekilde, 2012). Les différentes mesures qui composent les stratégies s'appuient sur une logique d'offre et de demande : la prévention de la radicalisation s'effectue en ciblant la « demande » pour des idéologies radicales et « l'offre » de points de vue extrémistes. Lindekilde (2012) offre comme exemples les initiatives qui cherchent à favoriser les sentiments d'intégration chez les jeunes vulnérables et qui, par le fait-même, réduisent la demande pour des alternatives radicales, ainsi que les mesures de lutte contre les discours radicaux sur Internet, qui cherchent à amoindrir l'offre de discours extrémistes.

En vue de réaliser des interventions intégrales, les politiques initiales de prévention de la radicalisation font appel à des acteurs diversifiés, afin que ceux-ci mettent en commun leurs efforts

; par exemple la police locale, les agences de sécurité nationale, les municipalités, les parents et les leaders communautaires et religieux sont amenés à travailler de concert (Lindekilde, 2012). L'accent a été mis sur les initiatives municipales, puisque les autorités locales sont les mieux placées pour détecter les signes précoces de la radicalisation et intervenir rapidement. Les programmes varient grandement d'un pays à un autre au sein de l'Union européenne. Toutefois, dans l'ensemble, les stratégies européennes se veulent flexibles, afin que les autorités locales puissent adapter leurs actions aux caractéristiques et besoins de leur communauté (Rabasa et al., 2010).

Encadré 15. Mesures législatives

À ce jour, les États concernés par le phénomène de la radicalisation menant à la violence continuent d'adopter différentes mesures pour tenter d'empêcher leurs ressortissants de poser des actes violents, partir combattre à l'étranger ou alimenter différents mouvements extrémistes. Même si, de prime abord, depuis le 11 septembre 2001, la majorité des mesures législatives concernent plus directement le terrorisme de façon générale, certaines mesures judiciaires et administratives visent maintenant à lutter directement contre la radicalisation menant à la violence et, plus particulièrement, à certaines manifestations de cette violence, comme par exemple les combattants étrangers. Cette section ne vise pas une recension exhaustive de toutes les législations existantes pour contrer la radicalisation, ni même un essai critique sur la portée de certaines mesures sur les citoyens, mais plutôt donner un bref aperçu de différentes mesures entreprises, qu'elles soient judiciaires ou administratives pour lutter contre la radicalisation.

Seront brièvement exposées, dans cette section, les infractions liées au terrorisme, les mesures concernant les voyages à l'étranger, la révocation de la citoyenneté, ainsi que la question de l'apologie du terrorisme et Internet.³⁶

Infractions liées au terrorisme

La volonté générale des États d'agir de façon préventive face au terrorisme introduit une conception plus large des actes terroristes (Bigo, Bonelli, Guittet, & Ragazzi, 2014). En effet, nombreux États prévoient, dans leur Code criminel, des infractions liées au terrorisme de façon plus générales que l'acte en lui-même, comme par exemple la participation à des groupes terroristes, l'incitation à commettre des actes terroristes, le recrutement terroriste ou encore l'entraînement à des fins terroristes (Bakowski & Puccio, 2015). Des pays comme l'Allemagne et la Belgique se sont même dotés de dispositions criminalisant le fait de recevoir un entraînement à des fins terroristes (Bakowski & Puccio, 2015). La Norvège, par exemple, prévoit une peine maximale de 30 ans de prison pour des activités terroristes consistant à planifier ou conduire une attaque terroriste, recevoir un entraînement lié au terrorisme, supporter une organisation terroriste par l'entremise d'argent, recruter, combattre, etc. (US Department of State, 2015).

³⁶ Il est à noter qu'il existe d'autres mesures attribuables à la lutte contre la radicalisation comme : la déportation, l'assignation à résidence, les restrictions d'association, les mesures financières, les restrictions liées au travail et aux études, etc.

Confiscation de passeport

Pour endiguer la problématique des combattants étrangers, plusieurs pays ont opté pour la confiscation des documents de voyage (ex : passeport), pour empêcher des individus de quitter le territoire pour s'adonner à des activités terroristes à l'étranger.

Des pays comme le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas et autres confisquent le passeport d'individus suspectés de participer ou vouloir participer à des activités terroristes (Bakowski & Puccio, 2015).

Le Canada peut, selon la *Loi sur la prévention des déplacements pour les terroristes* et les modifications au *Décret sur les passeports canadiens*, « révoquer les passeports » et « empêcher les déplacements de ceux qui tentent de prendre part à une activité terroriste » (Gouvernement du Canada, 2015). De plus, en 2013, la *Loi sur la lutte contre le terrorisme* « a créé quatre infractions de voyage à des fins terroristes, y compris la criminalisation du fait de quitter ou de tenter de quitter le Canada dans le but de prendre part à toute activité d'un groupe terroriste ou de faciliter une activité terroriste » (Gouvernement du Canada, 2015).

Le Royaume-Uni, dans le *Counter-Terrorism and Security Act* de 2015, prévoit également la confiscation de passeport si une personne est suspectée de quitter le territoire pour mener des activités liées avec le terrorisme (Government of UK, 2015).

La France a mis en place une « interdiction de sortie du territoire » pour tout français voulant quitter le territoire pour participer à des activités terroristes ou pour se rendre « sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes, dans des conditions susceptibles de le conduire à porter atteinte à la sécurité publique lors de son retour sur le territoire français » (Gouvernement de la France, 2014a). Cette disposition empêche un ressortissant français de quitter le territoire en « invalidant » son passeport ainsi que sa carte d'identité (Gouvernement de la France, 2014a).

Révocation de la citoyenneté

Plusieurs pays sont dotés de mesures permettant de révoquer la citoyenneté d'un ressortissant ayant une double citoyenneté et commis des méfaits graves dans son pays de résidence. Cette mesure ne s'applique pas spécifiquement aux individus radicalisés, mais bel et bien à plusieurs types d'individus n'ayant pas respectés certaines conditions.

Cependant, dans certains cas, cette révocation peut s'appliquer à des individus radicalisés, comme le témoigne le récent cas canadien Zakaria Amara, membre du groupe terroriste des « Toronto 18 », condamné en 2010 (Radio Canada, 2015). Amara, d'origine jordanienne, se voit retirer sa citoyenneté canadienne sous les nouvelles mesures votées en 2015 de la *Loi sur la citoyenneté*, permettant « au gouvernement du Canada de révoquer la citoyenneté canadienne de citoyens à double nationalité et de la refuser aux résidents permanents reconnus coupables de terrorisme, de haute trahison ou d'espionnage » (Gouvernement du Canada, 2015).

Apologie du terrorisme et Internet

Plusieurs États ont décidé de punir l'apologie du terrorisme et la diffusion de propagande favorisant la radicalisation sur Internet. C'est notamment le cas de la France dans la loi de novembre 2014 relatives à la lutte contre le terrorisme, à l'article 5 (Gouvernement de la France, 2014b). Cette mesure permet notamment le « blocage de sites incitant à des actes de terrorisme » en demandant « aux fournisseurs d'accès à internet de bloquer l'accès aux sites faisant l'apologie du terrorisme ou [le] provoquant » (Gouvernement de la France, 2015). Cette mesure permet également le « déréférencement dans les moteurs de recherche » de sites à caractères terroristes (Gouvernement de la France, 2015).

L'apologie du terrorisme est également punie au Canada et fait l'objet d'une nouvelle infraction au Code criminel avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi antiterroriste de 2015. Cette nouvelle loi permet également aux autorités de saisir ou confisquer du « matériel de propagande terroriste » et de retirer « de la propagande terroriste des sites Web canadiens » (Ministère de la justice Canada, 2015).

4.2 Typologie des mesures

4.2.1 Mesures, mécanismes et stratégies

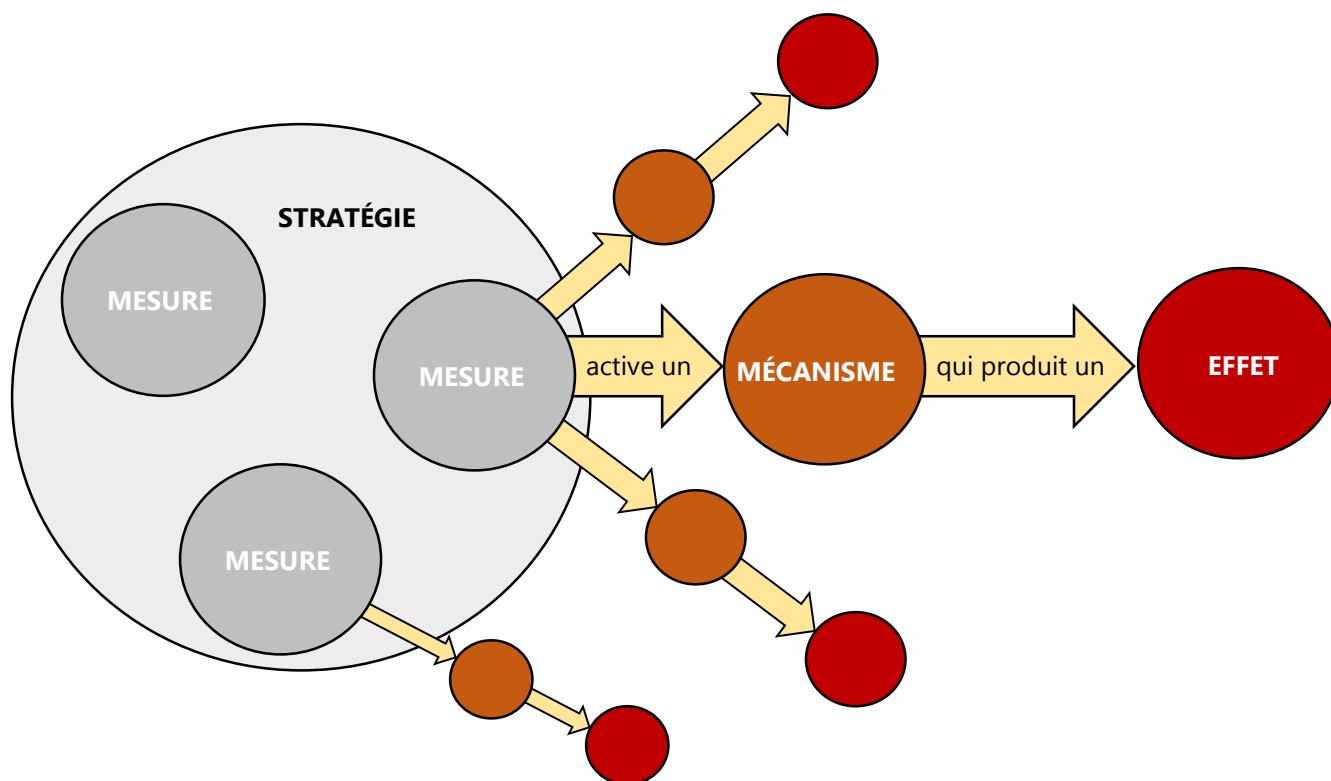
Tel que démontré tout au long de ce rapport, la radicalisation est une problématique très complexe, et élaborer des stratégies cherchant à la prévenir n'est certainement pas chose facile.

Afin de pouvoir procéder à une analyse plus détaillée des programmes de prévention, nous présenterons tout d'abord la terminologie sous-jacente à cette analyse. En effet, il est important de faire la distinction entre les **mesures**, les **mécanismes** et les **stratégies** de prévention de la radicalisation. Cette terminologie a été inspirée par Bjørgo (2013) qui l'utilise afin de distinguer différents mécanismes de prévention du terrorisme.

Une **mesure** est une action qui est délibérément mise en place dans le but d'activer un *mécanisme* spécifique. Grâce à cette mesure, l'effet désiré du mécanisme est atteint. Toutefois, il est possible qu'une mesure active un ou plusieurs mécanismes autres que celui désiré, ce qui peut être positif ou négatif. Ainsi, une même mesure peut être utilisée dans différentes stratégies, mais avoir une fonction préventive différente dans chaque cas. Il est possible de mesurer (1) si une mesure produit l'effet voulu dans un contexte particulier et (2) comment les mesures ont été mises en place.

À titre d'exemple, une mesure de prévention de la radicalisation peut être de surveiller les messages diffusés sur Internet pour identifier ceux considérés problématiques ou favorisant la radicalisation. Tel que vu précédemment, cette mesure cadre dans une perspective de prévention situationnelle de la radicalisation, puisqu'il s'agit de réduire les facteurs d'opportunité favorisant la radicalisation d'un individu.

Illustration 9. Modèle de changement à partir des mesures de prévention de la radicalisation



Un **mécanisme**, quant à lui, est un processus par lequel certains facteurs influencent d'autres éléments et produisent un *effet* spécifique. Il s'agit donc d'un modèle explicatif qui a pour but de décrire comment certaines mesures peuvent produire un effet particulier, autrement dit expliquer les rapports de causalité qui sont considérés comme étant actifs. Un mécanisme social n'est pas directement observable ; il s'agit plutôt d'une hypothèse de *comment* une chose en affecte une autre.

Si l'on poursuit avec notre exemple précédent, la surveillance des discours extrémistes sur Internet peut activer un mécanisme de *dissuasion*, c'est-à-dire que des individus vont préférer ne pas diffuser de messages à caractère extrémiste sur Internet, de peur de se faire arrêter par les autorités. L'effet produit est ainsi une diminution de la quantité de messages extrémistes sur le Web. Toutefois, une même mesure peut activer plus d'un mécanisme, dont certains peuvent s'avérer indésirables. Dans ce cas, il est possible que des individus soient dissuadés d'exprimer des opinions controversées, sans que ceux-ci ne soient extrémistes ou n'incitent à la violence, de peur qu'elles ne soient mal interprétées par les autorités et leur causent des problèmes. Le mécanisme activé en est donc encore un de dissuasion, mais l'effet sera plutôt de brimer la liberté d'expression des individus.

Finalement, une **stratégie** consiste à utiliser les mesures et ressources disponibles et les incorporer dans un plan d'action, afin d'atteindre un effet spécifique. Une stratégie peut donc faire appel à plusieurs mesures, et son élaboration est fondée sur des conceptions de certains mécanismes. Dans le cadre de ce rapport, nous utiliserons les termes « stratégie » et « programme » de façon intermittente, étant donné que notre conceptualisation d'un programme, en tant que plan d'action comprenant diverses mesures, s'apparente à celle d'une stratégie.

Ainsi, il aurait été possible de présenter différents programmes de prévention de la radicalisation tels qu'ils existent aux niveaux national, municipal et local d'un certain nombre de pays. Toutefois, cette approche ne nous aurait pas permis d'offrir une analyse claire et efficace des différentes *mesures* qui composent ces programmes. En effet, une même stratégie peut comporter une grande variété de mesures qui cherchent à activer des mécanismes différents ; de même, une même mesure peut être utilisée dans plusieurs stratégies. Il aurait été impossible de développer une typologie des programmes à proprement parler, car ceux-ci peuvent incorporer une panoplie de mesures et chercher à produire une variété d'effets. Toutefois, il a été possible de développer une typologie des mesures existantes qui composent ces programmes et qui visent la prévention de la radicalisation.

4.2.2 Description de la typologie

Les mesures recensées dans ce rapport peuvent se décliner en différents niveaux, selon la cible de l'intervention. Nous avons identifié quatre cibles principales : l'individu, l'environnement relationnel, l'environnement communautaire et l'environnement sociétal. Ces niveaux se rapportent à ceux définis pour les facteurs explicatifs du processus de radicalisation.

Au niveau de **l'individu**, les mesures ciblent les individus radicalisés – avérés, soupçonnés, ou considérés comme vulnérables – par l'entremise d'interactions en personne avec ceux-ci. Nous avons classé les mesures recensées selon les catégories suivantes : accroître les compétences personnelles des individus ciblés par l'intervention, présenter une pratique religieuse normative, développer le jugement critique des individus sur Internet et réhabiliter les individus radicaux ou extrémistes violents. Nous retrouvons donc, à titre d'exemples, des mesures avec des jeunes dans les mosquées ou les écoles pour leur présenter une pratique religieuse normative, ou encore, les nombreux programmes de « déradicalisation » et de désengagement de groupes extrémistes élaborés dans différents pays.

Au niveau de **l'environnement relationnel**, nous avons recensé des mesures qui s'adressent aux personnes en contact direct avec des individus radicalisés ou vulnérables. Les deux principaux types de mesures recensées sont les formations aux intervenants de première ligne, et les formations et soutien aux parents.

Les mesures au niveau de **l'environnement communautaire** concernent plutôt le renforcement des capacités de la communauté à faire face à la radicalisation. À ce titre, les deux grands types de mesures que nous retrouvons sont la création de partenariats, ainsi que la coopération et le soutien à la communauté. Par exemple, il peut s'agir d'initiatives pour renforcer la confiance de la

communauté envers les instances institutionnelles ou la création d'espaces sécuritaires pour les jeunes en difficulté. Ces mesures cherchent généralement à favoriser la résilience des communautés, leur cohésion sociale et l'intégration de leurs membres.

Finalement, les mesures au niveau de **l'environnement sociétal** sont à plus large échelle et cherchent à cibler la société dans son ensemble afin de réduire les probabilités que des individus se radicalisent. Certaines mesures vont être mises en place dans le but de contrer la propagande et les discours extrémistes, que ce soit en développant un contre-discours ou en surveillant les propos extrémistes circulant en société. D'autres vont chercher à lutter contre les facteurs plus généraux qui servent de terreau fertile à la radicalisation, tels que la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion.

Dans une catégorie à part, nous retrouvons les centres d'expertise et les bases de données, des mesures consistant à partager l'information au sujet de la radicalisation et des meilleures pratiques pour la prévenir. Ces mesures sont pour la plupart disponibles en ligne, pour maximiser la diffusion de l'information.

La section suivante a donc pour objectif de présenter ces différentes mesures de prévention de la radicalisation, selon notre typologie développée. Les mesures ayant reçu une évaluation ont été priorisées, ainsi que celles s'étant avérées les plus efficaces. Nous nous concentrerons sur les mesures elles-mêmes et non sur les mécanismes que celles-ci peuvent activer, les mécanismes étant parfois difficilement identifiables.

De par ce recensement des mesures de prévention de la radicalisation, nous espérons pouvoir formuler des pistes de solution et de réflexion pour l'élaboration de stratégies futures ou l'amélioration de stratégies existantes.

4.2.3 Mesures ciblant l'individu

a) Accroître les compétences personnelles

De nombreuses mesures de prévention primaire cherchent à développer des compétences personnelles chez les jeunes permettant de les rendre plus « résilients » face à la radicalisation et à l'extrémisme. Il peut s'agir, par exemple, de développer leur capacité à gérer des conflits, apprendre à faire face à différentes opinions tout en respectant l'autre, réfléchir et se questionner sur leur identité dans un climat de non-jugement, développer leur confiance en soi et promouvoir leur participation dans la société civile. Les mesures les plus efficaces à ce sujet sont celles qui mettent l'accent sur l'apprentissage expérimental, c'est-à-dire qui font appel à des mises en situation, des pièces de théâtre ou des activités de coopération et d'ouverture à l'autre, afin que le participant puisse jouer un rôle proactif dans l'intervention.

Nous avons vu précédemment que l'idéologie jouait un rôle crucial dans l'endoctrinement d'individus à des groupes extrémistes. Comme le soulignent Nasser-Eddine, Garnham, Agostino et Caluya (2011) dans leur revue de littérature sur la lutte contre l'extrémisme violent, plusieurs modèles de radicalisation découlent de l'hypothèse que la pensée vient avant l'action ; pour ainsi dire que l'idéologie mène à la violence. Une grande partie des mesures de contre-radicalisation

développées à partir de ces modèles, en particulier celles ciblant directement les individus, « cherchent donc à empêcher les gens de développer des opinions anti-démocratiques et une croyance en l'utilité de la violence, ou de développer une idéologie particulière » (Nasser-Eddine et al., 2011). Des mesures ayant pareils objectifs adoptent, pour ainsi dire, une approche idéologique. L'un des types d'approche idéologique pouvant être employés est celui de la « multiplicité des interprétations » (Nasser-Eddine et al., 2011).

L'approche de la multiplicité des interprétations s'appuie sur l'idée qu'une intervention ne devrait pas chercher à convaincre un individu que « son » point de vue est inapproprié, alors que le « nôtre » est le bon. Elle favorise plutôt l'idée qu'une multitude d'interprétations sont possibles pour un même enjeu et, surtout, qu'elles sont légitimes. Gregg (2010), par exemple, affirme que la lutte contre l'extrémisme violent, pour s'avérer efficace, doit comporter le développement d'un « marché des idées », un espace où des idées et idéologies concurrentes peuvent coexister. Les éléments constitutifs de ce marché des idées sont (1) une culture du questionnement et du débat et (2) la présentation d'un éventail non censuré d'opinions. De par l'existence de ce marché des idées, les griefs et solutions proposés par des idéologies extrémistes seraient plus aisément défiés. Pour cet auteur, la meilleure façon de contrer une idéologie est d'offrir une alternative plus attirante, plus réaliste et, ultimement, préférable à celle-ci.

Ainsi, une intervention qui adopte une approche de la multiplicité des interprétations a pour objectif de démontrer aux individus ciblés qu'il y a plus d'une façon de réfléchir à un enjeu. L'objectif, en soit, n'est pas d'apprendre aux individus *quoi* penser, mais plutôt *comment* penser. Quoiqu'un tel objectif puisse sembler paternaliste, l'idée est d'encourager les individus à ne pas se limiter qu'à une seule interprétation face à un enjeu.

Encadré 16. *Being British Being Muslim* : Méthode de prévention par la complexité des valeurs

La méthode employée dans le programme ***Being British Being Muslim***, du nom de « méthode de prévention par la complexité des valeurs » (Liht & Savage, 2013, p. 44), s'apparente à une approche de la multiplicité des interprétations : elle cherche à développer la capacité des individus à comprendre les points de vue et valeurs des autres de façon plus complexe. Pour se faire, elle a recours au concept cognitif de la complexité intégrative [*integrative complexity*] : il s'agit d'une mesure du style intellectuel utilisé par un individu ou un groupe pour le traitement de l'information, la résolution de problème et la prise de décision (Suedfeld, Cross, & Logan, 2013). Plus le degré de complexité intégrative d'un individu est élevé, plus sa réflexion et son raisonnement impliquent la reconnaissance et l'intégration de multiples perspectives et possibilités.

La logique derrière l'intervention découle de l'hypothèse qu'une des raisons favorisant la radicalisation et le recrutement dans des groupes extrémistes est l'interpénétration des cultures engendrée par la mondialisation (Inglehart & Welzel, 2005). Cette imbrication croissante des cultures favorise le rapprochement entre des groupes avec des valeurs différentes, ce qui peut générer de l'incertitude chez plusieurs individus par rapport à leur identité et aux normes

comportementales (Liht & Savage, 2013). Ainsi, leurs valeurs étant « menacées », certains vont être plus à même d'entrer en conflit avec d'autres groupes.

Dans ce contexte, les groupes extrémistes peuvent s'avérer particulièrement attirants. En effet, ceux-ci s'appuient généralement sur une vision simple du monde et une hiérarchie de valeurs claire ; ils offrent un certain degré de certitude dans un monde de plus en plus ambivalent et complexe. De plus, il est fréquent que leurs discours soutiennent que des valeurs importantes sont menacées par « l'autre » – la structure binaire du « nous contre eux » ou du « bien contre le mal » étant commune aux idéologies extrémistes. Tel que décrits par Liht et Savage (2013, p. 46) :

Les discours extrémistes mettent généralement l'accent sur une valeur morale (par exemple la justice pour les opprimés ou le communalisme) en lien avec un enjeu spécifique en excluant toutes les autres valeurs (telles que la liberté ou l'individualisme). Le fait de se concentrer sur une seule valeur (par enjeu) réduit l'impression de complexité du monde social.

En d'autres termes, une plus forte adhérence à des idées extrémistes est associée à une plus faible complexité intégrative. La vision de l'individu se limite à une seule perspective et la prise en considération des autres points de vue possibles au sujet d'un enjeu ne s'effectue pas. De plus, cette incapacité à faire des compromis entre des valeurs ou des perspectives concurrentes peut facilement mener à des conflits – parfois violents – puisque des solutions nuancées ou faisant appel à la collaboration sont délaissées (Liht & Savage, 2013). Suedfeld et ses collègues (2013) ont d'ailleurs obtenu des résultats intéressants à ce sujet : ils ont analysé quinze groupes extrémistes qui différaient en termes d'acceptation et d'usage de la violence, et ont démontré qu'une acceptation croissante de la violence était associée à une diminution significative de la complexité intégrative. Ainsi, une plus grande complexité intégrative favorise la négociation et la recherche de solutions pacifiques à un conflit.

L'intervention *Being British Being Muslim* a donc été élaborée dans une optique de développement de la complexité intégrative des participants, c'est-à-dire augmenter la complexité de leur réflexion face à des enjeux que des radicaux pourraient tenter d'exploiter permettrait de réduire leur vulnérabilité aux messages extrémistes. L'intervention a été conçue à la base pour des jeunes musulmans qui pourraient se sentir interpellés par les discours des radicaux islamistes et les enjeux qu'ils abordent. Au cours de l'intervention, les participants explorent leur dévouement à certaines valeurs et ce que signifie être musulman et britannique pour eux. Les points de vue de différents orateurs musulmans sur une série d'enjeux leur sont présentés, ces opinions allant de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Les enjeux discutés ont

été sélectionnés en raison de leur récurrence dans les discours des extrémistes islamistes. Puis, s'en suivent des activités de groupe inspirées par la pédagogie du « théâtre de l'opprimé »³⁷.

Au niveau cognitif, l'intervention cherche à produire trois effets qui mèneraient à une plus grande complexité intégrative (Liht & Savage, 2013) :

- 1) Le premier effet est la *différentiation*, qui représente la capacité à discerner différents points de vue ou dimensions pour un même enjeu.
- 2) Le deuxième effet est le *pluralisme des valeurs*, ou la capacité à reconnaître la validité des valeurs qui sous-tendent un point de vue, sans pour autant avoir à sacrifier des valeurs concurrentes. L'objectif des activités est d'amener les participants à constater qu'il est normal et acceptable que des différences d'opinions existent, et qu'il est possible que plusieurs valeurs coexistent sans que cela ne nécessite pour autant de choisir une valeur au détriment des autres.
- 3) Le troisième effet est *l'intégration*, c'est-à-dire la découverte de liens ou d'un cadre général entre différents points de vue. Ainsi, les participants sont en mesure de comprendre pourquoi des personnes raisonnables peuvent adopter des points de vue différents pour un même enjeu.

Liht et Savage (2013) ont mesuré la complexité intégrative de 81 participants, à travers sept groupes pilotes au Royaume-Uni, avant et après leur participation à l'intervention *Being Muslim Being British*. Leurs résultats ont démontré que la complexité intégrative avait significativement augmenté chez les participants à la suite de l'intervention et que leur style de résolution de conflit s'était davantage orienté vers la collaboration et le compromis. Une intervention similaire a par la suite été développée au Kenya, du nom de *Being Kenyan Being Muslim*, et les résultats obtenus à la suite d'une évaluation ont été tout aussi concluants (Savage, Khan, & Liht, 2014).

Cette méthode comporte donc de nombreux avantages :

- L'intervention peut s'avérer un succès, malgré que le fonctionnement des trajectoires de violence ne soit pas complètement compris à ce jour ;
- Cette approche s'oppose à la hiérarchisation des valeurs (par exemple de favoriser les valeurs occidentales par rapport à d'autres valeurs) et n'impose pas un système de valeurs – séculaires ou non – aux participants. Elle soutient plutôt que « des valeurs religieuses ou non séculaires n'ont pas besoin d'être rejetées ou même modérées afin d'atteindre une certaine cohésion sociale » (Liht & Savage, 2013, p. 63).
- Un avantage crucial de la méthode de prévention par la complexité des valeurs est qu'elle cible la *structure* de la pensée des individus plutôt que le contenu de l'idéologie ou les croyances d'une communauté. Ainsi, elle fait appel à un concept cognitif – la

³⁷ Le théâtre de l'opprimé est une forme de théâtre développée au Brésil par Augusto Boal dans les années 60 et influencée par le travail de l'éducateur et théoricien Paulo Freire. Le public y joue un rôle actif et explore des moyens de promouvoir le changement social et politique (Boal, 1997).

complexité intégrative – à la fois précis et mesurable et peut également s’appliquer à différents types d’extrémismes et de conflits intergroupes.

- Il est très difficile d’évaluer si une mesure permet de prévenir la radicalisation. Toutefois, il est possible de mesurer la complexité intégrative d’un individu avant et après une intervention, afin de déterminer si celle-ci a augmenté. La possibilité de faire cette évaluation est un atout non négligeable.

En plus de l’aspect idéologique, d’autres mesures vont également s’adresser aux questions identitaires des participants et les amener à réfléchir à leur place en société. C’est le cas notamment de la formation anti-radicalisation Diamant, aux Pays-Bas. Celle-ci a été élaborée en 2011 par SIPI (*Stichting Interculturele Participatie en Integratie*, ou la Fondation pour la participation et l’intégration interculturelles), une initiative citoyenne fondée en 2005 à Amsterdam par trois femmes immigrantes. À la suite de deux meurtres politiques³⁸ dans ce pays, ces femmes ont décidé de mettre en commun leurs expériences de vie et leur position stratégique dans les communautés de migrants pour s’attaquer aux problèmes d’intégration aux Pays-Bas. Elles souhaitent développer des méthodologies de formation à l’autonomisation [*empowerment*] de façon participative, pour et par les communautés de migrants (Feddes, Mann, & Doosje, 2013).

L’intervention Diamant consiste principalement en des formations de groupe et de *coaching* individuel. Ses composantes sont les suivantes :

- 1) Une formation sur la personnalité et l’identité intitulée « Point Tournant », où les jeunes sont amenés à réfléchir sur leur identité et gérer les événements importants dans leur vie ;
- 2) Le développement moral d’un point de vue interculturel, afin d’apprendre à faire face à différentes opinions et prendre des décisions ;
- 3) La gestion de conflit d’un point de vue interculturel.

Des chercheurs de l’Université d’Amsterdam (Feddes et al., 2013) ont réalisé une évaluation de l’intervention. Leur recherche était longitudinale : les facteurs étaient examinés avant, pendant et directement après le programme, ainsi que trois mois après la fin du programme.

Les hypothèses des chercheurs étaient les suivantes :

1. « *L’estime personnelle* serait plus élevée à la suite du programme ;
2. Le *sentiment de capacité d’agir* (savoir ce que l’on veut et être en mesure de le faire) serait plus élevé à la suite du programme ;
3. Le *lien à la société* (une isolation sociale plus faible) serait plus fort à la suite du programme ;

³⁸ Pim Fortuyn, un politicien néerlandais aux opinions controversées sur le multiculturalisme, l’immigration et l’Islam aux Pays-Bas, fût assassiné en 2002. Le réalisateur Theo van Gogh était également l’objet de controverse suite à la sortie de son film critiquant le traitement des femmes dans l’Islam; il fût assassiné en 2004.

4. La *prise de perspective* (être en mesure d'imaginer la perspective et les opinions des autres) serait plus grande à la suite du programme ;
5. L'*empathie* (capacité de se mettre à la place des autres, de percevoir ce qu'ils ressentent) serait plus grande à la suite du programme ;
6. Après le programme, les participants seraient moins en faveur de l'utilisation de la violence pour atteindre leurs idéaux » (Feddes et al., 2013).

Des questionnaires et des entrevues ont été utilisés pour mesurer les changements par rapport à ces facteurs. Les résultats ont démontré qu'au fil du temps, les participants se sentaient moins déconnectés de la société et que la majorité de ceux-ci étaient inscrits à l'école ou avaient trouvé du travail ou un stage à la suite du programme. L'empathie et la prise de perspective avaient augmenté, et les participants indiquaient comprendre davantage les perspectives et opinions des autres. Ils étaient également moins favorables à l'utilisation de la violence comme moyen d'atteindre leurs objectifs une fois la formation terminée. Un suivi fût effectué trois mois suite à la fin du programme dans un des groupes. Les résultats ont démontré que l'empathie et la prise de perspective n'avaient pas diminué avec le temps. De plus, la majorité des participants étaient toujours au travail ou à l'école et, ainsi, demeuraient connectés à la société (Feddes et al., 2013).

L'intervention Diamant, tout comme *Being British Being Muslim*, peut être utilisée autant pour lutter contre le radicalisme islamiste que celui d'extrême-droite, car les compétences qu'elle cherche à développer chez les participants sont des facteurs qui leur permettront d'être résilients face à des idéologies ou des endoctrinements radicaux de toute sorte. Ces mesures emmènent les participants à se questionner sur leur identité, leur manière d'entrer en contact avec autrui et leur place en société, des préoccupations communes à tout individu, peu importe ses origines ou affiliations religieuses.

Plusieurs stratégies nationales de prévention de la radicalisation ont également insisté sur l'importance de développer les compétences personnelles des jeunes pour lutter contre la radicalisation. C'est le cas notamment du **Plan d'action de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme** du Danemark, dont le volet *Interventions générales* a pour objectif de développer les compétences sociales, la pensée critique et un sens des responsabilités chez les jeunes (The Danish Government, 2014). Le **Plan de prévention contre le radicalisme à l'école** de la Belgique adopte une stratégie similaire, en mettant l'accent sur le renforcement de la résistance morale des élèves et l'offre de cours de citoyenneté à l'école (Fédération Wallonie-Bruxelles, 2015).

b) Mettre l'accent sur une pratique religieuse normative

Dans le cadre de la lutte contre la radicalisation islamiste, certaines mesures vont aborder plus directement l'aspect religieux. Les objectifs de telles mesures peuvent être d'accroître les connaissances des individus quant à la diversité au sein d'une même religion, ou bien de les équiper pour reconnaître les interprétations radicales de l'islam.

Plusieurs activités ont été réalisées selon cette approche avec le **Plan d'Action de Slotervaart**, aux Pays-Bas. Slotervaart est un arrondissement de la ville d'Amsterdam avec une importante

population musulmane et des taux de criminalité et de chômage élevés ; il s'agit également de l'arrondissement où plusieurs membres du groupe radical Hofstad ont grandi, incluant Mohammed Bouyeri, responsable du meurtre de Theo Van Gogh en 2004 (Nuansa, 2007). Ainsi, à la suite de la mise en application de la stratégie nationale qui mettait l'accent sur le besoin de prévenir la radicalisation au niveau local, la commune de Slotervaart a été identifiée comme un cas type : un pourcentage élevé de sa population étant jeune et de deuxième génération d'immigrants d'origine marocaine ou turque, elle a été considérée comme étant vulnérable à la radicalisation (Institute for Strategic Dialogue, 2014c).

Les principaux objectifs du plan d'action étaient de (1) sensibiliser les jeunes, plus particulièrement les jeunes musulmans, au phénomène de la radicalisation ; (2) aider les jeunes (musulmans) à devenir résilients à toute forme (religieuse) de radicalisation ; (3) accroître les connaissances sur la diversité au sein de l'islam et de la société (les autres religions et systèmes de croyances).

Ainsi, en plus d'organiser des rencontres informatives pour démystifier la radicalisation auprès des jeunes, des parents et des personnes qui fréquentent les mosquées, plusieurs débats ont été organisés. Ces débats avaient pour but de stimuler la pensée critique et indépendante des jeunes, et leur contenu se rapportant principalement à la place de la religion et de l'islam dans une société occidentale : Qu'est-ce que l'islamophobie? Comment préserver la liberté de religion? Que peut-on faire pour contrer la discrimination? Quelle diversité trouve-t-on au sein de l'Islam? Quelles sont les valeurs communes à l'Islam et la société hollandaise? En abordant ces différentes questions sous l'angle d'un débat, non seulement les jeunes étaient encouragés à se questionner sur leur rôle en tant que musulmans dans une société non-musulmane, mais également à développer leurs idées et leur capacité à les communiquer.

En Écosse, la **Fondation Solas** cherche à promouvoir une éducation islamique authentique. Fondée en 2009 par deux universitaires musulmans, leurs objectifs sont de diffuser une représentation informée et cohérente de l'islam, présenter des enseignements islamiques traditionnels sur des questions controversées et dissiper les confusions qui pourraient mener à la radicalisation (Ibrahim, 2010). La fondation a développé différents projets selon le groupe ciblé ; par exemple, son programme *iSyllabus*, destiné aux étudiants, offre des cours basés sur les sources scripturaires islamiques qui présentent les fondements de la religion et leur pertinence dans un contexte occidental contemporain. L'un des objectifs de ces enseignements est de permettre aux étudiants d'être en mesure d'identifier des interprétations radicales de l'islam et de s'appuyer sur des sources traditionnelles pour les contester. Faire appel à des enseignants crédibles est un élément important pour favoriser le succès du programme ; ses deux fondateurs, les cheikhs Amer Jamil et Ruzwan Mohammed, sont nés et ont grandi en Écosse, puis ont étudié avec des théologiens reconnus au Moyen-Orient. Leurs connaissances théologiques, ainsi que leur propre expérience de conciliation entre la religion et la vie en Écosse leur offrent ainsi une crédibilité accrue auprès d'étudiants écossais (Ibrahim, 2010).

c) Développer le jugement critique sur Internet

Étant donné la prévalence et la facilité d'accès de discours extrémistes sur Internet, des mesures ont été développées afin d'améliorer les compétences et le jugement critique des individus – et notamment des jeunes – face au flux d'information disponibles sur Internet. Ces mesures peuvent incorporer des notions de vérification de sources, de compréhension des moteurs de recherche et de compréhension des techniques utilisées pour les manipuler et les enrôler dans la radicalisation sur Internet.

Au Royaume-Uni, le programme **Digital Disruption** s'adresse spécifiquement à l'amélioration des compétences des jeunes, notamment leur jugement critique du monde numérique. Le programme a été créé en 2008 à la suite d'un projet sur les messages négatifs que les jeunes reçoivent en ligne, plus particulièrement sur l'influence qu'exercent certaines vidéos du site YouTube sur leurs comportements et valeurs. Ainsi, différents ateliers ont été organisés pour des jeunes entre 12 et 25 ans, afin de développer leur maîtrise et compréhension du numérique. Par exemple, l'atelier « Truth, Lies and the Internet », d'une durée de deux heures, permet à des jeunes âgés entre 12 et 16 ans d'identifier et de déconstruire la propagande en ligne (Digital Disruption, n.d.). D'autres ateliers tels que « Conscious Creators » et « Knowledge is Power » enseignent aux jeunes les compétences techniques nécessaires pour la création de sites Web, de films et de campagnes en ligne ("Conscious Creators," s.d., "Knowledge is Power," s.d.). Ils sont ainsi en mesure de constater différentes techniques utilisées pour créer de la propagande et développent leur esprit critique face à l'information qu'ils trouvent sur Internet.

Des ateliers de sensibilisation à l'usage d'Internet dans les écoles sont également au programme de différentes stratégies nationales de prévention de la radicalisation. Dans le cadre du **Plan de prévention contre le radicalisme à l'école** de la Belgique, des projets sur la radicalisation, la liberté d'expression et l'éducation aux médias seront réalisés et des outils pédagogiques mis en ligne (Fédération Wallonie-Bruxelles, 2015). Au Québec, le Plan d'action gouvernemental 2015-2018 « **La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble** » incorpore également, dans son volet Prévention, la sensibilisation des jeunes à l'usage éthique et responsable d'Internet et des réseaux sociaux (Gouvernement du Québec, 2015).

d) Réhabiliter les individus radicaux ou extrémistes violents : désengagement et « déradicalisation »

Un grand nombre d'interventions ont été développées dans le but de réhabiliter des individus faisant partie d'un groupe extrémiste ou ayant déjà entamé un processus de radicalisation. Nous retrouvons deux principaux types de mesure à cet effet (Rabasa et al., 2010):

- Les mesures de **désengagement**, qui cherchent généralement à réhabiliter des individus radicalisés ou des groupes de terroristes - présumés ou condamnés - et les réintégrer en

société, ou du moins les dissuader d'avoir de nouveau recours à de la violence politique (Schmid, 2013).

- Les mesures de « **déradicalisation** », qui cherchent à détourner un individu d'une idéologie extrémiste. Telle que décrite par Rabasa et ses collègues dans leur rapport sur la « déradicalisation » d'extrémistes islamistes, la « déradicalisation » est le processus par lequel on tente de changer le système de croyances d'un individu, afin qu'il rejette l'idéologie extrémiste et adopte les valeurs de la majorité.

Lorsque ces mesures ciblent des individus ayant commis des actes terroristes, elles peuvent être considérées comme de la prévention tertiaire, ou prévention de la récidive, car il s'agit de réduire la probabilité que ces individus commettent de nouveau un acte terroriste. Toutefois, ces types de mesure peuvent également cibler des individus en processus de radicalisation, mais n'ayant pas commis d'actes de violence à proprement parler. Dans cette optique, il n'est pas approprié de parler de prévention de la récidive.

Certains programmes vont incorporer à la fois des mesures de désengagement et de « déradicalisation », alors que d'autres vont se limiter à l'une ou l'autre de ces mesures. Par exemple, les programmes axés sur l'extrémisme de droite vont généralement s'attarder au désengagement des individus d'un groupe extrémiste en fournissant les ressources nécessaires (financières, matérielles, psychologiques, etc.) pour que l'individu et sa famille n'aient plus à dépendre d'un réseau extrémiste. En revanche, l'aspect idéologique ne sera pas forcément abordé dans l'intervention. À l'inverse, plusieurs programmes de « déradicalisation » de terroristes islamistes dans les prisons vont faire appel à des intervenants (par exemple des imams) pour confronter l'idéologie extrémiste et les croyances considérées erronées des terroristes sur l'islam, sans nécessairement offrir un soutien continu en matière de désengagement.

Étant donné le large éventail de programmes de désengagement et de « déradicalisation » dans le monde, nous présenterons une sélection des programmes ayant eu une influence importante sur le développement de programmes subséquents. Nous nous concentrerons premièrement sur les programmes ciblant l'extrémisme de droite, qui se rapportent principalement à des mesures de désengagement, puis sur les programmes de « déradicalisation » en prison.

Lutter contre l'extrémisme de droite, le racisme et la xénophobie : les programmes « Exit »

Les programmes « Exit » ont été élaborés en Scandinavie dans les années 90 afin de désengager les suprématistes blancs des groupes néo-nazis (Fekete, 2014). Exportés en Allemagne par la suite, puis ailleurs en Europe, ces programmes ont pris une certaine ampleur au cours des dernières années, à un point tel que la Commission européenne a proposé, en janvier 2014, que tous les états membres de l'Union européenne mettent en place des tels programmes pour désengager les extrémistes, ceci dans le but d'améliorer leur réponse à la radicalisation et à l'extrémisme (European Commission, 2014).

Le premier projet « Exit » a été développé en Norvège dans les années 1996-1997 (Bjørø, 2002; Butt & Tuck, 2014). Au début des années 90, plusieurs communautés norvégiennes faisaient face à

des problèmes de violence raciste ou xénophobe. La ville de Brumunddal, qui était confrontée à d'importantes tensions racistes envers les immigrants et les réfugiés, a mis en place un Plan d'action en 1991 afin de remédier au problème. Ce plan était financé par le gouvernement national et impliquait un partenariat entre des agences gouvernementales, l'autorité municipale de Brumunddal et des ONG (Shaw & Barchechat, 2002). Le Plan d'action, qui mobilisait les agences publiques, ainsi que la société civile, s'est avéré particulièrement réussi et a permis de réduire considérablement la violence xénophobe dans la ville (Bjørgero, 2002). D'importantes leçons ont été tirées de ce Plan d'action : premièrement, les problèmes de violence xénophobe et raciste doivent être considérés comme la responsabilité de toute la communauté ; deuxièmement, il peut être très utile de faire appel à des consultants externes. À la suite du succès du Plan d'action de Brumunddal, le gouvernement central de la Norvège a décidé de mettre en place un comité permanent d'experts, « Le Service consultatif interdisciplinaire pour l'action locale contre le racisme et la xénophobie » (Bjørgero, 2002). Celui-ci, toujours en place à ce jour, comprend des chercheurs, des travailleurs sociaux, des officiers de police, etc. Ce comité d'experts a pour mandat d'offrir du soutien et des conseils aux municipalités et agences locales confrontées à des problèmes de racisme et de xénophobie. En travaillant dans différentes municipalités, le Service consultatif a pu accumuler et systématiser ses connaissances, méthodes et expériences pratiques. Ainsi, le Service a offert le cadre idéal pour que des experts développent ensemble des méthodes efficaces pour contrer la violence et le racisme dans des communautés, et c'est grâce à cette collaboration que le Projet *Exit* a éventuellement été élaboré (Bjørgero, 2002).

Le **Projet *Exit* – Quitter les groupes violents et racistes** a été formellement mis en place en 1997 en tant que projet d'une durée de trois ans, financé par le ministère de la Justice, le ministère de la Famille et la Direction de l'immigration de la Norvège. Le projet était hébergé par une ONG et avait trois objectifs principaux (Bjørgero, 2002) :

- Soutenir les jeunes qui veulent se désengager d'un groupe raciste ou violent ;
- Soutenir les parents d'enfants impliqués dans des groupes racistes ou violents et établir un réseau local de parents ;
- Développer et diffuser les connaissances et méthodes aux professionnels travaillant auprès de jeunes associés à des groupes racistes ou violents.

Le **Projet *Exit* en Norvège** n'a pas impliqué la création d'une agence indépendante qui offrirait des services aux jeunes. Le travail se réalise plutôt au travers des organismes locaux, en leur partageant des outils et des connaissances. Ainsi, les acteurs locaux tels que les travailleurs sociaux, les enseignants et les policiers sont formés en matière de prévention et d'intervention auprès de jeunes appartenant à des groupes racistes ou violents. Deux initiatives ont été développées dans le cadre du programme : le « réseau de groupes parentaux » et la « conversation structurée entre jeune-parent-professionnel ». Ces initiatives, relevant de la formation et du soutien aux parents, seront décrites plus loin dans ce rapport.

Le **Projet *Exit* en Suède** a démarré une année après celui en Norvège, soit en 1998. Ses objectifs sont similaires au modèle norvégien, mais sa mise en œuvre diffère quelque peu. Le travail s'effectue avec des individus qui contactent directement le Projet *Exit* et s'appuie sur un modèle

divisé en cinq étapes. Ces étapes représentent le processus qu'un individu traverse lorsque celui-ci veut quitter un mouvement extrémiste et se rétablir en société. Ces étapes sont les suivantes (Bjørge, 2002) :

- 1) La phase de *motivation* : la personne fait encore partie d'un groupe néo-nazi, mais ses remises en question par rapport à son engagement la pousse à contacter *Exit*. *Exit* répond à ses questions et lui propose de rencontrer un individu qui est passé par un processus similaire, c'est-à-dire un ancien néo-nazi qui est parvenu à se désengager. Cet individu deviendra un point de contact pour la personne en processus de désengagement.
- 2) La phase de *désengagement* : la personne a décidé de quitter le milieu néo-nazi, mais craint les représailles des autres membres et se retrouve sans réseau social. *Exit* servira d'intermédiaire entre l'individu et les services sociaux dont il pourrait avoir besoin pour se désengager et assurer sa sécurité (police, aide psychosociale, etc.). La personne-ressource, avec laquelle un contact avait été établi durant la première phase, demeure disponible pour répondre aux questions et inquiétudes de l'individu en cours de désengagement.
- 3) La phase de *établissement* : l'individu a désormais coupé contact avec le milieu extrémiste dont il faisait partie. Il s'est trouvé un logement et un moyen de subsistance, que ce soit par l'aide de ses parents, des services sociaux ou un emploi. Ses liens avec ses anciens amis du milieu extrémiste sont rompus, mais il se trouve à présent dans une situation vulnérable, avec un réseau social limité. La personne-ressource va lui procurer de l'assistance à ce sujet, en tentant de lui offrir des perspectives vers une nouvelle vie ou de l'aide pour se créer un nouveau réseau social. Dans cette optique, *Exit* organise des activités pour que d'anciens extrémistes désengagés puissent se regrouper et tisser des liens.
- 4) La phase de *réflexion* : cette phase fait référence au processus d'introspection qui suit un désengagement d'un groupe extrémiste ou néo-nazi. Les individus désengagés se questionnent par rapport aux motifs qui les ont poussés à rejoindre pareil groupe, à la haine qu'ils ont ressentie et d'où celle-ci provenait, ainsi que comment démarrer une nouvelle vie. Ils commencent à réaliser ce dans quoi ils étaient impliqués, que ce soit de la violence, des crimes, des idéologies extrémistes, etc. Pour certains, cette réalisation est une phase difficile et peut provoquer de l'anxiété, de l'insomnie ou des périodes de dépression. Un thérapeute d'*Exit* est donc disponible pour des consultations au besoin.
- 5) La phase de *stabilisation* : lorsque cette phase est atteinte, la personne désengagée a retrouvé une vie « normale », avec un emploi ou des études, et son passé dans un groupe raciste ou violent est loin derrière lui. Bien que le Projet *Exit* ne travaille plus directement avec ces individus, certains gardent tout de même contact avec leur personne-ressource des débuts.

En Suède, l'implication active d'*Exit* dure en moyenne entre six et douze mois (Bjørge, 2002). Les intervenants de première ligne d'*Exit* n'abordent pas directement l'aspect idéologique, car le programme s'appuie sur l'idée que des jeunes rejoignent des groupes racistes ou extrémistes pour d'autres raisons que l'idéologie (Briggs, 2014). Ainsi, l'accent va être mis sur les causes sociales et émotives qui auraient motivé un individu à rejoindre un groupe extrémiste.

Le Projet *Exit* allemand, ***Exit-Deutschland***, a été cofondé en 2000 par Ingo Hasselbach, un ancien néo-nazi, et le criminologue et ancien policier Bernd Wagner (Fekete, 2014). L'objectif du programme, tout comme ses prédécesseurs scandinaves, est d'offrir des structures de soutien aux individus qui veulent quitter des mouvements d'extrême-droite. Au cours d'interventions individuelles, les participants reçoivent des conseils en matière de sécurité personnelle et d'enjeux légaux. De plus, un travail est fait au niveau de l'idéologie, afin de changer les perceptions qui émanent de croyances extrémistes. *Exit-Deutschland* offre du soutien à la famille et aux amis des personnes prenant part à des groupes extrémistes (Ramalingam, 2014).

Malgré leur popularité, les programmes *Exit* ne font pas l'unanimité. Selon Bianca Klose, responsable de l'Équipe mobile de soutien contre l'extrémisme de droite de Berlin [*Mobile Counselling Team against Right-wing Extremism Berlin*], le fait de placer autant d'importance sur les extrémistes peut atténuer le débat quant à la responsabilité de la société dans la croissance de l'extrémisme de droite, ou encore ne pas donner la parole aux victimes de l'extrémisme. De plus, elle se méfie de la création d'une « classe d'experts », composée d'anciens néo-nazis, qui de par leur vécu se voit accorder une place prépondérante dans l'espace public. Certains deviennent des consultants en matière de prévention de la violence et de l'extrémisme, ou encore travaillent dans des programmes de désengagement tels qu'*Exit*. Comme le souligne Klose, leur statut d'« expert » leur est accordé en fonction de leur expérience personnelle, mais celle-ci ne devrait pas pour autant être confondue avec une expertise professionnelle. De plus, elle rappelle que le désengagement d'un groupe extrémiste n'est pas une preuve en soi du rejet de l'idéologie qui l'accompagne (Fekete, 2014).

Autres programmes de désengagement de l'extrémisme de droite

En plus des différents programmes *Exit*, d'autres initiatives ont été développées pour désengager des individus de groupes ou mouvements d'extrême-droite.

En Suède, le **Projet Tolérance** [*Tolerance Project*] a été développé en 1995 dans la commune de Kungälv, à la suite du meurtre d'un adolescent de 14 ans, John Hron, aux mains de quatre jeunes ayant des liens avec le mouvement néo-nazi (Lundmark & Nilsson, 2014). Depuis, ce modèle – également appelé le modèle de Kungälv – a été reproduit à travers la Suède (Ramalingam, 2014). Ce programme d'éducation à la tolérance a pour objectif de lutter contre les idées et valeurs intolérantes et antidémocratiques chez les jeunes. Il s'adresse à des étudiants de l'école secondaire qui ont été identifiés comme étant à risque de rejoindre un groupe néo-nazi.

Une première étape du projet consiste à déterminer quels jeunes sont impliqués dans un groupe néo-nazi, puis distinguer les jeunes situés plus en périphérie du groupe (ceux qui « suivent », qui pour l'instant ne militent pas activement) de ceux qui en constituent le noyau. Ce processus d'identification est réalisé en coopération avec des acteurs locaux qui ont une connaissance approfondie de la communauté et des étudiants qui la composent, par exemple les travailleurs sociaux, les professeurs et les intervenants auprès des jeunes (Institute for Strategic Dialogue, 1995). Une fois les jeunes gravitant autour d'un groupe néo-nazi identifiés, il leur est offert de prendre part au Projet Tolérance. L'élément incitatif pour que ces jeunes participent au programme – dans

le cadre de leur curriculum scolaire régulier – est la promesse d'un voyage en Pologne à sa toute fin (Institute for Strategic Dialogue, 1995). Le projet fait désormais également appel à d'anciens participants pour qu'ils partagent leurs expériences positives et encouragent d'autres jeunes à s'impliquer (Ramalingam, 2014).

Le Projet Tolérance combine un modèle d'éducation à l'Holocauste et des expériences éducatives qui permettent aux jeunes de réévaluer leurs croyances (Ramalingam, 2014). Il y a trois étapes principales au projet :

- 1) *Activités de fractionnement* : le fractionnement consiste à séparer les individus plus en périphérie du groupe de ceux qui en constituent le noyau. Le programme organise donc des activités stimulantes pendant les temps libres des jeunes, pour que ceux-ci se distancient peu à peu des activités organisées par le groupe néo-nazi et ne soient plus sous l'influence des individus au cœur de ce groupe.
- 2) *Regard vers l'avenir* : cette étape consiste à encourager les participants à réfléchir à leur avenir, à visualiser la vie qu'ils souhaiteraient avoir et comment celle-ci pourrait être affectée négativement par l'appartenance à un groupe extrémiste.
- 3) *Activités de resocialisation* : au cours de cette étape, les jeunes du programme prennent part à des activités avec d'autres étudiants qui performant très bien à l'école et qui ne sont pas considérés comme étant à risque. Le but de cette approche est que chaque groupe soit confronté à « l'autre » et réévalue les idées préconçues qu'il s'en faisait. Ces activités permettent également aux jeunes de développer leurs propres stratégies pour fonctionner socialement dans un groupe avec lequel ils ne sont pas familiers, ce qui les rend plus résistants à l'influence des pairs.

À la fin du programme, un voyage en Pologne est organisé pour les participants, afin qu'ils puissent explorer l'histoire de l'Holocauste et prendre part à des activités qui humanisent cette histoire. Les participants peuvent ensuite appliquer les leçons apprises lors de ce voyage à leurs propres expériences de vie (Ramalingam, 2014).

Programmes de « déradicalisation » en prison

Dans le cas du radicalisme religieux, de nombreux programmes ont été mis en place pour déradicaliser des extrémistes ou terroristes, notamment au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est et en Europe. Ces programmes sont pour la plupart mis en place dans des prisons, où il est possible d'intervenir auprès d'individus reconnus coupables d'actes terroristes ou de crimes haineux (Rabasa et al., 2010). De plus, tel que mentionné précédemment, les prisons sont considérées comme des facteurs d'opportunité à la radicalisation : les circonstances particulières d'un établissement de détention font en sorte que des individus, isolés de la société, de leurs amis et de leur famille, se retrouvent en quête d'appartenance, d'une identité de groupe et de protection. Ils sont ainsi plus vulnérables et facilement accessibles pour les détenus extrémistes qui souhaiteraient les recruter (Precht, 2007). Des mesures ont donc été adoptées non seulement pour faciliter la réhabilitation de détenus radicalisés, mais également pour prévenir la radicalisation et le recrutement au sein des prisons.

Vu la quantité importante de programmes existants à travers le monde – plus d’une quarantaine à ce jour (Horgan, 2015) – nous nous limiterons à un programme par région, sélectionné en raison de son succès et/ou de son influence à l’échelle globale. Les cas présentés seront donc le programme de réhabilitation de terroristes de l’Arabie Saoudite pour le Moyen-Orient, de Singapour pour l’Asie du Sud-Est et du Danemark pour l’Europe.

L’Arabie Saoudite a été un chef de file important en matière de programmes de réhabilitation de militants islamistes violents (Boucek, 2008). En effet, le **programme de réhabilitation de terroristes de l’Arabie Saoudite** a longtemps été considéré comme l’un des meilleurs programmes de ce type dans le monde (Lankford & Gillespie, 2011). Il s’agit d’une des dix mesures de contreterrorisme de « puissance douce » mises en place par le gouvernement saoudien en 2004, à la suite d’une série d’attentats à Riyadh en 2003 (Ansary, 2008; Boucek, 2008). L’expérience saoudienne s’est avérée particulièrement efficace et réussie et a eu une influence considérable sur des programmes similaires mis en place dans d’autres pays tels l’Algérie, l’Égypte, la Jordanie, le Yémen, Singapour, l’Indonésie et la Malaisie (Boucek, 2008).

Le programme de réhabilitation, qui comporte des volets de rééducation religieuse et d’assistance, a pour objectifs d’encourager les prisonniers à renoncer à leur idéologie radicale et à faciliter leur réinsertion en société (Horgan & Braddock, 2010). Les prisonniers ciblés se divisent en trois catégories (Ansary, 2008) :

- « Ceux qui ont planifié, facilité ou participé à des actes terroristes ;
- Les sympathisants qui n’ont pas aidé des terroristes, mais ont simplement sympathisé avec ceux-ci et se sont peut-être exprimé publiquement en leur faveur ;
- Ceux qui ont été dupés, sont passifs et qui ne coopèrent pas avec les autorités, mais ont peut-être procuré des services limités aux terroristes qu’ils croient sur la voie du vrai djihad. »

Bien que le programme s’adresse aux trois types de prisonniers, il est principalement offert à ceux qui n’ont pas directement été impliqués dans des actes terroristes. Il est administré par le Comité de mobilisation du ministère de l’Intérieur, lui-même composé de quatre sous-comités : religieux, psycho-social, de sécurité et des médias (Ansary, 2008).

Une première étape du programme consiste à soumettre le prisonnier à des évaluations psychologiques et sociales, régies par le sous-comité psycho-social. Ce dernier comprend plus d’une trentaine de psychologues et psychiatres, qui évaluent le statut psycho-social et financier du prisonnier, dans le but de déterminer le type de soutien dont sa famille et lui pourraient nécessiter pendant et après son incarcération (Ansary, 2008). Dans certains cas, le détenu est le principal pourvoyeur de sa famille; il est donc considéré essentiel de lui offrir du soutien financier pendant sa détention, non seulement pour assurer la solidité de son réseau social une fois libéré, mais également pour éviter que la précarité et la misère ne poussent d’autres membres de sa famille à se radicaliser (Boucek, 2008). Autrement, si des médicaments ou des traitements psychologiques

s'avèrent nécessaires pour le bien-être du prisonnier, le sous-comité va faciliter ce processus (Ansary, 2008).

Une fois les évaluations psychologiques et sociales effectuées, le sous-comité religieux entame le processus de rééducation religieuse avec le détenu. Ce sous-comité est composé de plus de 160 clercs musulmans, spécialistes théologiques et professeurs d'université (Ansary, 2008). Leur objectif est de contrer l'idéologie islamiste radicale qui a servi à endoctriner le détenu à l'origine. Les premières rencontres avec le détenu sont effectuées en tête-à-tête avec des membres du sous-comité, afin d'entretenir des discussions informelles sur la religion. Ces membres vont ensuite indiquer au détenu là où celui-ci fait fausse route et lui présenter des interprétations correctes – selon la version de l'islam endossée par les autorités saoudiennes (Horgan & Braddock, 2010) – en s'appuyant sur des textes du Coran (Boucek, 2008; Lankford & Gillespie, 2011). L'approche employée est individualisée : les membres du sous-comité s'adaptent à chaque détenu selon ses connaissances et ses interprétations erronées (Lankford & Gillespie, 2011).

En plus de cette rééducation religieuse individuelle, le détenu est invité à prendre part à un cours de six semaines où lui seront présentés, ainsi qu'à une vingtaine d'autres détenus, les « vrais enseignements et leçons de l'islam » (Lankford & Gillespie, 2011). Un examen doit être effectué à la fin de ce cours pour évaluer les progrès du détenu. La réussite du cours est prise en considération pour sa libération potentielle (Lankford & Gillespie, 2011). Les individus ayant été reconnus coupables d'actes terroristes, bien qu'éligibles au programme, ne sont toutefois pas éligibles à une libération anticipée (Horgan & Braddock, 2010).

Le sous-comité de sécurité se charge d'évaluer les détenus et formule des recommandations en ce qui a trait à leur libération. Il leur offre également des conseils pour leur réinsertion en société et assure un rôle de surveillance une fois ceux-ci libérés. Le sous-comité des médias, pour sa part, produit les documents utilisés dans le programme et élabore également du matériel éducatif pour les écoles et les mosquées (Briggs, 2014).

Plus de 3,200 détenus ont participé au programme de réhabilitation (Ansary, 2008; Briggs, 2014) et le gouvernement saoudien affirme que le taux de récidivisme chez les participants est de l'ordre de 3 % à 4 % (Horgan & Braddock, 2010; Lankford & Gillespie, 2011). La provenance de cette affirmation peut, certes, provoquer des soupçons quant à son authenticité, et le programme a également attiré son lot de détracteurs. En effet, des critiques ont été formulées à son égard – notamment par des hauts dirigeants saoudiens – en raison de sa composante religieuse, qualifiée de ré-endoctrinement religieux. Comme le soulignent les auteurs Lankford et Gillespie (2011):

Ré-endoctriner des terroristes est peut-être la manière la plus rapide de changer leur façon de penser, mais c'est également la manière la plus fragile, car elle s'appuie sur l'idée de récompenser l'acceptation immédiate et la conformité aux normes organisationnelles, au lieu de prioriser des changements plus durables de pensée individuelle.

Lankford et Gillespie ont formulé des recommandations face à cet enjeu, qui seront présentées plus loin dans ce rapport.

Ainsi, malgré ses failles, le programme saoudien de réhabilitation d'extrémistes demeure tout de même l'un des premiers en la matière et a eu une influence considérable sur des programmes subséquents ailleurs dans le monde.

Le **programme de réhabilitation de Singapour**, pour sa part, est considéré comme l'un des programmes les plus complets en matière de « déradicalisation » ou de désengagement en Asie du Sud-Est, si ce n'est au monde (El-Said, 2015; Rabasa et al., 2010). Il a été mis en place en 2003, suite à des arrestations effectuées en 2001 et en 2002 de plus d'une dizaine de membres de Jemaah Islamiyah (JI), une organisation islamiste indonésienne affiliée à Al-Qaïda, qui planifiaient des attaques terroristes envers des institutions américaines à Singapour (El-Said, 2015).

Le postulat à la base du programme est que les détenus islamistes ont été induits en erreur et possèdent une compréhension erronée de l'islam (Briggs, 2014). Le programme a été élaboré en s'inspirant du modèle de l'Arabie Saoudite décrit précédemment (El-Said, 2015) et comporte cinq dimensions interconnectées pour confronter le problème :

- La réhabilitation psychologique ;
- La réhabilitation religieuse ;
- La réhabilitation sociale ;
- L'implication communautaire ;
- Le soutien familial.

Au cours de la réhabilitation psychologique, les détenus ont régulièrement des rencontres avec un psychologue afin d'évaluer leur état et avoir des discussions sur leur situation et leurs émotions (Rabasa et al., 2010). Les discussions servent également à étudier le raisonnement psychologique qui a fait en sorte que le détenu décide de rejoindre le groupe JI (El-Said, 2015). Les bénéfices de ces rencontres ne se limitent pas qu'au soutien psychologique ; les détenus développent également des liens de confiance avec leur psychologue, ce qui les rend plus réceptifs au processus de réhabilitation. Une fois libérés, certains détenus vont également garder contact avec leur psychologue et compter sur ce dernier en cas de besoin (Rabasa et al., 2010).

La réhabilitation religieuse s'apparente à celle réalisée dans le cadre du programme de « déradicalisation » de l'Arabie Saoudite : les détenus extrémistes entretiennent des discussions théologiques avec des érudits religieux dans le but de les convaincre que leur interprétation radicale de l'islam est incorrecte (Rabasa et al., 2010). Ces érudits font partie du « Groupe de réhabilitation religieuse » (RRG), développé et mis en place par deux leaders de la communauté musulmane de Singapour, qui collabore étroitement avec le gouvernement (El-Said, 2015). Le RRG compte désormais plus d'une trentaine de conseillers religieux, hommes et femmes, ayant étudié dans diverses institutions islamiques (Rabasa et al., 2010). La plupart ont d'ailleurs obtenu une formation en intervention psychologique d'une durée de sept mois, orchestrée par le gouvernement singapourien (Briggs, 2014; El-Said, 2015). Les membres du RRG discutent avec les détenus ainsi

que leur famille, et démystifient certaines notions inculquées par l'idéologie radicale de JI. Par exemple, ils expliquent aux détenus, en s'appuyant sur le Coran, qu'il est faux qu'un « vrai » islam ne peut être pratiqué que dans un état islamique, ou que les musulmans doivent détester et éviter les non-musulmans (Rabasa et al., 2010). L'objectif de ces enseignements est de démontrer aux détenus que les musulmans peuvent vivre dans un environnement séculaire et dans une société multiconfessionnelle, et qu'il existe des moyens légitimes et non violents pour offrir de l'aide à ceux souffrant dans des zones de conflit (Rabasa et al., 2010).

La réhabilitation sociale consiste à procurer aux détenus des formations pour développer leurs compétences professionnelles. Ils peuvent, par exemple, prendre des cours ou occuper des emplois au sein de la prison (El-Said, 2015). Ils auront ainsi de meilleures opportunités d'emploi une fois libérés. Le gouvernement singapourien a parfois assuré des emplois à d'anciens radicaux à leur sortie de prison (Rabasa et al., 2010).

L'implication de la communauté est considérée primordiale pour lutter contre la radicalisation et s'assurer que les détenus, une fois libérés, ne se radicalisent pas de nouveau. Pour ce faire, le gouvernement a fait appel à Pergas, l'association des érudits islamiques de Singapour, pour organiser des conférences et des ateliers où les arguments et discours *djihadistes* sont réfutés (Rabasa et al., 2010).

Le soutien familial, quant à lui, est assuré par un groupe communautaire, le « Groupe de services de suivi » (Rabasa et al., 2010) qui offre du soutien matériel et affectif aux familles des détenus.

Selon Rabasa et ses collègues (Rabasa et al., 2010), le programme de réhabilitation de Singapour est celui qui se rapproche le plus d'un modèle idéal. Il comporte les facteurs que les auteurs ont identifiés comme favorisant le succès d'un programme de « déradicalisation » :

- Des mesures sont prises pour rompre les liens affectifs, matériels et idéologiques d'un détenu à un groupe extrémiste ;
- Un suivi et un soutien continu sont effectués une fois le détenu libéré de prison et ayant complété le programme formel ;
- Des interlocuteurs crédibles et compétents sont utilisés pour discréditer l'islamisme radical.

Singapour est une société multiethnique, multiconfessionnelle et, à l'inverse de nombreux autres pays ayant mis en place des programmes de « déradicalisation », dont la population musulmane est minoritaire (El-Said, 2015). Le cas de Singapour est donc une source importante de leçons en matière de « déradicalisation » pour d'autres nations qui possèdent une minorité musulmane, notamment les pays occidentaux.

Finalement, au Danemark, le programme **Back On Track** – « de retour sur la bonne voie » – est le fruit d'une collaboration entre le ministère des Affaires Sociales et de l'Intégration et le Service des prisons et de la probation. Il a été mis en place en 2011 dans les prisons danoises, afin d'encourager des détenus à quitter les milieux extrémistes, qu'il s'agisse d'extrême-gauche, d'extrême-droite, ou d'extrémisme religieux (Butt & Tuck, 2014). Les prisonniers ciblés sont ceux accusés ou reconnus

coupables d'actes terroristes, ou qui ont commis un crime haineux (Briggs, 2014). Les prisonniers considérés vulnérables à la radicalisation sont également ciblés.

Le programme fait appel à des mentors, qui ont pour objectifs de soutenir le détenu et le motiver à s'impliquer dans des réseaux positifs et éviter les environnements criminels et extrémistes une fois libéré de prison (Briggs, 2014). Au cours des rencontres avec son mentor, le détenu reçoit des conseils par rapport à la gestion de problèmes, de conflits et de situations de la vie de tous les jours (Butt & Tuck, 2014). Le développement de ces compétences faciliterait la réinsertion de l'individu en société une fois libéré de prison et réduirait les risques qu'il se fasse de nouveau recruter par un groupe extrémiste. Le mentor collabore également avec la famille et le réseau social du détenu pour s'assurer que celui-ci aura un soutien continu une fois libéré de prison et de retour en société (Briggs, 2014).

Le projet a été introduit dans le cadre d'un programme de mentorat déjà existant au sein des prisons danoises et exécuté par le Service des prisons et de la probation du Danemark. Une douzaine de mentors ont été recrutés parmi le réseau existant et ont reçu une formation de la part d'un psychologue pour développer leurs compétences en tant que mentors et accroître leurs connaissances au sujet de l'extrémisme. Les sujets plus spécifiquement traités sont la conversation, l'écoute active, la gestion de conflit et les techniques pour impliquer de façon plus active les membres de la famille du détenu et son réseau social (Briggs, 2014).

4.2.4 Mesures ciblant l'environnement relationnel

a) Formations aux intervenants de première ligne

Les intervenants de première ligne, par exemple les professeurs, les travailleurs sociaux et les imams, ne sont souvent pas équipés de manière appropriée pour faire face à la radicalisation lorsqu'ils y sont confrontés. Certaines mesures se rapportent donc à leur formation, dans le but de les sensibiliser au phénomène de la radicalisation et les outiller pour l'identifier et la prévenir. Le contenu des formations peut varier, mais l'information procurée va généralement prendre en considération le contexte local, les cadres légaux, les enjeux de confidentialité, les enjeux spécifiques à une organisation et des bonnes pratiques en matière de contre-radicalisation (Radicalisation Awareness Network, 2014).

En France, le **Comité interministériel de prévention de la délinquance (CIPD)** s'est vu confier plusieurs tâches dans le cadre de la stratégie gouvernementale de lutte contre la radicalisation. Il a, entre autres, organisé des formations pour les acteurs de terrain qui travaillent à l'accompagnement de familles ou à la réinsertion de jeunes (Colombié, 2015; INHESJ, 2015). Ces formations, d'une durée de deux jours, portent sur les thèmes suivants : « connaissance de l'islam, histoire du *djihad*, exposé du cadre juridique de lutte contre la radicalisation, présentation du processus de radicalisation et d'embrigadement sectaire » (INHESJ, 2015). Selon le rapport de l'INHESJ paru en juillet 2015, plus de 1,800 agents de l'État et acteurs de terrain ont pu bénéficier de cette formation depuis sa mise en place en 2014.

En Allemagne, la fondation Amadeu Antonio, qui cherche à éliminer le néo-nazisme, l'extrémisme de droite et l'antisémitisme, a mis en place le **Centre d'expertise sur le genre et l'extrémisme de droite** [*Expert Center on Gender and Right-Wing Extremism*]. Celui-ci a pour objectif principal d'incorporer une perspective de genre aux stratégies et actions cherchant à prévenir l'extrémisme de droite. En effet, ce phénomène est encore de nos jours perçu comme un problème « masculin », et les motivations et rôles des femmes dans les mouvements d'extrême-droite ne reçoivent pas la même attention que ceux des hommes (Ramalingam, 2014). Ainsi, le Centre cherche à sensibiliser les intervenants de première ligne à la dimension de genre de l'extrémisme de droite et offre des formations à ce sujet aux professeurs de maternelle et aux intervenantes des clubs jeunesse, centres communautaires et associations sportives (Radicalisation Awareness Network, 2014).

Des formations ont également été développées pour le corps policier. En effet, en tant qu'intervenante de première ligne, la police communautaire joue un rôle crucial dans la prévention de la radicalisation au niveau local, que ce soit par la détection de signaux de radicalisation ou par le partenariat avec les communautés locales pour lutter contre le phénomène. Toutefois, comme l'ensemble des intervenants de première ligne, les policiers ne sont pas forcément outillés de façon appropriée pour prévenir la radicalisation. L'initiative **CoPPRa** – Police communautaire et prévention de la radicalisation [*Community Policing and Prevention of Radicalisation*] a été développée afin de remédier à ce problème. Financé par l'Union européenne, le programme a été mis en place en Belgique en 2009 et par la suite introduit dans plus d'une dizaine de pays européens, soit les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Lettonie, l'Estonie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, le Portugal et l'Espagne (OSCE, 2014). La première phase du projet, mise en place de janvier 2009 à décembre 2010, consistait à développer un guide pratique comprenant des directives pour favoriser l'engagement communautaire, des indicateurs potentiels de radicalisation, des études de cas, des cadres légaux et les profils de différents groupes extrémistes en Europe. La deuxième phase du projet, de septembre 2011 à septembre 2013, avait pour objectif de mettre à jour et développer davantage les outils initiaux du projet et organiser des formations à partir de ces outils (Radicalisation Awareness Network, 2014). Les départements policiers de différents pays ont ainsi pu adapter le matériel développé par CoPPRa à leur contexte local.³⁹

En plus des policiers, des formations ont également été développées spécifiquement pour les imams, notamment au Maroc. En effet, les imams marocains sont tenus de suivre une formation à **l'Institut Mohammed VI** depuis son inauguration le 27 mars 2015, à Rabat (INHESJ, 2015). Cette formation a pour but de s'assurer qu'ils prôneront un islam modéré, qu'ils véhiculeront des valeurs de tolérance et de modération, et seront en mesure de contrer le discours des extrémistes. L'expérience marocaine au niveau de la formation des imams a suscité l'intérêt de nombreux pays arabes, africains et européens (INHESJ, 2015). La formation des imams revêt une importance particulière aux pays qui ont mis ou comptent mettre en place des programmes de « déradicalisation » dans les prisons. En France, par exemple, une soixantaine d'aumôniers

³⁹ Pour un aperçu du matériel développé par CoPPRa, voir le site officiel : <http://www.coppra.eu/implementation.php>.

supplémentaires ont été recrutés à la suite des attentats de janvier 2015 à Paris afin d'intervenir dans les prisons (INHESJ, 2015).

b) Formations et soutien aux parents

Tout comme les intervenants de première ligne, les parents sont souvent peu outillés pour faire face à la radicalisation. Des mesures ont donc été développées pour les soutenir à ce sujet, par l'entremise de formations ou encore en les incluant dans les processus de désengagement et de « déradicalisation » de leurs enfants.

Par exemple, des rencontres thématiques ont été organisées dans le cadre du **Plan d'action de Slotervaart**, aux Pays-Bas. Ces rencontres, ayant pour but de supporter les parents dans leur rôle d'éducateurs, cherchaient à répondre à leurs questions et préoccupations, telles que « qu'est-ce que la radicalisation? », « comment savoir si la radicalisation affecte mes enfants? », « à qui dois-je m'adresser pour de l'aide? », etc. De même, ces programmes cherchaient à développer chez les parents une meilleure compréhension des valeurs communes à l'Islam et à la société hollandaise. L'objectif était de soutenir les parents dans l'éducation religieuse et civique de leurs enfants, afin que ces derniers souhaitent ultimement jouer un rôle actif dans la société hollandaise, sans pour autant sentir qu'ils aient à renier leurs valeurs religieuses (Institute for Strategic Dialogue, 2014c).

Tel que mentionné précédemment, le **Projet Exit – Quitter les groupes violents et racistes**, en Norvège, accorde une place importante au rôle des parents dans le désengagement de leurs enfants de groupes extrémistes. Deux initiatives en particulier ont été développées à ce sujet dans le cadre du programme : le « réseau de groupes parentaux » et la « conversation structurée entre jeune-parent-professionnel ».

Le réseau de groupes parentaux a été élaboré afin que des parents d'enfants impliqués dans des groupes racistes ou violents puissent se regrouper et discuter. Cette plateforme leur permet de partager leurs inquiétudes, expériences et conseils. Les bénéfices que les parents retirent de ces rencontres sont nombreux : ils peuvent acquérir une meilleure compréhension des milieux dans lesquels leurs enfants sont impliqués, se conseiller pour soutenir leurs enfants sans les aliéner et s'avertir lorsque des événements potentiellement violents sont prévus dans les milieux extrémistes (Institute for Strategic Dialogue, 2014b). Il peut également être difficile pour des parents de parler ouvertement du fait que leur enfant fasse partie d'un groupe raciste ou extrémiste, étant donné la stigmatisation sociale que cela peut générer. Ce réseau est ainsi une opportunité pour des parents de discuter de leur situation sans crainte de jugement (Bjørngo, 2002).

La conversation structurée entre jeune-parent-professionnel, désormais également connue sous le nom de **Conversation d'autonomisation** [*Empowerment Conversation*], est devenue une mesure très populaire en Norvège (Butt & Tuck, 2014; Institute for Strategic Dialogue, 1998). Bien qu'à l'origine elle fasse partie de l'approche mise en place par la Police municipale d'Oslo pour détourner les jeunes des groupes d'extrême-droite, elle est désormais employée face à différents problèmes de délinquance en Norvège (Institute for Strategic Dialogue, 1998; Ramalingam, 2014). Lorsqu'un

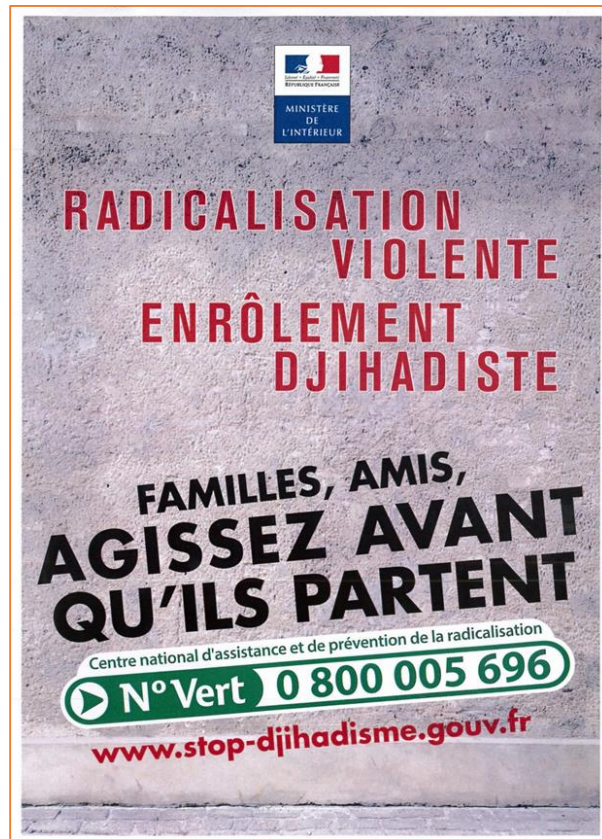
professeur ou un travailleur social remarque qu'un jeune prend part à des activités qui pourraient être inquiétantes et/ou signaler une appartenance à un groupe raciste ou violent, il avise un officier de la police préventive. Ce dernier invite le jeune, ainsi que ses parents, à prendre part à une séance en tête-à-tête pour discuter de l'activité ou du comportement qui a provoqué l'inquiétude initiale (Bjørgero, 2002). Il s'agit pour le policier d'entamer un dialogue avec le jeune dans un climat non conflictuel. On demande au jeune de créer une « carte de réseau social » au cours de la conversation, afin de déterminer s'il possède des connexions à des radicaux connus (Ramalingam, 2014). Cette carte est ensuite utilisée pour évaluer la position du jeune dans un groupe particulier et ses motivations d'appartenir à ce groupe. Les conversations sont souvent axées sur les motivations de l'individu et les objectifs qu'il voudrait atteindre dans sa vie, et comment l'appartenance à un groupe radical ou criminel pourrait nuire à l'atteinte de ses objectifs. Le but de la rencontre est d'encourager l'individu à visualiser les accomplissements et le style de vie qu'il pourrait avoir en-dehors d'un mouvement extrémiste ou radical, et l'aider à quitter un groupe extrémiste, s'il en fait partie (Butt & Tuck, 2014; Ramalingam, 2014). Si les résultats ne sont pas immédiats après une première rencontre, d'autres conversations peuvent être nécessaires (Institute for Strategic Dialogue, 1998). L'approche s'est avérée plus efficace lorsque les parents sont présents lors de la conversation (Institute for Strategic Dialogue, 1998; Ramalingam, 2014).

Certaines mesures peuvent servir de multiples fonctions ; c'est le cas notamment des centres de signalement. En effet, ceux-ci n'ont pas pour unique objectif d'identifier les individus « à risque » de se radicaliser ; ils apportent également du soutien aux parents et proches préoccupés et en quête de réponses. En France, une plateforme nationale de signalements a été lancée le 29 avril 2014 : le **Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR)**. Rattaché à l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), il s'agit d'un dispositif permettant à l'entourage d'individus soupçonnés d'être en processus de radicalisation de partager leurs inquiétudes. Le CNAPR poursuit ainsi un double mandat : offrir du soutien et une prise en charge à l'entourage de personnes radicalisées, ainsi qu'identifier des situations où le suivi par les pouvoirs publics pourrait s'avérer nécessaire (INHESJ, 2015). Afin de déterminer si un individu est en processus de radicalisation, le CNAPR s'appuie sur un certain nombre d'indicateurs. Toutefois, comme le souligne Arnaud Colombié, chargé de mission au Comité interministériel de prévention de la délinquance (CIPD), il a fallu faire preuve de discernement afin de déterminer ces « indicateurs de basculement » (Colombié, 2015). En effet, les deux pièges à éviter étaient les suivants :

- 1) Mener à la stigmatisation d'une pratique religieuse en confondant radicalisation et pratique de, ou conversion à, l'islam ;
- 2) Minimiser les facteurs de risque à la radicalisation qui pourraient potentiellement mener à des actes de violence.

Ainsi, les indicateurs de rupture ont été privilégiés par rapport aux indicateurs qui se rapportent à l'apparence physique.

Illustration 10. Le Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (Gouvernement de la France, 2015b)



4.2.5 Mesures ciblant l'environnement communautaire

a) Création et renforcement de partenariats

Afin de faciliter un travail de concertation, plusieurs mesures ont été entreprises pour développer et renforcer les partenariats entre les différents acteurs luttant contre la radicalisation. Il peut s'agir de faciliter la coopération entre les écoles et les centres pour les jeunes, promouvoir l'interaction entre les groupes communautaires et les groupes religieux, ou encore améliorer les réseaux entre les instances gouvernementales et les organisations communautaires.

Le **Plan d'action de Slotervaart**, aux Pays-Bas, décrit précédemment, a été identifié comme un modèle de bonne pratique en matière de prévention ; le projet a en effet été en mesure de rassembler une grande variété d'acteurs de la communauté et celle-ci a été réceptive à ses méthodes (Institute for Strategic Dialogue, 2014c). Le Plan d'action a effectivement mis l'accent sur l'implication de divers partis à Slotervaart – les parents, les écoles, les mosquées, les organisations d'entraide pour les immigrants, les organisations de la société civile, etc. – dans le processus de lutte contre la radicalisation. L'objectif, en établissant un partenariat entre ces divers partis, était

également d'augmenter la cohésion sociale et la confiance mutuelle des habitants de Slotervaart (Institute for Strategic Dialogue, 2014c).

Toujours aux Pays-Bas, le **Programme d'action intégrée pour lutter contre le djihadisme**, mis en place en 2014, a mis l'accent sur le renforcement des partenariats et des réseaux existants entre les principaux acteurs locaux et nationaux. Par exemple, des consultants du gouvernement national soutiennent les acteurs clés dans les communautés musulmanes qui s'opposent et se positionnent clairement contre le *djihadisme*. Ils reçoivent une formation médiatique (pour développer leurs habiletés à communiquer avec les médias) et de l'assistance au besoin. Des mesures ont également été mises en œuvre pour assurer la sécurité des acteurs clés dans les communautés musulmanes et immigrantes. Ceux qui se font menacer ou intimider reçoivent un soutien accru et sont inclus dans le système de surveillance et de protection. Le Programme d'action assure également le renforcement des réseaux locaux d'acteurs clés prêts à discuter d'enjeux sensibles (par exemple l'aliénation, la radicalisation et les voyages à motifs *djihadistes*) dans leur propre communauté. Finalement, le gouvernement assure un soutien continu aux établissements éducatifs dont certains étudiants sont actifs dans les réseaux *djihadistes* ou qui ont demandé de l'assistance à ce propos. Si nécessaire, des consultants sont envoyés dans ces établissements pour les conseiller sur le problème et les approches possibles (ministère de la Sécurité et de la Justice, 2014).

b) Coopération et soutien à la communauté

Dans plusieurs pays occidentaux, des mesures ont été développées dans le but de faciliter la coopération avec différentes communautés, notamment les communautés musulmanes. Certaines de ces mesures, dont la politique *Prevent* décrite dans l'encadré ci-dessous, ont engendré leur lot de critiques et de controverses. Néanmoins, d'autres initiatives ont été en mesure d'établir ou de rehausser le lien de confiance entre la communauté et les institutions impliquées dans la lutte contre la radicalisation ; celles-ci seront présentées par la suite.

Encadré 17. *Prevent*, une mesure controversée

La stratégie de contre-terrorisme du Royaume-Uni, CONTEST (*CouNter-TErrorism STRategy*), a été élaborée en 2003 (Rogers, 2008) et révisée à maintes reprises depuis, notamment en raison des multiples controverses qu'elle a occasionnées (Barclay, 2011). La stratégie s'articule autour de quatre piliers, chacun ayant ses propres objectifs (Bjørgero, 2002) :

- *Pursue* : Empêcher la réalisation d'attaques terroristes ;
- *Prevent* : Empêcher les individus de devenir des terroristes ou de soutenir l'extrémisme violent ;
- *Protect* : Renforcer la protection contre les attaques terroristes ;
- *Prepare* : Lorsqu'une attaque ne peut être empêchée, limiter son impact.

Les attaques du 7 juillet 2005 à Londres ont provoqué des inquiétudes au Royaume-Uni face à la possibilité que les menaces terroristes puissent être « d'origine intérieure », et que des

individus nés et ayant grandi au Royaume-Uni puissent s'y radicaliser et y commettre des actes terroristes. Ces inquiétudes sont la base du développement du volet *Prevent*, dédié à la lutte contre la radicalisation (Rogers, 2008).

Tel que décrit par Ragazzi (2014), la première version de *Prevent* se donne trois objectifs :

- Contrer les idéologies terroristes et ceux qui en font la promotion par le biais de contre-narratifs et d'alternatives non violentes aux voix prônant la violence ;
- Soutenir les individus vulnérables qui pourraient se radicaliser par l'entremise d'initiatives de soutien et de tutorat pour les personnes considérées « à risque ». Cet objectif va mener au développement du programme de mentorat *Channel* ;
- Travailler avec les secteurs de la société et les institutions où le risque de radicalisation est élevé. En d'autres termes, travailler auprès des mosquées, des institutions religieuses et des quartiers, mais aussi des écoles, hôpitaux et autres services sociaux, afin de mieux dépister et éventuellement « déradicaliser » les individus diffusant des idées violentes.

Depuis sa mise en place, au moins 200 millions de livres ont été dépensés pour financer des initiatives d'engagement et d'éducation communautaires (Thomas, 2014). Le modèle *Prevent* a eu une influence significative sur des politiques semblables, développées dans d'autres pays occidentaux (Neumann, 2011; Ragazzi, 2014). Toutefois, dès ses débuts, *Prevent* a été une politique controversée et vivement critiquée, non seulement au niveau de son efficacité réelle à prévenir la radicalisation et la réalisation d'actes terroristes, mais également en ce qui a trait à son impact sur les relations entre l'État et les communautés musulmanes (Thomas, 2014). En effet, la politique a été accusée d'être à l'origine de l'un des programmes de surveillance des communautés musulmanes les plus élaborés jamais vus en Angleterre (Kundhani, 2009). Comme le soutient Ragazzi (2014) :

« la stratégie *Prevent* reposant sur l'idée que le recours à la violence politique est lié aux conditions économiques et sociales précaires de la population musulmane, elle a été déployée auprès des collectivités locales via le ministère des Communautés et du Gouvernement local (DCLG), et les communes qui en ont bénéficié ont été désignées sur la base controversée de leur pourcentage de population musulmane »

Son programme de mentorat, *Channel*, a également soulevé son lot de controverses. Au sein des communautés musulmanes du Royaume-Uni, le sentiment qui s'est développé est que des activités qui seraient considérées normales pour toute autre communauté, par exemple l'activisme et l'implication dans des mouvements de paix, deviennent automatiquement suspectes lorsqu'elles sont réalisées par des jeunes musulmans, la preuve étant qu'elles provoquent une prise en charge par le programme de mentorat *Channel*. Ce biais au niveau des signalements serait le reflet d'une incapacité à reconnaître les « symptômes » de la radicalisation (Ragazzi, 2014).

Ainsi, dès sa première évaluation par le Comité des communautés et du gouvernement local de la Chambre des communes, le constat a été que la stratégie avait favorisé un sentiment de frustration et d'aliénation auprès des musulmans du Royaume-Uni, ce qui pouvait contribuer de manière très contre-productive au terreau fertile de la radicalisation (House of Commons UK, 2010).

Néanmoins, les failles de la stratégie *Prevent* ont au moins l'avantage de pouvoir orienter le développement d'autres stratégies de lutte contre la radicalisation de manière à éviter l'aliénation et le ressentiment que la stratégie a provoqués au sein des communautés musulmanes du Royaume-Uni.

Création d'un espace sécuritaire pour les jeunes de la communauté

Une intervention qui s'est avérée particulièrement réussie au niveau communautaire est le programme **STREET** – Stratégie pour atteindre, habiliter et éduquer les adolescents [*Strategy to Reach, Empower, and Educate Teenagers*], au Royaume-Uni. Le programme a été mis en place en 2006 par des membres d'une communauté musulmane salafiste du sud de Londres (Barclay, 2011). Un espace sécuritaire a été créé au sein de la communauté dans le cadre du projet et est ouvert 24 heures sur 24. Les jeunes sont invités à venir y discuter, dans un environnement informel et sécuritaire, des questions religieuses, sociales et politiques qui les préoccupent. Les intervenants sont qualifiés et formés pour être en mesure de répondre à ces différentes questions et veulent permettre aux jeunes de la communauté de s'exprimer. Ceux-ci peuvent ainsi débattre des sujets qui les tracassent, par exemple leur sentiment d'impuissance et de marginalisation, ces thèmes étant souvent utilisés par des groupes extrémistes à des fins de radicalisation (Barclay, 2011).

Le projet *STREET* n'a pas reçu de financement dans le cadre de la politique *Prevent* du Royaume-Uni. En effet, le projet est né à la suite d'efforts de la communauté salafiste du quartier de Brixton pour faire face à ceux qui cherchent à recruter des jeunes musulmans du quartier (Githens-Mazer & Lambert, 2010). Ainsi, l'initiative ayant émergé de la communauté même, sa crédibilité et le niveau de confiance qui lui est accordé sont beaucoup plus importants ; les programmes résultant d'une approche descendante [*top-down*], c'est-à-dire imposés par le gouvernement, sont généralement moins bien reçus dans les communautés (Kundnani, 2012).

Ce qui distingue le projet *STREET* de nombre d'autres initiatives de lutte contre la radicalisation est qu'il ne cherche pas uniquement à encourager le développement, la cohésion et la résilience de la communauté face au recrutement extrémiste ; l'un de ses principaux objectifs est plutôt de directement confronter les menaces extrémistes par des interventions au niveau de la rue (Githens-Mazer & Lambert, 2010). Le projet s'appuie sur des réseaux locaux qui étaient déjà bien établis dans la communauté, des réseaux dont la réputation et la confiance à leur égard n'étaient plus à démontrer. De plus, l'approche adoptée reflète la réalité du quartier : le projet mise sur le sentiment d'appartenance des participants en tant que Londoniens, et non en tant que Britanniques, puisqu'il s'agit d'une identité qui leur tient davantage à cœur (Githens-Mazer & Lambert, 2010). S'adapter à

la réalité locale est un aspect du projet *STREET* qui a grandement contribué à son succès et qui devrait se retrouver dans toute initiative de prévention de la radicalisation.

Un second gage de réussite de l'intervention est la crédibilité du personnel employé au projet *STREET*. Celui-ci possède à la fois les compétences et l'expérience « de la rue » et les connaissances religieuses par rapport à l'islam. Ainsi, en plus d'être crédibles aux yeux des jeunes du quartier, le personnel est en mesure de lutter efficacement contre les discours des recruteurs radicaux (Githens-Mazer & Lambert, 2010).

Renforcer la confiance de la communauté envers les institutions

Parfois, la communauté peut faire preuve de méfiance envers certaines institutions (telles que le corps policier ou les institutions gouvernementales), ce qui rend difficile la collaboration avec les institutions cherchant à lutter contre la radicalisation. Ainsi, des mesures ont été élaborées spécifiquement dans le but de renforcer la confiance de la communauté.

Kosseim (2011) note qu'à New York, les policiers du NYPD ont rencontré quatre difficultés principales lors de leurs tentatives de collaboration avec la communauté musulmane :

- La méfiance à leur égard ;
- Un manque de sensibilité culturelle parmi les policiers et autres agents des services répressifs ;
- Des barrières linguistiques ;
- Des inquiétudes de la part de certains citoyens par rapport à leur statut d'immigration.

Des initiatives ont ainsi été mises en place pour pallier à ces problèmes, notamment l'organisation d'activités sportives entre les policiers et les membres de la communauté, ainsi que des formations aux policiers pour augmenter leur sensibilité culturelle (Kosseim, 2011).

Un autre programme mis en œuvre dans le but de restaurer le lien de confiance entre les autorités et les communautés musulmanes est le **Programme d'approche communautaire**, mis en place en 2007 à Sydney, en Australie. Le programme a été en grande partie initié par un officier de police musulman, Sam al-Mugrabi, qui a remarqué qu'un grand nombre de jeunes musulmans errait dans les rues, pour la plupart des décrocheurs sans emploi qui devenaient impliqués dans le milieu de la drogue et n'avaient pas de relations familiales solides (El-Said, 2015). Craignant qu'ils ne deviennent des proies faciles à la radicalisation et à l'extrémisme, il a décidé d'agir et a travaillé au développement du programme.

Des comités de liaison avec la communauté ont été formés ; ceux-ci comprennent chacun trois intervenants, soit un psychologue, un travailleur social et un officier de police. Ceux-ci parcourent les rues de la ville le soir afin d'identifier les « points chauds » où des jeunes se regroupent. Le processus d'identification est facilité par d'autres intervenants du milieu, par exemple les imams, les leaders communautaires et les écoles. Une fois les « points chauds » identifiés, des jeunes sont abordés par un des membres du comité de liaison, la plupart du temps le travailleur social (El-Said, 2015). Celui-ci discute avec les jeunes et essaie d'aborder des sujets tels que l'importance de

l'éducation, d'avoir un bon emploi, de maintenir des bonnes relations avec sa famille et de trouver sa place en société. Leurs besoins sociaux et économiques sont également évalués et au besoin, l'intervenant peut les référer aux agences de l'État en charge des services concernés (El-Said, 2015). Ainsi, les membres du comité de liaison ont comme objectif de créer un lien entre ces jeunes, à risque et déconnectés et les institutions qui peuvent leur venir en aide.

Le **Programme d'Aarhus**, au Danemark, a adopté une approche similaire en matière de création d'officiers de liaison entre la communauté et les autorités. En effet, le programme fait appel à environ 125 membres de la communauté qu'on surnomme les « scouts », ou les « moniteurs ». Il peut s'agir de parents, de professeurs, de travailleurs de rue, mais leur point commun est qu'ils ont tous reçu une formation psychologique en guise de préparation pour leur travail. Leur rôle consiste à identifier les individus qui présentent des signes suspects qui pourraient laisser croire qu'ils sont en cours de radicalisation ; par exemple, s'ils s'isolent de plus en plus, prient davantage, commencent à écouter de la musique religieuse ou s'habillent différemment. Si leurs soupçons s'avèrent de plus en plus concrets, une équipe d'environ dix personnes est mise sur pied afin de récolter un maximum d'information au sujet de l'individu : auprès de sa famille, de ses amis, etc. À la suite de ces rencontres, ils décident si une intervention directe avec l'individu est nécessaire et, si tel est le cas, ils l'invitent pour une rencontre informelle aux quartiers généraux de la police d'Aarhus (Ertel & Hoppe, 2015).

4.2.6 Mesures ciblant l'environnement sociétal

a) Contre les discours extrémistes

Plusieurs mesures ont été élaborées dans le but de faire face aux discours extrémistes. Il peut s'agir de mesures de contre-discours sur Internet, qui confrontent et contredisent les propos extrémistes qui s'y trouvent, ou encore de campagnes médiatiques pour discréditer les groupes extrémistes. D'autres mesures s'attardent plutôt à la surveillance et à l'élimination de propos extrémistes et haineux, que ce soit en ligne ou ailleurs en société. Nous présenterons plus spécifiquement quelques mesures sur Internet de contre-discours et de surveillance.

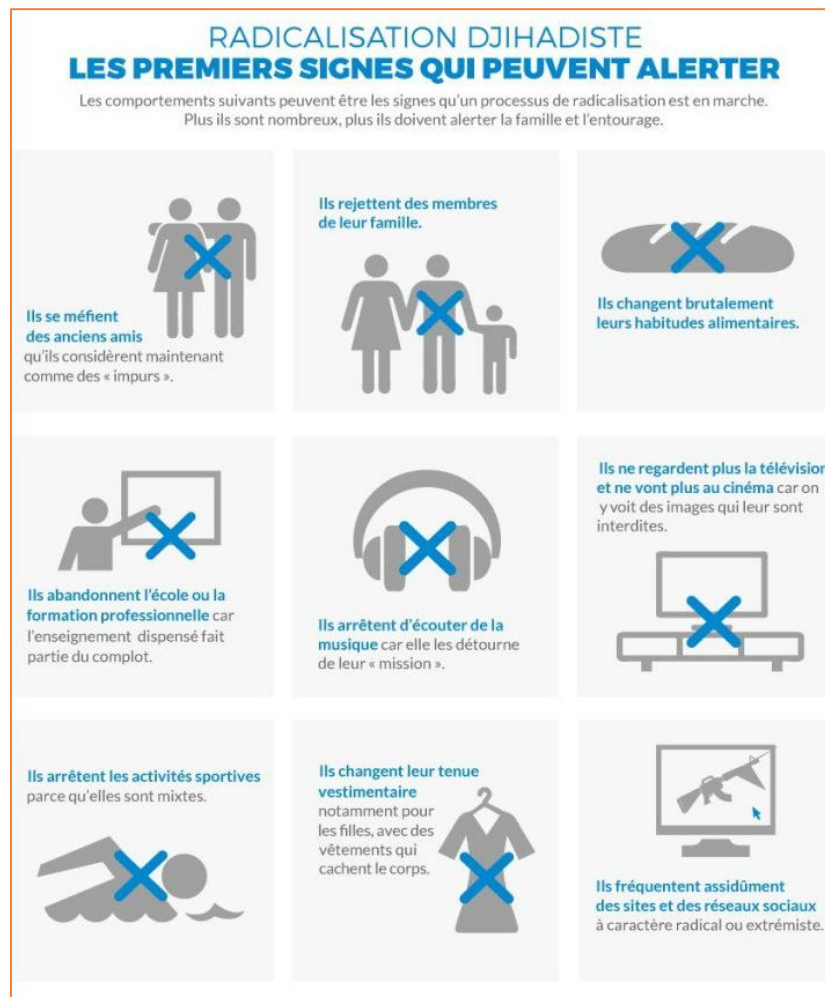
Mesures de contre-discours sur Internet

Internet est un espace de radicalisation et de recrutement particulièrement efficace. Contre la propagande extrémiste en ligne s'avère donc une mesure de prévention situationnelle importante pour réduire les facteurs d'opportunités qui pourraient favoriser la radicalisation d'un individu. Toutefois, la tâche peut s'avérer des plus ardues. Schmid (2015) note que l'État islamique produit en moyenne plus de 90,000 « tweets » par jour et publie ses messages dans une vingtaine de langues. Une activité de cette ampleur est difficile à égaler pour les gouvernements qui cherchent à contrer la propagande en ligne.

En France, le site Internet **Stop-Djihadisme** a été lancé en février 2015 à cet effet. Il a pour objectifs « de décrypter les processus d'embrigadement *djihadiste*, de déconstruire le discours tenu par les terroristes sur Internet et les réseaux sociaux et de montrer la réalité du quotidien dans les zones

contrôlées par les organisations terroristes » (INHESJ, 2015, p. 24). Cette campagne médiatique a toutefois été la source de quelques controverses. En effet, l'un des documents diffusés sur le site, rassemblant neuf critères qui signaleraient une possible radicalisation *djihadiste* (voir Illustration 11), a été source de railleries dans la presse anglo-saxonne. Des journalistes ont considéré ces différents signaux très subjectifs, frôlant le ridicule et l'autodérision, tels le pictogramme de la baguette – emblème de la nourriture française par excellence – utilisé pour signaler un changement alimentaire ou encore le signe « très surprenant » que des extrémistes pourraient visiter des sites Web extrémistes (Le Cain, 2015). Ces moqueries rappellent toutefois la difficulté réelle de détecter la radicalisation. Le processus de radicalisation est variable d'un individu à un autre, et les différents critères présentés dans la campagne ne signifient pas forcément l'enclenchement d'un processus de radicalisation.

Illustration 11. Les premiers signes d'une radicalisation djihadiste (Le Cain, 2015)



Néanmoins, certaines campagnes médiatiques ont volontairement emprunté la voie de l'humour pour lutter contre les discours extrémistes. C'est le cas notamment des **English Disco Lovers**, au

Royaume-Uni. Ce groupe, fondé à Londres en 2012, a pour objectif de lutter contre la présence en ligne de la *English Defence League*, ou EDL, un groupe d'extrême-droite xénophobe, raciste et islamophobe. Pour ce faire, les *English Disco Lovers* cherchent à réduire la présence du groupe extrémiste parmi les principaux résultats d'une recherche Google du terme « EDL » (Ramalingam, 2014). Ils maintiennent une forte présence à cet effet sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter, et vont également organiser des événements sous thématique disco lors de manifestations de la *English Defence League*, munis de perruques et de vêtements colorés. Cette approche leur permet de diffuser leur message de paix et de respect, tout en se moquant, ridiculisant et, ultimement, décrédibilisant le discours extrémiste. De plus, le choix du disco n'est pas aléatoire : la musique disco, dès ses débuts dans les années 70, a été associée à la différence culturelle et les clubs disco étaient un lieu de rassemblement et de solidarité pour les communautés racisées et homosexuelles marginalisées (Frank, 2007).

Ramalingam (2014) souligne l'importance de faire appel aux mêmes stratégies que celles utilisées par les extrémistes pour développer des contre-discours efficaces, c'est-à-dire faire appel aux émotions, à la technologie et à la culture. Ces méthodes sont plus efficaces que la simple présentation de faits contredisant des propos radicaux. Elle note, par exemple, la réappropriation de *hashtags* sur Twitter, tels que #creepingsharia, utilisé à l'origine par des extrémistes de droite. Sa réappropriation humoristique par des activistes a pour but de démontrer le ridicule sous-jacent l'idée que « les musulmans nous envahissent ».

Parmi les autres initiatives présentant un contre-discours à celui des extrémistes en ligne, on retrouve celle du gouvernement de l'Arabie Saoudite : la « **campagne de tranquillité** » (Ansary, 2008). Celle-ci fait partie des dix mesures de contreterrorisme de « puissance douce » adoptées par le gouvernement saoudien dans le but d'ébranler les activités de ceux qui font la promotion d'un extrémisme violent. La campagne est réalisée par des bénévoles (universitaires, psychiatres, etc.) qui visitent des sites Web, forums et autres salles de clavardage d'extrémistes, afin d'entamer un dialogue avec les individus qui les fréquentent. En leur présentant des alternatives aux propos extrémistes, ils espèrent parvenir à freiner la propagation de la radicalisation et du recrutement sur Internet (Ansary, 2008).

Plus récemment, en juillet 2015, les États-Unis et les Émirats arabes unis ont annoncé le lancement d'un centre de communication stratégique du nom de **Sawab Center** basé à Abou Dhabi. Le Centre aura pour but de contrer la propagande terroriste en ligne, plus particulièrement celle de Daesh. Pour ce faire, le *Sawab Center* va accroître l'intensité des débats en ligne en présentant des voix modérées et tolérantes de toute la région et en amplifiant les récits inclusifs et constructifs » (U.S. Department of State, 2015). Le Centre va également s'engager à développer un réseau d'individus dédiés à dénoncer la propagande, le recrutement et les activités de financement de l'État islamique.

Mesures de surveillance sur Internet

D'autres mesures pour contrer les discours extrémistes consistent à surveiller et censurer les propos jugés problématiques sur Internet. Cette méthode est un exemple de prévention situationnelle, puisqu'elle cherche à réduire les opportunités pour un individu de se radicaliser sur Internet en y limitant la disponibilité et la visibilité de propos extrémistes.

C'est le cas notamment du programme de **Trusted Flaggers** du site Web d'hébergement de vidéos YouTube. Dans le cadre de ce programme, des individus qui possèdent une certaine expérience sont recrutés pour détecter des vidéos au contenu malveillant sur l'hébergeur. Ces vidéos seront par la suite analysées de façon prioritaire et retirées au besoin. Un partenariat a ainsi été initié entre YouTube et le réseau « Contre l'extrémisme violent », qui regroupe d'anciens extrémistes et membres de gangs. Ceux-ci reçoivent une formation de la part de spécialistes informatiques et, de par leur expérience et compréhension de la culture et idéologie des groupes extrémistes, sont en mesure d'identifier rapidement les vidéos au contenu malicieux ou haineux (Ramalingam, 2014).

b) Lutte contre les facteurs généraux propices à la radicalisation

Plusieurs facteurs ont été identifiés comme étant propices au développement de la radicalisation, tels que le racisme, la pauvreté, l'exclusion, la discrimination et ainsi de suite (voir page 38). Des mesures qui ne se réduisent pas qu'à la radicalisation ont ainsi été développées afin de lutter contre ces problématiques, en plus d'être également conductrices de nombreuses autres conséquences. Il peut s'agir, entre autres, de mesures qui favorisent le développement socio-économique d'un quartier en difficulté ou la création de stages et d'opportunités de travail pour les jeunes.

Dans son plan d'action **Amsterdam Against Radicalisation**, la municipalité d'Amsterdam aux Pays-Bas a pris pour cible les représentations des minorités dans les médias. Une revue des médias a été effectuée en collaboration avec des jeunes musulmans pour analyser la façon dont les musulmans et l'Islam sont traités dans les médias. Les jeunes ont ainsi pu partager leurs impressions quant à la manière dont ils sont représentés et offrir des pistes de solution. Des ateliers ont ensuite été réalisés avec des journalistes pour les sensibiliser au langage et à la représentation qui peuvent s'avérer problématiques et discriminatoires (Municipality of Amsterdam, 2007).

Le Maroc et l'Algérie ont également mis en œuvre des **plans de développement socio-économique** afin de lutter contre le terreau fertile de la radicalisation (INHESJ, 2015). En Algérie, par exemple, plus de 190 milliards d'euros ont été investis par l'État pour la période 2010-2014 en faveur du développement local. Tel que rapporté par l'INHESJ, ces mesures ont permis :

« [...] d'augmenter le nombre de logements, de développer les infrastructures destinées aux jeunes (stades communaux, complexes sportifs, aires de jeux, etc.) et de mener une politique ambitieuse de lutte contre le chômage (programmes de formation et de qualification, création de micro-entreprises et de micro-activités, dispositifs d'emploi d'attente, etc.). Ainsi, plus de 1,6 million de jeunes ont bénéficié de l'insertion professionnelle et de l'amélioration de leur employabilité et quelque 800,000 jeunes sont encore sous contrat d'insertion » (INHESJ, 2015, p. 31).

Le travail au Maroc s'est effectué dans la même veine grâce à **l'Initiative nationale pour le développement humain**, lancée en 2005 (INHESJ, 2015). Celle-ci a pour objectifs de lutter contre la pauvreté, la précarité et les disparités sociales. Pour ce faire, elle met l'accent sur une approche participative qui favorise une gouvernance locale efficace (INHESJ, 2015).

Encadré 18. Centres d'expertise et bases de données

Afin de partager les informations et les bonnes pratiques de prévention de la radicalisation, de nombreux centres d'expertise et bases de données ont été développés. Ces mesures permettent aux acteurs de terrain, aux chercheurs académiques et à ceux et celles qui élaborent des politiques de prévention d'accéder aux informations les plus à jour sur la question et facilitent la coopération entre ces différents acteurs.

Le gouvernement australien a par exemple lancé le site Web ***Living Safe Together: Building community resilience to violent extremism***, qui contient une quantité importante d'information sur différents sujets. Il traite notamment de ce qu'est la radicalisation, des initiatives mises en place par le gouvernement pour la prévenir et des projets communautaires actuels dans les différents États australiens pour rendre la communauté plus résiliente face à l'extrémisme et l'idéologie violente. Des bourses du gouvernement pour les projets cherchant à lutter contre la vulnérabilité d'une communauté à l'extrémisme violent sont également présentées (El-Said, 2015). Cette vaste gamme de ressources est particulièrement utile pour les communautés intéressées à développer leur propre projet de lutte contre l'extrémisme violent, et les exemples offerts peuvent orienter le développement de ces projets.

En Norvège, deux bases de données ont été créées afin de diffuser des informations sur la lutte contre la radicalisation et la prévention du crime : *The Toolbox of Radicalisation and Deradicalisation* (la Boîte à outils sur la radicalisation et la « déradicalisation ») et *Wiki-Prevent*. La **Boîte à outils sur la radicalisation et la « déradicalisation »** a été développée afin que les organismes communautaires et les autorités policières confrontés à la radicalisation et l'extrémisme puissent facilement accéder à de l'information et des outils pour y faire face. Il s'agit d'une base de données de méthodes et pratiques visant à lutter contre la criminalité et l'extrémisme au sein de la communauté locale dans diverses circonstances. Elle offre une collection de différentes approches divisée en cinq sections: la coopération interdisciplinaire, la prévention, les déclencheurs, l'intervention et la « déradicalisation » (Institute for Strategic Dialogue, 2014d). **Wiki-Prevent**, pour sa part, est une encyclopédie en ligne (uniquement disponible en norvégien pour l'instant) pour le partage d'information sur les techniques de prévention dans différentes villes. Ce portail est d'une grande utilité pour les communautés norvégiennes, car il facilite le partage des connaissances et d'expériences entre les différentes villes en matière de lutte contre l'extrémisme et regroupe toute l'information en un seul et unique espace (Institute for Strategic Dialogue, 2014d).

Une ressource particulièrement utile pour lutter contre l'extrémisme de droite est la ressource en ligne **The FREE Initiative**. D'une ampleur considérable, cette ressource regroupe les expériences et bonnes pratiques de plus d'une dizaine de pays européens en matière de lutte contre l'extrémisme de droite en Europe. On y retrouve des définitions du problème, des cartes interactives présentant la localisation de différents groupes extrémistes en Europe, des guides pour faire face à des problèmes spécifiques, des études de cas et des films pouvant être utilisés à des fins éducatives. *The FREE Initiative* est le résultat d'un projet mené de 2012 à 2014 par le ministère de la Justice de la Suède et l'Institut pour le dialogue stratégique, avec le soutien de la Commission européenne : « Prévenir et lutter contre l'extrémisme de droite et la radicalisation : Une coopération européenne ». Le projet comprenait du travail de terrain dans dix États européens et des entrevues avec plus d'une centaine d'intervenants qui luttent contre l'extrémisme de droite. Le projet a permis de développer des rapports, des guides pour intervenants et un réseau d'experts luttant contre l'extrémisme de droite à travers toute l'Europe (The FREE Initiative, 2014).

Finalement, certains centres d'expertise possèdent également une base réelle, en plus d'une base virtuelle. C'est le cas notamment de l'initiative **Nuansa**, aux Pays-Bas. Ce centre d'expertise et de conseils a été établi par le ministère de l'Intérieur des Pays-Bas en 2011, afin d'assurer un partage des connaissances sur la radicalisation et la polarisation (Institute for Strategic Dialogue, 2014a; Institute for Strategic Dialogue, 2011). Le service consultatif de Nuansa offre de l'information et des conseils adaptés aux besoins d'une large gamme de circonscriptions ayant des questions ou des préoccupations par rapport à la radicalisation ou la polarisation. Il offre, entre autres, des conseils stratégiques aux municipalités en ce qui a trait aux meilleures pratiques de contre-radicalisation, fournit une assistance aux citoyens pour reconnaître les signes d'extrémisme, développe des relations entre les intervenants de première ligne pour favoriser des interventions plus efficaces et invite les jeunes et les parents à manifester leurs inquiétudes en cas d'extrémisme potentiel. En plus de ce service consultatif, Nuansa offre également une base de données de diffusion, qui agit en tant que recueil d'information et comprend des documents stratégiques locaux et nationaux, des manuels, des évaluations et des documents médiatiques (Norwegian Ministry of Justice and the Police, 2011).

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La prévention présente deux paradoxes. D'une part, puisque la prévention s'adresse aux facteurs à la base d'un phénomène, son lien avec celui-ci est toujours indirect. C'est-à-dire, bien que le résultat ultime, dans ce cas, soit d'éviter les attentats terroristes, la prévention, notamment la prévention sociale, n'essaie de prévenir un attentat que par l'intermédiaire de mesures qui sont loin des violences mêmes, par exemple, l'intégration sociale. D'une autre part, si la prévention a eu du succès, on n'apercevra que difficilement le lien entre les actions de prévention et l'absence du phénomène. Ce constat est à la base des problèmes liés à l'évaluation de ce type des programmes. Ainsi, la prévention sociale s'attaque à un double fantôme : celui que l'on voit, mais qui est loin des mesures mises en place et celui qui n'arrivera jamais si l'intervention a eu du succès.

Ce double paradoxe met en contexte les difficultés concernant un sujet aussi complexe que la radicalisation violente qui exige surtout des mesures réactives d'urgence et des actions visibles, là où, la prévention travaille sur un autre registre temporel. En effet, la prévention sociale concerne notamment des mesures à moyen et long termes ; la prévention travaille donc aujourd'hui afin que les jeunes ne fassent pas appel à la violence idéologique dans les prochaines cinq, dix ou vingt prochaines années. Ceci n'implique pas une absence de réaction. Le fait que la prévention travaille sur le long terme n'implique pas qu'elle soit un sujet à traiter à l'avenir. *A contrario*, la prévention implique de travailler d'urgence aujourd'hui et de façon constante, étant conscients que les résultats souhaités arriveront dans les prochaines années.

La prévention n'est pas non plus un outil de haute précision. Si nous travaillons sur les facteurs à la base de la radicalisation, nous touchons également d'autres phénomènes liés à ces facteurs. L'intégration des communautés ne concerne pas exclusivement la radicalisation, elle concerne aussi la cohésion sociale, la diminution de la délinquance, le sentiment d'appartenance, le bonheur, le sentiment de sécurité, etc. Ainsi, les programmes de prévention qui ont démontré du succès sont des programmes complexes, holistiques, intersectoriels et touchant différents niveaux systémiques (voir page 29). À l'inverse, des programmes ciblant d'autres phénomènes peuvent toucher ou prévenir la radicalisation. C'est le cas notamment des programmes d'intégration des migrants (CIPC, 2014).

Finalement, prévenir n'implique pas exclusivement d'aborder les facteurs de risque afin de les éviter, sinon travailler également sur les facteurs de protection. Ceci est probablement l'une des conclusions les plus importantes de cette étude : une grande majorité des études et des programmes d'intervention sont dirigés envers les facteurs de risque, en négligeant ainsi les facteurs qui peuvent renforcer la résilience des individus et des communautés face à la radicalisation violente. Comme l'évoquent Neumann et Kleinmann (2013), il n'existe pas de champ d'études de la radicalisation, tout comme il n'existe pas de champ d'études de prévention de la radicalisation. Mis à part le modèle de non-radicalisation de Cragin (2014), jusqu'à présent, les études se sont concentrées sur les facteurs qui expliquent ce processus et, non pas les facteurs qui le préviennent.

Afin d'approfondir les principaux constats de ce rapport, cette conclusion se divisera en deux parties : la première concerne les enjeux et défis de l'étude et de la prévention de la radicalisation menant à la violence, et la deuxième présentera des recommandations pour la mise en œuvre de programmes de prévention.

5.1 Enjeux et défis

5.1.1 Une connaissance limitée du sujet.

Plusieurs auteurs s'entendent pour dire que la recherche empirique en matière de prévention de la radicalisation est insuffisante (Nasser-Eddine et al., 2011; Zeiger & Aly, 2015, voir aussi Encadré 4). Bien que plusieurs modèles sur les processus de radicalisation aient été développés⁴⁰, ces modèles sont pour la plupart décontextualisés et ne se rapportent pas à une situation particulière et localisée de radicalisation et de recrutement. C'est le cas notamment des modèles de trajectoires linéaires de radicalisation présentés précédemment. La situation de la recherche sur la radicalisation d'extrême droite est encore moins développée que celle du radicalisme islamiste, considérant l'importance que ce phénomène a eue notamment en Amérique du Nord.

Dans le cadre de notre étude, par exemple, sur un ensemble de trente-deux facteurs répertoriés pour les deux types de radicalisme, seulement onze ont eu un certain consensus entre les chercheurs, dont quatre touchent les deux types de radicalisme, cinq de façon exclusive le radicalisme islamiste et deux le radicalisme d'extrême droite exclusivement. Au niveau individuel, par exemple, les études s'accordent sur le fait que les individus radicalisés d'extrême droite et les islamistes sont la plupart des hommes, moins âgés que la population en général dont ils sont issus. Il existe aussi un consensus sur le fait que la quête d'identité est importante pour les radicaux islamistes et que les extrémistes de droite sont associés à une identité nationale d'exclusion et à des idées liées à la xénophobie. Au niveau relationnel et communautaire, les chercheurs sont d'accord sur le fait que les réseaux personnels et informels sont fondamentaux dans le processus de radicalisation. De plus, la présence de leaders charismatiques dans les deux types de radicalisme et l'isolement des communautés sont un facteur de risque dans le cas du radicalisme islamiste. Au niveau macrosocial, il n'existe que des consensus par rapport au radicalisme islamiste. Dans ce cas, les chercheurs s'entendent sur deux constats : (1) les États faibles ou instables ont plus de probabilité de subir des attentats terroristes, (2) les conflits dans les pays musulmans, ainsi que les problèmes d'intégration des musulmans dans les pays occidentaux ont une influence sur le processus de radicalisation.

Ces faibles constats font preuve de la difficulté à créer des profils de radicaux, une mesure cependant assez répandue parmi les mesures mises en place par différents gouvernements. En effet, comme il a été souligné à plusieurs reprises dans différentes études, il n'existe pas un profil

⁴⁰ Voir la section de notre rapport à ce sujet.

de radical unique. Par contre, ces conclusions se dégagent généralement d'études globales ou de comparaisons internationales qui négligent les facteurs locaux. Une hypothèse qui demeure à travailler est le fait que ces profils seront plus pertinents s'ils sont étudiés au niveau local. Au fur et à mesure qu'on s'approche du niveau local, la quantité d'individus radicalisés complexifie toutefois ce type d'approche. Zeiger et Aly (2015) soulignent que des recherches à ce sujet seraient pourtant d'une importance cruciale pour développer des mesures efficaces, qui soient basées sur – et adaptées à – des contextes locaux, qui ont leur réalité propre en matière de radicalisation et de recrutement. Zeuthen (2015) renchérit à ce propos, en rappelant que les vulnérabilités d'un individu et les facteurs de motivation menant à un processus de radicalisation ne peuvent être compris qu'en relation aux politiques locales, régionales et mondiales. Ainsi, la recherche doit situer la radicalisation dans ce cadre, c'est-à-dire en prenant en considération que les schémas et processus de radicalisation sont sujets à changement, influencés par les aléas de la politique.

5.1.2 Des évaluations toujours difficiles

Il est difficile d'évaluer l'efficacité des programmes de prévention en matière de radicalisation. Comme le souligne Schmid (2013), comment est-il possible de déterminer si une attaque terroriste a été prévenue grâce à un programme de prévention de la radicalisation? Est-ce simplement parce qu'aucune attaque terroriste n'a été tentée? Ainsi, les deux défis qui se posent sont de déterminer *si*, de un, le programme a eu du succès en matière de prévention de la radicalisation (ou de réhabilitation d'individus radicalisés), et de deux, *pourquoi* (Horgan & Braddock, 2010).

El-Said (2015) note également la difficulté d'avoir accès aux données dans un domaine aussi sensible sur le plan politique et monopolisé par l'État que celui de la radicalisation ; les représentants de l'État ont, selon lui, tout intérêt à exagérer l'efficacité des politiques qu'ils mettent en place et minimiser leurs échecs.

Ainsi, l'absence d'évaluation des programmes de prévention de la radicalisation est flagrante. Christmann (2012), par exemple, a réalisé une revue systématique de la littérature sur les processus de radicalisation et les programmes de prévention de l'extrémisme dans le cadre d'une évaluation nationale du Conseil de la justice pour mineurs d'Angleterre et du pays de Galles. Cette révision a identifié seulement deux programmes de prévention au Royaume-Uni ciblant la radicalisation islamiste et ayant été évalués : le *Muslim Contact Unit* (MCU) et le *Street Project*, décrit plus tôt dans ce rapport.

La question de l'évaluation des programmes est d'autant plus pressante que les pays européens sont actuellement confrontés à une crise financière qui a mené à des compressions budgétaires importantes et le domaine de la contre-radicalisation n'a pas été épargné. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont d'ailleurs été particulièrement touchés (Lindekilde, 2012). Cette situation impose des pressions supplémentaires lorsque vient le temps d'élaborer des stratégies de contre-radicalisation, et la question de l'efficacité de ces politiques et leur « rapport qualité-prix » devient un enjeu important aux yeux de ceux qui les élaborent.

5.1.3 L'absence d'une perspective de genre.

La perspective de genre est associée au rôle que les femmes jouent en société et à la façon avec laquelle elles abordent la réalité sociale et matérielle. En conséquence, puisque les femmes ne sont guère impliquées dans les processus de radicalisation, une perspective de genre pourrait facilement être négligée. Cette vision est pourtant doublement trompeuse.

Tout d'abord, une perspective de genre ne se limite pas qu'à l'étude des femmes. Si, dans le cas du radicalisme, une grande majorité des individus radicalisés sont des hommes, il est possible de se questionner sur les motifs expliquant que les hommes s'engagent dans ce type de lutte et non pas les femmes. Quel rapport existe, par exemple, entre l'utilisation de la violence idéologique et la construction de la masculinité? Cette étude offre quelque piste à ce sujet, notamment dans la partie de facteurs explicatifs, au moment de discuter de la relation entre le radicalisme et la construction d'une identité traditionnelle du genre, autant dans le radicalisme islamiste que dans celui d'extrême droite. Les études avec une perspective de genre ont ainsi surtout été traitées au moment d'aborder d'autres types de violence et de criminalité.

De plus, les femmes ont commencé à jouer un rôle non négligeable dans le contexte de la radicalisation, tel que souligné par différents chercheurs et chercheuses (Blee, 2005; Knop, 2007; Ness, 2005). Ici, la question n'est pas seulement de savoir si les femmes s'engagent dans la lutte armée, mais aussi, quel rôle elles en y jouent et comment il est possible de comprendre la radicalisation depuis un angle de genre.

5.1.4 L'absence des facteurs de protection et une utilisation limitée de la prévention sociale à proprement parler.

La plupart de travaux se concentrent sur les facteurs de risque et non sur les facteurs de protection contre le processus de radicalisation menant à la violence. À la différence de ce type d'approche, ces facteurs permettent de rendre les communautés et les individus plus résilients, en renforçant les aspects positifs de leur vie. Le modèle de non-radicalisation de Cragin cité dans l'Encadré 13 a essayé, en effet, d'aborder cette dimension. Cependant, des études manquent encore pour confirmer ces idées. De plus, le modèle s'applique qu'une fois que les individus ont déjà été exposés à une situation de radicalisation (prévention secondaire). Au contraire, un travail basé sur les facteurs protecteurs, bien qu'il puisse s'adresser aux individus ou communautés déjà exposés à la radicalisation violente, s'adresse surtout aux individus et aux communautés bien avant que le phénomène arrive. Une perspective qui peut être considérée comme faisant partie de l'ensemble de mesures de prévention sociale et de prévention primaire. Une telle approche évite donc la stigmatisation des communautés, en mettant l'emphase sur les points forts qu'ils présentent plutôt qu'aux dimensions négatives et ainsi, se focalisent sur la promotion plutôt que le découragement d'un type de comportement. Pourtant, cette dimension peine à être considérée dans la littérature et dans les mesures répertoriées. En effet, que les mesures de coopération et de soutien à la communauté et la lutte contre les facteurs généraux propices à la radicalisation peuvent être considérées comme faisant partie d'un type de prévention sociale à proprement parler.

5.1.5 L'importance du travail avec la communauté et l'intégration sociale bidirectionnelle.

En lien avec le dernier constat et avec la marginalisation et stigmatisation des communautés musulmanes (voir ci-dessous), cette revue met à l'avant l'importance du travail avec les communautés, notamment les communautés culturelles, afin de contrer le discours et le recrutement des groupes radicaux. En effet, elle a souligné le risque des communautés isolées qui peuvent être des opportunités ou des vecteurs pour la radicalisation (voir page 46). Au contraire, le double sentiment d'appartenance - au pays de résidence et au groupe minoritaire - permet de conduire l'action politique d'un individu au sein du système politique formel, permettant aussi de réduire le risque de radicalisation violente (voir Encadré 11). Ainsi, une intervention clé est justement de briser les frontières et de faire le pont entre ces communautés et la société en général, plutôt que de laisser cours à un discours islamophobe, une responsabilité d'autant plus importante pour les politiciens et les médias.

En outre, tel que souligné dans notre 4^e rapport international sur le thème de la migration (CIPC, 2014), cette conclusion souligne que l'intégration sociale n'est pas un processus unidirectionnel de la part des immigrés ou des communautés culturelles, mais bien un effort d'intégration bidirectionnel entre la communauté et la société en général. Ainsi, afin de réussir à faire le pont, aussi bien la communauté que la société doivent s'adapter l'une à l'autre, un effort qui semble plus difficile en Europe qu'ailleurs (voir Encadré 11).

5.1.6 Des outils déjà connus.

Certes, certaines mesures de prévention de la radicalisation sont innovantes, cependant une grande majorité entre elles ont utilisées de formules déjà connus dans le domaine de la prévention au sens large du terme. Pensons notamment à la formation d'intervenants ou au travail en partenariat. La nouveauté vient donc de l'utilisation de mesures préventives dans un domaine entouré d'actions répressives. Ainsi, alors que la prévention de la radicalisation n'est encore qu'à ses débuts, on constate qu'il s'agit d'une stratégie viable pour contrer l'extrémisme violente. L'adaptation d'outils de prévention déjà existants dans d'autres domaines semble donc prometteuse. Par exemple, l'ensemble du travail d'intégration des immigrés est un format qui peut être utilisé pour travailler avec les communautés et non contre elles.

5.1.7 Marginalisation et stigmatisation des communautés musulmanes

Tel que nous l'avons vu dans le cas de la politique *Prevent* du Royaume-Uni, une des principales critiques adressées aux politiques de prévention de la radicalisation est que leur approche semble délibérément cibler des communautés spécifiques, notamment les communautés musulmanes, qui se voient souvent réduites à « la » communauté musulmane, dénuée de diversité (Liht & Savage, 2013). Lindekilde (2012) note en effet que :

« De nombreuses études ont démontré à quel point le discours officiel de contre-radicalisation en Europe du Nord-Ouest s'est centré sur les communautés musulmanes et le lien perçu entre l'islam et la radicalisation, considérant souvent comme des problèmes

des communautés entières au lieu des quelques cas exceptionnels qui flirtent avec l'extrémisme et la violence » (p. 339).

Ce discours de contre-radicalisation est incorporé dans le discours plus vaste de « nouveau terrorisme » utilisé par les experts dans le domaine de la sécurité pour parler du terrorisme « islamiste », un « danger global imprévisible et inégalé » (Spalek, 2010). Celui-ci a graduellement mené à une surveillance et un contrôle accrus des communautés musulmanes, construites par conséquent comme communautés « suspectes » (Spalek, 2010). Le cas de *Prevent* est assez flagrant : ce programme aurait attribué son financement proportionnellement au nombre de musulmans dans une communauté donnée (Kundnani, 2009).

Githens-Mazer et Lambert (2010) arguent que la radicalisation, en tant que concept et en tant qu'industrie, a contribué à la stigmatisation de certains groupes et individus musulmans et à leur exclusion des processus politiques du Royaume-Uni. Les discours sur la radicalisation ont encouragé les médias et gouvernements à s'engager dans un processus de différenciation entre les « bons » et les « mauvais » musulmans, les bons étant ceux qui soutiennent les projets politiques gouvernementaux au pays et à l'étranger, et les mauvais étant ceux qui s'opposent et critiquent ces politiques (Githens-Mazer & Lambert, 2010). Ragazzi (2014) renchérit à ce sujet, en donnant comme exemple le fait que des jeunes musulmans au Royaume-Uni ayant pris part à des manifestations pro-palestiniennes ont été référés au programme de mentorat *Channel*, décrit plus tôt dans ce rapport.

Ainsi, afin d'être considérée comme un partenaire légitime dans la lutte contre la radicalisation et le terrorisme, il est préférable qu'une communauté musulmane – ou du moins son représentant – ne soit pas critique de la « guerre contre le terrorisme » et se conforme aux politiques gouvernementales (Spalek & Lambert, 2008). Cette sélection au niveau des partenaires pose un problème en termes de représentants communautaires : les participants dans l'étude de Choudhury et Fenwick (2011) ont affirmé que des leaders communautaires qui n'avaient pas été officiellement élus en tant que représentants de la communauté recevaient tout de même du financement dans le cadre de *Prevent*, au Royaume-Uni, en raison de leurs points de vue non contestataires et conformes à ceux du gouvernement. Il est particulièrement problématique qu'un phénomène du genre se produise, si l'on considère que ces « représentants communautaires », dont la légitimité est contestée au sein même de la communauté, ont pour objectif de servir d'intermédiaires entre les autorités gouvernementales et la communauté.

Ainsi, Githens-Mazer et Lambert (2010) reprochent à ce qu'ils nomment « la pensée conventionnelle sur la radicalisation » - c'est-à-dire tout le discours médiatique et politique employé pour parler de la radicalisation – d'avoir dénué le terme de sa valeur scientifique. Il ne serait désormais plus qu'une étiquette politique, utilisé comme outil de pouvoir par l'État pour exercer un contrôle sur les communautés musulmanes. Cette critique a également été rapportée par d'autres auteurs (entre autres Baker-Beall, Heath-Kelly, & Jarvis, 2014; Kundnani, 2012; Ragazzi, 2014).

5.1.8 Respect des libertés individuelles

Censure des discours dans l'espace public

Assurer une surveillance des discours diffusés dans l'espace public peut s'avérer problématique, vu l'ambiguïté du terme « radicalisation » et de ce que constitue un discours radical à proprement parler. Par exemple, tel que souligné par le Groupe d'experts sur la radicalisation violente de la Commission européenne (ECEGVR, 2008), la relation entre le terme « radicalisation » et « radicalisme » peut porter à confusion. L'ECEGVR note en effet que le radicalisme, en tant qu'expression d'une pensée politique légitime, prône le changement et une restructuration des institutions sociales et politiques ; cependant, ce désir de changement social ou politique ne se traduit pas automatiquement par un recours à la violence. L'ECEGVR insiste en effet dans son rapport sur le fait que « le radicalisme conteste la légitimité des normes et politiques établies mais ne mène pas, en soi, à la violence » (2008, p. 5).

De plus, la surveillance et censure de certains discours considérés radicaux peuvent porter atteinte à la diversification des opinions et points de vue disponibles dans l'espace public. Par exemple, Ragazzi (2014) souligne le fait que la promotion d'un « islam modéré » peut contribuer à limiter la représentation politique de différents points de vue. Au Royaume-Uni comme aux Pays-Bas, les gouvernements collaborent avec des organisations considérées modérées d'un point de vue idéologique. Cette approche peut être potentiellement contre-productive à deux niveaux : elle peut décrédibiliser certaines organisations partenaires, qui ont ainsi l'air de ne servir qu'à diffuser un discours gouvernemental, et délégitimer des organisations non violentes en refusant de collaborer avec celles-ci, sous prétexte que leurs politiques ne cadrent pas avec celles du gouvernement (Ragazzi, 2014).

Surveillance des individus

Il est important que les enseignants et travailleurs auprès des jeunes ne se voient pas instrumentalisés par l'État comme outil de surveillance de contre-terrorisme (Kundnani, 2009). Kundnani rapporte que cet enjeu s'est manifesté dans le cas de la politique *Prevent* ; « transformer les services publics en instruments de surveillance sert uniquement à aliéner les jeunes des environnements institutionnels qui seraient autrement bien placés pour leur procurer un sens de confiance et d'appartenance » (2009, p. 7).

Lindekilde soutient que « l'efficacité des politiques de contre-radicalisation dans les démocraties libérales est étroitement liée à l'équilibre délicat entre assurer la sécurité tout en acceptant les différences ethnoculturelles et idéologiques » (2012, p. 336). L'important défi auquel font face les décideurs politiques est donc d'élaborer des stratégies qui permettent à la fois de prévenir l'extrémisme violent, tout en assurant le respect des libertés individuelles – notamment la liberté d'expression – de chacun.

5.2 Recommandations

Suite à notre révision de la littérature et des différentes mesures mises en place pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent, nous sommes en mesure de formuler des recommandations en ce qui a trait à la prévention de la radicalisation. Celles-ci vont être présentées selon le format préalablement employé tout au long de ce rapport, c'est-à-dire distinguées selon l'entité ciblée : l'individu, l'environnement relationnel, l'environnement communautaire ou l'environnement sociétal. Certaines recommandations allant au-delà de ce cadre, elles seront présentées tout au début dans une catégorie à part.

5.2.1 Recommandations générales

L'importance des opportunités pour la radicalisation.

Les opportunités pour la radicalisation peuvent devenir un outil analytique fondamental dans l'explication du processus de radicalisation, du passage à l'acte et des mesures de prévention (voir Encadré 5). Les opportunités sont des variables contextuelles ou situationnelles qui donnent l'occasion de se radicaliser ou de passer à l'acte. Les caractéristiques individuelles ne servent donc pas elles seules à expliquer l'engagement dans ce processus et dans les actes terroristes. Afin d'expliquer ce passage, il faut faire appel aux situations où ce type de caractéristique est mis à jour. Dans ce cas, il est souhaitable de considérer non seulement l'individu en tant que tel, mais aussi l'individu dans son contexte. Paradoxalement, les modèles basés sur l'individu négligent les choix que les individus font au cours du processus. Présenté ainsi, la radicalisation semble être un processus déclenché sous certaines conditions données, sans la prise en compte de la volonté des individus. En revanche, une approche situationnelle met plutôt l'accent sur les choix que les individus font à partir de ces mêmes conditions. Ainsi, la combinaison des certains individus et de certains environnements crée des situations spécifiques, qui donnent l'occasion de se radicaliser. La prévention se propose donc d'intervenir sur cette relation et ainsi inhiber les opportunités pour la radicalisation violente.

Renforcer les facteurs de protection et de non-radicalisation

Cette approche en est une de promotion plutôt que d'inhibition. Ainsi, il s'agit de promouvoir les facteurs qui renforcent les caractéristiques déjà présentes chez les individus ou les communautés et qui ont une certaine influence sur le processus de contre-radicalisation et de résilience sociale ou individuelle. C'est le cas du renforcement du jugement critique chez les jeunes envers Internet ou même le renforcement d'une connaissance élargie sur la religion. Dans le cas de la communauté, il s'agit, par exemple, de faciliter le sentiment de double appartenance et de fierté, autant envers la société de résidence qu'envers la communauté culturelle dont elle est issue.

Plateforme commune pour le partage de l'information

Zeiger et Aly (2015) notent qu'il serait judicieux de développer une plateforme afin de faciliter la coopération entre les personnes qui élaborent des politiques et stratégies de prévention de la radicalisation et celles qui font de la recherche à ce sujet. Par l'entremise de cette plateforme, des

données pertinentes, des bonnes pratiques, des méthodes de recherche et des leçons apprises pourraient être partagées entre les différents acteurs qui travaillent sur la question de la prévention de la radicalisation. Les auteures soulignent le fait que des efforts de collaboration entre gouvernements et chercheurs ont été entrepris et des réseaux développés, mais qu'une plateforme commune manque toujours à l'appel, ce qui rend difficile la concertation de l'information en un seul et même espace. Ramalingam (2014) renchérit à ce sujet, suggérant que la diffusion de l'information devrait se faire sur les plateformes existantes au lieu d'en mettre en place des nouvelles.

5.2.2 L'individu

Faire appel à des intervenants crédibles

Plusieurs mesures présentées dans ce rapport ont démontré l'importance de faire appel à des intervenants qui soient crédibles aux yeux des participants. C'est le cas notamment des intervenants du programme de la Fondation Solas : les deux principaux enseignants qui offrent des cours sur les fondements de l'islam et sa pertinence dans une société occidentale possèdent à la fois une formation théologique reconnue et une expérience de vie semblable à celle de leurs participants. Ils sont tous deux nés et ont grandi en Écosse en tant que musulmans, et ont donc vécu eux-mêmes la conciliation entre l'islam et la vie en Écosse.

Le projet *STREET*, à Londres, fait également appel à des intervenants qui ont à la fois une expérience de vie « dans la rue » et dans la communauté, ainsi que des connaissances approfondies sur l'islam. Ils ont donc une crédibilité accrue aux yeux des jeunes.

Les multiples programmes de désengagement de l'extrémisme de droite font également souvent appel à d'anciens néo-nazis ou membres de groupes extrémistes, qui sont ainsi plus à même de comprendre les difficultés rencontrées par des individus qui cherchent à quitter un groupe ou un mouvement extrémiste. C'est le cas notamment du réseau « Contre l'extrémisme violent », un regroupement d'anciens extrémistes de droite et membres de gangs, qui a participé au programme « Trusted Flaggers » de YouTube.

Adopter une approche individualisée

Tout individu qui se radicalise va entamer un processus qui lui sera unique, propre à sa personne (facteurs individuels) et à sa situation (facteurs d'opportunité).

Dounia Bouzar, une anthropologue française qui dirige le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, en France, a pu constater la singularité du processus de radicalisation que traverse chaque jeune. Elle a travaillé auprès de nombreux jeunes recrutés par des radicaux islamistes. Son expérience lui a permis de constater qu'une seule et même formule ne peut s'appliquer lorsqu'il est question de « déradicalisation » (ou même de prévention de la radicalisation plus généralement), étant donné que chaque individu va entamer un processus de radicalisation qui sera propre à sa situation et sa personne (Bouzar, 2015). Ainsi, tel qu'elle le soutient :

L'individualisation du motif de « djihadisation » implique une individualisation du procédé de sortie du « djihad » : le jeune qui s'engage en croyant sauver les Syriens de la dictature de Bachar al-Assad, et qui s'échappe parce qu'il se retrouve enrôlé dans les massacres de Daesh en Iraq, ne peut être appréhendé de la même façon que celui qui a adhéré à l'idéologie de Daesh et a fait l'apologie du terrorisme pendant des mois sur son compte Facebook (2015, p. 36).

D'autres auteurs (Bjørgero, 2013; Ramalingam, 2014) partagent l'idée de Bouzar et soutiennent qu'étant donné que le processus de radicalisation est individualisé, les approches de prévention et de réhabilitation doivent également l'être.

De plus, Ramalingam (2014) suggère que le meilleur moment pour travailler avec un individu est lorsque celui-ci est en train de considérer rejoindre, ou quitter, un mouvement extrémiste. Ainsi, pour désengager et/ou déradicaliser des extrémistes de droite, par exemple, l'auteure note qu'il peut être efficace d'intervenir à la suite d'un incident violent réalisé par un groupe d'extrême-droite. Pour ce qui est des interventions en prison, les individus qui seront libérés sous peu et qui, par conséquent, doivent réfléchir à leur avenir, sont également des candidats intéressants. D'ailleurs, il est généralement préférable de se concentrer sur l'avenir de l'individu, et non son passé ; cibler ses objectifs, ses ambitions, et l'aider à développer un plan pour les réaliser.

En somme, l'important est d'adopter une approche individualisée qui prenne en considération le cheminement et la situation particulière de l'individu.

Éviter le ré-endoctrinement

Cette recommandation a été formulée par Lankford et Gillespie (2011) à la suite de leur évaluation du programme de réhabilitation de terroristes de l'Arabie Saoudite. En effet, les auteurs soulignent que récompenser la conformité, tout comme le font les organisations terroristes, peut produire des changements à court-terme chez les participants, mais ultimement compromettre des transformations plus durables. Selon eux, les programmes devraient plutôt chercher à immuniser les participants contre tout type d'endoctrinement en développant leur capacité à réfléchir par eux-mêmes, à se méfier de la pensée de groupe et à remettre en question les suppositions collectives. Cette approche va de pair avec les recommandations faites en matière de réhabilitation de criminels, qui suggèrent que des programmes qui mettent l'accent sur l'auto-détermination, la liberté, l'autonomie et la croissance personnelle des participants auront des effets positifs beaucoup plus durables (Day & Ward, 2010). Dans un même ordre d'idées, Kundnani (2009) encourage les gouvernements à ne pas faire la promotion d'interprétations particulières de l'islam. Une intervention gouvernementale au niveau des croyances de communautés religieuses peut provoquer une forte résistance de leur part.

Ré-humaniser « l'ennemi »

Ré-humaniser ceux qui étaient, à la base, des ennemis aux yeux des anciens terroristes, par exemple les Américains et les Juifs, dans le cas de terroristes islamistes, est une seconde recommandation formulée par Lankford et Gillespie (2011). Elle se situe dans le cadre plus général de la *justice réparatrice*, une initiative de plus en plus pratiquée à travers le monde et qui semble contribuer à

la réduction du récidivisme (Ward & Langlands, 2009). Pour ce faire, il s'agit de mettre en contact les participants avec des individus considérés « ennemis » par leur ancien groupe extrémiste ou terroriste, afin de favoriser l'empathie et contrer les effets de la propagande déshumanisante des extrémistes (Lankford & Gillespie, 2011). La Fondation Artemisszio, en Hongrie, a développé des activités où des jeunes de diverses origines ethniques sont placés en équipe pour travailler de concert. L'objectif de ces activités est d'encourager la communication et l'interaction entre des jeunes de différentes classes sociales, économiques, et origines ethniques, afin de combattre les préjugés et la discrimination (Ramalingam, 2014).

Mettre en place des programmes globaux

Des programmes globaux qui s'attardent à différents aspects du processus de radicalisation se sont avérés plus efficaces (par exemple les programmes de réhabilitation de l'Arabie Saoudite et de Singapour). Rabasa et ses collègues (2010) ont identifié les facteurs nécessaires afin d'assurer l'efficacité de ces programmes : ils doivent être rigoureux, globaux, s'attarder aux **facteurs affectifs, idéologiques** et **pragmatiques** qui rattachent un radical à une organisation extrémiste, et continuer d'offrir du **soutien** aux extrémistes réhabilités une fois le programme complété.

- **Facteurs idéologiques.** De nombreux programmes de « déradicalisation » cherchent à discréditer l'idéologie extrémiste à l'aide de dialogues théologiques. Pour ce faire, ils doivent faire appel à un interlocuteur qui soit crédible et dont l'autorité soit respectée aux yeux des participants. Ce respect peut provenir du fait que l'interlocuteur ait reçu une formation théologique formelle, ait de l'expérience en tant que militant accompli, ou soit lui-même religieux. Ces dialogues ont pour but d'aider les participants à acquérir une compréhension plus approfondie et nuancée de la religion.
- **Facteurs affectifs.** Il est important pour un programme de ne pas seulement s'attaquer à l'idéologie radicale. En effet, un individu qui prend part à une organisation extrémiste va généralement développer des liens avec d'autres individus dans l'organisation. Si ces liens ne sont pas rompus, il est peu probable qu'un individu arrive à se dissocier de façon permanente de l'organisation et se construire une nouvelle vie. Il est donc primordial que le programme lui offre des moyens alternatifs de combler ses besoins psychologiques et matériels afin de ne plus dépendre des autres membres de l'organisation extrémiste. Pour ce faire, il faut s'assurer d'offrir au participant un soutien émotionnel et l'aider à localiser des pairs qui soient opposés au radicalisme.
- **Facteurs pragmatiques.** Plusieurs organisations radicales offrent des services afin de combler les besoins de base de leurs membres ainsi que de leur famille ; il est donc important de veiller à ce que les programmes de « déradicalisation » aident non seulement les participants, mais également leur famille à trouver des sources alternatives de revenu, de logement, d'éducation, etc.
- Finalement, les programmes doivent offrir des services de suivi rigoureux aux participants qui ont complété le programme et leur offrir un **soutien continu**. Ils pourront ainsi faciliter la réinsertion de ces individus en société et réduire les probabilités de récidivisme. Bref, tel que souligné par Rabasa et ses collègues, « contrer l'idéologie islamiste radicale est

nécessaire, mais n'est pas suffisant pour produire des ex-radicaux réhabilités de façon permanente. » (Rabasa et al., 2010, p. 43)

Recommandations générales au niveau des interventions individuelles

Utiliser un discours nuancé et non combatif. Comme le souligne Ramalingam (2014), il est important que l'approche utilisée au cours d'interventions soit sans jugement et que les étiquettes envers les individus (« extrémistes », « radicaux », etc.) ou leurs idées (« erronées », « fausses ») soient évitées.

La démystification est beaucoup plus efficace lorsqu'elle est réalisée par l'entremise d'un **apprentissage par l'expérience**. Les expériences et le développement de relations et d'amitiés au cours des interventions ont des effets beaucoup plus durables que la simple présentation de faits.

L'éducation par les pairs est également une approche à favoriser, celle-ci ayant d'importants effets sur le long terme.

5.2.3 L'environnement relationnel

Offrir du soutien aux intervenants

Il est fortement recommandé d'offrir du soutien aux intervenants qui luttent contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Être confronté à des situations difficiles au quotidien nécessite un soutien important et les intervenants doivent s'assurer que leur propre santé et bien-être ne se voient pas affectés négativement par leur travail. Au bureau du programme Aggredi en Finlande, par exemple, une pièce est réservée aux intervenants si ceux-ci ont besoin d'une pause ; leur travail consistant à dissuader des délinquants violents d'avoir de nouveau recours à la violence (Ramalingam, 2014).

5.2.4 L'environnement communautaire

Coordonner l'action au niveau local

Comme le souligne (Bjørge, 2002), des politiques et des mesures globales et coordonnées auront des plus hauts taux de succès que des approches isolées travaillant dans des directions opposées. Pour ce faire, il est primordial que des acteurs au niveau local, tels que la police, les services sociaux, les écoles, les travailleurs sociaux et les organisations non gouvernementales se mettent d'accord sur les objectifs à atteindre dans une perspective de lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent, et collaborent afin d'y parvenir. De plus, des approches globales sont plus efficaces pour lutter contre la radicalisation ou réhabiliter des individus radicalisés. Ainsi, une intervention qui s'effectue à plusieurs niveaux va nécessiter la mobilisation de différents acteurs et il faut assurer une coordination entre ceux-ci pour favoriser le succès de l'intervention.

Engager la communauté

Dans une optique similaire à celle de coordonner l'action au niveau local, il est important d'engager les différents acteurs de la communauté pour assurer l'efficacité d'une intervention.

Pour sa thèse doctorale, Southers (2013) s'est attaché au phénomène de l'extrémisme violent d'origine intérieure. À partir de ses recherches et constatations, il a développé un modèle d'intervention communautaire qu'il a nommé la *mosaïque de l'engagement*. Selon Southers, les familles et communautés dans lesquelles grandissent et vivent les extrémistes violents peuvent contribuer à la réduction du risque d'un éventuel acte terroriste. C'est pourquoi son modèle d'intervention implique tous les partenaires de la communauté et les situe sur un même pied d'égalité.

Les principaux objectifs de la mosaïque de l'engagement sont de défier et contenir la radicalisation et l'extrémisme violent, ainsi que de réduire les risques pouvant être portés à la sécurité locale et la sécurité nationale. Comme il le souligne « Les efforts pour réduire les risques d'extrémisme violent d'origine intérieure sont les plus efficaces lorsqu'ils sont incorporés dans le cadre de la sécurité publique, utilisant les programmes existants qui s'attachent à la criminalité et à la violence, tout en protégeant les enfants et l'ensemble de la communauté. » (Southers, 2013, p. 192).

Un engagement continu de la communauté dans un programme de prévention de la radicalisation offre deux avantages cruciaux : l'identification des enjeux auxquels le programme doit s'attarder, ainsi qu'une rétroaction continue qui permet d'apporter des améliorations à la stratégie au fur et à mesure que des problèmes ou des points faibles sont identifiés (Southers, 2013).

Le projet *STREET*, au Royaume-Uni, a démontré l'importance d'engager la communauté dans le processus de prévention de la radicalisation. Les intervenants étant issus de la communauté-même, ils étaient davantage en mesure de comprendre les besoins des jeunes qui s'y trouvent et pouvaient s'adapter à la réalité locale.

S'adapter à la réalité locale

Selon El-Said (2015), les programmes de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent doivent être adaptés à la réalité locale, c'est-à-dire à la tradition politique, légale, culturelle, historique et sociale de chaque pays. Il note par exemple que certains pays ont tenté de reproduire le modèle de l'Arabie Saoudite en matière de « déradicalisation », mais ont obtenu des résultats médiocres en raison du fait que ce modèle n'était pas adapté à leur réalité locale. En somme, il est contre-productif selon lui d'importer et mettre en place des programmes en provenance d'autres pays sans considérer le contexte national (El-Said, 2015).

5.2.5 L'environnement social

Il est également recommandé que les stratégies générales de lutte contre la radicalisation soient des plus holistiques. Pour Bjørgo (2002), par exemple, la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent nécessite une approche des plus globales, qui peut se rapporter à cinq mesures principales:

- Des **mesures répressives** : il peut s'agir d'améliorer les lois contre le racisme, contre les crimes haineux et assurer une exécution plus efficace de ces lois ;
- Du **soutien aux victimes** : il est important que les victimes d'actes violents, extrémistes ou terroristes reçoivent le soutien et les soins nécessaires. De plus, elles doivent également recevoir de l'assistance pour dénoncer en cas de besoin ;

- **Sensibiliser les gens à l'intolérance et à la violence raciste et xénophobe** : selon Bjørgero, il est important que l'information soit diffusée au moyen de campagnes, de manifestations, de déclarations et de démonstrations publiques ;
- **S'attaquer aux causes structurelles** de la radicalisation et de l'extrémisme : la marginalisation, la discrimination, le chômage, autant de facteurs pouvant susciter l'émergence de griefs politiques et sociaux ;
- **Réduire la taille et les activités des groupes racistes et extrémistes** : en d'autres termes, il s'agit de prévenir la radicalisation et favoriser la réhabilitation des individus radicaux et extrémistes. Ultimement, l'objectif est d'amoindrir le recrutement des groupes extrémistes, augmenter le désengagement de ces groupes et, éventuellement, faire en sorte qu'ils se dissocient et cessent leurs activités.

Considérer les effets des politiques étrangères

Tel que mentionné précédemment, la politique étrangère de nombreux pays occidentaux a été identifiée comme facteur de motivation important - si ce n'est un élément déclencheur, facilitant l'engagement dans un processus de radicalisation. Des exemples tels que l'invasion américaine de l'Iraq et de l'Afghanistan et le soutien envers Israël de la part de nombreux gouvernements occidentaux ont tôt fait de provoquer l'insatisfaction et l'indignation de plusieurs, ce qui favorise le ressentiment envers la société occidentale dans son ensemble (Precht, 2007).

Respecter et traiter de façon égalitaire les communautés musulmanes

Tel que mentionné dans la section dédiée aux enjeux des politiques de contre-radicalisation, l'un des aspects les plus problématiques qui s'est dégagé des mesures de contre-radicalisation au fil des années a été la création de communautés suspectes, plus particulièrement les communautés musulmanes. Celles-ci ont été l'objet d'une surveillance accrue et discriminatoire selon plusieurs (Awan, 2012; House of Commons UK, 2010; Kosseim, 2011; Kundnani, 2012; Ragazzi, 2014), notamment dans le cadre de la politique *Prevent* au Royaume-Uni.

Precht (2007) souligne l'importance pour les gouvernements de collaborer avec les communautés musulmanes, non pas en les distinguant selon leur identité religieuse ou en tant que groupe vulnérable, mais en les traitant en tant que citoyens égaux. Ce n'est qu'ainsi qu'un sentiment d'appartenance et de valeurs communes pourra être engendré.

Le cas de Singapour est un bon exemple à ce sujet. Dès la mise en place de ses programmes de « déradicalisation » et de lutte contre la radicalisation islamiste, le gouvernement singapourien a présenté l'extrémisme violent comme un problème national, et non comme une menace émanant d'une communauté spécifique. Le problème à éradiquer a été, dès le début, toute idéologie qui alimente l'intolérance et la violence, indépendamment d'une quelconque affiliation religieuse ou ethnique (El-Said, 2015). Ainsi, un lien de confiance s'est plus facilement tissé entre le gouvernement et la minorité musulmane du pays, qui s'est mobilisée au même titre que les autres communautés sans pour autant se sentir ciblée ou perçue comme étant la source de l'extrémisme islamiste (El-Said, 2015).

Precht (2007) rappelle également que « la » communauté musulmane, souvent présentée comme un ensemble monolithique, n'est que fiction ; il ne s'agit pas d'un groupe homogène qui se rallie derrière un seul représentant ou point de vue. Il faut prendre en considération la diversité au sein des communautés musulmanes et s'assurer de rejoindre les groupes qui y sont sous-représentés (comme ailleurs en société), par exemple les femmes et les jeunes.

Lutter contre la discrimination en favorisant la diversité

Une autre recommandation suggérée par Precht (2007) est d'augmenter la représentation de la diversité ethnique dans les sociétés occidentales. Il n'importe pas seulement, par exemple, d'identifier des modèles pour les jeunes qui fassent des interventions dans les écoles ; il faut également faire la promotion de modèles issus de la diversité culturelle et ethnique dans les différentes sphères de la société, afin de démontrer que la mobilité sociale et le succès ne sont pas des privilèges réservés qu'aux occidentaux blancs. Par exemple, une plus grande représentation de groupes ethniques variés dans les publicités et affiches publiques serait déjà un bon moyen de signaler que la diversité culturelle et ethnique fait partie intégrante de la société (Precht, 2007).

VII. BIBLIOGRAPHIE CITÉE DANS LE RAPPORT

- Abbas, T. (2012). The symbiotic relationship between Islamophobia and radicalisation. *Critical Studies on Terrorism*, 5(3), 345–358. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1282828675?accountid=28979>
- Abbas, T., & Siddique, A. (2012). Perceptions of the processes of radicalisation and de-radicalisation among British South Asian Muslims in a post-industrial city. *Social Identities*, 18(1), 119–134. <http://doi.org/10.1080/13504630.2011.629519>
- Abrahms, M. (2008). What Terrorists Really Want: Terrorist Motives and Counterterrorism Strategy. *International Security*, 32(4), 78–105. <http://doi.org/10.2307/30129792>
- Adamczyk, A., Gruenewald, J., Chermak, S. M., & Freilich, J. D. (2014). The Relationship Between Hate Groups and Far-Right Ideological Violence. *Journal of Contemporary Criminal Justice*, 30(3), 310–332. <http://doi.org/10.1177/1043986214536659>
- Alonso, R. (2012). The spread of radical Islam in Spain: challenges ahead. *Studies in Conflict and Terrorism*, 35(6), 471–491. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1240206318?accountid=28004>
- Altunbas, Y., & Thornton, J. (2011). Are homegrown Islamic terrorists different? Some UK evidence. *Southern Economic Journal*, 78(2), 262–272. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/910936876?accountid=28004>
- Amghar, S. (2006). Salafism in Europe: the polymorphic influence of radicalization. *Politique étrangère*, 1, 67–78. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/36777234?accountid=28979>
- Ansary, A. F. (2008). Combating Extremism: A Brief Overview of Saudi Arabia's Approach. *Middle East Policy*, 15(2), 111–142. <http://doi.org/10.1111/j.1475-4967.2008.00353.x>
- Art, D. (2013). Why 2013 is not 1933: the Radical Right in Europe. *Current History*, 112(752), 88–93. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1353281494?accountid=28979>
- Arzheimer, K., & Carter, E. (2006). Political opportunity structures and right-wing extremist party success. *European Journal of Political Research*, 45(3), 419–443. <http://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2006.00304.x>
- Ashour, O. (2007). Lions Tamed? An Inquiry into the Causes of De-Radicalization of Armed Islamist Movements: The Case of the Egyptian Islamic Group. *Middle East Journal*, 61(4), 596–625. <http://doi.org/10.2307/4330450>
- Ashour, O. (2008). *A World Without Jihad? The Causes of De-Radicalization of Armed Islamist Movements*. McGill University, Montreal. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/762774461?accountid=28004>
- Ashour, O. (2009). Ending Jihadism? The Transformation of Armed Islamist Movements. *Arab Reform Bulletin*. Retrieved from

<http://www.chsbs.cmich.edu/fattah/courses/islampolitics/presentations/AshourDeradicalization.pdf>

- Ashour, O., & Azzam, M. (2009). *The de-radicalisation of Jihadists*. London, Routledge. Retrieved from <http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/public/Research/MiddleEast/101209summary.pdf>
- Awan, I. (2012). "I am a Muslim not an extremist": how the prevent strategy has constructed a "suspect" community. *Politics and Policy*, 40(6), 1158–1185. <http://doi.org/10.1111/j.1747-1346.2012.00397.x>
- Baker-Beall, C., Heath-Kelly, C., & Jarvis, L. (2014). *Counter-Radicalisation: Critical Perspectives*. London: Routledge.
- Bakker, E. (2006). *Jihadi Terrorists in Europe: Their Characteristics and the Circumstances in Which They Joined the Jihad: An Exploratory Study*. The Hague: Clingendael Institute.
- Bakker, E. (2015). EU counter-radicalization policies: a comprehensive and consistent approach? *Intelligence and National Security*, 30(2-3), 281–305. <http://doi.org/10.1080/02684527.2014.988442>
- Bakker, E., & de Leede, S. (2015). *European female jihadists in Syria: exploring an under-researched topic*. La Hague: International Centre for Counter-terrorism.
- Bakowski, P., & Puccio, L. (2015). *Foreign fighters: Member States responses and EU actions in an international context*. European Parliamentary Research service.
- Balayan, A. (2012). Peculiarities of Formation of Youth Extremism in Post-Soviet Russia. *International Journal of Business*, 3(20), 53–56. Retrieved from http://www.ijbssnet.com/journals/Vol_3_No_20_Special_Issue_October_2012/7.pdf
- Barclay, J. (2011). *Strategy to Reach, Empower, and Educate Teenagers (STREET): A Case Study in Government-Community Partnership and Direct Intervention to Counter Violent Extremism*. Washington, D.C.: Center of Global Counterterrorism Cooperation.
- Bartlett, A. (2011). Preventing Violent Extremism and "Not in My Name": Theatrical Representation, Artistic Responsibility and Shared Vulnerability. *Research in Drama Education*, 16(2), 173–195. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/889927341?accountid=28004>
- Bartlett, J., Birdwell, J., & King, M. (2010). *The edge of violence: a radical approach to extremism*. London. Retrieved from <http://www.publicsafety.gc.ca/lbrr/archives/cn79051148-eng.pdf>
- Bartlett, J., & Miller, C. (2010). *The power of unreason: conspiracy theories, extremism and counter-terrorism*. London. Retrieved from <http://westernvoice.net/Power of Unreason.pdf>
- Bates, R. (2012). Dancing with wolves: Today's lone wolf terrorists. *The Journal of Public and Professional Sociology*, 4(1). Retrieved from http://digitalcommons.kennesaw.edu/jpps/vol4/iss1/1/?utm_source=digitalcommons.kennesaw.edu%2Fjpps%2Fvol4%2Fiss1%2F1&utm_medium=PDF&utm_campaign=PDFCoverPages
- Belkin, P., Blanchard, C. M., Ek, C., & Mix, D. E. (2011). *Muslims in Europe: Promoting Integration and Countering Extremism*. Washington, DC: Congressional Research Service. Retrieved from http://isndemo.atlasproject.eu/asset_demo/file/caae776c-d6c4-478d-8a28-043fe2222ea5/d3b1d8a9-ecb6-4063-8b13-c4177bf822c0/174193.pdf

- Berlet, C., & Vysotsky, S. (2006). Overview of U.S. white supremacist groups. *Journal of Political and Military Sociology*, 34(1), 11–48. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/206662818?accountid=28979>
- Beski-Chafiq, C., Birmant, J., Benmerzoug, H., Taibi, A., & Goignard, A. (2010). *Jeunes et radicalisation islamiste Lille, France*. Aarhus. Retrieved from http://ps.au.dk/fileadmin/site_files/filer_statskundskab/Dokumenter/Forskning/Publikationer/NyeBoeger/CIR_Rapport5_Frankrig.pdf
- Bhui, K., Warfa, N., & Jones, E. (2014). Is violent radicalisation associated with poverty, migration, poor self-reported health and common mental disorders? *PloS One*, 9(3). <http://doi.org/10.1371/journal.pone.0090718>
- Bigo, D., Bonelli, L., Guittet, E.-P., & Ragazzi, F. (2014). *Preventing and countering youth radicalisation in the EU*. Brussels: Policy Departments.
- Bjørgero, T. (2002). *Exit Neo-Nazism: Reducing Recruitment and Promoting Disengagement from Racist Groups* (No. 627). Oslo: Norwegian Institute of International Affairs.
- Bjørgero, T. (2005). *Root Causes of Terrorism: Myths, reality and ways forward*. New York: Routledge. Retrieved from https://books.google.es/books?hl=es&lr=&id=fsN_AgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP1&dq=root+causes+of+terrorism+myths+reality+and+ways+forward&ots=UJLlW_Ag&sig=Oms1ryfS3jt13poZ-04a68SgV3A
- Bjørgero, T. (2013). *Strategies for Preventing Terrorism*. New York: Palgrave Macmillan.
- Blee, K. M. (2005). Women and Organized Racial Terrorism in the United States. *Studies in Conflict & Terrorism*, 28(5), 421–433. <http://doi.org/10.1080/10576100500180303>
- Blee, K. M., & Creasap, K. A. (2010). Conservative and right-wing movements. *Annual Review of Sociology*, 36, 269–286. <http://doi.org/10.1146/annurev.soc.012809.102602>
- Boal, A. (1997, November). The theatre of the oppressed. *The Unesco Courier*, 50(11), 32–36.
- Bokhari, L., Hegghammer, T., Lia, B., Nesser, P., & Tonnessen, T. (2006). Paths to global jihad: radicalisation and recruitment to terror networks. In *Proceedings from a FFI Seminar, Oslo, 15 March 2006*. Oslo. Retrieved from <http://www.ffi.no/no/rapporter/06-00935.pdf>
- Borum, R. (2011a). Radicalization into violent extremism I: a review of social science theories. *Journal of Strategic Security*, 4(4), 7–36. <http://doi.org/10.5038/1944-0472.4.4.1>
- Borum, R. (2011b). Radicalization into violent extremism II: a review of conceptual models and empirical research. *Journal of Strategic Security*, 4(4), 37–62. <http://doi.org/10.5038/1944-0472.4.4.2>
- Borum, R. (2014). Psychological vulnerabilities and propensities for involvement in violent extremism. *Behavioral Sciences & the Law*, 32(3), 286–305. Retrieved from <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/bsl.2110/full>
- Bötticher, A. (2013). *The Combat against Extremism in the German Army*. Bratislava. Retrieved from http://cenaa.org/wp-content/uploads/2013/09/Extremism_and_Army_FINAL.pdf
- Boucek, C. (2008). *Saudi Arabia's "Soft" Counterterrorism Strategy: Prevention, Rehabilitation, and Aftercare* (No. 97). Carnegie Endowment for International Peace.

- Bouhana, N., & Wikstrom, P.-O. (2011). *Al Qai'da-Influenced Radicalisation: A Rapid Evidence Assessment Guided by Situational Action Theory*. London. Retrieved from https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/116724/occ_97.pdf
- Bouzar, D. (2015). *Comment sortir de l'emprise "djidhadiste"?* Les Éditions de l'Atelier: Ivry-sur-Seine.
- Briggs Obe, R., & Silverman, T. (2014). *Western Foreign Fighters: Innovations in responding to the threat*. Institute for Strategic Dialogue. London. Retrieved from http://www.strategicdialogue.org/ISDJ2784_Western_foreign_fighters_V7_WEB.pdf
- Briggs, R. (2014). *Policy Briefing: De-radicalisation and Disengagement*. London: Institute for Strategic Dialogue.
- Bronfenbrenner, U. (2009). *The ecology of human development: Experiments by nature and design*. Cambridge: Harvard university press. Retrieved from <https://books.google.es/books?hl=es&lr=&id=8cf0FYm0jW0C&oi=fnd&pg=PR17&dq=ecology+bronfenbrenner&ots=1NLR2AsthJ&sig=5GQ7VMV9tERJ5VP-j6iSBDINTL4>
- Butt, R., & Tuck, H. (2014). *European Counter-Radicalisation and De-radicalisation: A Comparative Evaluation of Approaches in the Netherlands, Sweden, Denmark and Germany*. London: Institute for Strategic Dialogue.
- Campana, A., & Tanner, S. (2014). *The Process of Radicalization: Right-Wing Skinheads in Quebec Samuel Tanner and Aurélie Campana*. Montreal. Retrieved from http://library.tsas-fr.ca/media/TSASWP14-07_Tanner-Campana.pdf
- Carlsson, Y. (2006). Violent Right-Wing Extremism in Norway: Community Based Pre-vention and Intervention. In P. Rieker, S. Schuster, & M. Glaser (Eds.), *Prevention of Right-Wing Extremism, Xenophobia and Racism in European Perspective*. Deutsches Jugendinstitut (pp. 12–29). Halle: Center for the Prevention of Right-Wing Extremism and Xenophobia. Retrieved from http://www.www.migration-online.de/data/prevention_of_right_wing_extremism.pdf#page=12
- Carter, J., Maher, S., & Neumann, P. (2014). *#Greenbirds: Measuring Importance and influence in Syrian foreign fighter networks*. London: ICSR. Retrieved from <http://icsr.info/wp-content/uploads/2014/04/ICSR-Report-Greenbirds-Measuring-Importance-and-Influence-in-Syrian-Foreign-Fighter-Networks.pdf>
- Caspi, D. J. (2010). *Extremist networks and lethality: A mapping of violent white supremacist group networks and an investigation of the relationship between network location and ideologically motivated murder*. The City University of New York. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/856406181?accountid=28979>
- Cesari, J. (2008). Muslims in Europe and the risk of radicalism. In R. Coolsaet (Ed.), *Jihadi terrorism and the radicalisation challenge in Europe* (pp. 97–107). Farnham: Ashgate. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/36915787?accountid=28004>
- Chermak, S., Freilich, J., & Simone, J. (2010). Surveying American state police agencies about lone wolves, far-Right criminality, and far-Right and Islamic jihadist criminal collaboration. *Studies in Conflict and Terrorism*, 33(11), 1019–1041. <http://doi.org/10.1080/1057610X.2010.514698>
- Chicago Project on Security and Terrorism. (2015). Suicide Attack Database.

- Choudhury, T., & Fenwick, H. (2011). *The impact of counter-terrorism measures on Muslim communities* (No. 72). Equality and Human Rights Commission.
- Christmann, K. (2012). *Preventing Religious Radicalisation and Violent Extremism*. London.
- CIPC. (2010). *Rapport international 2010 sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne: tendances et perspective en 2010*. Montréal.
- CIPC. (2014). *4e Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne*. Montreal. Retrieved from <http://www.crime-prevention-intl.org/fr/publications/report/report/article/4e-rapport-international-sur-la-prevention-de-la-criminalite-et-la-securite-quotidienne.html>
- Clarke, R. V., & Newman, G. R. (2007). Situational Crime Prevention and the Control of Terrorism. In O. Nikbay & S. Hancerli (Eds.), *Understanding and responding to the terrorism phenomenon: A Multi-Dimensional Perspective* (Vol. 21, p. 285). IOS Press. Retrieved from <https://books.google.com/books?hl=en&lr=&id=9dXvAgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA285&dq=Situational+Crime+Prevention+and+the+Control+of+Terrorism&ots=zujnxZClxP&sig=5R6Pq3wEANVOABkrKk5robsAL-k>
- Cole, J., Alison, E., Cole, B., & Alison, L. (2010). Guidance for Identifying People Vulnerable to Recruitment into Violent Extremism. *Liverpool, UK: University of Liverpool, School of Psychology*. Retrieved from http://safecampuscommunities.ac.uk/uploads/files/2013/05/ivp_guidance_draft_v0.3_web_version.pdf
- Colombié, A. (2015). *Dispositif français de prévention de la radicalisation*. Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance.
- Contamin, J.-G. (2010). Cadrages et luttes de sens. In O. Fillieule, E. Agrikoliansky, & I. Sommier (Eds.), *Penser les mouvements sociaux Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines* (pp. 55–75). Paris: La Découverte. Retrieved from http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=DEC_FILLI_2010_01_0055
- Costanza, W. (2012). *An interdisciplinary framework to assess the radicalization of youth towards violent extremism across cultures*. Georgetown University. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1520334378?accountid=28979>
- Counter--Terrorism Implementation Task Force. (2006). *First Report of the Working Group on Radicalisation and Extremism that Lead to Terrorism: Inventory of State Programmes*. Retrieved from <http://www.un.org/en/terrorism/pdfs/radicalization.pdf>
- Cragin, R. K. (2014). Resisting Violent Extremism: A Conceptual Model for Non-Radicalization. *Terrorism and Political Violence*, 26(2), 337–353. <http://doi.org/10.1080/09546553.2012.714820>
- Crone, M., & Harrow, M. (2011). Homegrown terrorism in the West. *Terrorism and Political Violence*, 23(4), 521–536. <http://doi.org/10.1080/09546553.2011.571556>
- Dalgaard-Nielsen, A. (2010). Violent radicalization in Europe: what we know and what we do not know. *Studies in Conflict and Terrorism*, 33(9), 797–814. <http://doi.org/10.1080/1057610X.2010.501423>
- Dannreuther, R. (2010). Islamic radicalization in Russia: an assessment. *International Affairs [London]*,

86(1), 109–126. Retrieved from
<http://search.proquest.com/docview/743801140?accountid=28979>

- Dawson, L. (2010). The study of new religious movements and the radicalization of home-grown terrorists: opening a dialogue. *Terrorism and Political Violence*, 22(1), 1–21. <http://doi.org/10.1080/09546550903409163>
- Day, A., & Ward, T. (2010). Offender Rehabilitation as a Value-Laden Process. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 54(3), 289–306. <http://doi.org/10.1177/0306624X09338284>
- de Graaff, B. (2010). History of fanaticism: from enlightenment to jihad. In *Lecture at Centre for Studies in Islamism and Radicalisation*. Aarhus: Centre for Studies in Islamism and Radicalisation. Retrieved from http://www.ps.au.dk/fileadmin/site_files/filer_statskundskab/subsites/cir/Paper_de_Graaff.pdf
- de Mesquita, E. B. (2005). Conciliation, Counterterrorism, and Patterns of Terrorist Violence. *International Organization*, 59(1), 145–176. <http://doi.org/10.1017/S0020818305050022>
- Della Porta, D. (1995). *Social movements, political violence, and the state: A comparative analysis of Italy and Germany*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Della Porta, D. (2013). *Clandestine political violence*. Cambridge: Cambridge University Press. Retrieved from <http://dx.doi.org/10.1017/CBO9781139043144>
- Digital Disruption. (n.d.). Truth Lies and the Internet. Retrieved September 9, 2015, from <http://www.digitaldisruption.co.uk/>
- Disruption, D. (n.d.-a). Conscious Creators. Retrieved September 9, 2015, from <http://www.digitaldisruption.co.uk/>
- Disruption, D. (n.d.-b). Knowledge is Power. Retrieved September 9, 2015, from <http://www.digitaldisruption.co.uk/>
- Ducol, B. (2015). *Devenir jihadiste à l'ère numérique. Une approche processuelle et situationnelle de l'engagement jihadiste au regard du Web*. Université de Laval. Retrieved from <http://theses.ulaval.ca/archimede/fichiers/31398/31398.pdf>
- El-Said, H. (2015). *New Approaches to Countering Terrorism: Designing and Evaluating Counter Radicalization and De-Radicalization Programs*. London: Palgrave Macmillan.
- Elworthy, S., & Rifkind, G. (2006). *Making terrorism history*. London: Rider.
- Erez, E., Weimann, G., & Weisburd, A. (2011). Jihad, Crime and the Internet: Content Analysis of Jihadist Forum Discussions. *Final Report Submitted to the National Institute of Justice in Fulfillment of Requirements for Award*, (2006-IJ).
- Ertel, M., & Hoppe, R. (2015, February). Community Response: A Danish Answer to Radical Jihad. *Spiegel Online*. Retrieved from <http://www.spiegel.de/international/europe/aarhus-program-for-returning-jihadists-from-syria-a-success-story-a-1019633.html>
- European Commission. (2014). *Strengthening the EU's response to radicalisation and violent extremism*. Brussels. Retrieved from http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-18_en.htm
- European Commission's Expert Group on Violent Radicalisation. (2008). *Radicalisation processes leading to acts of terrorism*. Retrieved from

http://www.clingendael.nl/sites/default/files/20080500_cscp_report_vries.pdf

European Monitoring Centre on Racism & Xenophobia. (2005). *Impact of 7 July 2005 London Bomb Attacks on Muslim Communities in the EU*. Vienne. Retrieved from <https://www.ncjrs.gov/app/abstractdb/AbstractDBDetails.aspx?id=237249>

European Police Office. (2014). *European union terrorism situation and trend report 2014*. Retrieved from <https://www.europol.europa.eu/content/te-sat-2014-european-union-terrorism-situation-and-trend-report-2014>

European Police Office. (2015). *European union terrorism situation and trend report 2015*. Retrieved from <https://www.europol.europa.eu/content/european-union-terrorism-situation-and-trend-report-2015>

Feddes, A. R., Mann, L., & Doosje, B. (2013). *Does It Work? How to Evaluate Effectiveness of a Programme Preventing Radicalisation*. Amsterdam: SAFIRE. Retrieved from <http://www.safire-project-results.eu/documents/focus/18.pdf>

Fédération Wallonie-Bruxelles. (2015). *Un Plan de prévention contre le radicalisme à l'école*.

Fekete, L. (2014). *Exit from White Supremacism: the accountability gap within Europe's de-radicalisation programmes*. European Research Programme - Institute of Race Relations. London. Retrieved from <http://www.irr.org.uk/wp-content/uploads/2014/09/ERP-Briefing-No-8-Exit.pdf>

Felson, M., & Clarke, R. V. G. (1998). *Opportunity makes the thief: Practical theory for crime prevention* (Vol. 98). London: Home Office, Policing and Reducing Crime Unit, Research, Development and Statistics Directorate London. Retrieved from <http://www.opengrey.eu/item/display/10068/385526>

Fitzgerald, S. (2011). *The impact of religion on domestic right wing extremist groups and organizational violence*. Michigan State University. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1018353433?accountid=28979>

Flannery, F. L. (2015). *Understanding Apocalyptic Terrorism: Countering the Radical Mindset*. New York: Routledge. Retrieved from <https://books.google.com/books?id=HslmCgAAQBAJ&pgis=1>

Frank, G. (2007). Discophobia: Antigay Prejudice and the 1979 Backlash against Disco. *Journal of the History of Sexuality*, 16(2), 276–306. <http://doi.org/10.1353/sex.2007.0050>

Freilich, J. D., Chermak, S. M., & Caspi, D. (2009). Critical events in the life trajectories of domestic extremist white supremacist groups: A Case Study Analysis of Four Violent Organizations. *Criminology & Public Policy*, 8(3), 497–530. <http://doi.org/10.1111/j.1745-9133.2009.00572.x>

Freilich, J. D., Chermak, S. M., Gruenewald, J., & Parkin, W. S. (2014). *Far-Right Homicide in the U.S. Fact Sheet*. Retrieved from http://www.start.umd.edu/pubs/START_ECDB_FarRightViolence_FactSheet_June2014.pdf

Gartenstein-Ross, D. (2014). Lone wolf Islamic terrorism: Abdulhakim Mujahid Muhammad (Carlos Bledsoe) case study. *Terrorism and Political Violence*, 26(1), 110–128. <http://doi.org/10.1080/09546553.2014.849921>

Gartenstein-Ross, D., & Grossman, L. (2009). *Homegrown terrorists in the US and UK: An empirical examination of the radicalization process*.

- Gelfand, M. J., LaFree, G., Fahey, S., & Feinberg, E. (2013). Culture and extremism. *Journal of Social Issues*, 69(3), 495–517. Retrieved from <http://ovidsp.ovid.com/ovidweb.cgi?T=JS&PAGE=reference&D=psyc10&NEWS=N&AN=2013-32549-006>
- Gill, P. (2007). A Multi-Dimensional Approach to Suicide Bombing. *International Journal of Conflict and Violence*, 1(2), 142–159. Retrieved from <http://ijcv.uni-bielefeld.de/index.php/ijcv/article/view/12>
- Gill, P., Horgan, J., & Deckert, P. (2014). Bombing Alone: Tracing the Motivations and Antecedent Behaviors of Lone-Actor Terrorists. *Journal of Forensic Sciences*, 59(2), 425–435. Retrieved from <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1556-4029.12312/full>
- Githens-Mazer, J., & Lambert, R. (2010). Why conventional wisdom on radicalization fails: the persistence of a failed discourse. *International Affairs [London]*, 86(4), 889–901. <http://doi.org/10.1111/j.1468-2346.2010.00918.x>
- Glaser, M. (2006). Introduction: Right-Wing Extremism, Xenophobia and Social Counter-Strategies in Present-Day Europe. In P. Rieker, S. Schuster, & M. Glaser (Eds.), *Prevention of Right-Wing Extremism, Xenophobia and Racism in European Perspective*. La Hague: Center for the Prevention of Right-Wing Extremism and Xenophobia. Retrieved from http://www.dji.de/fileadmin/user_upload/bibs/96_6736_Prevention_of_Right_Wing_Extremism.pdf
- Goldman, B. (2010). *Radicalization in American Prisons. Publications in Contemporary Affairs*. Retrieved from <http://www.thepicapproject.org/wp-content/uploads/2010/02/Radicalization-in-American-Prisons.pdf>
- Gouvernement de la France. (2014a). Interdiction de sortie ou d'entrée sur le territoire : des moyens renforcés contre le terrorisme. Retrieved from <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/003402>
- Gouvernement de la France. Loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (2014). Retrieved from <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029754374&categorieLien=id>
- Gouvernement de la France. (2015). La lutte contre le terrorisme.
- Gouvernement du Canada. (2015). Le gouvernement Harper souligne que la Loi antiterroriste de 2015 a reçu la sanction royale. Retrieved from <http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=988629>
- Gouvernement du Québec. (2015). *Plan d'action gouvernemental 2015-2018 "La radicalisation au Québec: agir, prévenir, détecter et vivre ensemble."* Retrieved from http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/PLN_Radicalisation.pdf
- Government of UK. (2015). Counter-Terrorism and security Act 2015. Retrieved from <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2015/6/contents/enacted>
- Gregg, H. S. (2010). Fighting the Jihad of the Pen: Countering Revolutionary Islam's Ideology. *Terrorism and Political Violence*, 22(2), 292–314. <http://doi.org/10.1080/09546551003597584>
- Grubben, G. (2006). Right-Extremist Sympathies among Adolescents in the Netherlands. In P. Rieker,

- S. Schuster, & M. Glaser (Eds.), *Prevention of Right-Wing Extremism, Xenophobia and Racism in European Perspective* (pp. 48 – 66). La Hague: Center for the Prevention of Right-Wing Extremism and Xenophobia. Retrieved from http://www.dji.de/fileadmin/user_upload/bibs/96_6736_Prevention_of_Right_Wing_Extremism.pdf
- Gruenewald, J. (2011). A comparative examination of homicides perpetrated by far-right extremists. *Homicide Studies*, 15(2), 177–203. Retrieved from <http://hsx.sagepub.com/content/15/2/177.short>
- Gruenewald, J., Chermak, S., & Freilich, J. D. (2013a). Far-Right Lone Wolf Homicides in the United States. *Studies in Conflict & Terrorism*, 36(12), 1005–1024. <http://doi.org/10.1080/1057610X.2013.842123>
- Gruenewald, J., Chermak, S., & Freilich, J. D. (2013b). Overview of: "Distinguishing 'Loner' Attacks from Other Domestic Extremist Violence: A Comparison of Far-Right Homicide Incident and Offender Characteristics." *Criminology & Public Policy*, 12(1), 63–64. <http://doi.org/10.1111/1745-9133.12009>
- Gurr, T. R. (1970). *Why Men Rebel*. New York: Princeton University Press. Retrieved from <http://www.amazon.com/dp/0691021678>
- Gutiérrez, J. A., Jordan, J., & Trujillo, H. (2008). Prevention of Jihadist Radicalization in Spanish Prisons. Current Situation, Challenges and Dysfunctions of the Penitentiary System. *Athena Intelligence Journal*, 3(1). Retrieved from http://kms1.isn.ethz.ch/serviceengine/Files/ISN/47076/ipublicationdocument_singledocument/E3314CA9-3382-422E-A41A-EA25870692C4/en/Vol+3+-+No+1-+Art+1.pdf
- Haider, H. (2015). *Radicalisation of diaspora communities*. Birmingham. Retrieved from <http://www.gsdr.org/docs/open/HDQ1187.pdf>
- Halikiopoulou, D., & Vasilopoulou, S. (2015). Does crisis produce right-wing extremism? Nationalism, Cultural Opportunities and Varieties of support. Retrieved from <http://ecpr.eu/Filestore/PaperProposal/64abbee0-7bd0-4eee-b50d-539b8e017b2e.pdf>
- Hegghammer, T. (2006). Saudi fighters in Iraq: patterns of radicalization and recruitment. *Cultures et Conflits*, (64). Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/61744649?accountid=28979>
- Hegghammer, T. (2010). Jihad in Saudi Arabia. *Violence and Pan-Islamism since 1979*, 3. Retrieved from <http://www.thedivineconspiracy.org/Z5286F.pdf>
- Heinkel, W., & Mace, A. (2011). Homegrown Islamist terrorism: Assessing the threat. *Journal of Public and International Affairs*, 22, 109–136. Retrieved from <https://www.princeton.edu/jpia/past-issues-1/2011-1/JPIA2011-2.pdf#page=109>
- Hofmann, D. C., & Dawson, L. L. (2014). The neglected role of charismatic authority in the study of terrorist groups and radicalization. *Studies in Conflict and Terrorism*, 37(4), 348–368. <http://doi.org/10.1080/1057610X.2014.879436>
- Hogg, M. A., Kruglanski, A., & Bos, K. Van den. (2013). Uncertainty and the roots of extremism. *Journal of Social Issues*, 69(3), 407–418. <http://doi.org/10.1111/josi.12021>
- Hogg, M. A., Meehan, C., & Farquharson, J. (2010). The solace of radicalism: self-uncertainty and

- group identification in the face of threat. *Journal of Experimental Social Psychology*, 46(6), 1061–1066. <http://doi.org/10.1016/j.jesp.2010.05.005>
- Horgan, J. (2008). From Profiles to Pathways and Roots to Routes: Perspectives from Psychology on Radicalization into Terrorism. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 618(ArticleType: research-article / Issue Title: Terrorism: What the Next President Will Face / Full publication date: Jul., 2008 / Copyright © 2008 American Academy of Political and Social Science), 80–94. <http://doi.org/10.2307/40375777>
- Horgan, J. (2015). De-radicalization programs offer hope in countering terrorism. *Los Angeles Times*. Los Angeles. Retrieved from <http://www.latimes.com/opinion/op-ed/la-oe-0215-horgan-terrorist-deradicalization-20150215-story.html>
- Horgan, J., & Braddock, K. (2010). Rehabilitating the Terrorists?: Challenges in Assessing the Effectiveness of De-radicalization Programs. *Terrorism and Political Violence*, 22(2), 267–291. <http://doi.org/10.1080/09546551003594748>
- House of Commons UK. (2010). *Preventing Violent Extremism. Communities and Local Government Committee Publications - Sixth Report*. London. Retrieved from <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200910/cmselect/cmcomloc/65/6502.htm>
- Ibrahim, A. (2010). *Tackling Muslim Radicalization: Lessons from Scotland*. Edinburgh: Institute for Social Policy and Understanding. Retrieved from <http://www.ispu.org/pdfs/ispu-radicalization-report.pdf>
- Inglehart, R., & Welzel, C. (2005). *Modernization, Cultural Change, and Democracy: The Human Development Sequence*. New York: Cambridge University Press.
- INHESJ. (2015). *Radicalisation islamiste et filières djihadistes: Prévenir, détecter et traiter*.
- Institute for economics and peace. (2014). *Global terrorism index 2014: Measuring and understanding the impact of terrorism*. Sidney. Retrieved from http://www.visionofhumanity.org/sites/default/files/Global_Terrorism_Index_Report_2014_0.pdf
- Institute for Strategic Dialogue. (1995). *Case Study Report: Tolerance Project, Sweden*.
- Institute for Strategic Dialogue. (1998). *Case Study Report: The Empowerment Conversation, Norway*.
- Institute for Strategic Dialogue. (2014a). *Case Study Report: Nuansa, The Netherlands*.
- Institute for Strategic Dialogue. (2014b). *Case Study Report: Project Exit – Leaving Violent Groups, Norway*.
- Institute for Strategic Dialogue. (2014c). *Case Study Report: Slotervaart Action Plan to Prevent Radicalisation, The Netherlands*.
- Institute for Strategic Dialogue. (2014d). *Case Study Report: The Toolbox of Radicalisation and De-radicalisation and Wiki-Prevent, Norway*.
- International Security. (2015). Homegrown Extremism 2001-2015. Retrieved December 2, 2015, from <http://securitydata.newamerica.net/about.html>
- Jordan, J., & Horsburgh, N. (2005). Mapping Jihadist terrorism in Spain. *Studies in Conflict and Terrorism*, 28(3), 169–191. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/38147321?accountid=28979>

- Jordán, J., & Horsburgh, N. (2006). Spain and Islamist terrorism: analysis of the threat and response 1995–2005. *Mediterranean Politics*, 11(2), 209–229. <http://doi.org/10.1080/13629390600682933>
- Khosrokhavar, F. (2013). Radicalization in Prison: The French Case. *Politics, Religion, & Ideology*, 14(2), 284–306. <http://doi.org/10.1080/21567689.2013.792654>
- Khosrokhavar, F. (2014). *Radicalisation*. Éd. de la Maison des sciences de l'homme.
- King, M., & Taylor, D. M. (2011). The Radicalization of Homegrown Jihadists: A Review of Theoretical Models and Social Psychological Evidence. *Terrorism and Political Violence*, 23(4), 602–622. <http://doi.org/10.1080/09546553.2011.587064>
- Kleinig, J. (2000). The Burdens of Situational Crime Prevention: An Ethical Commentary. In A. Von Hirsch, D. Garland, & A. Wakefield (Eds.), *Ethical and Social Perspectives on Situational Crime Prevention* (pp. 37–58). Oxford, UK: Hart Publishing.
- Kleinmann, S. (2012). Radicalization of homegrown Sunni militants in the United States: Comparing converts and non-converts. *Studies in Conflict & Terrorism*, (35), 278–297. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1018365721?accountid=28979>
- Knop, K. Von. (2007). The Female Jihad: Al Qaeda's Women. *Studies in Conflict & Terrorism*, 30(5), 397–414. <http://doi.org/10.1080/10576100701258585>
- Kosseim, A. G. (2011, September). *Counter-radicalization best practices in the United States and lessons learned from abroad* (Master Thesis). Naval Postgraduate School. Retrieved from <https://www.hsdl.org/?view&did=691496>
- Kriesi, H. (1995). *New social movements in Western Europe: A comparative analysis* (Vol. 5). Minneapolis: University of Minnesota Press. Retrieved from <https://books.google.es/books?hl=es&lr=&id=Ncec7ha3pZEC&oi=fnd&pg=PR5&dq=political+opportunity+structure+autor:kriesi&ots=FekzYUW6O&sig=VZTUv83bZEJom1RBkYXehPYkKEo>
- Krueger, A. B. (2008). What makes a homegrown terrorist? Human capital and participation in domestic Islamic terrorist groups in the U.S.A. *Economics Letters*, 101(3), 293–296. <http://doi.org/10.1016/j.econlet.2008.09.008>
- Kundnani, A. (2009). *Spooked! How not to prevent violent extremism*. London: Institute of Race Relations. Retrieved from <http://www.irr.org.uk/pdf2/spooked.pdf>
- Kundnani, A. (2012). Radicalisation: the journey of a concept. *Race & Class*, 54(2), 3–25. <http://doi.org/10.1177/0306396812454984>
- Kundnani, A. (2015). *A Decade Lost: Rethinking Radicalisation and Extremism*. London. Retrieved from <http://www.claystone.org.uk/wp-content/uploads/2015/01/Claystone-rethinking-radicalisation.pdf>
- Kurzman, C., & Schanzer, D. (2015). The growing right-wing terror threat. *New York Times*. New York. Retrieved from http://www.nytimes.com/2015/06/16/opinion/the-other-terror-threat.html?_r=0
- Lang, D., & Mitchell, G. (2015). *Combattre la menace terroriste au Canada: Rapport provisoire*. Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense.

- Lankford, A., & Gillespie, K. (2011). Rehabilitating terrorists through counter-indoctrination: lessons learned from the Saudi Arabian program. *International Criminal Justice Review*, 21(2), 118–133. <http://doi.org/10.1177/1057567711407333>
- Le Cain, B. (2015, February). La presse anglo-saxonne se gausse de la campagne «Stop Djihadisme».
- Leiken, R. S. (2005). Europe's Angry Muslims. *Foreign Affairs*, 84(4), 120–135. <http://doi.org/10.2307/20034425>
- Liht, J., & Savage, S. (2013). Preventing Violent Extremism through Value Complexity: Being Muslim Being British. *Journal of Strategic Security*, 6(4). <http://doi.org/http://dx.doi.org/10.5038/1944-0472.6.4.3>
- Lindekilde, L. (2012). Assessing the effectiveness of counter-radicalisation policies in northwestern Europe. *Critical Studies on Terrorism*, 5(3), 335–344. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1282828718?accountid=28979>
- Lundmark, E. N., & Nilsson, I. (2014). *A Summary of the Price of Intolerance: A Socioeconomic Analysis of the White Supremacy Movement and the Kungälv Model*.
- Martel-Perron, R. (2015). *Étude sur la prévention de la violence dans les institutions publiques*. Montréal: Centre International pour la prévention de la Criminalité.
- Mathieu, L. (2010). Contexte politique et opportunités. In O. Fillieule, E. Agrikoliansky, & I. Sommier (Eds.), *Penser les mouvements sociaux Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines* (pp. 39–54). Paris. Retrieved from https://www-cairn-info.frodon.univ-paris5.fr/resume.php?ID_ARTICLE=DEC_FILLI_2010_01_0039
- McAdam, D., McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1996). *Comparative perspectives on social movements: Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge University Press. Retrieved from <https://books.google.es/books?hl=es&lr=&id=8UamWMisjtkC&oi=fnd&pg=PR7&dq=+McAdam,+McCarthy+&+Zald&ots=DuRw61isxg&sig=KiEOyfulZibcoQHlgj9SkW9zwtM>
- McCauley, C., & Moskalenko, S. (2008). Mechanisms of political radicalization: pathways toward terrorism. *Terrorism and Political Violence*, 20(3), 415–433. <http://doi.org/10.1080/09546550802073367>
- McCauley, C., & Moskalenko, S. (2010). Individual and Group Mechanisms of Radicalization. In S. Canna (Ed.), *Protecting the Homeland from International and Domestic Terrorism Threats: Current Multi-Disciplinary Perspectives on Root Causes, the Role of Ideology, and Programs for Counter-radicalization and Disengagement*. Topical strategic Multi-layer assessment (SMA), Multi-agency and Air Force research laboratory multi-disciplinary, White papers in support of counter- terrorism and counter-wmd.
- McCauley, C., & Moskalenko, S. (2014). Toward a profile of lone wolf terrorists: what moves an individual from radical opinion to radical action. *Terrorism and Political Violence*, 26(1), 69–85. <http://doi.org/10.1080/09546553.2014.849916>
- McCoy, J., & Knight, W. A. (2015). Homegrown terrorism in Canada: local patterns, global trends. *Studies in Conflict and Terrorism*, 38(4), 253–274. <http://doi.org/10.1080/1057610X.2014.994349>
- Meleagrou-Hitchens, A., Maher, S., & Sheehan, J. (2012). Lights, Camera, Jihad: Al-Shabaab's

Western Media Strategy. *International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence*. Retrieved from http://www.trackingterrorism.org/sites/default/files/chatter/ICSR-Lights-Camera-Jihad-Report_Nov2012_ForWeb-2_0.pdf

Melzer, R., & Serafin, S. (2013). *Right-Wing Extremism in Europe: Country Analyses, Counter-Strategies and Labor-Market Oriented Exit Strategies*. Berlin: Friedrich Ebert Foundation. Retrieved from http://www.de.migration-online.de/data/fes_right_wing_extremism_in_europe.pdf#page=37

Michael, G. (2012). *Lone wolf terror and the rise of leaderless resistance*. Vanderbilt University Press. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1327067888?accountid=28979>

Miller, E. (2015). *Overview: Terrorism in 2014*. Maryland. Retrieved from http://www.start.umd.edu/pubs/START_GTD_OverviewofTerrorism2014_Aug2015.pdf

Miller, N. (2015, October 24). Lawyer for radicalised youth in UK says causes of problem are misdiagnosed. *The Sydney Morning Herald*. Sydney. Retrieved from <http://www.smh.com.au/world/jihadists-poisoned-fruit-of-misguided-uk-terror-policy-critics-say-20151022-gkjj4.html>

Ministère de la justice Canada. (2015). Saisie de propagande terroriste. Retrieved from <http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=926039>

Moghadam, A. (2008). Motives for Martyrdom: Al-Qaida, Salafi Jihad, and the Spread of Suicide Attacks. *International Security*, 33(3), 46–78. <http://doi.org/10.2307/40207141>

Moghaddam, F. M. (2005). The staircase to terrorism: a psychological exploration. *American Psychologist*, 60(2), 161. Retrieved from <http://psycnet.apa.org/journals/amp/60/2/161/>

Mudde, C. (2007). *Populist radical right parties in Europe* (Vol. 22). Cambridge University Press Cambridge. Retrieved from http://www.langtoninfo.co.uk/web_content/9780521850810_frontmatter.pdf

Municipality of Amsterdam. (2007). *Amsterdam against radicalisation*. Amsterdam.

Nasser-Eddine, M., Garnham, B., Agostino, K., & Caluya, G. (2011). *Countering Violent Extremism (CVE) Literature Review*. Edinburgh South Australia. Retrieved from <http://dspace.dsto.defence.gov.au/dspace/handle/1947/10150>

Nečej, E., & Ďurfina, A. (2015). *The Risk Of Radicalization In Armed Forces: The View From Inside*. Bratislava. Retrieved from http://cenaa.org/en/wp-content/uploads/2015/05/Anal%C3%83%C2%BDza_final_ENG.pdf

Ness, C. D. (2005). In the name of the cause: Women's work in secular and religious terrorism. *Studies in Conflict & Terrorism*, 28(5), 353–373. Retrieved from <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10576100500180337>

Nesser, P. (2006). Jihadism in Western Europe After the Invasion of Iraq: Tracing Motivational Influences from the Iraq War on Jihadist Terrorism in Western Europe. *Studies in Conflict & Terrorism*, 29(4), 323–342. <http://doi.org/10.1080/10576100600641899>

Netherlands, M. of S. and J. (2014). *The Netherlands comprehensive action programme to combat jihadism: Overview of measures and actions*. Amsterdam. Retrieved from https://english.nctv.nl/Images/def-a5-nctvjihadismuk-03-Ir_tcm92-562673.pdf

- Neumann, P. (2011). *Preventing Violent Radicalization in America*. Washington, D.C.: Bipartisan Policy Center. Retrieved from <http://bipartisanpolicy.org/wp-content/uploads/sites/default/files/NSPG.pdf>
- Neumann, P. (2015). Foreign fighter total in Syria/Iraq now exceeds 20,000; surpasses Afghanistan conflicts in the 1980s. Retrieved from <http://icsr.info/2015/01/foreign-fighter-total-syriairaq-now-exceeds-20000-surpasses-afghanistan-conflict-1980s/>
- Neumann, P., & Kleinmann, S. (2013). How rigorous is radicalization research? *Democracy and Security*, 9(4), 360–382. <http://doi.org/10.1080/17419166.2013.802984>
- Nilsson, M. (2015). Foreign fighters and the radicalization of local Jihad: interview evidence from Swedish jihadists. *Studies in Conflict and Terrorism*, 38(5), 343–358. <http://doi.org/10.1080/1057610X.2015.1005459>
- Noppe, J., Hellinckx, J., & Velde, M. Vande. (2015). *Polarisation en radicalisation: une approche préventive intégrale*. Bruxelles. Retrieved from <http://savebelgium.org/b4c5d0ebac666fa0c485c7144f81ba294a670974.pdf>
- Norwegian Ministry of Justice and the Police. (2011). *Collective security - a shared responsibility: Action plan to prevent radicalization and violent extremism*. Oslo. Retrieved from https://www.regjeringen.no/globalassets/upload/jd/vedlegg/handlingsplaner/radikalisering_engelsk.pdf
- Nuansa. (2007). *Slotervaart Action Plan: Countering radicalization*. Slotervaart. Retrieved from https://www.counterextremism.org/download_file/205/134/508/
- OSCE. (2014). *Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism: A Community-Policing Approach*. Vienna: Organization for Security and Co-operation in Europe.
- Pauwels, L., Brion, F., De Ruyver, B., Easton, M., Schils, N., & Laffineur, J. (2014). *Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent: Une recherche qualitative et quantitative*. Bruxelles. Retrieved from http://www.belspo.be/belspo/fedra/TA/synTA043_fr.pdf
- Pauwels, L., & De Waele, M. (2014). Youth Involvement in Politically Motivated Violence: Why Do Social Integration, Perceived Legitimacy, and Perceived Discrimination Matter? *International Journal of Conflict and Violence*, 8(1), 134–153. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1566419414?accountid=28979>
- Pels, T., & de Ruyter, D. J. (2012). The Influence of Education and Socialization on Radicalization: An Exploration of Theoretical Presumptions and Empirical Research. *Child & Youth Care Forum*, 41(3), 311–325. <http://doi.org/10.1007/s10566-011-9155-5>
- Piazza, J. A. (2008). Incubators of Terror: Do Failed and Failing States Promote Transnational Terrorism? *International Studies Quarterly*, 52(3), 469–488. <http://doi.org/10.2307/29734247>
- Precht, T. (2007). *Home grown terrorism and Islamist radicalisation in Europe. From conversion to terrorism*. Copenhagen. Retrieved from http://www.justitsministeriet.dk/sites/default/files/media/Arbejdsomraader/Forskning/Forskningspuljen/2011/2007/Home_grown_terrorism_and_Islamist_radicalisation_in_Europe_-_an_assessment_of_influencing_factors__2_.pdf

- Rabasa, A., Pettyjohn, S. L., Ghez, J. J., & Boucek, C. (2010). *Deradicalizing Islamist Extremists*. Santa Monica. Retrieved from <http://oai.dtic.mil/oai/oai?verb=getRecord&metadataPrefix=html&identifier=ADA534160>
- Radicalisation Awareness Network. (2014). Preventing Radicalisation to Terrorism and Violent Extremism. In *Preventing Radicalisation to Terrorism and Violent Extremism: Strengthening the EU's Response*. RAN Collection. Retrieved from http://www.euopris.org/resources_package/preventing-radicalisation-to-terrorism-and-violent-extremism/
- Radio Canada. (2015, September 26). Un premier Canadien perd sa citoyenneté en vertu d'une nouvelle loi conservatrice. *Radio Canada*. Retrieved from <http://ici.radio-canada.ca/sujet/elections-canada-2015/2015/09/26/003-citoyennete-toronto-18-amara.shtml>
- Raffie, D. Al. (2013). Social Identity Theory for Investigating Islamic Extremism in the Diaspora. *Journal of Strategic Security*, 6(4), 66–91. <http://doi.org/http://dx.doi.org/10.5038/1944-0472.6.4.4>
- Ragazzi, F. (2014). Towards a policed multiculturalism? Counter-radicalization in France, Netherlands and the United Kingdom. *Études Du CERJ*, 206. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1625334673?accountid=28004>
- Ramakrishna, K. (2015). Madrassas, Pesantrens, and the Impact of Education on Support for Radicalism and Terrorism (pp. 129–150). Retrieved from http://kms2.isn.ethz.ch/serviceengine/Files/ESDP/100832/ichaptersection_singledocument/24323371-b954-4654-8385-a3ebfe305124/en/6%5B2%5D.pdf
- Ramalingam, V. (2014). *On the Front Line: A guide to countering far-right extremism*. London: Institute for Strategic Dialogue.
- Rieker, P. (2006). Juvenile Right-Wing-Extremism and Xenophobia in Germany: Research and Prevention. *Acism in Europea*, 67. Retrieved from http://www.iq-consult.de/data/prevention_of_right_wing_extremism.pdf#page=67
- Rieker, P., Schuster, S., & Glaser, M. (Eds.). (2006). *Prevention of Right-Wing Extremism, Xenophobia and Racism in European Perspective*. La Hague: Center for the Prevention of Right-Wing Extremism and Xenophobia.
- Rogers, P. (2008). Contesting and Preventing Terrorism: On the Development of UK Strategic Policy on Radicalisation and Community Resilience. *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*, 3(2), 38–61. <http://doi.org/10.1080/18335300.2008.9686913>
- Rowatt, W. C., Shen, M. J., LaBouff, J. P., & Gonzalez, A. (2013). Religious fundamentalism, right-wing authoritarianism, and prejudice: Insights from meta-analyses, implicit social cognition, and social neuroscience. Retrieved from <http://ovidsp.ovid.com/ovidweb.cgi?T=JS&PAGE=reference&D=psyc10&NEWS=N&AN=2013-26878-023>
- Roy, O. (2008). Islamic terrorist radicalisation in Europe. *European Islam. Challenges for Public Policy and Society*, Brussels: Centre for European Policy Studies. Retrieved from http://mercury.ethz.ch/serviceengine/Files/ISN/45688/ichaptersection_singledocument/3ded2143-f045-45e5-8e1d-c739f0b55fba/en/3_Radicalisation.pdf

- Rydgren, J. (2007). The Sociology of the Radical Right. *Annual Review of Sociology*, 33(1), 241–262. <http://doi.org/10.2307/29737762>
- Sageman, M. (2004). *Understanding terror networks*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Sageman, M. (2006). The Psychology of Al Qaeda Terrorists: The Evolution of the Global Salafi Jihad. In C. H. Kennedy & E. Zillmer (Eds.), *Military Psychology: Clinical and Operational Applications* (pp. 281–294). Guilford Press. Retrieved from <http://ovidsp.ovid.com/ovidweb.cgi?T=JS&PAGE=reference&D=psyc5&NEWS=N&AN=2006-11904-013>
- Sageman, M. (2007). Radicalization of global Islamist terrorists. *Testimony to the US Senate Homeland Security and Governmental Affairs Committee*. Retrieved from https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwjc3Nnvx8rJAhUJKx4KHx0kAAIQFgghMAA&url=http://www.hsgac.senate.gov/download/062707sageman&usg=AFQjCNE4NGg991ORaBSxQaVF7rT_xAvoEA&sig2=gFmP2GDh4rY5x0aiS6SC6g
- Sageman, M. (2008). The Next Generation of Terror. *Foreign Policy*, (165), 36–42. <http://doi.org/10.2307/25462270>
- Sageman, M., & Hoffman, B. (2008a). Leaderless Jihad: terror networks in the twenty-first century. *Foreign Affairs*, 87(3), 133–138. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/36897831?accountid=28004>
- Sageman, M., & Hoffman, B. (2008b). The Reality of Grass-Roots Terrorism [with Reply]. *Foreign Affairs*, 87(4), 163–166. <http://doi.org/10.2307/20032730>
- Savage, S., Khan, A., & Liht, J. (2014). Preventing violent extremism in Kenya through value complexity: assessment of Being Kenyan Being Muslim. *Journal of Strategic Security*, 7(3), 1–26. <http://doi.org/10.5038/1944-0472.7.3.1>
- Schanzer, D., Kurzman, C., & Moosa, E. (2010). *Anti-terror lessons of Muslim-Americans*. Sanford School of Public Policy. Retrieved from <http://www.ncjrs.gov/App/abstractdb/AbstractDBDetails.aspx?id=251900>
- Schellenberg, B. (2013). Right-wing extremism and terrorism in Germany: Developments and enabling structures. In R. Melzer & S. Serafin (Eds.), *Right-wing in Europe. Country Analyses, Counter-Strategies and Labor-Market Oriented Exit Strategies* (pp. 35–73). Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung. Retrieved from http://www.de.migration-online.de/data/fes_right_wing_extremism_in_europe.pdf#page=37
- Schils, N., & Pauwels, L. (2014). Explaining violent extremism for subgroups by gender and immigrant background, using SAT as a framework. *Journal of Strategic Security*, 7(3), 27–47. <http://doi.org/10.5038/1944-0472.7.3.2>
- Schmid, A. P. (2013). Radicalisation, de-radicalisation, counter-radicalisation: A conceptual discussion and literature review. *ICCT Research Paper*, 97. Retrieved from <http://www.academia.edu/download/31064974/ICCT-Schmid-Radicalisation-De-Radicalisation-Counter-Radicalisation-March-2013.pdf>
- Schmid, A. P. (2015). Challenging the Narrative of the “Islamic State.” In *Countering Violent Extremism: Developing an evidence-base for policy and practice*. Perth, Australia: Curtin University.

- Schram, L. N. (2010). *Conditional extremism---when do exclusionary national identities spur hostility to immigrants & radical right support?* The University of Michigan. Retrieved from http://gateway.proquest.com/openurl?url_ver=Z39.88-2004&rft_val_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:dissertation&res_dat=xri:pqdiss&rft_dat=xri:pqdiss:3429488
- Shaftoe, H., Turksen, U., Lever, J., & Williams, S.-J. (2007). Dealing with Terrorist Threats Through A Crime Prevention and Community Safety Approach. *Crime Prevention & Community Safety*, 9(4), 291–307. <http://doi.org/10.1057/palgrave.cpcs.8150053>
- Shane, S. (2015). Homegrown Extremists tied to deadlier toll than jihadists in U.S. since 9/11. *New York Times*. New York. Retrieved from <http://www.nytimes.com/2015/06/25/us/tally-of-attacks-in-us-challenges-perceptions-of-top-terror-threat.html>
- Shaw, M. (2010). *Handbook on the crime prevention guidelines making them work*. Vienne: International Centre for the Prevention of Crime and United Nations Office on Drugs and Crime. Retrieved from <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=436545>
- Shaw, M., & Barchecheat, O. (2002). *Preventing Hate Crimes: International Strategies and Practice*. Montreal: International Centre for the Prevention of Crime.
- Silber, M. (2005, January 20). Les attentats de Madrid bouleversent le paysage politique espagnol. *Le Monde.fr*. Paris. Retrieved from http://www.lemonde.fr/europe/article/2005/01/20/les-attentats-de-madrid-bouleversent-le-paysage-politique-espagnol_395023_3214.html
- Silber, M., & Bhatt, A. (2007). *Radicalization in the west: The homegrown threat*. New York: Police Department New York. Retrieved from http://www.cz9d.cn/answering-islam/NYPD_Report-Radicalization_in_the_West.pdf
- Simon, B., Reichert, F., & Grabow, O. (2013). When Dual Identity Becomes a Liability: Identity and Political Radicalism Among Migrants. *Psychological Science*, 24(3), 251–257. <http://doi.org/10.2307/23355113>
- Sirseldoudi, M. (2012). The meaning of religion and identity for the violent radicalisation of the Turkish diaspora in Germany. *Terrorism and Political Violence*, 24(5), 807–824. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1272073980?accountid=28979>
- Skillicorn, D. B., Leuprecht, C., & Winn, C. (2012). Homegrown Islamist Radicalization in Canada: Process Insights from an Attitudinal Survey. *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne*, 45(4), 929–956. <http://doi.org/10.1017/S0008423912001023>
- Skoczylis, J. (2013). *The local prevention of terrorism in strategy and practice: 'CONTEST', a new era in the fight against terrorism*. The University of Leeds. Retrieved from http://www.researchgate.net/profile/Joshua_Skoczylis/publication/264200943_The_local_prevention_of_terrorism_in_strategy_and_practice_CONTEST_a_new_era_in_the_fight_against_terrorism/links/554a0f9b0cf29ff75c75edec.pdf
- Snow, D. A., Rochford, E. B., Worden, S. K., & Benford, R. D. (1986). Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation. *American Sociological Review*, 51(4), 464–481. <http://doi.org/10.2307/2095581>
- Southers, E. G. (2013). *Homegrown violent extremism: Designing a community-based model to reduce*

- the risk of recruitment and radicalization*. University of southern california. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1622294235?accountid=28004>
- Spaaij, R. (2010). The enigma of lone wolf terrorism: an assessment. *Studies in Conflict and Terrorism*, 33(9), 854–870. <http://doi.org/10.1080/1057610X.2010.501426>
- Spalek, B. (2010). Community Policing, Trust, and Muslim Communities in Relation to “New Terrorism.” *Politics & Policy*, 38(4), 789–815.
- Spalek, B., & Lambert, R. (2008). Muslim communities, counter-terrorism and counter-radicalisation: A critically reflective approach to engagement. *International Journal of Law, Crime and Justice*, 36(4), 257–270. <http://doi.org/10.1016/j.ijlcrj.2008.08.004>
- Stahelski, A. (2005). Terrorists are made not born: Creating terrorists using social psychological conditioning. *Cultic Studies Review*, 4(1), 1–10. Retrieved from <http://www.homelandsecurity.org/journal/articles/stahelski.html>
- Suedfeld, P., Cross, R. W., & Logan, C. (2013). Can Thematic Content Analysis Separate the Pyramid of Ideas from the Pyramid of Action? A Comparison Among Different Degrees of Commitment to Violence. In *Looking Back, Looking Forward: Perspectives on Terrorism and Responses to It*. Washington, D.C.: Strategic Multilayer Assessment Office, Office of the Secretary of Defense.
- Taarby, M. (2005). *Recruitment of Islamist terrorists in Europe. Trends and perspectives*. Aarhus. Retrieved from http://www.justitsministeriet.dk/sites/default/files/media/Arbejdsomraader/Forskning/Forskningspuljen/2011/2005/Rekruttering_af_islamistiske_terrorister_i_Europa.pdf
- Taarby, M., & Hallundbaek, L. (2010). *Al-Shabaab: The Internationalization of Militant Islamism in Somalia and the Implications for Radicalisation Processes in Europe*. Aarhus. Retrieved from <https://scholar.google.es/scholar?hl=es&q=Al-Shabaab+The+Internationalization+of+Militant+Islamism+in+Somalia++and+the+Implications+for+Radicalisation+Processes+in+Europe+&btnG=&lr=#0>
- Tarrow, S., & Tilly, C. (2008). *Politique (s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris: Sciences Po.
- Taspinar, Ö. (2009). Fighting radicalism, not “terrorism”: root causes of an international actor redefined. *SAIS Review*, XXIX(2), 75–92. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/755921666?accountid=28004>
- Taylor, M., Roach, J., & Pease (Eds.). (2015). *Evolutionary Psychology and Terrorism*. New York: Routledge.
- The Danish Government. (2014). *Prevention of radicalisation and extremism: Action Plan*. Copenhagen. Retrieved from [http://www.justitsministeriet.dk/sites/default/files/media/Pressemeddelelser/pdf/2015/SJ20150422125507430 \[DOR1545530\].PDF](http://www.justitsministeriet.dk/sites/default/files/media/Pressemeddelelser/pdf/2015/SJ20150422125507430 [DOR1545530].PDF)
- The FREE Initiative. (2014). About – The FREE Initiative. Retrieved from <http://thefreeinitiative.com/about/>
- Thomas, P. (2014). Prevent and Community Cohesion in Britain – The Worst of All Possible Worlds? In C. Baker-Beall, C. Heath-Kelly, & L. Jarvis (Eds.), *Counter Radicalisation - Critical Perspectives*. London: Routledge. Retrieved from <http://eprints.hud.ac.uk/21522/>
- Thurairajah, K. (2011). The Shadow of Terrorism: Competing Identities and Loyalties among Tamil

- Canadians. *Canadian Ethnic Studies*, 43(1/2), 129–152. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1348901917?accountid=28979>
- Tilly, C. (1978a). *Collective violence in European perspective*. Center for Research on Social Organization. Retrieved from <http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/50953/1/178.pdf>
- Tilly, C. (1978b). *From Mobilization to Revolution*. Nueva York, EUA: McGraw-Hill. Retrieved from http://148.201.94.3:8991/F?func=direct¤t_base=ITE01&doc_number=000176879
- Townsend, E. (2007). Suicide Terrorists: Are They Suicidal? *Suicide & Life - Threatening Behavior*, 37(1), 35–49. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/224869508?accountid=28979>
- U.S. Department of State. (2015, July 8). Launch of the Sawab Center. *U.S. Department of State*. Press Release|Media Note, Washington, D.C. Retrieved from <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2015/07/244709.htm>
- United Nations Security Council. Resolution 2178 Adopted by the Security Council at its 7272nd meeting, on 24 September 2014 (2014).
- United Nations Security Council. (2015a). *Analysis and recommendations with regard to the global threat from foreign terrorist fighters (S/2015/358)*.
- United Nations Security Council. (2015b). *Bringing terrorists to justice: challenges in prosecutions related to foreign terrorist fighters (S/2015/123)*.
- United Nations Security Council. (2015c). *Implementation of Security Council resolution 2178 (2014) by States affected by foreign terrorist fighters (S/2015/338)*.
- UNODC, & CIPC. (2011). *Principes directeurs applicables à la prévention du crime: Manuel d'application pratique*. Vienne. Retrieved from https://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/crimeprevention/Handbook_on_the_Crime_Prevention_Guidelines_French.pdf
- US Department of State. (2015). *Country reports on Terrorism 2014*. United State Department of State.
- Veldhuis, T., & Staun, J. (2009). *Islamist radicalisation: a root cause model*. The Hague: Netherlands Institute of International Relations Clingendael. Retrieved from http://www.dcism.dk/graphics/_IO_indsatsomraader/Religion_og_social_konflikt_og_Mellem_osten/Islamist_Radicalisation.Veldhuis_and_Staun.pdf
- Victoroff, J. (2005). The Mind of the Terrorist: A Review and Critique of Psychological Approaches. *The Journal of Conflict Resolution*, 49(1), 3–42. <http://doi.org/10.2307/30045097>
- Victoroff, J., Adelman, J. R., & Matthews, M. (2012). Psychological Factors Associated with Support for Suicide Bombing in the Muslim Diaspora. *Political Psychology*, 33(6), 791–809. <http://doi.org/10.2307/23324192>
- Vidino, L. (2010). *Countering radicalization in America*. Washington, D.C. Retrieved from http://dspace.africaportal.org/jspui/bitstream/123456789/31361/1/SP_262-Countering_Radicalization_in_America.pdf
- Wang, S. G. (2012). 2005 London Bombings through the lenses of "Cellphone Journalism." Retrieved

from <http://blogs.ubc.ca/journalism100/2012/02/29/2005-london-bombings-through-the-lenses-of-cellphone-journalism/>

- Ward, T., & Langlands, R. (2009). Repairing the rupture: Restorative justice and the rehabilitation of offenders. *Aggression and Violent Behavior, 14*(3), 205–214. <http://doi.org/10.1016/j.avb.2009.03.001>
- White, P. (2006). Madrid bombing probe finds no al-Qaida link. *USA Today*. Retrieved from http://usatoday30.usatoday.com/news/world/2006-03-09-madrid_x.htm
- Wiktorowicz, Q. (2004). *Joining the cause: Al-Muhajiroun and radical Islam*. Syracuse: Institute for National Security and Counterterrorism (INSCT). Retrieved from <http://insct.syr.edu/wp-content/uploads/2013/03/Wiktorowicz.Joining-the-Cause.pdf>
- Wiktorowicz, Q. (2005). A genealogy of radical Islam. *Studies in Conflict and Terrorism, 28*(2), 75–97. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/38076806?accountid=28979>
- Wiktorowicz, Q. (2006). Anatomy of the Salafi movement. *Studies in Conflict and Terrorism, 29*(3), 207–240. <http://doi.org/10.1080/10576100500497004>
- Zammit, A. (2010). Who becomes a jihadist in Australia? A comparative analysis. *Understanding Terrorism from an Australian Perspective: Radicalisation, De-Radicalisation and Counter Radicalisation* (Melbourne, Monash University Caulfield Campus, 2010), 1–21. Retrieved from <http://artsonline.monash.edu.au/radicalisation/files/2013/03/conference-2010-who-jihadist-australia-az.pdf>
- Zeiger, S., & Aly, A. (2015). *Countering Violent Extremism: Developing an evidence-base for policy and practice*.
- Zeuthen, M. (2015). From Policy to Practice: Findings and lessons learned from a research-based pilot countering violent extremism programme in the Horn of Africa. In S. Zeiger & A. Aly (Eds.), *Countering Violent Extremism: Developing an evidence-base for policy and practice*. Perth, Australia: Curtin University. Retrieved from <http://www.hedayah.ae/pdf/cve-edited-volume.pdf>

A.1 Annexe 1. Méthode

La phase 1 de cette étude a impliqué une revue et une analyse de la littérature scientifique et grise, des normes et des législations nationales et internationales et des programmes ou pratiques prometteuses en lien avec la radicalisation menant à la violence à l'échelle globale.

Afin d'atteindre cet objectif, nous avons mené deux révisions systématiques de la littérature concernant ce sujet, à partir d'une diversité de mots clés.

- a) La première révision concerne la littérature liée à la contextualisation du phénomène, exclusivement dans les pays occidentaux, à savoir les tendances, les contextes de radicalisation et de recrutement, les facteurs déterminant ce processus, ainsi que les modèles explicatifs et les trajectoires de radicalisation.
- b) La deuxième révision traite directement des stratégies, programmes et projets de prévention de la radicalisation menant à la violence. Dans ce cas, dû au nombre limité des études qui traitent ce sujet spécifique, nous avons considéré toutes les études, sans regard au pays d'origine.

Bien que les études basées sur des données probantes et à partir des sources primaires soient au cœur de cette révision, dû à leur nombre limité et à leur qualité insuffisante (voir Encadré 4), nous avons aussi considéré des articles concernant la discussion et la réflexion théorique et conceptuelle générale liée à ce sujet, particulièrement d'autres revues de littérature ou des documents basés sur des sources secondaires d'information. Cela nous a permis d'enrichir et de contextualiser l'information issue de cette revue.

Nous avons initialement trouvé 40,373 documents dans la première revue et 45,231 dans la deuxième. Après l'analyse de titres, nous avons sélectionné 3,601 documents (sans doublons). Nous avons finalement retenu 483 documents, considérés comme étant pertinents pour le rapport, dont 291 qui concernent exclusivement la première revue et 11, la deuxième. 92 documents ont traité le sujet de l'extrême droite.

A.1.1 Questions de recherche

- Comment la radicalisation est-elle comprise, définie et cadrée internationalement, et y a-t-il des tendances concernant les types de radicalisation ?
- Comment s'explique la radicalisation? Quels sont les principaux facteurs de risque sous-jacents à ce processus ? Quels sont les principaux modèles explicatifs à ce sujet ?
- Quelles sont les trajectoires de radicalisation des individus, ainsi que des groupes ?

- Quels sont les contextes qui facilitent le processus de radicalisation ? Quel rôle jouent, par exemple, les nouvelles technologies, incluant les sites Web en ligne, les groupes de discussion, les forums, les jeux, la messagerie multimédia (photo, vidéo, et audio) et les médias sociaux?
- Quels sont les normes et standards internationaux qui guident le développement des réponses à la radicalisation, incluant sa prévention?
- Quels sont les rôles respectifs des gouvernements nationaux, infrarégionaux et locaux dans le développement de réponses stratégiques et de programmes?
- Quels types de programmes et de pratiques de prévention ont été développés et jusqu'à quel point sont-ils participatifs? Par exemple, les programmes scolaires ; les sports, la culture et les arts ; les compétences en leadership et l'engagement civil ; les initiatives sur Internet et les médias sociaux ; les dialogues communautaires et interconfessionnels.
- Comment les populations à risque sont-elles identifiées et leurs droits sont-ils respectés? Les initiatives sont-elles adaptées de façon appropriée aux différents groupes, aux femmes ainsi qu'aux hommes?

A.1.2 Stratégie de recherche

Période de la revue et langues : Dans les deux revues, nous avons limité nos recherches à la période du 1er janvier 2005 au 1er juin 2015, puis aux articles en français et en anglais. Cependant, dans certains cas où l'importance de l'article était évidente (du fait qu'il nous permettait de mieux comprendre un aspect du phénomène), nous avons utilisé des sources spécifiques, datées avant le 2005 ou après juin 2015.

Documents recueillis : Articles de revues scientifiques, chapitres de livre, rapports et documents gouvernementaux, communications lors de conférences, autres (thèse, travaux non publiés, etc.).

Moteurs de recherche : Les *moteurs de recherche* utilisés pour les articles scientifiques sont les suivants :

- *ProQuest*
 - Bases de données sélectionnées : *IBSS, ProQuest Sociology, Social Services Abstracts, Sociological Abstracts* ;
- *JSTOR*
 - Disciplines sélectionnées : *Criminology & Criminal Justice, Middle East Studies, Peace & Conflict Studies, Political Science* et *Sociology* ;
- *Psychological Information (PsychInfo)* ;
- *National Criminal Justice Reference Service (NCJRS)* ;

- *Google Scholar* : Notamment afin de recueillir la littérature grise et ainsi compléter notre collecte de données, nous avons limité la quantité de résultats obtenus en sélectionnant seulement des fichiers de type PDF et en nous assurant que les mots-clés se trouvent dans les titres de nos résultats ;
- Au niveau des programmes, des recherches additionnelles ont dû être effectuées en raison de la quantité limitée d'articles liés au sujet et recensés dans la revue de littérature. Ces recherches ont permis de récupérer des plans d'action gouvernementaux, des articles académiques offrant des évaluations de programmes, etc. Ces documents ont été sélectionnés selon les informations manquantes au sujet des différents programmes.

Mots clés :

Pour la *première revue* nous avons utilisé les mots clés suivants⁴¹

*radicali?a?ion

Radicalism*

Radicali* + religio*

Radicali* + right-wing

Radicali* + far-right

Extremis*

right-wing + extremis*

far-right* + extremis*

Jihad*

Jihad* + violence

radicali + violence

Jihad* + *radicali*

Jihad* + Homegrown

Homegrown + terror*

Homegrown + *radicali*

Neo-nazi + *radicali*

⁴¹ Le fait d'ajouter un « * » ou un « ? » avant ou après le mot-clé nous a permis de chercher sur la base de racines de mots et ainsi d'inclure des termes tels que « *déradicalisation* ».

Pour la *deuxième revue* :

Program + *radicali*

Program + terroris*

Program + extremis*

Prevent + *radicali*

Prevent* + terroris*

Prevent* + extremis*

Prevent* + right-wing

Prevent* + far-right

Treat* + *radicali*

Treat* + terroris*

Treat* + extremis*

Treat* + right-wing

Treat* + far-right

Intervent* + *radicali*

Intervent* + terroris*

Intervent* + extremis*

Intervent* + right-wing

Intervent* + far-right

Nous avons retiré les mots-clés *fundamentalism* et *anarch** pour limiter nos recherches. Nous avons également ajouté le mot-clé *far-right*, un terme qui revenait souvent lorsqu'il était question d'extrémisme de droite [*far-right extremism*].

A.1.3 Procédure.

Les phases de la révision ont été les suivants :

- a) Recherche initiale par mots clés ;
- b) Exclusion d'items à partir de l'analyse du titre ;

- c) Retrait des doublons (Zotero) ;
- d) Exclusion d'items à partir de l'analyse du résumé ;
- e) Exclusion des textes inaccessibles ;
- f) Exclusion après analyse du texte ;
- g) Textes pour l'analyse.

Nous avons classé les résultats dans un tableau semblable à celui-ci, intitulé « Processus de revue » :

Tableau « Processus de revue »

	ProQuest (IBSS, ProQuest Sociology, Social Services Abstracts, Sociological Abstracts)	JSTOR (Criminology & Criminal Justice; Middle East Studies; Peace & Conflict Studies; Social Sciences; Sociology)	PsychInfo	NCJRS	Google Scholar
Textes trouvés	N =	N =	N =	N =	N =
Exclusion après analyse du titre	N =	N =	N =	N =	N =
Retrait des doublons (Zotero)			N =		
Exclusion après analyse du résumé			N =		
Exclusion des textes inaccessibles			N =		
Exclusion après analyse du texte			N =		
Textes pour l'analyse			N =		

La sélection de textes pour l'analyse va comme suit :

- a) **Recherche initiale par mots clés.** Nous indiquons premièrement, dans le tableau, le nombre d'articles trouvés par moteur de recherche pour une série de mots clés dans une période donnée (*première sélection*).
- b) **Exclusion d'items à partir de l'analyse du titre.** Nous analysons (directement sur le site Web du moteur de recherche) les **titres** des articles trouvés et sélectionnons les articles qui semblent pertinents pour notre recherche. Nous nous retrouvons ainsi avec une *deuxième sélection*, et indiquons le nombre d'articles de cette deuxième sélection dans le tableau.
- c) **Retrait des doublons (Zotero).** À partir du moteur de recherche, nous exportons les références dans un fichier RIS et par la suite, sur la base du logiciel Zotero, nous avons pu identifier et éliminer les doublons.
- d) **Exclusion d'items à partir de l'analyse du résumé.** Une fois les doublons exclus, nous avons créé un rapport contenant les résumés de tous les articles retenus. À partir de ces résumés, nous avons éliminé les articles qui n'ont pas été pertinents pour notre recherche.

À partir de l'analyse de résumés et des questions de recherche, nous avons créé un tableau de triage des documents recueillis à partir des vingt-deux variables qui indiquaient la pertinence de l'article, ainsi que les thématiques abordées. Ce tableau nous a permis de chercher facilement l'information pertinente à chaque étape de l'analyse et de la rédaction du rapport intermédiaire.

- h) **Exclusion des textes inaccessibles.** Une partie importante de textes inaccessibles était des livres, cette revue s'est donc basée fondamentalement sur des articles scientifiques disponibles en ligne.
- i) **Exclusion après analyse du texte.** Parfois, un texte qui semblait pertinent à partir de la révision de résumés s'avérait moins pertinent que prévu une fois considéré dans son ensemble. Dans ce cas, certains articles ont été exclus de la revue.

A.2 Annexe 2. Mesures Législatives⁴²

Tableau 2. Résumé des mesures législatives pour contrer la radicalisation (en anglais)

Country	Curtailement of Association/ Reduction d'Association	Curtailement of Mobility/ Reduction de Mobilité	Curtailement of Expression/ Reduction d'Expression	Information Sharing/ Partage de l'information	Supportive Intervention / Intervention de Soutien	Surveillance	Search/La Fouille	Curtailement of Access to Funds/ Reduction d'Accès aux Fonds	Curtailement of Livelihood/ Reduction du Moyen d'Existence	Curtailement of Access to Weapons/ Reduction d'Accès aux Armes
Canada										
<p><i>Security of Canada Information Sharing Act (2015)</i></p> <p><i>**implements the Secure Air Travel Act</i></p>		<p>s. 9 (1) of the Secure Air Travel Act – The Minister may direct an air carrier to deny transportation to a person</p>		<p>s. 3 The purpose of <i>Security of Canada Information Sharing Act</i> is to encourage and facilitate the sharing of information among Government of Canada institutions in order to protect Canada against activities that undermine the security of Canada</p> <p>s. 5(1) Disclosure of Information Government of Canada may disclose information in respect of activities that undermine the security of Canada</p> <p>s. 8 – the <i>Excise Act</i> is amended to allow an official to provide confidential information if there are reasonable grounds to suspect that the information would be relevant to the investigation of a threat to the security of Canada or whether a terrorism offence has been committed</p> <p>s.10 of the Secure Air Travel Act –The Minister of Transport, Minister of Citizenship and immigration, RCMP, CSIS, CBSA and others may collect information and disclose information to and from each other</p> <p>s. 12 of the Secure Air Travel Act – the Minister may enter into a written arrangement relating to the disclosure of information with the government of a</p>		<p>s. 8(1) of the Secure Air Travel Act - The Minister may establish a list of any person who the Minister has reasonable grounds to believe will engage or attempt to engage in an act that would threaten transportation security or travel by air for the purpose of committing an act or omission that would be considered a terrorism offence</p>	<p>s. 9(1)(b) of the Secure Air Travel Act – The Minister may direct an air carrier to screen a person before they enter a sterile area of an airport or board an aircraft</p> <p>s. 28(1) of the Secure Air Travel Act – the Minister may enter any place, for verification of compliance with the Act</p> <p>(b) remove any document or other thing from the place where the inspection or audit is being carried out</p>			

				<p>foreign state, government institution or international organization</p> <p>s.13 of the <i>Secure Air Travel Act</i> the Minister of Transport may disclose the List to air carriers and operators of aviation reservation systems</p> <p>s.14 of the <i>Secure Air Travel Act</i> the CBSA may disclose to the Minister any information in respect of a listed person that is collected from air carriers and operators of aviation reservation systems</p>					
<p><i>Criminal Code of Canada R.S.C, 1985, c.C-46</i></p> <p><i>(amended pursuant to Security of Canada Information Sharing Act)</i></p>	<p>s. 83.3(4) – a peace officer may arrest a person without a warrant and cause them to be detained in custody if the peace officer suspects on reasonable grounds that the detention of the person in custody is likely to prevent a terrorist activity</p> <p>s.83.3(11.1) The Judge shall consider to include in the recognizance a condition that the person deposit any passport or other travel document issued in their name that is in their possession or control</p> <p>s. 83.3(11.2) the Judge shall consider to include in the recognizance a condition that the person remain within a specified geographic area unless written permission to leave is obtained</p>	<p>s. 320.1 allows the courts to order the deletion of publicly available on-line hate propaganda from computer systems when it is stored on a server that is within the jurisdiction of the court</p> <p>s.83.221(1) of the Criminal Code – every person who, by communicating statements, knowingly advocates or promotes the commission of terrorism offences in general while knowing that any of those offences may be committed, as a result of such communication, is guilty of an indictable offence and is liable for imprisonment for a term of not more than five years</p> <p>s.83.223(1) - if there is terrorist propaganda available to the public through a computer system within the court’s jurisdiction, the judge may order the computer system’s custodian to ensure that the material is no longer stored on and made available through the computer system and provide the information that is necessary to identify and locate the person who posted the material</p>	<p>s.810.011(1) A person who fears on reasonable grounds that another person may commit a terrorism offence may, with the AG’s consent, lay information before a provincial court judge</p>	<p>s.810.011(3) if the provincial court judge adduced that the informant has reasonable grounds for the fear, a judge may order the defendant to enter into recognizance to keep the peace and be of good behaviour</p>	<p>s. 83.222(1) A Judge may issue a warrant authorizing seizure of copies of terrorist propaganda</p>	<p>s. 810.011(7) The provincial court judge shall consider whether it is desirable, in the interests of the defendant’s safety or that of any other person, to prohibit the defendant from possessing any firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive substance, or all of those things. If the judge decides that it is desirable to do so, the judge shall add that condition to the recognizance and specify the period during which it applies.</p>			

Country	Curtailement of Association/ Reduction d'Association	Curtailement of Mobility/ Reduction de Mobilité	Curtailement of Expression/ Reduction d'Expression	Information Sharing/ Partage de l'information	Supportive Intervention / Intervention de Soutien	Surveillance	Search/La Fouille	Curtailement of Access to Funds/ Reduction d'Accès aux Fonds	Curtailement of Livelihood/ Reduction du Moyen d'Existence	Curtailement of Access to Weapons/ Reduction d'Accès aux Armes
France										
LOI n 2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme		<p>Article 1 Interdiction de sortie du territoire</p> <p>Article 3 Assignation à résidence avec interdiction de se trouver en relation avec une personne nommément désignée</p>	<p>Article 5 Renforcements des dispositions de nature répressive</p> <p>Article 12 Administrative blocking of Internet websites advocating terrorism</p>							
Anti-Terrorism Bill 2015						<p>Article 2 – Renforcement du contrôle de la CNCTR s'agissant des dispositions qui permettent, pour les seuls besoins de la prévention du terrorisme, d'imposer aux opérateurs téléphoniques et fournisseurs d'accès à internet la mise en œuvre sur les informations et documents traités par leurs réseaux d'un dispositif fondé sur un algorithme : avis préalable à l'identification des personnes concernées, accès permanent au dispositif et information sur toute modification de l'algorithme sur lequel il repose (amendements du rapporteur).</p> <p>Article 6 – Obligation pour les fournisseurs de prestations de cryptologie de remettre « sans délai » aux agents des services de renseignement les clés de chiffrement des données transformées au moyen des prestations qu'ils ont fournies (amendement du rapporteur).</p> <p>Article 9 – Obligation pour les opérateurs de transport routier proposant des prestations internationales de recueillir l'identité des passagers transportés et de conserver cette information pendant une durée d'un an</p>				

<i>French Penal Code</i>	<p>Article 421-5 Direction and organization of a criminal association for the purpose of preparing terrorist acts;</p> <p>Article 434-6 Prohibits the harbouring of individuals suspected of terrorism or wanted In connection with terrorist offences</p> <p>Article 113-13 French nationals or individuals habitually resident in France who go abroad in order inter alia attend terrorist training camps, even though no misdeed has been committed on French territory.</p>	<p>Article 421-2-1 Pre-charge Detention for Terrorism Offences</p> <p>Article 421-2-1 Participation in any group or association with a view to the preparation, marked by one or more material actions shall in addition be an act of terrorism</p> <p>Article 706-88 For all terrorist offences, police custody may be extended to 96 hours</p> <p>Article 706-88 Police custody may be extended to six days if there is a serious danger that acts of terrorism imminent in France or abroad</p>				<p>Article 705-95 Phone tapping of terrorists</p> <p>Article 706-102-1-706-102-9 Access to electronic data in real time</p> <p>Article 706-25-2 Individuals suspected of glorification of terrorism and incitement to terrorism may use under cover methods to extract, acquire or save elements of proof and data concerning identity</p> <p>Article 706-80 Surveillance of person suspected of committing terrorist act</p>	<p>Article 76 – searches and seizures without the agreement of the individual concerned</p> <p>Article 78-2-2 Vehicle Inspections</p>	<p>Article 421-2-2 Financing of a terrorist organization is considered an act of terrorism</p>		
<i>Code Civil</i>		<p>Article 25 – Individuals convicted of a terrorist offence can be stripped of their citizenship.</p>								

Country	Curtailement of Association/ Reduction d'Association	Curtailement of Mobility/ Reduction de Mobilité	Curtailement of Expression/ Reduction d'Expression	Information Sharing/ Partage de l'information	Supportive Intervention/ Intervention de Soutien	Surveillance	Search / La Fouille	Curtailement of Access to Funds/ Reduction d'Accès aux Fonds	Curtailement of Livelihood/ Reduction du Moyen d'Existence	Curtailement of Access to Weapons/ Reduction d'Accès aux Armes
Norway										
<i>General Civil Penal Code, Act of 22 May 1902</i>	<p>Article 147(d) Anyone who "who form, participate in, recruit members, or provide economic or material support to a terrorist organization is subject to a term of imprisonment.</p>			Norway is a party to EU border control data sharing arrangements. In 2013, Norwegian immigration authorities began using biometric equipment for the fingerprinting of arrivals from outside the Schengen area.				<p>Section 147(b) Any person who obtains or collects funds or other assets with the intention that such assets should be used...to finance terrorist acts...shall be liable to imprisonment for a term not exceeding 10 years.</p> <p>Norway also enforces Financial Action Task Force (FATF) standards.</p>		

Country	Curtailment of Association/ Reduction d'Association	Curtailment of Mobility/ Reduction de Mobilité	Curtailment of Expression/ Reduction d'Expression	Information Sharing/ Partage de l'information	Supportive Intervention / Intervention de Soutien	Surveillance	Search/La Fouille	Curtailment of Access to Funds/ Reduction d'Accès aux Fonds	Curtailment of Livelihood/ Reduction du Moyen d'Existence	Curtailment of Access to Weapons/ Reduction d'Accès aux Armes
United Kingdom										
<i>Terrorist Asset-Freezing Act 2010</i>				Reporting obligations of relevant institutions s.19 General power to disclose information s.23				Freezing of funds and economic resources of designated persons s.11 Making funds or financial services available to designated persons s.12 Making funds or financial services available for benefit of designated person s.13 Making economic resources available to designated person s.14 Making economic resources available for benefit of designated person s.15 Powers to request information s.20		
<i>Terrorism Prevention and Investigation Measures Act 2011</i>	Association Measure s.8(1)-(3)	Overnight Residence Measure s.1 (1) – (11) Travel Measure s.2(1)-(3) Exclusion Measure s.3(1) - (2) Movement Directions Measure s.4(1)-(3)				Reporting Measure s.10(1) –(2) Appointments Measure s.10A(1)-(2) Photography Measure s.11 Monitoring Measure s.12(1)-(3) <i>Schedule 6- Fingerprints and Samples</i> Taking of fingerprints and samples: England, Wales and Northern Ireland s.1(1)-4(7)	<i>Schedule 5 – Power of Entry, Search, Seizure and Retention</i> Search of premises on Suspicion of Absconding s.7(1)-(4) Search for Compliance Purposes s.8(1)-10(16) Search of Individual for Public Safety Purposes s.10(1)-(3) Power to Retain Items s.11(1) -12(4)	<i>Schedule 1 – Terrorism Prevention and Investigation Measures</i> Financial Services Measure s. 5(1) –(8) Property Measure s.6(1)-(5)	Work or Studies Measure s.9(1)-(3)	<i>Schedule 1 – Terrorism Prevention and Investigation Measures</i> Weapons and Explosives Measure s.6A(1)-(3)
<i>Counter-Terrorism and Security Act (2015)</i>		Seizure of Passports s. 1(1) Temporary Exclusion Orders s. 2(1)-(8)		Monitoring of Performance: Further and Higher Education Bodies s.32(1) –(9)	Assessment and support: Local panels s. 36(1)-(8)					

Country	Curtailment of Association/ Reduction d'Association	Curtailment of Mobility/ Reduction de Mobilité	Curtailment of Expression/ Reduction d'Expression	Information Sharing/ Partage de l'information	Supportive Intervention/ Intervention de Soutien	Surveillance	Search/La Fouille	Curtailment of Access to Funds/ Reduction d'Accès aux Fonds	Curtailment of Livelihood/ Reduction du Moyen d'Existence	Curtailment of Access to Weapons/ Reduction d'Accès aux Armes
United States of America										
<i>USA Patriot Act 2001</i>	Prohibition against harboring terrorists s.803	Mandatory Detention of suspected terrorists; habeus corpus; judicial review s. 412		Authority to share criminal investigative information s.203 Expansion of regional information sharing system to facilitate Federal-State-local law enforcement response related to terrorist attacks s.701		Authority to intercept wire, oral, and electronic communications relating to terrorism s. 201 Authority to intercept wire, oral, and electronic communications relating to computer fraud and abuse offences s.202 Roving surveillance authority under the Foreign Intelligence Surveillance Act s.206 Pen register and trap and trace authority under the Foreign Intelligence Surveillance Act s.214 Access to records and other items under the Foreign Intelligence Surveillance Act s.215 <i>(Please note that technically this legislation has expired and will be replaced by the USA Freedom Act but will still be in effect for six months)</i> Foreign student monitoring program s.416 Post-release supervision of terrorists s.812	Seizure of voicemail messages pursuant to warrants s.209 Emergency Disclosure of electronic communications to protect life and limb s.212 Authority for delaying notice of the execution of a warrant s.213 Single Jurisdiction search warrants for terrorism s.219 Nationwide service of search warrants for terrorism s.219 Access by the Department of State and the INS to certain identifying information in the criminal history records of visa applicants and applicants for admission to the United States s.403 DNA identification of terrorists and other violent offenders s.503			

Country	Curtailement of Association/ Reduction d'Association	Curtailement of Mobility/ Reduction de Mobilité	Curtailement of Expression/ Reduction d'Expression	Information Sharing/ Partage de l'information	Supportive Intervention / Intervention de Soutien	Surveillance	Search/La Fouille	Curtailement of Access to Funds/ Reduction d'Accès aux Fonds	Curtailement of Livelihood/ Reduction du Moyen d'Existence	Curtailement of Access to Weapons/ Reduction d'Accès aux Armes
Spain										
	Political Parties Act No. 6/2002 (<i>Ley Organica de Partidos Politicos</i>) allows the government to dissolve any political parties which undermine individual freedom or disable the democratic system.	Articles 17 (2) and 55 (2), and Code of Criminal Procedure, Articles 520 and 520 bis. Suspect of terrorism may be held for 72 hours incommunicado. A judicial body may impose 48 more hours. Represented by duty solicitor. Spanish Constitution,	Article 578 of Criminal Code: "Apologism or justification by means of public expression or diffusion of the felonies included in Articles 571 to 577 of this Code, or of anybody who has participated in commission thereof, or in perpetrating acts that involve discredit, disdain or humiliation of the victims of terrorist offences or their relatives shall be punished with a sentence of imprisonment from one to two years."	Article 18.4 of the Constitution provides: "The law shall restrict use of data processing in order to guarantee honour and the personal and family privacy of citizens and the full exercise of their rights."		Article 18.3 of the Constitution of the Constitution provides that "Secrecy of communications is guaranteed, particularly regarding postal, telegraphic and telephonic communications, except in the event of a court order." Gvt may pass laws to suspend this right for specific persons in connection with investigations of the activities of armed bands of terrorist groups under Art 55.	Article 18.2 of the Constitution provides that "No search of entry may be made without the consent of the householder or a legal warrant". Gvt may pass laws to suspend this right for specific persons in connection with investigations of the activities of armed bands of terrorist groups under Article 55 .	Article 576.1 of Criminal Code: "Whoever ... provides or collects funds ... to commit [terrorism] or to deliver them to a terrorist organisation or group, shall be punished with prison sentences of five to ten years and a fine of eighteen to twenty- four months. Should the funds eventually be used to execute specific acts of terrorism, this shall be punished as co-perpetration or complicity, as appropriate, provided this involves a higher penalty." Article 127.1 of Criminal Code: the state may seize all assets within the setting of a terrorist organization.	Article 579 of Criminal Code bars those convicted of from public employment and office for time of imprisonment + 6-20 years.	Article 573 of Criminal Code: supplying, manufacturing, trafficking ammunition is punishable with imprisonment of 6-10 years if committed by a member of a terrorist organization.

Country	Curtailement of Association / Reduction d'Association	Curtailement of Mobility / Reduction de Mobilité	Curtailement of Expression / Reduction d'Expression	Information Sharing / Partage de l'information	Supportive Intervention / Intervention de Soutien	Surveillance	Search / La Fouille	Curtailement of Access to Funds/ Reduction d'Accès aux Fonds	Curtailement of Livelihood / Reduction du Moyen d'Existence	Curtailement of Access to Weapons / Reduction d'Accès aux Armes
European Union										
				Council Decision 2010/412/EU – Provides for the transfer of (1) financial payment messages that refer to financial transfers and related data, which are stored in the EU by international financial payment messaging service providers to the U.S. Treasury Department; and (2) relevant information acquired from the U.S Treasury Department's Terrorist Finance Tracking Program to EU countries' law enforcement, public security or counter terrorism authorities Regulation 603/2013 on the establishment of Eurodac				Directive 2015/849 of the EU Parliament on the Prevention of the use of the financial system for the purposes of money laundering or terrorist financing Regulation 2015/847 on information accompanying transfers of funds Directive 2014/42/EU on the freezing and confiscation of instrumentalities and proceeds of crime in the European Union Regulation 596/2013 imposing certain specific restrictive measures directed against certain persons and entities associated with the Al-Qaida network		Regulation 98/2013 on the marketing and use of explosive precursors

¹ Ce tableau a été fait par Alexandra Frederick du cabinet d'avocats Dentons Canada LLP et il a servi pour rédiger la partie concernant les mesures législatives (voir Encadré 15, page 70).

Note 1: The European Union Section of the Table only references Directives and Regulations as they are the only binding elements of EU law on member states.

With information from:

- 'Country Reports on Terrorism 2013'. US Department of State. 2013. online: <http://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2013/224822.htm> .
- Vidino, Lorenzo & James Brandon. 'Countering Radicalization in Europe [UK, Netherlands, Denmark, Norway]'. The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2012, online: <http://icsr.info/wp-content/uploads/2012/12/ICSR-Report-Countering-Radicalization-in-Europe.pdf> .

Norway

<http://app.uio.no/ub/ujur/oversatte-lover/data/lov-19020522-010-eng.pdf>

Further research sources:

- 'Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism: A Community Policing Approach', Organization for Security and Co-operation in Europe (Vienna: February 2014), online: <http://www.osce.org/secretariat/111438?download=true>
- 'Preventing and Countering Youth Radicalisation in the EU', Directorate-General for Internal Policies, Policy Department C for Citizens' Rights and Constitutional Affairs, 2014, online: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/JOIN/2014/509977/IPOL-LIBE_ET\(2014\)509977_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/JOIN/2014/509977/IPOL-LIBE_ET(2014)509977_EN.pdf)
- Tuck, Henry & Riazat Butt, 'European Counter-Radicalisation and De-radicalisation: A Comparative Evaluation of Approaches in the Netherlands, Sweden, Denmark and Germany', Institute for Strategic Dialogue, online: http://www.strategicdialogue.org/De-radicalisation_final.pdf
- Peachey, Paul, '[British] Government wins power to intervene in schools and colleges to prevent radicalisation', *The Independent*, 24 November 2014, online: <http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/government-wins-power-to-intervene-in-schools-and-colleges-to-prevent-radicalisation-9879753.html>
- Lozano, Maria, 'Inventory of the best practices on de-radicalisation from the different Member States of the EU', European Commission, Office of the Director General of Home Affairs, online: http://www.terra-net.eu/files/nice_to_know/20140722134422CVERLTdef.pdf
- Vidino, Lorenzo & James Brandon, 'Countering Radicalization in Europe [UK, Netherlands, Denmark, Norway]', The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2012, online: <http://icsr.info/wp-content/uploads/2012/12/ICSR-Report-Countering-Radicalization-in-Europe.pdf>
- Dudouet, Veronique, 'Anti-Terrorism Legislation: Impediments to Conflict Transformation', Berghof Conflict Research Policy Brief, November 2011, online: http://www.berghof-foundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Policy_Briefs/PolicyBrief02.pdf

- Travis, Alan, 'University professors decry Theresa May's campus anti-terrorism bill', *The Guardian*, 3 February 2015, online: <http://www.theguardian.com/uk-news/2015/feb/03/professors-letter-protest-counter-terrorism-campus>

Canada

<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Redirector.aspx?RefererUrl=%2fHousePublications%2fPublication.aspx%3fLanguage%3dE%26Mode%3d1%26DocId%3d7965854&File=29#1>

France

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/renseignement.asp>

<http://www.euractiv.com/sections/infosociety/outcry-over-french-intelligence-bill-313779>

http://www.strategicdialogue.org/Country_report_France_SF_FINAL_31_October.pdf

<https://www.laquadrature.net/en/france-adopts-anti-terror-law-eroding-civil-liberties>

http://www.coe.int/t/dlapil/codexter/Country%20Profiles/Profiles%202013%20France_EN.pdf

<http://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2013/224822.htm>

EU

http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-15-3140_en.htm

<http://secile.eu/wp-content/uploads/2013/12/Catalogue-of-EU-Counter-Terrorism-Measures1.pdf>

http://secile.eu/wp-content/uploads/2014/11/SECILE_doc_amended.pdf

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1433811504037&uri=OJ:JOL_2015_141_R_0001

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1433811504037&uri=CELEX:32014L0042>

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1433811504037&uri=CELEX:32013R0596>

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1433811504037&uri=CELEX:32013R0603>

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1433811504037&uri=CELEX:32013R0098>